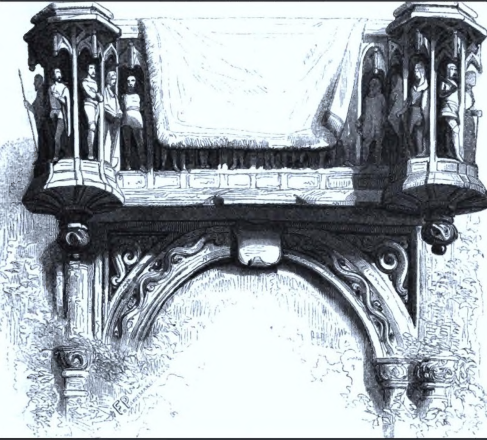
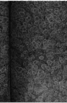


Les Belges illustres

Jean-Jacques
Altmeyer, Auguste Alexis Floréal

Digitized by Google

BIBLIOTH. PUBL. GANDAV. D.D. F. D. PASSCHAE
UNIVERSITEITSBIBLIOTHEEK GENT
900000046571



LES

BELGES ILLUSTRES.

BRUXELLES. — Imprimerie de Delevingne et Callewaert

Panthéon national.

LES

BELGES ILLUSTRES,

PAR

MM. J. ALTMEYER, A. BARON, F. CARRON,
COOMANS AINÉ, TH. JUSTE, CH. HEN, PH. LESBROUSSART, G.-H. MOKE,
L. POLAIN, LE BARON DE REIFFENBERG, EUGÈNE ROBIN,
LE BARON DE STASSART,
CH. SOUDAIN DE NIEDERWERTH, MADEMOISELLE MARIE VAN ECKELRAEDE, L. WOLFFERS.

PREMIÈRE PARTIE.

BRUXELLES.
LIBRAIRIE NATIONALE : A. JAMAR ET CH. HEN,
RUE DES MINIMES, 8 BIS.

1844

CHARLES-QUINT.

Digitized by Google

CHARLES-QUINT.

Il suffit de jeter les yeux sur une carte de l'Europe au seizième siècle, pour avoir, au premier coup d'œil, une idée de la puissance, et tout à la fois du génie de l'homme éminent dont nous allons parler. Depuis Charlemagne, nul souverain n'avait eu à gouverner un empire aussi vaste, et nul empire ne s'était formé d'éléments aussi discords. Au nord, les Pays-Bas et la plus

Digitized by Google

florissante industrie du globe, victorieuse de celle de Gênes et de Venise; à l'est, l'Allemagne et la force matérielle et militaire; au midi, Naples et les arts de l'Italie, l'Espagne et la bravoure chevaleresque; à l'ouest, le Nouveau-Monde et ses trésors; partout, ce territoire immense sur lequel le soleil ne se couche jamais : voilà pour la puissance. Voici maintenant pour le génie. Aucun lien naturel ou politique ne rattachait ensemble les membres inégaux de ce corps gigantesque; la langue, les mœurs, les constitutions, tout était différent et même hostile. Chaque état nourrissait dans son sein des germes de révolte et de discorde civile, et voyait se dresser à sa porte un ennemi terrible et sans cesse menaçant. Entre l'Espagne et les Pays-Bas, François Ier; entre l'Allemagne et Naples, Léon X; aux frontières de l'empire, Selim et les Turcs; aux frontières du midi, Barberousse et les Maures. Fallait-il repousser l'invasion des Turcs? l'alliance et les troupes des réformés étaient indispensables. Charles voulait-il rester dans les Pays-Bas? l'Espagne murmurait, la noblesse d'Arragon et de Catalogne se soulevait, et Padilla, le noble Espagnol, déclarait la guerre au bourgeois de Gand. S'éloignait-il des Pays-Bas? les turbulentes communes des Flandres levaient l'étendard de guerre, et les marchands de drap combattaient le roi d'Espagne et des Indes. S'il revenait en Allemagne, c'était pour y rencontrer Luther, les querelles religieuses et toutes les révolutions intellectuelles du XVIe siècle; enfin les trésors de l'Amérique ne rapportaient encore rien à l'Europe, et le maître des mines du Potose usait toute son habileté à remplir ses coffres vides.

Tels étaient les obstacles à vaincre, et si Charles ne sut pas les

dominer complétement par la force d'unité d'une idée vaste et inflexible, il réussit souvent à les aplanir en cédant à propos aux fatalités des hommes et des choses. Il se fit aimer et craindre au dedans, estimer et craindre au dehors. Ce qu'il était en Flandre et en Allemagne, il ne l'était plus en Espagne et en Italie. On eût dit qu'il changeait de caractère et de principe de gouvernement en changeant de latitude. Il eut l'art de se concilier également sujets et ennemis, peuples et individus, les Allemands comme les Espagnols, la duchesse d'Étampes comme le cardinal de Wolsey. Soit politique, soit grandeur naturelle, sa vie a des traits dignes de Trajan, des mots dignes d'Henri IV. La force ne lui manque pas plus que l'adresse ou la générosité. Du fond de l'Allemagne, il dompte les Catalans et les Arragonnais; il n'hésite pas à traverser la France, pour tomber sur Gand révolté et sur les restes des chaperons blancs; il triomphe de François Ier à Pavie, de Barberousse à Tunis, et la terreur de son nom suffit pour contenir le Turc dans ses limites. Enfin, chargé de grandeurs et de gloire, comme Sylla, comme Dioclétien, il dépose volontairement ce pouvoir qu'il semblait vouloir élever à la monarchie universelle, et termine dans la paix et l'humilité d'un cloître une des existences de souverain les plus agitées et les plus triomphantes dont l'histoire ait conservé le souvenir. Tout cela n'est peut-être pas assez pour le grand homme, mais c'est plus qu'il ne faut pour le grand prince.

Pendant les derniers jours de février 1500, la ville de Gand était dans toute l'agitation des réjouissances populaires; les sociétés et les corporations avaient déployé leurs bannières et leurs spectacles; un pont de cordages, jeté du beffroi à la tour

de Saint-Nicolas, y formait une promenade aérienne de 200 pas de large, éclairée la nuit par des torches et des lanternes. Les seigneurs de la cour étalaient ces magnificences féodales que ne peuvent atteindre les grandeurs bourgeoises de notre siècle. C'est qu'un fils venait de naître au comte et à la comtesse de Flandre, à Philippe le Beau, archiduc d'Autriche, et à Jeanne, reine de Castille. La naissance de Charles, que l'histoire devait immortaliser sous le nom de l'empereur Charles-Quint, avait eu lieu d'une manière aussi heureuse qu'imprévue, le 25 février, dans le palais nommé alors la Cour des princes. Le lendemain, le nouveau-né avait reçu le titre de duc de Luxembourg, et l'ordre de la Toison d'or. On lui donna pour gouverneur, Charles de Croï, duc de Chièvres, et pour précepteur, Adrien d'Utrecht, depuis cardinal et souverain pontife. Ce dernier eut d'abord moins de succès que son collègue. Négligeant les études scientifiques, dont peut-être Adrien savait mal corriger l'amertume, Charles, adroit, vigoureux et bien fait de sa personne, leur préférait les exercices du corps, le maniement des armes et du cheval, que lui enseignait M. de Croï. Ainsi se trahissait déjà ce besoin de l'utile et du positif, ce sens mûr et pénétrant, qui fut le trait principal de son caractère. Il semblait avoir compris dès lors que, pour un homme destiné à gouverner des empires dans un siècle de désordres et de guerres, la science des chevaliers qui avaient déposé sur son berceau le casque et l'épée d'or était d'un tout autre intérêt que celle des docteurs qui lui avaient remis le même jour un exemplaire de la Bible.

A six ans, Charles-Quint, par la mort de son père, devint

comte de Flandre; il n'en avait que seize, quand son aïeul maternel, Ferdinand, lui laissa la couronne d'Espagne que sa mère, Jeanne la Folle, était incapable de porter. Le traité de Noyon l'avait fiancé à la fille de François Ier, qui venait à peine de naître. Ainsi deux règnes que devait ensanglanter une guerre si longue et si variée, commencèrent par une promesse d'alliance et de paix perpétuelle.

Les historiens anglais prétendent que la jeunesse de Charles fut facile, sans méfiance, et se laissant aisément dominer par ceux qui l'entouraient. Cette opinion, que justifie si peu le reste de sa vie, ne s'appuie que sur la partialité peut-être excessive qu'il montra aux Belges, pendant les premières années de son règne. On lui a reproché d'avoir, à son accession au trône d'Espagne, mal apprécié ses nouveaux sujets et, n'écoutant que ses conseillers flamands, de leur avoir permis d'abuser souvent de leur crédit pour vendre impunément les charges et les dignités publiques. Mais que l'on songe combien il était difficile à Charles, enfant de la Belgique, élevé en Flandre, au milieu des mœurs et des coutumes flamandes, de secouer en un instant les habitudes et les opinions de tous ceux qui l'entouraient. Tout le monde était convaincu dans les Pays-Bas que l'union entre les deux nations devait être fatale aux populations belges. comme elle l'avait été à leurs princes; on attribuait la mort prématurée de Philippe le Beau à ses deux voyages en Espagne, et l'accusation d'empoisonnement était si bien enracinée dans l'esprit de la multitude que, selon Van der Vynckt, on y croyait encore deux siècles plus tard. Charles avait grandi sous cette influence. Adoré de ses concitoyens, il était naturel qu'il leur

témoignât une confiance exclusive, au moment où il se déterminait à visiter un pays que tous les préjugés de sa jeunesse lui avaient appris à regarder comme hostile à sa famille. Cependant, une fois arrivé en Espagne, sa conduite fut un habile mélange de fermeté, d'adresse et de générosité. Il estimait sans doute le caractère et les talents du cardinal Ximénès, mais il ne voulut pas conserver pour ministre un homme qui eût été plus puissant que lui-même dans son royaume. Il aimait son frère Ferdinand, mais il n'hésita pas à envoyer en Allemagne un prince que les Espagnols chérissaient comme leur compatriote, et vers lequel, à chaque apparence de mécontentement, se tournaient tous les regards. Les historiens n'approuvent pas le choix qu'il fit de son précepteur Adrien pour gouverner l'Espagne en son absence; le caractère à la fois sauvage et irrésolu d'Adrien semblait tout à fait déplacé dans des circonstances qui réclamaient tout ensemble la flexibilité et l'énergie. Mais c'était un homme pieux et honnête; les Espagnols ne le confondirent jamais avec ses collègues, et malgré leur haine pour tout ce qui portait le nom de Flamand, l'évêque d'Utrecht fut toujours aimé et révéré.

D'ailleurs, pendant ce premier séjour en Espagne, un plus vaste projet absorbait toutes ses pensées. L'empereur Maximilien venait de mourir. Henri VIII et François I^{er} se présentaient aux suffrages des électeurs. Charles-Quint se mit sur les rangs. Jamais plus puissants et plus nobles prétendants ne s'étaient disputé l'héritage de Charlemagne. Le roi d'Angleterre ne tarda pas à s'apercevoir qu'il ne pouvait soutenir la concurrence avec de tels rivaux. François faisait valoir ses qualités personnelles,

la maturité de son âge et sa bravoure éprouvée, si nécessaires dans les conjonctures difficiles où pouvait se trouver l'Allemagne, ses victoires sur les Suisses, présages d'autres victoires sur les Turcs. Charles rappelait ses immenses domaines sur les frontières de Turquie; ils faisaient de lui l'ennemi naturel de Selim, le prince qui avait le plus grand intérêt comme les plus grands moyens de lui résister, qui pouvait lui opposer, outre l'infanterie allemande et espagnole, l'or du Nouveau-Monde et le commerce des Pays-Bas; d'ailleurs, Charles, duc d'Autriche et de Luxembourg, n'était pas, comme François, étranger à l'Allemagne, et l'empire était en quelque sorte l'apanage de sa maison. Chacun des deux rivaux semait l'or et les promesses pour appuyer ses prétentions, non-seulement auprès des électeurs, mais auprès des Vénitiens, de Léon X, d'Henri VIII et de tous les princes de l'Europe qui attendaient avec anxiété le dénoûment de cette grande intrigue.

Charles triompha. La jalousie ombrageuse des électeurs, également effrayés de la puissance personnelle de François et de la puissance politique de Charles, avait d'abord fait tomber leur choix sur Frédéric de Saxe; mais celui-ci, digne du surnom de *Sage,* eut le bon esprit de refuser l'empire et reporta les suffrages sur le duc d'Autriche. Charles fut élu empereur d'Allemagne, le 18 juin 1519, et couronné bientôt après à Aix-la-Chapelle. Il n'avait pas 20 ans; et déjà, peu content de l'avoir emporté sur son émule dans l'assemblée électorale, il eut assez de talent et d'habileté pour détacher de l'alliance de la France, d'une part le souverain pontife Léon X, de l'autre Henri VIII et le cardinal de Wolsey, son premier ministre, que Fran-

çois croyait avoir enchaîné pour toujours à ses intérêts.

Cependant l'orage, qui grondait depuis plusieurs années entre l'empire et la France, finit par éclater. A la mort du duc de Chièvres, premier ministre de Charles après avoir été son gouverneur, et partisan obstiné de la paix, la guerre s'alluma de tous les côtés à la fois. François, dans l'impétuosité de son caractère, s'était déclaré l'agresseur au nord comme au midi, et la fortune avait paru d'abord lui sourire, mais il ne tarda pas à voir changer en revers ses succès d'un jour. Le duc de Foix s'empare en son nom de la Navarre, mais il la perd en moins de temps qu'il ne l'avait conquise ; soutenu par les armes et l'or de la France, Robert de la Marck ose déclarer la guerre à l'empire, et occupe le Luxembourg; mais il est vaincu, la France envahie, et si Bayard, renfermé dans Mézières, n'eût point arrêté les troupes impériales, elles pénétraient au sein du royaume. En Italie, Lautrec, malgré sa bravoure et son habileté, est forcé d'abandonner l'une après l'autre Parme, Plaisance, Milan, Gênes, Crémone, toutes les conquêtes de la France. Les derniers soldats français repassaient les Alpes, quand Charles, toujours aussi heureux qu'habile, apprend d'une part que le généreux Padilla a succombé, que la *Germanada* de Valence est anéantie, que les révoltes de Castille et d'Arragon, si menaçantes à leur origine, sont étouffées par la féodalité espagnole, sans qu'il ait eu besoin d'intervenir; de l'autre, que les cardinaux ont porté à la papauté son précepteur Adrien ; qu'Henri VIII, déclarant une guerre ouverte à François Ier, attaque la Bretagne et la Picardie ; et enfin, que le plus grand général qu'eût alors la France, le connétable de Bourbon, poussé

à bout par la haine de Louise de Savoie, allait tourner contre son roi et sa patrie, l'épée qui les avait si glorieusement défendus à Marignan et dans le Milanais, tandis qu'un an plus tard, cette autre épée de la France, le chevalier Bayard, devait se briser sur les bords de la Sessia.

Si Charles-Quint, secondé par de si heureuses circonstances, ne réussit pas toujours dans ses vastes projets, c'est que sa position, comme souverain, était bien différente de celle de François Ier, par exemple, ou de Henri VIII. Ceux-ci étaient des rois à peu près absolus, qui pouvaient disposer presque à leur gré de la fortune et de la vie de leurs sujets. Pour Charles, au contraire, il était impossible de se procurer les sommes nécessaires aux besoins les plus urgents, sans le vote des ordres de l'état. Diètes, cortès ou communes, en Allemagne, en Espagne ou dans les Pays-Bas, le libre consentement à l'impôt était pour lui une indispensable condition de toute levée d'argent; et non-seulement les assemblées se montraient en général jalouses de leurs priviléges, mais le peuple lui-même exerçait parfois de terribles vengeances contre ceux de ses mandataires qui oubliaient leur devoir, comme le prouva la mort du malheureux Tordesillas à Ségovie. Charles eut besoin d'une prodigieuse habileté pour dominer cette position. La plus précieuse de ses qualités, sous ce rapport, ce fut sa profonde connaissance du cœur humain. En s'accommodant au génie des peuples si divers qu'il gouvernait, il finit par leur imposer ses volontés; et en même temps il sut admirablement choisir les hommes utiles à l'exécution de ses projets. A l'époque où nous nous trouvons, tandis que François Ier confiait les destinées de la France à des

favoris comme Lesparre ou Bonnivet, et rebutait par ses injustices ou laissait au second rang les Bourbon, les Lautrec et les Bayard, Charles avait mis à la tête de ses armées et de sa diplomatie des hommes tels que Jean de Manoel, Pescaire, Antoine de Lèves, Lannoy, le prince d'Orange et le connétable de Bourbon lui-même. Il est hors de doute que c'est à de pareils choix qu'il dut le gain de cette bataille de Pavie qui ouvrit et ferma d'une manière si brillante la campagne de 1525, et où François vaincu, malgré des prodiges de valeur, remit son épée au brave et fidèle capitaine belge Lannoy.

On s'est étonné que Charles n'ait point profité de la victoire de Pavie pour achever la ruine de son ennemi et envahir la France consternée de sa défaite et privée de ses plus braves défenseurs. On attribua son inaction en cette rencontre à ce défaut d'argent qui paralysa si souvent ses projets, et à l'activité que sut déployer alors Louise de Savoie, mère du roi. Il semble plus rationnel de penser que Charles craignit, s'il aspirait ouvertement à la conquête de la France, de soulever contre lui l'Europe entière, si jalouse de maintenir l'équilibre entre les grands pouvoirs. L'autorité du pontife de Rome, qui avait si longtemps balancé celle des empereurs, était alors minée et croulait de toutes parts; l'absence de ce contrepoids éveillait plus vivement l'attention de tous les états sur les moindres envahissements que l'un ou l'autre d'entre eux eût osé concevoir. Vouloir effacer la France du rang des royaumes, c'était prétendre hautement à la monarchie universelle, c'était liguer l'univers contre soi. Mais ce qu'il eût été impolitique et sans doute impraticable d'essayer de vive force, Charles tenta de

ENTREVUE DE CHARLES-QUINT ET DE FRANÇOIS Ier

Digitized by Google

l'obtenir en mettant à profit la position de son ennemi. Malheureusement, on ne peut le dissimuler, cette idée l'entraîna trop loin. Au lieu de la générosité chevaleresque que François eût déployé sans doute en pareille occasion, Charles n'écouta que les inspirations de l'intérêt du moment. Pendant une année entière, il usa de tous les moyens en son pouvoir, et ne recula pas même devant d'odieuses vexations, pour faire signer à son prisonnier un traite aussi honteux que désastreux pour la France, sans songer que la rigueur même des conditions qu'il imposait les rendait inexécutables.

Dans les premiers moments qui suivirent la bataille de Pavie, et tandis que la France consternée lisait la fameuse lettre de François Ier à sa mère : « Madame, tout est perdu, fors l'honneur, » Charles avait montré une modération pleine de bon goût et de dignité ; il avait défendu les réjouissances publiques, répondant à ceux qui s'en étonnaient, qu'il serait temps de se réjouir lorsqu'on aurait triomphé des infidèles. Mais bientôt l'ambition perça ces vains dehors de désintéressement. François, renfermé dans l'alcazar de Madrid, espéra longtemps qu'une entrevue avec Charles-Quint lui-même applanirait tous les obstacles et terminerait sa captivité. Enfin, l'impatience de voir son vœu réalisé, les ennuis de la prison et les rigueurs exercées envers lui, lui causèrent une fièvre dangereuse. Charles, effrayé, se détermina à le satisfaire, et se rendit à Madrid. L'entrevue eut lieu le 28 septembre 1525. L'empereur, dit Guichardin, montra à son prisonnier une affectueuse bienveillance, et lui promit qu'il ne tarderait pas à recouvrer sa liberté. Affaibli par la maladie, François crut facilement à ces promesses, et cet

espoir contribua à lui rendre la santé. Mais les négociations ne devaient pas tarder à passer des mains de Charles-Quint dans celles de ses ministres. Les conditions de la délivrance de François devinrent tellement rigoureuses que le prisonnier préféra céder la couronne à son fils; et l'acte formel d'abdication fut porté en France par Marguerite, sœur du roi, alors duchesse d'Alençon. L'empereur sentit les conséquences d'un pareil acte; il allait perdre en un jour le fruit de ses victoires et d'une année d'attente; au lieu du roi de France, il n'avait plus en son pouvoir qu'un simple bourgeois de Madrid. Il adoucit donc en quelques points la rigueur de ses premières conditions; François, fatigué et impatient, consentit à tout, avec la résolution de ne rien tenir; le traité fut enfin signé le 14 janvier 1526, et à peine le prisonnier était-il de retour dans ses états que la guerre se ralluma.

Cette conduite était d'autant plus aisée à prévoir que, pendant le séjour de François à Madrid, les choses avaient changé de face. La crainte qu'inspirait à l'Europe la puissance du vainqueur de Pavie, et ses rigueurs à l'égard de François, avaient détaché de son alliance les princes d'Italie et le roi d'Angleterre. Le siége de Rome, prise par le connétable de Bourbon qui y perdit la vie, le sac de cette ville pendant lequel les soldats du roi catholique traitèrent la capitale du monde chrétien avec plus de barbarie que n'avaient jamais fait les Goths et les Vandales, l'emprisonnement du pape qui suivit la prise de Rome, tout contribua à aliéner du parti impérial l'esprit des princes et des peuples.

Aussi la fortune sembla-t-elle se déclarer contre l'empereur

au commencement de la campagne, et sa position eût été difficile, si François eût su mettre à profit ses premiers succès en Italie. Mais ce prince, livré aux favoris qui flattaient ses passions, se montra aussi injuste envers l'amiaal Doria, le plus habile de ses alliés, qu'il l'avait été envers le connétable de Bourbon, le plus habile de ses sujets. Puis, fatigué d'une guerre si longue et si souvent malheureuse, avide de repos et de plaisir, impatient de revoir ses fils qu'il avait donné pour ôtages, il finit par souscrire au traité de Cambrai, que l'on nomma la *Paix des Dames,* parce que Marguerite d'Autricbe et Louise de Savoie en furent seules les négociateurs. L'empereur y gagnait la cession de toutes les villes que les Français occupaient encore dans le Milanais, la renonciation de la France à toute prétention sur le reste de l'Italie et à la souveraineté de la Flandre et de l'Artois, enfin deux millions d'écus pour la rançon des fils du roi.

Tranquille du côté de la France, Charles-Quint pensa que le moment était enfin venu de reporter toute son attention vers l'Allemagne, où se propageait de toutes parts l'incendie des guerres religieuses. La conduite de l'empereur dans la question du protestantisme a été diversement appréciée. On lui reprochait dans son siècle la tiédeur de son catholicisme; depuis, on l'a plutôt accusé de n'avoir point favorisé l'élan donné par la réforme à l'esprit humain. Autant que l'on peut en juger par les faits, Charles partageait, comme individu, l'opinion d'Erasme et de ceux que plus tard l'on appela en France les *Politiques.* Ces hommes ne se dissimulaient point les abus du catholicisme, mais ils auraient voulu que la réforme partît de l'église elle-même: ils ne regardaient point celle qu'avait formulée Luther

comme un progrès dans la marche de la civilisation; ils en prévoyaient les défauts et les excès. Comme prince, sa position était nettement tracée. Empereur d'Allemagne, élu pour refouler l'islamisme en Asie, son devoir et son intérêt était de maintenir la papauté, le bras spirituel, en quelque sorte, du corps dont il était lui-même le bras temporel; chef des populations essentiellement catholiques de l'Espagne, de l'Italie et de la partie méridionale des Pays-Bas, il lui eût été impossible de tolérer la réforme sans compromettre partout sa souveraineté. Il n'avait donc pas à hésiter. Mais les circonstances furent plus puissantes que son devoir et sa volonté. Lorsque l'hérésie encore naissante pouvait être plus aisément étouffée, les agitations intérieures de l'Espagne et les guerres avec la France divertirent son attention, et quand il put se tourner tout entier contre la réforme, elle était déjà trop puissante, l'union de Smalkade comptait trop de princes et de villes libres pour qu'il osât l'attaquer de front. Plus tard, enfin, après que les excès des anabaptistes et d'autres sectaires eurent appris aux princes, aux peuples et aux premiers réformateurs eux-mêmes, quelles terribles conséquences elle pouvait amener, l'étoile de Charles pâlissait; la réforme, adulte et fortifiée par l'expérience, avait armé le bras de Maurice de Saxe; elle allait faire reculer l'empereur lui-même et fonder son existence sur l'inébranlable base de la paix de Passau.

Mais en attendant cette dernière phase de la réforme allemande au XVIe siècle, la conduite de Charles-Quint fut aussi habile et aussi prudente que le permettaient les circonstances. Tout en réclamant du pape un concile général qui pût terminer tous les différends, il consacra, par la diète de Ratisbonne, le

principe de la tolérance, il sut se concilier les catholiques et les protestants, et les trouva prêts à le seconder contre Soliman qui menaçait la Hongrie, à la tête de 300,000 hommes de troupes. Jusqu'alors Charles n'avait jamais commandé ses armées en personne. Il semblait attendre cette grande occasion. Car ici il n'avait plus à combattre des Français ou des Italiens ; il s'agissait des éternels ennemis du christianisme et de la civilisation. Soliman, le digne contemporain des grands princes qui illustrèrent le XVI[e] siècle, craignit pourtant de se mesurer avec la fortune de Charles. Devancé, dans toutes ses tentatives d'attaque, par la prudente vigilance de son ennemi, il se retira devant lui. Charles, vainqueur de l'islamisme sur terre, put bientôt remporter sur lui une victoire encore plus décisive, en arrachant Tunis aux mains du fameux Chérédin Barberousse. Les campagnes d'Italie avaient été la gloire de ses généraux plus encore que la sienne. A la prise de Tunis, l'empereur lui-même combattit une seconde fois pour l'honneur du nom chrétien, sans distinction d'opinion, pour la tranquillité de l'Europe, sans distinction de nation. Le résultat de cette conquête fut la destruction momentanée du moins de la piraterie, et la délivrance de vingt mille esclaves chrétiens, qui portèrent en tous lieux l'éloge de leur libérateur. Il revint en Allemagne par l'Italie, et chaque pas de son long voyage fut un nouveau triomphe.

La prise de Tunis est l'apogée de la gloire de Charles-Quint. Depuis cette époque, il sembla que la fortune, jusqu'alors si fidèle aux drapeaux de l'empire, ait voulu passer à l'ennemi et justifier d'avance ce mot qu'il prononça plus tard : « Je reconnais que la fortune est une femme, elle abandonne les cheveux

blancs. » Sa première disgrâce est la funeste campagne de France, de l'année 1536, où l'armée impériale fut usée et anéantie sans combats. Bientôt après, Charles se vit forcé de sévir contre les Gantois, ses compatriotes, révoltés pour une question d'impôt, contre sa sœur Marie, gouvernante des Pays-Bas. Sa sévérité, peut-être nécessaire, fut d'ailleurs tempérée par la clémence ; cependant on la lui a reprochée d'autant plus vivement qu'elle contraste avec l'indulgence qu'il témoignait en même temps pour la noblesse espagnole, coupable du même délit. On peut blâmer avec plus de justice son manque de bonne foi à l'égard du roi de France, qui, à cette occasion, lui avait accordé avec une franchise si généreuse le passage par ses états.

Mais le plus grand désastre du règne de Charles-Quint fut assurément la fatale expédition d'Alger, qu'il entreprit contre l'avis de ses plus expérimentés capitaines, et entre autres de l'amiral Doria. En vain avait-il réuni l'armée la plus brillante, la flotte la plus nombreuse et la mieux équipée que l'Afrique ait vues sans doute depuis les guerres de Rome et de Carthage ; en vain fit-il preuve, jusqu'au dernier instant, d'une constance, d'une fermeté, d'une générosité que ses prospérités continuelles ne lui avaient point fourni l'occasion de déployer jusqu'alors ; assailli sur mer et sur terre par des tempêtes inouïes, il perdit 40,000 hommes en quatre jours, et fut obligé de fuir, vaincu, moins par les ennemis qu'il eut à peine le temps et les moyens d'attaquer, que par la nature et les éléments conjurés.

Cette fois il revint par l'Espagne. Mais le retour d'Alger n'était pas celui de Tunis. D'un côté, la France, alliée avec la Turquie, avait profité de sa défaite pour recommencer la guerre,

et la journée de Cérisolle allait laver la honte de Pavie; de l'autre, l'union de Smalkade avait repris de nouvelles forces. Cependant Charles ne se laissa point abattre. Dans la campagne de 1544, les armes impériales obtinrent des succès qui amenèrent le traité si favorable de Crespy; et, par un habile mélange de prudence et de vigueur, il parvint à dénouer les liens de la ligue protestante. Malheureusement, ce retour de la fortune fut passager. Les ennemis les plus constants de Charles, François Ier et Luther, étaient morts; mais à l'homme de plume avait succédé l'homme d'épée, à Luther, Maurice de Saxe; mais au guerrier vieillissant et découragé, le guerrier animé de toute l'ambition de la jeunesse, à François Ier, Henri II. Dans la lutte avec Charles-Quint, Maurice de Saxe l'emporta sur l'empereur, d'abord par l'adresse, ensuite par la force; après s'être longtemps joué de sa sagacité ordinaire, il finit par le vaincre à Inspruck, et la paix de Passau, qui fut la conséquence de cette déroute, consolida le protestantisme en Allemagne. Henri II ne fut pas moins heureux que Maurice; la brillante défense de Metz, par le duc de Guise, mit la France à l'abri de toute attaque, et tandis que les Turcs se maintenaient en Hongrie contre l'empereur, il ne réussissait pas mieux à chasser les Français de l'Italie.

Ce fut dans ces circonstances que Charles songea à abdiquer le pouvoir souverain. Elles suffisent pour expliquer ce dernier acte de sa vie. Il n'est pas besoin de recourir ici à ces caprices du cœur, à cette satiété de l'esprit humain, dont un poëte a dit :

> Il se ramène en soi, n'ayant plus où se prendre;
> Et monté sur le faîte, il aspire à descendre.

Il n'est pas nécessaire non plus de supposer des mystères de haute politique et des secrets d'état jusqu'à présent inconnus. Des causes plus simples et plus naturelles se révèlent à l'observateur. La mission de Charles-Quint, protecteur naturel du christianisme et du saint siége, était de triompher également des infidèles et des hérétiques; or, Soliman avait pris Rhodes et dominait la Hongrie, la paix de Passau assurait l'existence de la réforme. Tous les lieux témoins des victoires de Charles l'étaient désormais de ses défaites, Alger en Afrique, Cérisolles en Italie, Metz en France, Inspruck en Allemagne. Ajoutez que de violentes attaques de goutte l'avaient tourmenté dès sa jeunesse; que la force du mal, triomphant de tous les remèdes, croissait avec l'âge; que des accès presque continuels altéraient l'énergie de son âme, lui défendaient toute occupation sérieuse et suivie, et qu'il souffrait toutes les douleurs d'une vieillesse anticipée. Je ne parle pas même avec quelques historiens du caractère difficile de Philippe II, son fils, et des entraves qu'il avait déjà mises à l'administration de plusieurs parties de l'empire. Serait-il vrai, comme le dit Van der Vynckt, que Charles sentit qu'il valait mieux céder à son fils et lui abandonner l'empire, que d'avoir recours à la force et d'en venir à des extrémités toujours douloureuses pour un père? Par tous ces motifs, Charles n'attendait plus qu'une occasion favorable pour accomplir son dessein. La paix de religion en Allemagne, le traité qu'il fit avec la France, et la mort de Jeanne d'Arragon, sa mère, en hâtèrent l'exécution.

En conséquence tous les grands de l'état et toutes les personnes revêtues des premières dignités de l'empire et de l'Espagne furent convoquées à Bruxelles, et Charles, voulant,

ABDICATION DE CHARLES-QUINT.

Digitized by Google

en cette occasion, s'entourer d'une pompe extraordinaire, monta pour la dernière fois sur son trône, dans la grande salle de son palais, le 25 octobre 1555, selon la plupart des historiens. Près de lui étaient assis Philippe, roi d'Angleterre, Maximilien, roi de Bohême, et Emmanuel Philibert, duc de Savoie; de l'autre côté, Éléonore et Marie, ses sœurs, l'une, douairière de France, et l'autre, de Hongrie, Marie, reine de Bohême, et Christine, duchesse de Lorraine. La séance ouverte, l'empereur commanda à Philibert de Bruxelles, président du conseil de Flandre, d'exposer à cette auguste assemblée le motif pour lequel elle était réunie.

Celui-ci, prenant la parole, prononça un discours qui portait en substance que, depuis que l'empereur avait reçu le sceptre des mains de son aïeul, Maximilien, le bonheur de ses sujets avait été le but de tous ses travaux, mais qu'il avait montré un attachement tout particulier aux Belges, qu'il regardait comme ses concitoyens et chérissait comme ses enfants; que maintenant, affaibli par les maladies, il se sentait averti de ne plus s'occuper que d'un monde meilleur, et de déposer en des mains plus fortes et plus habiles le fardeau du gouvernement qu'il ne pouvait plus supporter; que Philippe était parvenu à un âge où la sagesse accompagne déjà la vigueur; qu'ainsi, il se dépouillait en sa faveur de la souveraineté des Pays-Bas et de la Bourgogne; qu'il priait le Très-Haut de faire tourner cet acte de sa volonté au bonheur de son fils et de ses peuples; que lui-même allait s'embarquer pour l'Espagne, et que, dès ce moment, il dégageait ses sujets du serment de fidélité envers lui pour le transporter à Philippe.

Philibert avait à peine fini de parler, quand l'empereur se leva, appuyé sur l'épaule de Guillaume de Nassau, son favori, et parcourant des yeux un papier qu'il avait apporté pour soulager sa mémoire, s'exprima à peu près en ces termes :

« Depuis l'âge de 17 ans jusqu'aujourd'hui, le bonheur de mes peuples et la défense de la religion et de l'état ont été le seul objet de toutes mes pensées, le seul but de mes entreprises. Pendant tout cet espace de temps, j'ai donné peu de moments à mon repos, encore moins à mes plaisirs. La guerre ou les soins d'une administration si vaste et si compliquée, m'ont obligé à faire neuf voyages en Allemagne, six en Espagne, sept en Italie, quatre en France, dix aux Pays-Bas, deux en Angleterre, autant en Afrique, et à traverser onze fois les mers.

« Presque toutes les guerres que je me suis vu forcé d'entreprendre ont été couronnées d'un heureux succès; les traités et alliances que j'ai faits ont été utiles à mes peuples, si bien qu'aussi longtemps que mes forces m'ont permis de remplir toute l'étendue de mes devoirs, le seul regret que puissent avoir eu mes ennemis, c'est que Charles ait vécu et régné. Aujourd'hui je sens ces forces m'abandonner; une maladie cruelle les mine insensiblement, et ce n'est pas lorsque la mort s'approche de moi, que je serais capable de préférer quelques jours de plus passés sur le trône au bonheur et au repos de mes sujets. Au lieu d'un monarque accablé d'infirmités et déjà un pied dans la tombe, je vous donne un prince dans toute la force de l'âge; promettez-moi de lui obéir fidèlement, de demeurer unis à jamais dans la religion catholique, et pardonnez à votre roi les fautes qui ont pu lui échapper au milieu des embarras et des

inquiétudes du gouvernement. » Alors se tournant vers Philippe : « Puissiez-vous, lui dit-il, régner heureusement. Sans doute vous devez quelque reconnaissance à un père qui, de son vivant, ôte la couronne de son front pour la placer sur le vôtre ; et pourtant, lorsque je songe au fardeau dont je charge un fils que j'aime si tendrement, je le crois plutôt à plaindre qu'à féliciter. Quoi qu'il en soit, si vous pensez m'être redevable, transportez à vos peuples la reconnaissance que vous vouliez me témoigner, et prouvez-moi votre gratitude en les rendant heureux. Craignez Dieu, le souverain maître de toutes choses, maintenez dans toute sa pureté la foi catholique, respectez les lois et les privilèges des villes ; et fasse le ciel, pour vous récompenser, que vous ayez un jour un fils aux mains duquel vous puissiez remettre le sceptre avec autant de plaisir et de confiance que je le remets aux vôtres. »

Alors Philippe qui était à genoux devant son père, lui ayant baisé la main, Charles l'embrassa, lui mit les mains sur la tête, et le proclama prince des Pays-Bas ; puis il resta quelque temps immobile et les yeux pleins de larmes. Les membres de l'assemblée pouvaient à peine retenir les leurs. Enfin, l'empereur, comme épuisé par ce dernier effort, se laissa retomber sur son siége.

La cérémonie étant achevée, Charles sortit de la salle, appuyé sur le prince d'Orange. Un mois après, il déposa de même le sceptre de roi d'Espagne et des Indes. Enfin, il chargea le prince d'Orange d'aller porter la couronne impériale à son frère Ferdinand, roi des Romains.

Charles quitta son palais, et jusqu'à son départ, qui n'eut lieu qu'au mois de septembre de l'année suivante, il habita une

maison située alors dans l'enclos du Parc de Bruxelles, probablement sur le terrain occupé aujourd'hui par le Palais de la Nation, et qu'on nomma la maison de l'empereur.

Il partit de Flessingue, le 17 septembre 1556, arriva en Espagne onze jours après, et se retira au monastère de Saint-Just. On sait qu'un an plus tard les austérités auxquelles il se livra, peut-être le désœuvrement qui avait succédé à une vie si active, et le besoin d'émotions, exaltèrent son imagination, et qu'il voulut en quelque sorte abdiquer la vie comme il avait abdiqué l'empire. Ce fut en sortant de la cérémonie bizarre où l'on avait célébré ses propres funérailles, qu'il fut saisi d'une fièvre, dont il mourut le lendemain, 21 septembre 1558.

Charles-Quint eut toutes les vertus de l'homme privé ; il fut époux irréprochable, bon frère, trop bon père peut-être. On cite de lui une foule de mots spirituels, et il eut dans les grandes occasions l'éloquence du cœur ; il parlait presque toutes les langues de l'Europe ; il prouva l'intelligence des lettres et des arts, il aima et caressa les littérateurs et les artistes. On sait que visitant un jour le Titien dans son atelier, celui-ci laissa tomber son pinceau, et que Charles le ramassa, en disant que le Titien méritait d'être servi par le César. Il porta jusqu'à l'excès sa reconnaissance pour ceux qui avaient été chargés d'élever sa jeunesse ; ses précepteurs, de Chièvres et Adrien d'Utrecht, restèrent ses ministres, l'un jusqu'à sa mort, l'autre jusqu'à son élévation au pontificat. Clément envers ses ennemis, humain envers tous, il adoucit la sévérité des lois à l'égard des Espagnols et des Gantois révoltés. Il prononça un mot charmant à propos d'un de ses ennemis. « Pourquoi faire grâce, lui demandait-on, à un homme

d'un caractère obstiné et incorrigible, et qui recommencera infailliblement? — Je me ménage, répondit-il, le plaisir d'être clément deux fois. » Brave de sa personne, quand il se mit lui-même à la tête de ses armées, il fut toujours habile, sinon toujours heureux. Ce qui manqua à Charles-Quint pour être un grand homme, ce fut une grande idée qu'il ait pu saisir, embrasser, poursuivre dans tous ses détails, et réaliser dans tout son ensemble. Peut-être aspira-t-il, bien qu'il l'ait toujours nié, à la monarchie universelle : peut-être eut-il pour but, comme il le répéta souvent, de refouler l'islamisme en Asie et d'anéantir l'hérésie ; mais il eut contre lui ses propres sujets, avares de leurs ressources et jaloux de leurs libertés, il eut contre lui François Ier, Soliman et Luther; il ne parvint à atteindre aucun des buts qu'il proclamait officiellement, ou que son génie s'était marqués en secret, et à sa mort, les Turcs étaient maîtres de Rhodes et de Hongrie, la réforme était assise sur les plus solides fondements, et le projet d'une monarchie universelle était devenu plus impraticable que jamais.

Quoi qu'il en soit, sa mémoire doit toujours être chère à la Belgique. Nul prince n'a plus fait pour elle ; nul n'a mieux senti les deux conditions souveraines d'existence pour la nationalité belge, l'union indissoluble de toutes les provinces sous un seul sceptre, et la prépondérance de la capitale. « Nous avons toujours soigneusement et curieusement veillé, disait-il, dans la pragmatique sanction de 1549, à ce qui a concerné le bien, le repos et la tranquillité de nos Pays-Bas. Nous avons pourvu non-seulement à ce qui nous semblait nécessaire pour le présent, mais aussi aux choses de l'avenir, afin que nosdits pays

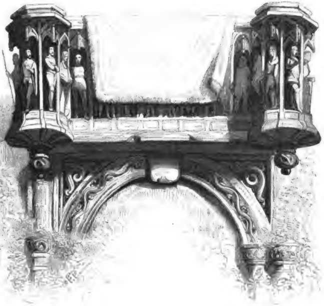
fussent d'autant mieux régis, gouvernés et conservés en leur entier. Étant notre intention de toujours faire de même envers eux par tous convenables moyens qui se pourront offrir, nous avons considéré qu'il importait grandement à nosdits pays, pour leur entière sûreté, qu'à l'avenir, ils demeurassent toujours sous un même prince, pour les tenir en une masse, connaissant bien que s'ils venaient à tomber en diverses mains par droit de succession héréditaire, ce serait leur évidente ruine. » « Charles-Quint, dit avec raison l'abbé Raynal, sera surtout adoré des Belges, qu'il distinguera. Bruxelles sera le lieu de tous ses états où la cour sera la plus belle, la plus libre, la plus nombreuse. Il avait senti de bonne heure que les Belges étaient incapables de s'accommoder au génie de leur maître; et il avait trouvé l'art de s'accommoder au leur. »

A. Baron.

Digitized by Google

ARTEVELDE

Digitized by Google



JACQUES VAN ARTEVELDE.

Ce fier bourgeois de Gand, qui s'assit à côté des princes de son époque sans vouloir d'autre titre que celui de capitaine de sa commune, a été diversement jugé par les historiens. Les uns ont cru le relever en lui prêtant des dignités imaginaires; les autres l'ont dépeint comme un vil fauteur de troubles et de séditions; mais l'examen de sa vie et de ses actes nous

montre en lui un de ces hommes puissants, qui s'élèvent par leur propre force et qui savent consacrer leur vie à soutenir une grande cause.

Né vers l'an 1300, il avait été destiné dans sa jeunesse à la carrière des armes; car, quoique fils d'un simple bourgeois, il descendait par sa mère d'une famille noble, et il avait pour aïeul maternel Sohier le Courtroisin, seigneur de Tronchiennes et de Melle. Ce vieux chevalier fit entrer son petit-fils dans la maison du comte Charles de Valois, prince du sang de France. Ce fut là que le jeune page apprit à connaître la vie des châteaux et des cours, et après avoir suivi le comte en Italie et dans l'île de Rhodes, il passa au service du roi Louis le Hutin, qui l'admit au nombre de ses *varlets de la fruiterie.* Comme il joignait à l'intelligence et à la valeur, un grand charme de langage et de manières, il semblait appelé à parcourir avec succès la route des honneurs que ces premiers pas lui avaient ouverte: mais telle ne devait point être sa destinée. Jacques Van Artevelde, revenu à Gand, s'éprit d'une femme de la bourgeoisie, fille ou veuve d'un brasseur, et son mariage avec elle le fit rentrer pour toujours dans les rangs des plébéiens.

Les chroniques le représentent comme devenu lui-même un des principaux brasseurs de la ville; mais aucun fait certain ne justifie cette tradition. Resté veuf au bout de quelques années, il épousa en secondes noces une demoiselle noble de la maison de Baronaige, et il semble avoir vécu alors du revenu des terres et des maisons qu'il possédait. Sa fortune n'était pourtant pas très-considérable. Il habitait une vieille maison de médiocre grandeur, et n'avait rempli jusque-là aucune magistrature dans

la commune. Seulement il avait la renommée d'être un *sage homme* et un ami zélé de son pays.

Les hostilités qui éclatèrent vers l'an 1337, entre l'Angleterre et la France, vinrent tirer de son repos ce bourgeois encore obscur. Philippe de Valois, qui gouvernait alors les Français, était le fils du prince dont Artevelde avait jadis été le page; mais quelles que fussent les affections personnelles du Flamand, sa patrie passait avant tout le reste, et il savait qu'elle avait besoin de l'alliance et de l'amitié des Anglais. C'était avec eux qu'elle avait formé ses relations commerciales les plus importantes, et sans parler de leur puissance maritime, eux seuls fournissaient aux drapiers de Flandre les laines nécessaires à la fabrication de leurs tissus. L'intérêt du pays était d'éviter toute rupture avec cette nation alliée; mais le comte Louis de Crécy, qui gouvernait alors la Flandre, était un prince faible et aveugle, entièrement maîtrisé par Philippe de Valois. Il s'opiniâtrait à vouloir entraîner ses sujets dans le parti de la France, et le vieux Sohier le Courtroisin ayant osé se prononcer hautement contre ce projet, dans une assemblée tenue à Bruges, le comte le fit enfermer dans le château de Rupelmonde, où il fut décapité quelques mois plus tard.

Les démarches et les prières des parents et des concitoyens du vieillard n'avaient pu fléchir le ressentiment de Louis; alors Jacques Van Artevelde se leva pour être le vengeur de son aïeul et le champion du peuple. Déjà la classe ouvrière manquait de travail. Une assemblée de la bourgeoisie fut convoquée par les gens du prince dans l'enceinte de la Byloque, et comme on y délibérait sur le parti à prendre, le petit-fils de Sohier osa dire

devant tous que la paix avec l'Angleterre pouvait seule sauver la Flandre. Il parlait avec tant de force et de persuasion que les officiers de Louis ne purent lui répondre qu'en mettant l'épée à la main. Mais on les repoussa, et Artevelde, ramené en triomphe par la foule, fut élu quelques jours après premier capitaine de la commune (3 janvier 1338).

Investi de cette autorité militaire, et fort du dévouement que lui montrait le peuple, le nouveau chef déploya autant d'énergie que d'habileté pour assurer le triomphe de la cause publique. En peu de temps il eut organisé les forces de la commune, soumis tous les cantons environnants, et attiré dans le parti des Gantois, malgré tous les efforts de Louis, les villes de Bruges et d'Ypres. Quelques troupes françaises s'étaient avancées pour appuyer le comte; mais quand on vit que le pays tout entier était prêt à soutenir Jacques Van Artevelde, Philippe de Valois fit proposer aux Flamands un accord en vertu duquel les villes devaient rester neutres entre la France et l'Angleterre, tandis que Louis et sa noblesse suivraient seuls la bannière royale. Cet arrangement fut accepté, et le comte se rendit alors à Gand, dans l'espoir de ramener les esprits. Mais ce fut en vain qu'il entreprit de ruiner l'influence qu'avait su acquérir le capitaine de la commune; il ne put ni affaiblir Artevelde, ni le gagner, ni le faire périr, et se reconnaissant le plus faible, il se retira honteusement auprès de Philippe.

L'intrépide Gantois réduisit bientôt à la soumission ou à l'exil quelques gentilshommes qui s'étaient armés pour le prince fugitif; mais sa fermeté fut mise à une plus rude épreuve, lorsque Édouard III, roi d'Angleterre, parut sur les côtes de

Flandre avec une flotte chargée de soldats. Décidé à faire reconnaître par les deux partis la neutralité des Flamands, Artevelde occupa le port de l'Écluse avec les milices gantoises, et contraignit le monarque à s'éloigner. Mais pour prix de cette neutralité qu'il observa fidèlement pendant plus d'une année, il fit demander à Philippe la restitution des villes de Lille et de Douai, et de quelques autres places que les Français avaient détenues depuis longtemps au mépris de la justice. Les tergiversations du roi l'avertirent que la force seule pourrait le contraindre à lâcher sa proie. Il n'hésita plus alors à se liguer avec l'Angleterre, et voyant que les Flamands étaient retenus par un serment solennel de fidélité qui leur avait été arraché peu auparavant, en faveur du prince français, il suggéra à Édouard l'idée de prendre lui-même le titre de roi de France, comme si Philippe n'eût été qu'un usurpateur. Cette prétention du monarque anglais pouvant passer pour légitime, à cause de sa parenté avec les rois précédents, les bonnes gens de Flandre perdirent leurs scrupules. Ils traitèrent avec Édouard, pour lequel s'étaient déjà déclarés le duc de Brabant et le comte de Hainaut, et Artevelde figura comme leur représentant à côté du roi et de ses alliés. Son éloquence et son génie lui attirèrent l'estime et la déférence de tous ces princes, dont aucun ne l'éclipsait ni dans le conseil, ni dans les occasions d'éclat. Les communes flamandes, qui le secondaient avec zèle, fournirent à leur nouveau suzerain 60,000 soldats dont la meilleure partie, conduits par Artevelde lui-même, se joignirent à l'armée anglaise pour assiéger Tournai (1340). Ce siége fut sans résultat, par la facilité avec laquelle Édouard se laissa entraîner à

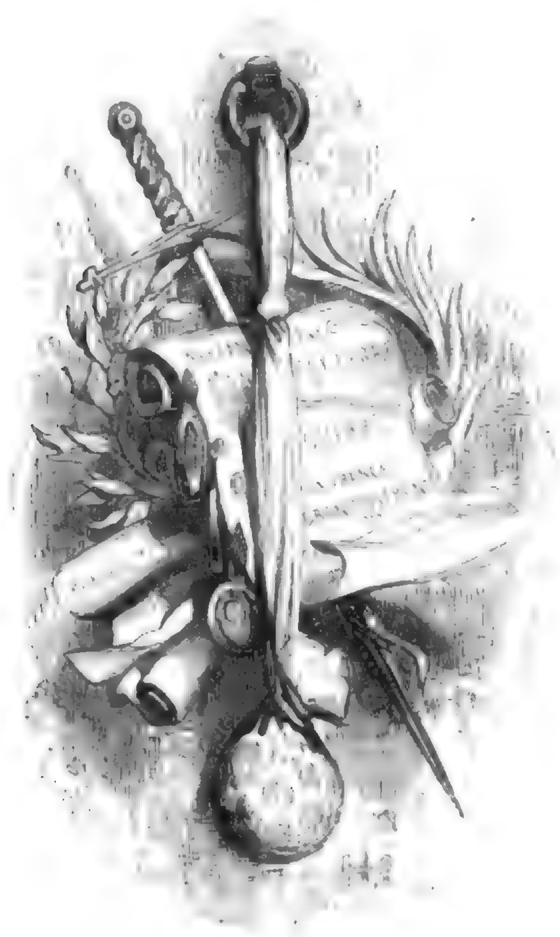
conclure une trève avec son rival. Mais Artevelde, auquel le prince anglais avait fait de grandes promesses, l'obligea du moins à stipuler des conditions honorables pour la Flandre, dont l'indépendance provisoire fut garantie par les deux rois.

Cette trève fut prolongée à plusieurs reprises, et donna aux magistrats des communes le gouvernement du pays : car le comte Louis avait perdu toute sa puissance, et l'on était même convenu qu'il ne pourrait rentrer dans la province que si le peuple y consentait. Le capitaine gantois eut alors une grande tâche à remplir; c'était à lui de veiller à la sûreté publique, de maintenir l'ordre, de réprimer les efforts des mécontents; et l'énergie même avec laquelle il s'acquittait de ce devoir lui suscitait de nombreux ennemis. Il advint qu'un noble chevalier, messire Jean de Steenbeke, l'accusa publiquement de despotisme et de tyrannie. Ainsi outragé, Artevelde ne fut plus maître de lui-même, et rassemblant ceux qui lui étaient le plus dévoués, il courut assiéger la maison de l'offenseur. C'était porter atteinte aux droits de la cité, et les magistrats déposèrent immédiatement le capitaine. Ils l'envoyèrent même en prison, et comme la haute bourgeoisie était en général indisposée contre lui, sa vie se trouva un moment en danger. Mais ses partisans accoururent en foule des villes voisines. Soutenus par le peuple de Gand, ils le remirent en liberté et bannirent ses adversaires (1343). Plus puissant alors que jamais, il donna une nouvelle organisation à la commune gantoise, et dépouillant la classe riche de sa prépondérance, il voulut que sur les vingt-six échevins qui formaient la magistrature, il y en eût vingt qui fussent choisis par les corps de métier. Il favorisa également le

parti démocratique dans les cités environnantes, et bientôt la souveraineté se trouva partout entre les mains du peuple.

Mais l'expérience ne tarda guère à prouver, cette fois comme toujours, que les masses ne se laissent pas longtemps diriger par ceux mêmes qui les ont affranchies. Les gens de métier, n'ayant plus de frein, se livrèrent à des querelles sanglantes, homme contre homme, corporation contre corporation, ville contre ville. Van Arteveldc n'ayant pu empêcher, à Gand même, le massacre des foulons par les tisserands, reconnut la nécessité de rétablir un pouvoir assez fort pour contenir le peuple, et il songea au rappel du comte. Mais rien ne put engager celui-ci à quitter le parti de la France, tandis que le chef gantois ne voyait de salut pour sa patrie que dans l'alliance avec l'Angleterre. Désespérant de ramener Louis à d'autres sentiments, il eut la pensée de placer sur le trône de Flandre le fils aîné d'Édouard. Ce monarque, plein de confiance dans la sagesse et dans l'affection d'Artevelde, qu'il appelait son bon compère, se rendit en personne à l'Écluse, et s'aboucha avec quelques-uns des principaux magistrats du pays. Mais il répugnait aux Flamands de déshériter le successeur de leurs anciens princes, et les ennemis du capitaine profitèrent de cette circonstance pour travailler à sa perte. Pendant qu'il s'assurait du consentement des villes d'Ypres et de Bruges, une assemblée se tint à Gand pour délibérer sur ses projets. La haute bourgeoisie, soutenue par les tisserands, fit rejeter le plan du capitaine, et quand il rentra dans la cité, se flattant peut-être encore de ramener les esprits, une troupe d'ouvriers ameutés par ses ennemis, l'attaqua de nuit dans sa maison et le massacra (17 juillet 1345).

Ainsi périt le chef le plus puissant et le plus énergique qu'aient jamais eu les communes de Flandre. La grandeur des vues d'Artevelde, l'habileté de sa conduite et la supériorité de son génie ne sauraient être dignement appréciés que par un examen détaillé des actes de son administration. Son caractère fut ferme et loyal, entaché peut-être d'un peu de violence, mais conforme en ce point aux mœurs et aux idées de son époque. Son amour pour sa patrie paraît avoir été sincère; il la servit avec désintéressement et fut le martyr de la cause qu'il avait fait triompher. MOKE.



JEAN Ier.

Digitized by Google

JEAN I^er^.

De tout le moyen âge le XIII^e siècle est incontestablement, après celui de Charlemagne, le plus intéressant à étudier. La féodalité, parvenue à son développement le plus complet, est déjà près de pencher vers sa ruine; et, tandis que Philippe-Auguste la frappe au cœur dans les plaines de Bouvine, en attendant que Louis XIII la fasse frapper à la

nuque sur les places publiques de ses villes, un nouvel élément de force se prépare et s'élève : les communes. Elles naissent, elles grandissent, elles se multiplient, prêtes à devenir, comme la royauté qui a commencé à marcher vers l'unité monarchique, un des termes du binôme social nouveau. Toute la formule des pouvoirs se modifie et se refait. C'est un travail général de renouvellement dans tout ce qui est.

Mais ce mouvement ne s'opère pas seulement dans l'ordre des faits ; il se manifeste aussi dans l'ordre des idées. Car, de même que les villes tendent à leur affranchissement politique, les poëtes et les philosophes réclament, ceux-ci par la bouche d'Abeilard et d'Érigène, ceux-là par la bouche de Rutebeuf, de Jean de Meung et de l'auteur anonyme du roman du *Renard*, l'affranchissement de la raison. L'esprit d'examen s'établit. On en use, on en abuse. Si bien qu'à l'œil le moins exercé à la synthèse historique, le XVI^e siècle, avec ses haines politiques et religieuses et ses luttes si pleines d'acharnement, et le XVIII^e, avec ses thèses audacieuses, ses positions hardies et ses tendances violentes, se montrent tout entiers en germe dans le XIII^e siècle.

Entrons dans cette époque, si pleine d'intérêt, et regardons autour de nous. Les querelles des papes et des empereurs bouleversent l'Empire et l'Italie. La guerre contre les Albigeois dévaste les joyeuses cités du Languedoc, et présente le dernier mouvement du flot de l'invasion franke dans les Gaules. La rivalité de la France et de l'Angleterre a commencé avec énergie une lutte qui doit durer trois siècles et une haine nationale qui doit durer à jamais. Les Anglais obtiennent cette grande charte qui fit si longtemps leur force et leur grandeur, tandis

qu'en Espagne les Maures plient sous les épées d'Alphonse IX, de Sanche le Brave et de Jayme Ier qui leur livre trente-trois batailles. En Orient, un prince flamand, Baudouin, commande la quatrième croisade, prend Constantinople et s'assied quelques jours sur le trône dévorant des empereurs de Bysance, comme cet autre prince belge, Godefroid de Bouillon, avait pris Jérusalem et porté quelques jours la couronne des rois de la ville sainte. Enfin, au nord de l'Europe, d'autres croisés de l'Occident s'occupent à combattre, dans le fantôme de l'hérésie des Stadings, l'esprit d'indépendance et de liberté que cette fière population oppose à l'introduction des usages féodaux.

Dans un horizon plus restreint, nous voyons d'un côté la Hollande, livrée à toutes sortes de luttes intestines, qu'elle n'interrompt par intervalles que pour tourner ses armes contre l'indomptable race des Frisons, qui brave à la fois les foudres de l'Église et les lances de la chevalerie féodale pour maintenir son indépendance traditionnelle; l'évêché d'Utrecht, dont les prélats guerriers, toujours debout sur leurs frontières, savent mieux manier leur masse d'armes que leur crosse épiscopale; la Zélande, sans cesse en querelle avec les Flamands pour leur disputer quelques bancs de sable que la mer lui dispute à son tour; la Gueldre, épiant dans toutes les divisions de ses voisins l'occasion de s'agrandir, et prête à substituer aux perles de la couronne de ses comtes les feuilles d'ache des ducs. De l'autre côté, c'est la Flandre, dont les communes se développent d'une manière presque fabuleuse en force et en richesses, et dont l'énergique population se dispose à croiser, dans les plaines de

Courtrai, ses bâtons bourgeois avec les épées de tout le baronnage de France ; c'est le Hainaut, que la fureur des d'Avesnes, ces Atrides de notre moyen âge, transforme en un vaste champ de bataille ; c'est Namur qui, après la mort d'Henri l'Aveugle, devient successivement le satellite du Hainaut et de la Flandre ; c'est le Luxembourg qui, tombé sous la seigneurie des comtes de Limbourg, les chevaliers les plus batailleurs de leur époque, va devenir une pépinière d'empereurs pour l'Allemagne et de rois pour la Bohême. A l'ouest, c'est le marquisat d'Anvers, que son vain titre de terre impériale ne fait guère respecter, et la seigneurie de Malines, où la belliqueuse famille des Berthold lutte tour à tour avec les évêques de Liége et les ducs de Brabant. Enfin, à l'est, c'est la principauté de Liége, dont la mître épiscopale est un but constant pour toutes les ambitions, et dont l'histoire n'est qu'une série de révoltes, de soulèvements et de guerres, où le lecteur lui-même ne peut s'aventurer qu'armé d'une cotte de mailles.

Tel était le milieu où se trouvait placé le Brabant au treizième siècle.

Ce duché avait passé aux comtes de Louvain, sous Godefroid Ier, surnommé *le Barbu,* que l'empereur Henri V revêtit, en 1106, du titre de duc de la basse Lotharingie. Le sixième prince de cette maison, Henri III, mourut en 1261. Son humeur pacifique, sa libéralité, sa sagesse et son amour des lettres lui assignent à la fois une place distinguée dans notre histoire politique et dans notre histoire littéraire. A l'exemple de son père (Henri II) et de son aïeul (Henri Ier), qui installèrent le système communal en Brabant, il fut un des princes qui firent le plus

pour les libertés du duché. Poëte lui-même, car il nous reste de lui quelques curieux échantillons poétiques, il fut le protecteur des trouvères, parmi lesquels se distinguait surtout Adenez-le-Roi, le plus fécond des écrivains de son temps.

Henri III, en entrant dans la tombe, laissa quatre enfants mineurs, dont la tutelle donna lieu aux contestations les plus graves. Sa veuve Alix eut à la disputer d'abord à leur oncle, Henri, landgrave de Thuringe, qui était accouru d'Allemagne pour la réclamer, ensuite à Henri de Gaesbeke, petit-fils du duc Henri Ier. Le premier de ces seigneurs fut aisément écarté par la volonté unanime du pays. Il était plus difficile de triompher du second, qui, appuyé sur Othon, comte de Gueldre, et sur Henri, évêque de Liége, paraissait résolu à soutenir ses prétentions par les armes. La duchesse ne s'en délivra qu'après avoir gagné, à force de promesses et d'argent, ses deux tenants, qu'elle poussa même à prendre les armes contre lui et à ravager le territoire de Gaesbeke. Pendant que ces deux princes se livraient à ces dégâts, elle se hâta de choisir, parmi les épées les plus puissantes du pays, Godefroid, sire de Perweys, et Gauthier Berthold, seigneur de Malines, pour l'assister de leurs conseils et de leur puissance. Ce choix irrita vivement Arnould de Wesemaele, maréchal héréditaire de Brabant, qui, se voyant exclu d'une dignité à laquelle il croyait avoir des droits, ne songea plus qu'aux moyens de se venger de l'affront qui lui était ainsi infligé. Le moyen qu'il embrassa fut la révolte et la guerre. Il attacha à ses intérêts une partie des habitants de Louvain, se rendit maître de cette ville et commença contre le seigneur de Malines une lutte acharnée.

Mais il fut battu à plusieurs reprises, et enfin complétement défait.

Une autre cause d'embarras et de difficultés succéda bientôt à celle-là. Des trois fils que Henri III avait laissés, l'aîné, nommé Henri, comme son père, était d'une grande faiblesse d'esprit et d'une singulière difformité de corps. C'est pourquoi la duchesse conçut l'idée de lui substituer son puîné, Jean, dont l'intelligence précoce annonçait un prince capable de tenir un jour dignement les rênes de l'État. Ce projet indisposa une grande partie de la noblesse, qui se promettait, sans doute, d'avoir bon marché d'un souverain dont la main eût laissé flotter le pouvoir au gré de toutes les ambitions. Mais la duchesse manœuvra si habilement les esprits, qu'elle parvint à rallier à ses vues un grand nombre de partisans. Aussi, tout étant bien préparé, une assemblée des seigneurs et des principales villes du pays fut tenue à Cortemberg, le 14 mai 1267. La paix y fut signée entre Alix et la ville de Louvain, et le jeune Henri y déclara qu'il cédait librement et spontanément à son frère Jean tous les droits qu'il pouvait prétendre sur la succession de son père. L'acte de cession fut dressé à Cambrai, neuf jours après, et solennellement ratifié par Richard, roi des Romains, qui investit Jean Ier du duché de Brabant et de Lothier. Henri se retira dans la solitude d'un couvent à Dijon, où il embrassa, selon quelques écrivains, la vie monastique.

Jean, qui ne comptait alors que quinze ans à peine, mais que Richard avait déclaré majeur, fit sa joyeuse entrée à Louvain et dans les autres villes du pays, peu de temps après la conclusion de l'acte de Cortemberg.

La légitimité de ses droits se trouvant ainsi consacrée, il songea à fortifier son autorité par une solide alliance. Il épousa, en 1269, Marguerite de France, petite-fille de saint Louis. Mais il eut la douleur de la perdre l'année suivante, et se consola bientôt des chagrins du veuvage en prenant, en 1273, pour sa seconde femme, Marguerite, fille de Gui de Dampierre, comte de Flandre. Les fêtes instituées pour célébrer cette nouvelle union étaient à peine terminées, que le duc prit les armes et s'avança vers les frontières du pays de Liége, pour châtier l'évêque Henri de Gueldre qui, malgré l'arrangement conclu avec Alix, avait, en 1267, commis de grands dégâts dans la seigneurie de Malines, en essayant de disputer aux Berthold la tutelle des jeunes princes de Brabant. Déjà il se trouvait avec son armée entre Saint-Trond et Léau, quand la nouvelle de la mort de sa mère le fit tout à coup revenir sur ses pas.

Au moment où il remplissait sur le tombeau de la morte ses derniers devoirs de fils, il apprit que l'empereur Rodolphe venait d'arriver à Aix-la-Chapelle. Il y courut, et obtint de ce prince l'investiture régulière du duché. Peu de jours après, il se trouva à la tête de sa chevalerie et envahit la Hesbaie, où il promena le fer et la flamme.

Les Liégeois assistèrent presque avec satisfaction à ces ravages, car ils espéraient que cette guerre les délivrerait enfin de l'odieux Henri de Gueldre, qui avait été pour eux un maître si dur. Mais la guerre cette fois n'écouta point leurs vœux. C'est au pape qu'il était réservé de déposer, en 1274, au concile de Lyon, ce prélat pour qui rien n'avait été sacré et qui avait donné l'exemple de tous les scandales.

Presque au moment même où l'Église brisait ainsi la crosse de l'évêque de Liége, les liens que le premier mariage de Jean Ier avait établis entre lui et le roi de France, furent resserrés par l'union de Marie de Brabant, sœur du duc, avec Philippe le Hardi. Une grande amitié était née entre ces deux princes, et elle devint bientôt une complète fraternité d'armes. Une troupe française était venue se ranger sous la bannière de Brabant, pour assister le duc dans sa lutte contre Henri de Gueldre, en 1273. Deux années après, il saisit l'occasion d'aider à son tour le roi dans une guerre qui venait d'éclater entre la France et la Navarre, et il se plaça lui-même, avec son frère Godefroid, à la tête des lances brabançonnes qu'il conduisait au secours de Philippe le Hardi. Ce fut à la suite de cette expédition que le roi créa, à Paris, nos deux princes chevaliers et leur chaussa les éperons. Maintenant il s'agissait d'aller dans le monde faire acte de prouesse et de chevalerie; car, selon le langage d'un chroniqueur contemporain, Van Heelu, les épées s'étaient singulièrement amollies dans tous les pays. Aussi, dès ce moment, il ne se donne plus un tournoi de quelque importance, sans que le blason de Jean Ier y figure; il ne s'ouvre plus une lice honorable, sans que le destrier de notre duc s'y présente comme de lui-même. Qu'un clairon se fasse entendre pour annoncer une joute, et le voilà qui part comme un de ces chevaliers errants dont les noms poétiques remplissent les pages de nos vieux romanciers. Il est partout. Le voici qui se mesure avec les barons d'Angleterre, et qui prépare, en passant, le mariage de son fils Jean avec la princesse Marguerite, fille du roi Édouard. Le voilà en France pour prendre part à la guerre

qui vient de s'allumer entre Pierre d'Aragon et Charles de Sicile.

Cette dernière expédition est peut-être celle qui caractérise le mieux Jean Ier, et en même temps l'esprit aventureux de la chevalerie belge. Les deux rois, dans le but d'épargner le sang, étaient convenus de laisser la décision de leur différend aux chances d'un combat de cinquante hommes contre cinquante hommes. Cet arrangement conclu, tous deux firent un appel aux lances les plus braves de la chrétienté. Le duc Jean ne pouvait manquer cette occasion de faire éclater son courage. Il partit avec dix de ses meilleurs chevaliers. Les cinquante combattants de Charles de Sicile se réunirent à Bordeaux, et attendirent dans une plaine, voisine de cette ville, lieu désigné pour le combat, les tenants de Pierre d'Aragon. Mais malheureusement ceux-ci ne comparurent point; de sorte que la rencontre n'eut pas lieu.

C'est immédiatement après la lutte que Jean Ier eut à soutenir contre l'évêque Henri de Gueldre qu'éclata cette fameuse guerre de la Vache, qui couvrit le Condroz de tant de sang et de ruines. En ce temps-là, il n'y avait pas d'endroit plus renommé dans tous les Pays-Bas que la petite ville d'Andenne, par les tournois qui s'y donnaient à chaque moment. Or, vers le milieu de l'an 1274, il s'y donna une joute, à laquelle s'étaient rendus le comte de Namur, son frère Godefroid, le duc Jean Ier, le comte de Bar et une grande partie des seigneurs les plus considérables du pays. Parmi les curieux attirés par le spectacle de cette solennité féodale, il y avait un habitant de Ciney, Rigaud de Corbion, auquel une vache avait été enlevée, quel-

ques jours auparavant, par un paysan du village de Jallez. Le hasard fit que le voleur se rendit à Andenne, pour essayer de la vendre. Corbion la reconnut aussitôt, et invoqua, pour se la faire restituer, l'assistance du grand bailli du Condroz, Jean de Halloy, qui se trouvait également au lieu du carrousel. Malheureusement Andenne n'était pas dans la juridiction du bailli, qui, ne pouvant ainsi user de la force, eut recours à la ruse. Après avoir promis au voleur la vie sauve, il obtint de lui l'aveu du crime et parvint à l'engager à ramener la vache à l'endroit où il l'avait prise. Mais à peine le pauvre paysan eut-il mis le pied sur le territoire du Condroz, qu'il fut arrêté et pendu.

Jean, sire de Gosnes, auquel appartenait le village de Jallez, entra dans une grande colère lorsqu'il entendit qu'au mépris de ses droits justice avait ainsi été faite sur un de ses hommes. Après avoir vainement demandé satisfaction à l'évêque de Liége, Jean d'Enghien, dont l'église possédait la seigneurie du Condroz, et qui ne put faire droit à ces réclamations, trop occupé qu'il était de tenir tête aux désordres que Henri de Gueldre ne cessait d'entretenir dans l'évêché, il résolut de recourir aux armes. Il rallia à sa cause ses deux frères, le seigneur de Beaufort et celui de Fallais, appela à son aide ses nombreux amis, et se jeta sur le Condroz, qu'il se mit à ravager par le fer et par le feu. Il ne fallait rien de moins que cette extrémité pour soulever d'indignation toute la belliqueuse population de la principauté de Liége. De toutes parts elle courut aux armes. Un corps de troupes fut placé sous les ordres du grand bailli de la Hesbaie et alla planter le siége devant le château de Fallais, dont le seigneur fut pris et tué. Un autre fut mis sous le commandement

de Jean de Halloy, et détruisit le manoir de Gosnes à Tihange après avoir saccagé le village de Jallez et dévasté une partie du Condroz, pendant que les gens de Huy investirent le château de Beaufort.

Après la mort de son père, le jeune sire de Fallais et ses deux oncles, les sires de Beaufort et de Gosnes, appelèrent à leur aide les lances brabançonnes, namuroises, luxembourgeoises et flamandes, et prêtèrent même serment d'hommage au duc de Brabant et au comte de Namur. Une grande partie des secours réclamés arrivèrent et pénétrèrent par tous les points dans le territoire de Liége. Le comte de Luxembourg entra dans le Condroz et rasa la ville de Ciney, après en avoir passé les habitants au fil de l'épée. Le comte de Namur essaya, mais sans succès, de jeter dans la ville de Dinant une troupe, commandée par le seigneur de Dave. Enfin, le duc de Brabant s'avança vers Fallais, et força les Liégeois à lever le siége de cette forteresse, pendant qu'une partie de l'armée namuroise dégageait la citadelle de Beaufort.

Les gens de Liége avaient affaire à trop forte partie pour se trouver en état de tenir tête à tant de forces réunies. Aussi ils se virent bientôt réduits à céder de toutes parts le terrain, mais non sans commettre de grands dégâts sur les marches de Namur, de Luxembourg et de Brabant. Tous ces événements s'étaient succédé avec tant de rapidité, que la brave chevalerie hesbignonne n'avait pas eu le temps d'apprêter ses lourds chevaux de guerre et ses épées de bataille. Tout à coup elle se mit en campagne, se dirigea vers Fallais, tomba comme la foudre sur les Brabançons, et, sans leur donner le temps de se reconnaître,

les affligea d'une défaite si complète qu'elle leur tua six mille hommes et fit prisonniers le fils du duc Jean avec trente chevaliers. Ce succès inattendu des armes liégeoises ralluma plus vivement que jamais la guerre qui paraissait déjà près de s'éteindre. Elle dura deux ans, et, après avoir coûté la vie à près de trente mille hommes, elle se termina grâce à l'intervention du roi Philippe le Hardi, que les auteurs de tant de désastres consentirent enfin, en 1276, à accepter comme arbitre. Ce prince décida que les choses seraient remises dans l'état où elles étaient avant le commencement des hostilités, et que l'hommage fait au duc de Brabant, par le sire de Fallais, et au comte de Namur, par les sires de Beaufort et de Gosnes, serait regardé comme non avenu. Mais, malgré cette stipulation, ces trois seigneuries n'en furent pas moins perdues à toujours pour la principauté de Liége.

A peine sorti de cette lutte, Jean I[er] s'engagea dans une autre guerre contre le sire de Heusden, qui, profitant du moment où le duc était occupé ailleurs, avait commencé des incursions sur le territoire de Bois-le-Duc. Jean le battit à outrance et le réduisit à merci.

Puis tout à coup il se tourna vers la Meuse, châtia le sire de Kessel, franchit le fleuve, prit et démolit le château de Rimbourg, faisant ainsi justice de ces seigneurs, moins occupés de maintenir le repos et la sûreté des grandes routes, que de dévaliser les passants, les marchands les mieux garnis surtout. Il prit partout des otages ou de bonnes cautions, pour mettre un terme à ces odieux brigandages. Il parvint même à conclure un *Landfried,* ou paix du pays, avec l'archevêque de Cologne, les comtes

de Clèves et de Limbourg, et plusieurs autres seigneurs, pour la défense commune des chemins publics entre la Meuse et le Rhin. Cet acte porte la date du 28 août 1279, et nous amène à cette époque de la vie de Jean Ier où il gagna le surnom de *Victorieux,* nous voulons dire à cette querelle mémorable dont le résultat fut la conquête du duché de Limbourg.

Mais ce grand événement fut précédé d'un drame plein de mystère dont la sœur du duc faillit devenir la victime.

Mariée depuis l'an 1274 à Philippe le Hardi, Marie de Brabant partageait avec lui le trône de France dont elle était aussi digne par ses vertus que par sa sagesse. Sa présence et l'ascendant qu'elle acquit bientôt sur l'esprit de son époux, ne tardèrent pas à porter ombrage à Pierre de La Brosse, qui, après avoir été barbier de Louis XI, était devenu le commensal et le favori de Philippe, et s'était élevé au rang de grand chambellan et de premier ministre. L'odieux protégé n'eut plus qu'une pensée : c'était de perdre la reine.

Un jour, Louis, le plus âgé des quatre fils que le roi avait obtenus de sa première femme, Isabelle d'Aragon, mourut subitement dans d'horribles convulsions. Le bruit se répandit qu'il avait succombé au poison. La Brosse sut faire accroire à son maître que le crime était l'œuvre de la reine, qui, en écartant par le poison les princes du premier lit, aurait cherché à ouvrir la route du trône à ses propres enfants. Philippe tomba aveuglément dans ce piége grossier, et fit enfermer la reine dans le donjon de Vincennes. Mais, avant de prendre une décision, il voulut faire consulter une béguine qui habitait une tour solitaire à Nivelles, en Brabant, et qui passait pour une habile

devineresse. Elle répondit aux messagers du roi que le poison avait été versé par un homme qui se trouvait tous les jours auprès du roi, par La Brosse lui-même.

Cependant, si étroitement gardée qu'elle fût, Marie était parvenue à instruire son frère de l'horrible position où elle se trouvait. S'il faut en croire la tradition, d'accord ici avec les chroniqueurs contemporains, excepté Van Heelu, Jean I[er] partit aussitôt pour Paris, vêtu en moine et accompagné d'un seul écuyer. Arrivé à Vincennes, il pénétra, à la faveur de son déguisement, dans la prison de sa sœur, et acquit aisément la preuve de l'innocence de la captive. Alors, dépouillant la robe de moine, il se présenta en chevalier et défia en champ clos l'infâme accusateur. Mais La Brosse, se voyant découvert, avait cherché à se sauver par la fuite. Il fut repris ; et, interrogé par la torture, il avoua tous ses crimes. Car l'accusation lancée contre la reine, n'était pas le seul dont il fût convaincu. Dépositaire des secrets de l'État, il les avait vendus à Alphonse de Castille. Ainsi, doublement coupable, il fut condamné au gibet, et subit le même jour sa peine. La charrette qui le conduisit au supplice fut accompagnée des imprécations du peuple. Selon la Chronique de Flandre, « le comte d'Artoys chevaulchoit d'ung costé et le duc de Brabant à l'aultre costé, et le menèrent chantant à Montfaucon, et là fust pendu, » pendant que la reine rentrait triomphante dans son palais.

Mais bientôt un événement plus grave se présenta. Waleram IV, duc de Limbourg, mourut en 1280, et laissa pour unique héritière sa fille Ermengarde. Cette princesse était,

JEAN I^{er} VISITANT SA SŒUR

Digitized by Google

depuis sept ans, l'épouse de Renaud, comte de Gueldre et de Zutphen, que les historiens surnommèrent *le Belliqueux*. Le 18 juin 1282, elle obtint de l'empereur Rodolphe l'investiture du Limbourg. Il fut stipulé, dans les lettres impériales qui la lui conférèrent, que, dans le cas où elle viendrait à mourir avant son époux, le comte de Gueldre, celui-ci continuerait à posséder, sa vie durant, la jouissance du duché de Limbourg et des territoires qui en dépendaient. Le cas prévu dans l'acte d'investiture ne tarda pas à se présenter. En effet, Ermengarde mourut en 1283.

Cette mort ouvrit un vaste champ de discorde entre les princes de la maison de Limbourg, et produisit enfin une guerre qui désola, pendant longtemps, le pays d'entre Meuse-et-Rhin. Renaud de Gueldre s'était mis en possession du duché, en vertu des lettres impériales. Mais Adolphe, comte de Berg, neveu du duc Waleram IV, et par conséquent le plus proche parent d'Ermengarde, éleva tout à coup des prétentions sur le Limbourg et voulut y succéder à sa cousine. Il en obtint l'investiture du duc Jean Ier, dont le père, Henri III, avait rendu en partie ce duché fief de Brabant. D'un autre côté, il se rendit favorables les Liégeois.

Ces mesures prises par Adolphe de Berg mirent en émoi tous les princes de la lignée de Limbourg, qui s'unirent aussitôt en une coalition formidable. Il fallait faire face à cette ligue. Aussi Adolphe invoqua les armes des princes de sa maison pour déposséder Renaud. Mais ils lui refusèrent leur appui, à moins qu'il ne voulût consentir à les admettre au partage du duché. Cette condition, il ne l'accepta point, et il s'adressa à Jean Ier,

auquel il vendit les terres de Limbourg avec toutes leurs dépendances, le 13 décembre 1283.

A cette nouvelle, les alliés de Renaud de Gueldre resserrèrent leur union, dans laquelle entrèrent aussi le comte de Clèves et Siffroid, archevêque de Cologne. De son côté, le duc Jean s'attacha les comtes de Looz, de Hollande, de Bourgogne, de la Marck, de Waldeck, le sire de Cuyck et l'évêque de Liége. Mais, avant d'en venir aux dernières extrémités, il fit proposer au comte Renaud de soumettre leur différend à l'empereur. Renaud s'y refusa. Alors commença une guerre terrible, qui couvrit de ruines les terres des alliés du comte et une partie de la Campine brabançonne. Cette lutte acharnée se prolongea pendant cinq ans, malgré les efforts du roi de France et du roi d'Angleterre pour y mettre un terme. Par intervalle, elle ne fut interrompue que par des trêves bien courtes, où les deux partis puisaient des forces nouvelles pour se heurter avec plus de fureur. Parfois Jean I^er^ mettait ces suspensions d'armes à profit pour courir ailleurs faire acte de chevalerie. Ainsi, tantôt le voilà qui accompagne le roi Philippe le Hardi aux Pyrénées, pour l'aider à ravir à Pierre d'Aragon ce royaume dont le pape Martin IV a investi la couronne de France; tantôt il vole au secours du comte de Bar, contre lequel l'évêque de Metz vient de lever sa crosse puissante.

Enfin, au mois de mai 1288, toutes ces sanglantes querelles semblaient près d'arriver à leur terme. Le duc Jean se rendit à Maestricht, le comte Renaud à Fauquemont, chacun avec ses alliés, dans le but d'ouvrir des conférences pour la paix. Mais tout à coup survint un acte qui trompa toutes les espérances

qu'on avait conçues de voir enfin intervenir un arrangement. On apprit que Renaud avait signé l'abandon de ses droits sur le duché, en faveur du comte de Luxembourg. A cette nouvelle, le duc furieux s'avança vers Fauquemont avec quinze cents hommes. Mais l'assemblée s'était dissoute, et l'archevêque Siffroid s'était enfui vers le Rhin. Jean le poursuivit, à la tête de toute son armée, brûla les faubourgs de Bonn, et, sollicité par les habitants de Cologne, alla planter le siége devant le château de Woeringen, où le prélat entretenait une troupe de gens d'armes, qui vivaient de brigandages et dévastaient le pays tout à l'entour.

L'archevêque rassembla en toute hâte ses hommes de guerre et fit un appel à tous les membres de la fameuse ligue formée par Renaud de Gueldre, leur promettant qu'ils auraient bon marché des Brabançons. Tous accoururent, si pleins de confiance dans leurs forces qu'ils amenèrent avec eux des chariots chargés de chaînes, pour enchaîner le duc et les siens.

Bientôt les deux armées se trouvèrent en présence. C'était dans la matinée du 5 juin 1288. L'archevêque chanta une messe solennelle devant les princes alliés, et fulmina l'anathème contre le duc Jean.

— Périsse le duc! répondit l'assistance irritée.

Jean s'était préparé au combat, en faisant célébrer sur plusieurs points de son camp l'office divin, et en adressant à ses soldats une harangue qu'il termina par ces mémorables paroles :

— Si vous me voyez prisonnier, ou si je prends la fuite, que je meure par la main d'un de vous!

Peu de moments après, la bataille se trouve engagée. Au premier choc, les gens d'Adolphe de Berg sont mis en déroute. Jean vole à leur secours, et attire de son côté tous les efforts des ennemis par l'éclat et la richesse de son armure. Le comte de Luxembourg, qui le cherche, fait une trouée dans les lignes des combattants et pénètre jusqu'à lui. Les deux princes s'attaquent d'abord à la lance et à l'épée. Bientôt ils jettent leurs armes et se prennent corps à corps, luttant pour s'arracher des étriers. Waleram de Ligny, frère du comte, tourne autour des deux formidables champions, écartant et tuant tout ce qui veut approcher. Mais il ne tarde pas à succomber sous le nombre des assaillants. Le comte, exaspéré par la mort de son frère, se rue avec les siens dans les rangs des Brabançons, et les met dans un si épouvantable désordre, que la bannière de Brabant s'abaisse au milieu de la mêlée et que les trompettes cessent de sonner. Le duc lui-même disparaît dans le tourbillon, et son cheval est tué sous lui. Mais il continue à combattre à pied pendant quelque temps; puis il s'élance sur le destrier d'un de ses officiers, ranime l'ardeur de ses hommes, et rompt à son tour les rangs des Luxembourgeois. Leur étendard est renversé, et le comte tombe frappé à mort par un chevalier brabançon. Les gens de Luxembourg ainsi écrasés, tout l'effort de Jean I[er] se porta sur Renaud de Gueldre et sur l'archevêque Siffroid. Ces deux princes firent des prodiges de valeur. Mais ils ne purent soutenir le choc des Brabançons. Le prélat fut pris, et sa bannière, que portait une tour de bois traînée sur un char, tomba au pouvoir du duc. Renaud de Gueldre cherchait encore à forcer la victoire. Mais ses meilleurs chevaliers périrent à ses côtés, et lui-même

BATAILLE DE WOERINGEN

Digitized by Google

fut renversé sous son cheval et grièvement blessé. Son parent, Arnould, comte de Looz, le fit prisonnier. Il ne restait plus que Waleram de Fauquemont à la tête des ennemis. Longtemps il combattit comme un lion. Mais il fut réduit enfin à quitter le champ de bataille, après une lutte désespérée, mais inutile.

Du côté des Brabançons il n'y eut que trente-deux chevaliers tués. La perte des ennemis fut considérable. Outre les morts qu'ils laissèrent sur le champ de bataille, ils virent tomber entre les mains des vainqueurs un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvaient l'archevêque de Cologne, le comte de Gueldre, les comtes Adolphe et Henri de Nassau, Waleram de Juliers, le comte de Neuenare, et une partie des seigneurs les plus importants des pays situés entre la Meuse et le Rhin. Cet engagement terrible avait commencé à neuf heures du matin; il ne se termina que le soir, laissant toute la plaine couverte de morts, de mourants, de chariots rompus, de bannières déchirées, d'armes ébréchées, de quatre mille chevaux tués, outre les blessés qui, en expirant, hennissaient encore à la vue de quelque lambeau du pennon de leur maître. Les prisonniers furent chargés des chaînes qu'ils avaient apprêtées pour garrotter les Brabançons. Puis les morts furent mis en terre par des religieux qui étaient accourus à Woeringen pour leur rendre ce pieux devoir. On chercha vainement les corps du comte de Luxembourg et de Waleram, son frère, de Berthold, sire de Malines, et de plusieurs autres seigneurs, que les soldats, avides de butin, avaient déjà dépouillés de leurs vêtements et de leurs armoiries.

Ainsi finit cette journée si célèbre de Woeringen, qui assura désormais au Brabant la possession du duché de Limbourg. Afin de perpétuer le souvenir de cette conquête, Jean Ier institua, en 1290, la chapellenie des Trois Rois, dans l'église de Sainte-Gudule, à Bruxelles, où le corps des arbalétriers, qui avait puissamment contribué au gain de la bataille, fonda, en 1304, l'église du Sablon, dédiée à Notre-Dame-des-Victoires. La fameuse procession, qu'on appelait l'*Ommegang* et qui se faisait le dimanche avant la Pentecôte, rappela, pendant plus de cinq siècles, au peuple de Bruxelles l'anniversaire de la mémorable bataille.

Pour effacer jusqu'à la dernière trace des dissensions qui avaient si longtemps divisé le duché de Brabant et les princes de la maison de Limbourg, Jean Ier donna sa fille aînée, Marguerite, en mariage à Henri, comte de Luxembourg, dont le père était tombé à Woeringen, et qui parvint à la couronne de l'empire sous le nom d'Henri VII.

Cette longue lutte avait entièrement épuisé le trésor du duc. Mais les Brabançons, en signe d'affection pour leur prince, lui abandonnèrent spontanément le vingtième de tous leurs biens et de tous leurs revenus. Lui, de son côté, leur donna, en 1292, un code, destiné à la fois à réprimer les délits et les crimes et à mettre un terme aux exactions de ses officiers judiciaires. Ce recueil de lois, qui est un des plus curieux monuments de notre législation ancienne, est connu sous le nom de *Land-Charter*, ou Charte du pays. Il forme en quelque sorte le complément du fameux Testament du duc Henri III, qui consacra le grand principe de justice exprimé par ces paroles : « Tous

les hommes de la terre de Brabant seront traités généralement par jugement et par sentence. »

En 1291, Jean était devenu l'allié d'Édouard Ier d'Angleterre, par l'union de son fils Jean avec Marguerite, fille de ce roi.

Il mourut, le 4 mai 1294, à la suite d'une blessure qu'il reçut au bras, dans un tournoi donné par le comte de Bar, à l'occasion de son mariage avec Marie, fille d'Édouard Ier. Sa vie avait commencé au milieu d'un combat; il fallait qu'elle se terminât par un combat aussi. Il fut enterré à Bruxelles, dans l'église des Frères Mineurs conventuels, qui furent appelés plus tard Récollets, et que le duc avait toujours favorisés de sa protection particulière.

Il avait été un des représentants les plus complets de l'idée sociale du moyen âge, et la tombe qui lui fut érigée dans le calme monastère des Récollets, fut dévastée par les représentants les plus fougueux de l'idée sociale des temps modernes, par les iconoclastes du XVIe siècle. Il avait été une de nos épées les plus énergiques, et son sépulcre, réparé par l'archiduc Albert, fut brisé, en 1695, par la plus formidable des armes modernes, par une bombe.

Le duc Jean se distingua non-seulement par son esprit guerrier et par la bravoure chevaleresque qu'il montra dans plusieurs batailles et dans plus de soixante-dix tournois, mais encore par la sagesse de son administration, que l'on voit constamment s'appliquer à relier les éléments sociaux épars, et tendre à l'établissement d'une autorité plus centrale. Il fut un des princes qui protégèrent le plus efficacement le commerce et qui contribuèrent le plus au développement de l'industrie dans

le Brabant. Il ne favorisa pas moins les lettres, car il cultivait lui-même la poésie avec succès. Il nous reste de lui plusieurs chansons flamandes, qui lui assignent une place importante dans notre histoire littéraire, comme il mérite par ses faits d'armes et par son administration une place distinguée dans notre histoire politique. Ces chansons sont au nombre de neuf. Celle dont nous essayons ici une imitation française, appartient par la forme à ce genre de poésies qu'on appelait pastourelles, et présente quelques rapports avec certains morceaux dus à Thibaut, comte de Champagne, et à Henri III, duc de Brabant.

Un jour de mai, de grand matin,
A l'heure où les fleurs sont écloses,
Dans l'ombre qu'embaumaient les roses
J'allai m'ébattre en un jardin.
Là j'avisai trois damoiselles,
Aux yeux si doux, aux voix si belles.
Et chacune à son tour chanta :
« Harba lorifa, harba harba lorifa, harba lorifa. »

En voyant ces fleurs rayonner
Comme des joyaux sur les mousses,
En entendant ces voix si douces
Sous les feuillages résonner,
Je me sentis frémir d'ivresse,
Et mon cœur, ému de tendresse,
Après les trois belles chanta :
« Harba lorifa, harba harba lorifa, harba lorifa. »

Séduit par ces voix, par ces yeux,
Je m'approchai de la plus belle.
Autour de sa taille rebelle
J'enlaçai mon bras amoureux.

Et sur sa bouche fraîche et rose
Voilà que la mienne se pose.
Mais elle me cria : « Holà!
« Harba lorifa, harba harba lorifa, harba lorifa. »

Un de nos anciens poëtes, De Klerk, dépeint Jean Ier comme un prince plein de sagesse et de générosité, qui, facile à s'enflammer, ne manqua jamais à sa parole ni à la foi jurée; qui plaça toujours la justice au-dessus de toutes choses; qui sut faire respecter ses sujets par l'étranger, et rendit son peuple puissant et libre. Cet éloge est confirmé par Van Velthem, et Melis Stoke proclame notre prince le père de l'honneur et l'ennemi des flatteries. Plusieurs chartes témoignent de sa piété. Enfin, le grave Jean de Thielrode, après l'avoir nommé le dieu des armes, *deus armorum,* n'a qu'un reproche à lui faire :

. . . . Veneris dilexerat ictus;
Jostator bellis fuit optimus ac domicellis.

Mais l'homme ne doit-il pas avoir sa place dans le grand homme?

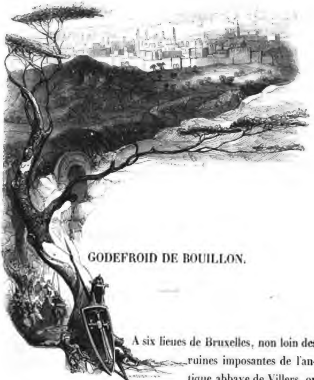
Jean Ier fut le modèle de ces chevaliers que les poëtes romanciers du XIIIe siècle nous dépeignent. Il en eut toutes les qualités, toutes les vertus et toutes les faiblesses. Il fut le dernier descendant de cette lignée, presque fabuleuse à force d'être poétique, à laquelle appartenaient Roland, Ogier le Danois et les héros de la Table ronde. A Jérusalem, il eût été Renaud; à Ascalon, Richard Cœur-de-lion; à Constantinople, Baudouin de Flandre. A Woeringen et dans toutes ses entreprises épiques, il fut Jean Ier.

Au chevalier invincible vont succéder désormais dans notre histoire les tribuns, tyrans populaires, auxquels succèderont à leur tour les princes étrangers, tyrans royaux.

ANDRÉ VAN HASSELT.

GODEFROID DE BOUILLON

Digitized by Google



GODEFROID DE BOUILLON.

A six lieues de Bruxelles, non loin des ruines imposantes de l'antique abbaye de Villers, on remarquait autrefois, sur les bords de la Dyle, un château fort qui dominait le village de Baisy. C'est dans les murs de ce manoir, suivant le témoignage des plus fidèles chroniqueurs, que le libérateur de la terre sainte naquit en 1060.

Pourquoi donc Godefroid de Bouillon figure-t-il dans un Panthéon étranger? Comment avons-nous laissé ravir à la Belgique ce roi-chevalier qui fit connaître le nom belge à

Digitized by Google

l'univers? Hélas! le vainqueur de Jérusalem attend encore un monument dans sa patrie. Ce héros, dont le Tasse a célébré la gloire, nous ne l'avons pas jugé digne d'un souvenir! Les gardiens du saint sépulcre, voyant notre indifférence, doutent eux-mêmes que Godefroid appartienne à la Belgique. Ils disent à nos pèlerins : « Si ce grand homme est votre compatriote, prouvez-le en relevant son tombeau, que les Grecs schismatiques ont renversé; ne laissez pas ses cendres exposées aux outrages des ennemis de notre culte; manifestez enfin votre admiration par un acte de justice et de patriotisme. Ah! que la postérité ne soit pas ingrate envers cet illustre guerrier. Ce fut lui, ne l'oublions point, qui affranchit le Calvaire d'un joug ignominieux, lui qui sauva l'Europe en refoulant les hordes musulmanes dans les régions d'où elles étaient sorties, lui qui fit oublier, par ses exploits, les Alexandre, les César, les Annibal. »

Le triomphateur du Croissant était issu d'une famille déjà signalée par de grandes aventures. Son père, Eustache II, comte de Boulogne et de Lens, avait tenté d'arracher l'Angleterre à Guillaume le Conquérant. Sa mère, Ida d'Ardenne, était fille de Godefroid le Courageux qui, pendant vingt-deux années, lutta contre le chef du saint-empire pour récupérer la basse Lorraine, héritage de ses ancêtres.

La Providence se plaît à éprouver ses élus, pour qu'ils se rendent dignes de leurs hautes destinées; notre héros ne put se soustraire à cette loi commune. Il sortait à peine de l'adolescence quand son oncle maternel, Godefroid le Bossu, duc de basse Lorraine et de Bouillon, mourut assassiné, dans la guerre qu'il soutenait en Hollande contre Robert le Frison. Cet infortuné

prince, n'ayant pas eu d'enfants de son mariage avec la fameuse Mathilde de Toscane, avait désigné, comme son héritier, le fils de sa sœur Ida. Le successeur du Courageux pouvait croire que sa dernière volonté ne serait point méconnue, car il s'était montré un des plus fermes soutiens de l'empire contre les Saxons révoltés. Mais dès que son fidèle vassal eut fermé les yeux, l'empereur Henri IV oublia les services qu'il lui avait rendus dans une crise redoutable; il considéra le duché de basse Lorraine comme un fief masculin et en investit son propre fils Conrad. L'évêque de Verdun et le comte de Namur jugèrent alors que l'occasion était favorable pour faire revivre leurs droits sur quelques apanages de la maison d'Ardenne. Ces deux seigneurs unirent leurs forces, proclamèrent leur suzeraineté sur la ville de Verdun, puis vinrent mettre le siége devant la forteresse de Bouillon, où la comtesse Ida s'était réfugiée avec son fils (1077). C'est en défendant ce château que Godefroid montra pour la première fois cette héroïque vaillance qui devait lui acquérir une célébrité universelle : non-seulement il repoussa les agresseurs, mais il vint ravager à son tour les terres de l'évêque de Verdun. Une forteresse fut ensuite bâtie à Stenay pour tenir en respect les coalisés. Cependant le comte de Namur et son allié frémissaient de honte d'avoir été vaincus par un jeune chevalier encore sans renom; ils conduisent leurs hommes d'armes devant le nouveau fort de Stenay, qui leur portait ombrage; mais Godefroid les attaqua dans leur camp et remporta une nouvelle victoire. Alors l'évêque de Liége, qui avait servi de tuteur au fils d'Eustache de Lens, interposa sa médiation pour faire cesser cette guerre désastreuse. Albert de Namur et

son heureux rival s'étant rendus à l'abbaye de Saint-Hubert, il fut stipulé, dans cette entrevue, que le comte renoncerait à ses prétentions sur Verdun et sur Bouillon. D'un autre côté, l'empereur Henri IV venait également de reconnaître son injustice à l'égard de Godefroid : il lui avait conféré le marquisat d'Anvers, afin de le dédommager de la perte du duché de basse Lorraine.

Godefroid, s'étant réconcilié avec le chef de l'empire, ne tarda pas à prendre une part active dans la grande querelle qui occupait alors l'Occident. Hildebrand, ancien moine de Cluni, devenu pape sous le nom de Grégoire VII, s'efforçait d'extirper les abus qui s'étaient introduits dans l'église et de faire cesser la corruption qui régnait dans toutes les classes de la société, depuis que les souverains de l'Europe ne redoutaient plus les censures du saint siége. Déjà Grégoire avait prouvé que, dans sa main, les foudres du Vatican savaient encore atteindre les grands de la terre et briser les trônes. Quand il eut appris le meurtre de l'évêque de Cracovie, il ne craignit pas de dépouiller de la dignité royale Boleslas II; il sut ensuite braver le poignard de lâches assassins et réclamer hautement les droits attribués à la chaire de saint Pierre par d'anciennes décrétales; il frappa d'anathème Henri IV, qui refusait d'abandonner les investitures ecclésiastiques, et réduisit enfin ce fougueux monarque à venir dans la cour du château de Canosse, pour s'humilier devant la tiare. Lorsque le chef de l'empire voulut tourner en dérision cette pénitence, disant que c'était un jeu de sa politique, il retrouva Grégoire VII prêt à recommencer la lutte. A l'instigation du pontife, les Saxons s'insurgèrent de nouveau et décernèrent

la couronne de Germanie à Rodolphe de Rhinfeld, duc de Souabe. Henri IV repasse aussitôt les Alpes; il ordonne d'abord aux évêques de son parti de déposer Hildebrand et de le remplacer par Guibert, archevêque de Ravenne; puis, ayant rassemblé ses vassaux, il se dirige vers la Saxe pour combattre l'anti-César. Parmi les seigneurs de Lombardie et d'Allemagne, qui accompagnaient Henri IV, on distinguait le duc de Bouillon : il était chargé, malgré sa jeunesse, de porter dans les combats l'étendard du saint-empire. Au reste, si Godefroid se trouvait dans les rangs des ennemis du pape, c'est qu'il voulait satisfaire aux obligations que lui imposait sa qualité de feudataire de Henri IV; suivant les lois féodales, il devait à son suzerain une entière obéissance et un dévouement sans bornes. L'armée de Henri rencontra celle de Rodolphe, sur la rivière d'Elster, dans l'évêché de Naumbourg, le 15 octobre 1080. Les impériaux ne purent d'abord résister au choc impétueux des Saxons; ceux-ci avaient mis en fuite Henri IV et ses plus braves soldats; mais au moment où ils entonnaient le *Te Deum,* Godefroid se précipite avec fureur dans la mêlée, pique jusqu'à Rodolphe, et lui enfonce dans le cœur le fer de son drapeau. Dès qu'ils virent tomber leur chef, les Saxons se livrèrent au découragement et laissèrent échapper la victoire. Henri, non content d'être délivré de son compétiteur, voulut encore détrôner Grégoire VII; il traversa les Apennins avec son armée triomphante, et, vers la fin du mois de mai 1081, il campait dans les prairies de Néron, à la vue de la ville éternelle. Mais les Romains, fidèles à leur souverain légitime, opposèrent une résistance si vigoureuse que l'empereur, après avoir ravagé le

pays, fut obligé de retourner en Lombardie. Cet échec ne rebuta point Henri : il reparut devant Rome, l'année suivante, et recommença le siége qui dura jusqu'en 1084. Ce fut encore à l'intrépidité de Godefroid de Bouillon que l'empereur dut la conquête de la ville de Saint-Pierre. Quoiqu'il désespérât du succès, Henri avait ordonné un dernier assaut. A la faveur d'une nuit obscure, les échelles sont dressées contre les remparts; Godefroid s'élance aussitôt sur les murailles et soutient seul l'effort des Romains réveillés en sursaut. Ceux-ci croient avoir affaire à un grand nombre d'assaillants; ils reculent en désordre devant le jeune héros qui, les poursuivant toujours, parvient à ouvrir une porte aux soldats de l'armée impériale. L'anti-pape Guibert et son défenseur prirent possession du palais de Latran, tandis que Grégoire se réfugiait dans le château Saint-Ange, après avoir appelé à son secours le célèbre Robert Guiscard, qui avait déjà planté le drapeau normand sur les rivages de la Sicile.

De nouveaux orages grondent entre l'Italie et l'Allemagne, mais le duc de Bouillon ne reparaît plus dans ces affreuses révolutions. C'est en vain que l'empereur, après la révolte de son fils Conrad, restitue au vainqueur de Rodolphe la couronne ducale de basse Lorraine : ces nouvelles grandeurs n'apaisent point les remords du pieux soldat. Une fièvre lente étant venue accroître sa mélancolie, Godefroid fit le vœu, s'il guérissait, d'aller à Jérusalem, non avec le bourdon et la pannetière, mais avec son épée, comme un vrai chevalier.

L'occasion d'exécuter cette promesse s'offrit bientôt, car le monde du moyen âge allait être saisi de ce même enthousiasme.

religieux et patriotique, qui avait précipité autrefois la Grèce sur l'Asie.

Toujours la chrétienté avait porté ses regards vers la Palestine, théâtre du grand drame évangélique. Saint Jérôme nous apprend que les pèlerinages à Jérusalem commencèrent immédiatement après l'ascension du Christ. Les exactions des Sarrasins, maîtres de la terre sainte, n'arrêtèrent point la pieuse ardeur des fidèles. Depuis l'an 1000 surtout, depuis que l'on ne redoutait plus la fin du monde, l'amour des pèlerinages s'était encore accru. Mais au moment même où l'on remarquait en Europe un redoublement de ferveur, la Judée fut tout à coup envahie par les Turcs Séjoulkides. Ces barbares, sortis des contrées situées au delà de l'Oxus, renversèrent les églises de la ville sainte et firent un massacre effroyable des chrétiens. Les nations de l'Occident, ayant eu connaissance de ces nouveaux outrages, résolurent de ne plus verser des larmes stériles sur les malheurs de Jérusalem. On pouvait présumer que la conquête de la Palestine ne satisferait point l'ambition des Turcs : ils avaient déjà poussé jusqu'au Bosphore, en face de Constantinople, espérant sans doute anéantir l'empire grec pour arriver ensuite au cœur de la chrétienté.

Jamais donc les peuples ne coururent aux armes pour une meilleure cause : il ne s'agissait pas seulement de délivrer le tombeau de l'homme-Dieu; il s'agissait aussi de défendre contre les Musulmans la civilisation européenne. Écoutons le pape Urbain II, au concile de Clermont; il justifie lui-même la croisade : « Guerriers, dit-il, vous qui cherchez sans cesse de vains « prétextes de guerre, réjouissez-vous, car voici une guerre

« légitime. Vous qui fûtes si souvent la terreur de vos conci-
« toyens, et qui vendez pour un vil salaire vos bras aux fureurs
« d'autrui, armés du glaive des Machabées, allez défendre la
« *Maison d'Israël...* »

La sainte provocation du souverain pontife fut accueillie par la chrétienté avec des transports de joie. Dans tout l'Occident retentissait le cri de la croisade : *Diex li volt! Dieu le veut!* Les peuples du septentrion comme ceux du midi, tous s'armaient, tous voulaient s'associer à ce vaste élan belliqueux.

Le concile de Clermont s'était tenu au mois de novembre 1095. Dès le printemps de l'année suivante, deux cent mille serfs ou manants, conduits par Pierre l'Ermite, s'aventurèrent dans les déserts de la Hongrie et de la Bulgarie; mais cette multitude, animée d'un fanatique orgueil, semait partout la désolation et la mort; les riverains du Danube traquèrent comme des bêtes fauves ces indignes soldats de la croix; l'empereur de Bysance, de son côté, les abandonna aux flèches des Turcs. Sur ces entrefaites, les grandes armées régulières, composées des princes et des chevaliers, s'ébranlèrent à leur tour. Godefroid n'avait point oublié la promesse qu'il avait faite après la prise de Rome; un des premiers il répondit à l'appel du chef de l'église, sacrifiant ses domaines héréditaires pour équiper des soldats et accomplir dignement son vœu. En effet Godefroid permit aux habitants de Metz de racheter leur ville dont il était suzerain; il vendit à l'évêque de Verdun les forteresses de Stenay et de Mouzay, et céda ses droits sur le duché de Bouillon à l'évêque de Liége. C'est ainsi que le duc de Lorraine put réunir dix mille cavaliers et quatre-vingt mille fantassins: du reste, les plus

illustres chevaliers de la Belgique suivaient ses drapeaux.

Le 10 août de l'an 1096, Godefroid donna le signal du départ. Il entra en Allemagne, et descendit la vallée du Danube qui avait été si fatale aux premiers champions de la croix. Mais comme le duc de Lorraine maintenait dans son armée une exacte discipline, il se concilia les sympathies des Hongrois et des Bulgares; ceux-ci admirèrent le grand capitaine et firent des vœux pour le succès de ses armes. Les guerriers de la France, de l'Italie et de la Flandre s'acheminaient également par diverses routes vers Constantinople, rendez-vous de tous les croisés. Robert II, comte de Flandre, s'était embarqué, avec ses soldats, dans le port de Durazzo. Bohémond, prince de Tarente, accompagné du valeureux Tancrède, formait avec les Italiens l'arrière-garde de l'armée lorraine dans les déserts de la Bulgarie. Les Français tournaient la Grèce, sous la conduite de Hugues de Vermandois, frère du roi Philippe I[er], de Robert de Normandie, fils du conquérant de l'Angleterre, et d'Etienne de Blois. Enfin, les Méridionaux, qui avaient dirigé leur marche à travers la Dalmatie, obéissaient à Raymond, comte de Toulouse, et au célèbre Adhémar de Monteil, chargé des fonctions de légat apostolique.

A la tête des légions de l'Occident on ne voyait donc que des capitaines renommés, des chevaliers déjà fameux par leurs exploits; néanmoins le duc de Lorraine les surpassait tous en vertu, en bravoure, en sagesse. Il était à la fois l'Agamemnon et l'Achille de l'Iliade chrétienne. C'est ainsi que le Tasse, fidèle à l'histoire, nous le représente dans son admirable épopée :

Veramente è costui nato all' impero,

Si del regnar, del commandar sa l'arti :
E non minor che duce è cavaliero...

Dès le début de la guerre sainte, Godefroid fit voir qu'il était digne du commandement de l'armée chrétienne. Les croisés étaient arrivés à Philipepoli, lorsqu'ils apprirent que l'empereur Alexis retenait prisonnier le comte de Vermandois, jeté par une tempête sur les côtes de l'Epire. Godefroid indigné déclara sur-le-champ la guerre au maître de Byzance, pénétra en ennemi dans la Thrace, et ne cessa les hostilités qu'après avoir obtenu réparation de l'outrage fait à un des chefs de la croisade. Le fourbe Alexis dut admirer ensuite la loyauté du héros belge. Si dès lors Constantinople ne tomba pas au pouvoir des Occidentaux, c'est que Godefroid ne voulut pas s'associer aux projets ambitieux de Bohémond et du comte de Toulouse. Byzance, malgré ses palais de marbre, ne pouvait tenter le pieux chevalier, car il n'était pas venu chercher en Asie des richesses et des grandeurs. Que son frère Baudouin s'arrête à Edesse, que Bohémond reste maître d'Antioche; pour lui, il ne violera point son serment.

Quand apparurent les premiers jours du printemps de l'année 1097, l'armée chrétienne continua son glorieux pèlerinage, qui devait être marqué par des batailles homériques, par des prodiges surhumains et par des calamités inouïes. Les guerriers de la croix, alors au nombre de 700,000, s'avancèrent dans les plaines de la Bythinie. Cependant, de toutes les provinces de l'Asie mineure et même de la Perse accouraient les défenseurs de l'islamisme; mais c'est en vain qu'ils tentent

d'arrêter les guerriers de l'Occident. Après avoir dispersé les escadrons turcs qui couvraient les montagnes voisines de Nicée, les chrétiens s'emparent de cette ville, malgré ses murailles formidables. Ils descendent ensuite dans la vallée de Gorgoni; mais là ils se trouvent captifs dans un cercle de turbans et de cimeterres; déjà ils fléchissaient, lorsque le duc de Bouillon, qui avait pris une autre route, apparaît tout à coup sur le champ de bataille pour triompher une seconde fois des féroces légions du sultan de Roum. Les historiens de la croisade se sont plu d'ailleurs à citer les prouesses quasi fabuleuses de Godefroid, ces grands coups d'épée qui pourfendaient les Sarrasins et brisaient les casques et les cuirasses, ces luttes héroïques avec les monstres des forêts; enfin, tous ces prodiges accomplis par le plus redoutable des adversaires de l'islamisme. Toutefois le héros belge ne se distinguait pas seulement par sa valeur; il se montrait aussi magnanime que brave; les ennemis trouvaient en lui un vainqueur généreux; ses soldats, un père. Dans les arides déserts de la Phrygie et de l'Isaurie, où les croisés se trouvèrent en proie aux horreurs de la famine, on vit le duc de Lorraine se priver de ses propres provisions pour les distribuer aux femmes qui suivaient l'armée. De semblables traits abondent dans la vie de Godefroid; aussi était-il considéré comme l'homme sur lequel reposait le salut de tous. Après avoir franchi le sauvage Taurus, les croisés parvinrent par la Cilicie jusqu'à Antioche. Cette grande ville, célèbre dans les annales de l'empire romain, avait quatre cent cinquante tours, et le circuit de ses murailles embrassait un espace de trois lieues. Un émir turcoman défendait ce boulevard de l'Orient avec une

garnison de 20.000 fantassins et de 7.000 hommes de cavalerie. Le conseil des chefs décida le siége malgré les approches de l'hiver (on était au milieu du mois d'octobre 1097). Comme les Turcs ne se montraient point sur les remparts, cette inaction apparente inspira d'abord une funeste sécurité aux chrétiens. Sur ces rivages de l'Oronte, fameux dans l'antiquité païenne par le culte de Vénus et d'Adonis, les rudes Occidentaux oublièrent le but et l'esprit de leur pieuse entreprise. C'était là ce que voulaient les Sarrasins : dès qu'ils virent leurs adversaires amollis dans les voluptés, ils se montrèrent hors des portes d'Antioche, massacrant tous ceux que l'attrait des plaisirs avait attirés dans les villages voisins du fleuve. Godefroid marcha enfin à la rencontre des Turcs et les refoula dans la ville, après avoir exterminé leurs soldats d'élite. Mais le siége traînait en longueur; tourmentés par une affreuse disette, les champions de la croix allaient renoncer à l'espoir de prendre Antioche, lorsque Bohémond pratiqua des intelligences avec un officier de l'émir.

L'Orient néanmoins refusait de s'humilier devant ce Dieu qui combattait avec les chrétiens. A peine l'ancienne *Téopolis* était-elle au pouvoir des Occidentaux que Kerbogâ, prince de Mossoul, apparut dans la plaine avec toutes les tribus du Korassan, de la Médie et de la Babylonie.

Les chrétiens, assiégés dans leur nouvelle conquête, se trouvèrent réduits de nouveau à la famine. Mais Godefroid, Tancrède et le comte de Flandre jurent qu'ils accompliront leur vœu : ils raniment l'enthousiasme de leurs guerriers, les entraînent contre les innombrables légions du sultan de Mossoul, et rem-

Arrivée des Croisés devant Jérusalem.

Digitized by Google

portent, le 28 juin 1098, la plus étonnante victoire dont les annales du monde fassent mention : 100,000 musulmans tombèrent dans la vallée qui sépare Antioche des montagnes noires. Cet exploit miraculeux ouvrit à l'armée chrétienne le chemin de Jérusalem.

Neuf cent mille pèlerins avaient quitté l'Europe pour suivre les drapeaux de la croisade; cinquante mille seulement eurent le bonheur de contempler la ville du Calvaire. En vérité, il nous faudrait les couleurs magiques du poëte pour décrire l'enthousiasme qui saisit les compagnons de Godefroid à l'aspect de la cité sainte. Tous les croisés s'avançaient en chantant ces belliqueuses paroles d'Isaïe : *Jérusalem, lève les yeux et vois le libérateur qui vient briser tes fers.* Les fatémites d'Egypte venaient d'enlever aux Turcs Jérusalem, et c'étaient eux qui la défendaient au nombre de 40,000 hommes. Ils avaient juré, dit-on, par la pierre mystérieuse de Jacob, de conserver la *maison de Dieu*. On les vit, en effet, opposer une résistance opiniâtre, employer des moyens nouveaux pour détruire les machines des chrétiens, conjurer les éléments et les puissances de l'enfer : mais tous ces efforts ne servirent qu'à rehausser le triomphe des Occidentaux. Le vendredi, 15 juillet 1099, Godefroid plante sa bannière sur les murailles de Jérusalem. Pendant le siége, il avait montré l'habileté d'un grand capitaine et donné mille preuves de sa bravoure; après la victoire, il s'abstint du carnage. Tandis que les autres croisés renouvelaient dans la mosquée d'Omar les scènes déplorables qui souillèrent la conquête de Titus, Godefroid déposa ses armes, et suivi de trois serviteurs, alla s'agenouiller devant le tombeau du

Christ, dans le temple fondé par le zèle de sainte Hélène.

Bientôt les croisés résolurent de relever le trône de David et d'y placer un chef qui pût conserver à la chrétienté ces lieux immortalisés par le sacrifice de l'homme-Dieu. Tous les suffrages se portèrent spontanément sur le duc de Lorraine. Élu roi de Jérusalem, Godefroid fut conduit en triomphe à l'église du Saint-Sépulchre, où il prêta serment de respecter les lois de l'honneur et de la justice. Mais le héros refusa les insignes de la royauté, en disant qu'il n'accepterait jamais une couronne d'or dans un lieu où le sauveur du monde en avait porté une d'épines. Il se contenta du titre modeste de baron du Saint-Sépulchre.

Ce fut par un nouveau triomphe que Godefroid affermit ce trône qu'il venait de conquérir. Quoiqu'il n'eût que 20,000 combattants sous ses drapeaux, notre héros marcha au-devant de 300,000 Egyptiens qui étaient venus dresser leurs tentes dans la plaine d'Ascalon. Il invoqua (pour parler le langage de l'époque) il invoqua le Dieu qui seul donne la victoire, et le Seigneur exauça ses prières.

Quelques semaines après la bataille d'Ascalon, les chefs de la croisade se séparèrent, et Godefroid resta seul dans Jérusalem avec 300 chevaliers et l'épée de Tancrède. Malgré ces faibles ressources, l'illustre capitaine sut faire respecter son autorité naissante en même temps qu'il étendait les limites de son royaume. Mais, au milieu de ses succès, le héros belge conservait l'humilité d'un cénobite. Les émirs de Naplouse et de Samarie lui ayant témoigné leur surprise de ce qu'il les recevait, assis à terre, sur un sac de paille, au lieu de s'entourer des pompes de l'Orient: « La terre, répondit Godefroid, d'où nous sommes sortis, et qui

doit être notre demeure après la mort, ne peut-elle pas nous servir de siége pendant cette vie? » L'administration intérieure de ses nouveaux états fixait également l'attention de ce grand homme. Il fit rédiger un code de lois pour la terre sainte, sous le nom d'*Assises de Jérusalem*. C'est le monument le plus remarquable de la jurisprudence féodale pendant le moyen âge.

Malheureusement le temps manqua à Godefroid pour consolider la domination chrétienne en Orient. Vers le milieu de l'été de l'an 1100, au retour d'une expédition contre le sultan de Damas, le roi de Jérusalem vit venir à sa rencontre l'émir de Césarée. Celui-ci lui ayant offert des fruits de la saison, Godefroid accepta une pomme de cèdre : en arrivant à Jaffa, il n'avait plus la force de se tenir à cheval. Quatre de ses proches, qui l'accompagnaient, mirent le roi dans une litière et le transportèrent à Jérusalem. Les habitants se désolaient, en apercevant ce funèbre cortége, et couraient se prosterner au pied des autels. Godefroid resta malade pendant cinq semaines environ : quoique accablé de souffrances, il ne cessait de s'entretenir avec les barons de sa cour et les pèlerins de l'Occident des affaires de la terre sainte. Enfin Dieu rappela à lui le défenseur du saint sépulcre, le 18 juillet 1100, un an après la prise de Jérusalem. On l'ensevelit au pied du Calvaire, dans l'église de la Résurrection.

Les soudans d'Egypte, vainqueurs des Lusignan, avaient toujours respecté le mausolée du héros belge : mais ce noble exemple de tolérance ne fut pas imité par les Arméniens et les Grecs. On vit ces derniers profiter du funeste incendie de 1808, pour confondre dans le même désastre, et le Saint-

Sépulchre, et la tombe de celui qui l'avait reconquis. Le monument de Godefroid aurait dû pourtant trouver grâce devant les haines religieuses, à cause de son excessive simplicité. C'était un cercueil de pierre, porté sur quatre petits piliers, avec cette modeste épitaphe :

HIC JACET INCLYTUS DUX GODEFRIDUS DE
BULJON, QUI TOTAM ISTAM TERRAM AC-
QUISIVIT CULTUI CHRISTIANO. CUJUS ANIMA
REGNET CUM CHRISTO. AMEN.

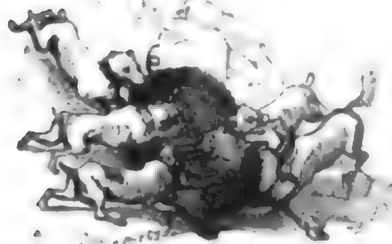
Th. Juste.

Digitized by Google

MARGUERITE D'AUTRICHE.

Digitized by Google

MARGUERITE D'AUTRICHE.



Cette princesse est une des plus grandes physionomies du XVI^e siècle, où tout, dans notre patrie, fut grand, les hommes et les choses, les chefs et les peuples. Elle naquit à Bruxelles, le 10 janvier 1480, de l'archiduc, depuis empereur Maximilien I^er, et de la duchesse Marie de Bourgogne. Par le traité d'Arras (23 décembre 1482), les Gantois la livrèrent, avec les seigneuries de l'Auxerrois, du Mâconnais et du Charolais, à Charles, dauphin de France, fils de Louis XI. La cérémonie de ses

fiançailles fut célébrée à Paris, au mois de juillet 1483, avec une grande solennité.

Cependant Charles VIII, arrivé au trône, informé que Maximilien avait demandé la main d'Anne, héritière du duché de Bretagne, et ne voulant pas perdre l'occasion de réunir cette belle province à la couronne de France, épousa lui-même Anne, en 1491, et renvoya Marguerite. Mais, en 1496, des négociations s'ouvrirent entre Ferdinand le Catholique et Maximilien, et Marguerite fut fiancée à l'infant d'Espagne, don Juan : le vaisseau qu'elle montait, pour se rendre auprès de son nouvel époux, fut accueilli dans la traversée par une violente tempête. Ce fut, dit-on, dans cet instant terrible que la jeune princesse composa l'épitaphe si connue, dans laquelle elle plaisantait sur son double mariage qui ne l'empêcherait pas de mourir vierge :

Cy-gist Margot, la gente damoiselle,
Qu'eut deux maris et si mourut pucelle,

vers que le père Hilarion de Coste a cru devoir défigurer de la manière suivante :

Ci-gît sous ce tombeau
La belle Marguerite,
Qui, mariée dans l'eau,
Mourut vierge d'élite.

L'infant mourut au bout de quelques mois, et Marguerite épousa, en 1501, Philibert le Beau, duc de Savoie, qu'elle eut encore la douleur de perdre, après quatre ans de l'union la plus heureuse. Veuve pour la seconde fois, sans enfants, et

âgée seulement de vingt et un ans, elle résolut de ne plus former de nouveaux liens. Ce fut alors qu'elle prit pour devise ces mots : *Fortune infortune fort une,* qui ont si souvent exercé la patience des curieux. Après la mort de Philippe le Beau, archiduc d'Autriche et frère de notre princesse, Maximilien fut reconnu, en 1506, tuteur du jeune Charles-Quint, son petit-fils : l'éloignement où il se trouvait des provinces qu'il était appelé à régir, le détermina à nommer Marguerite gouvernante des Pays-Bas. Il ne pouvait pas faire choix d'une tête plus active, plus forte et plus brillante à la fois. Le génie de l'archiduchesse était également propre aux plaisirs et aux affaires, et elle possédait à un haut degré toutes les excellentes qualités du cœur et de l'esprit. Les plus sages et les plus expérimentés admiraient en elle cette intelligence vive et perçante, cette prodigieuse compréhension des plus grandes comme des plus petites choses. De quelque belle apparence que la perfide et immorale politique de son époque se couvrît, elle en apercevait les détours, et d'abord elle savait reconnaître, même sous les fleurs, la marche tortueuse du serpent. Et il fallait bien qu'elle fût douée de talents d'un ordre supérieur : elle était placée au centre de la diplomatie européenne, le fil de toutes les intrigues politiques venait aboutir entre ses mains, elle devait intervenir sans cesse dans les événements qui agitaient le commencement du seizième siècle, et ces événements furent immenses.

A peine Marguerite eut-elle pris les rênes de l'état, qu'elle agit en faveur des intérêts matériels de la Belgique, en rétablissant la liberté du commerce, interrompue depuis 1505, entre l'Angleterre et les Pays-Bas.

Mais bientôt un plus vaste théâtre s'ouvrit à son activité; en 1508, elle fut appelée à préparer et à diriger cette fameuse conférence de Cambrai, qui devait régler les différends du gouvernement belge avec la France et la Gueldre, et stipuler l'abaissement de la puissance vénitienne. Ce traité, les querelles de puissants seigneurs soumises à son arbitrage, la levée et l'entretien des gens de guerre dans les Pays-Bas, l'interminable expédition de Gueldre, la direction du siége de Venloo, attestent et ses lumières et la fermeté de son administration.

Ce qui lui fait honneur, c'est que les affaires politiques n'empêchaient pas Marguerite de veiller avec une tendresse de mère sur le précieux dépôt que la mort de son frère, Philippe le Beau, avait laissé à sa charge. Tantôt ce sont des encouragements à donner au maître d'école des infants; tantôt c'est le jeune Charles (plus tard Charles-Quint) qui a la fièvre pour avoir trop dansé; une autre fois c'est la variole qui attaque les princesses l'une après l'autre.

Cependant ce même Charles atteignait sa quinzième année, et Marguerite fut forcée de résigner les pouvoirs dont elle avait été investie. Mais, appelé au trône d'Espagne après la mort de Ferdinand le Catholique, Charles la rétablit, le 24 juillet 1518, dans toutes ses dignités.

Depuis le décès de l'empereur Maximilien (12 janvier 1519), Marguerite dirigeait toutes ses pensées, toutes ses démarches vers un seul but, celui d'assurer au roi Charles la succession à l'Empire, et ce fut à l'or de la Belgique et à l'admirable habileté de la tante que le neveu dut la couronne de Germanie (18 juin 1519).

François I[er] devint pour le nouvel élu un rival plus redoutable que jamais. Ses forces se déployèrent tout à la fois du côté de l'Italie et sur les frontières des Pays-Bas. Marguerite sut se placer à toute la hauteur des circonstances; elle fit un énergique appel au patriotisme du peuple belge, et le glorieux fait d'armes de Tournai (décembre 1521) vint lui prouver qu'elle avait eu raison de compter sur lui.

Le discours que, dans cette circonstance, elle avait prononcé le 17 juillet aux états généraux de Gand, est empreint d'un tel caractère de grandeur et de civisme, qu'il mérite d'être rapporté ici :

« L'amour et l'affection toute particulière que vous porte Sa Majesté l'empereur, comme né et élevé parmi vous, lui font un devoir de ne pas vous laisser en danger; elles le portent, au contraire, à vous préserver de toute oppression, et à écarter de ce beau pays le fléau terrible de la guerre. Sa Majesté m'a chargée de vous faire connaître ses sentiments comme à ses bons et loyaux sujets, parce qu'elle a une entière confiance en vous, qu'elle veut que vous connaissiez bien la situation critique où vous vous trouvez, et que vous compreniez qu'il s'agit de votre défense ou de votre ruine. »

Elle leur promit ensuite, après la paix, repos, sûreté et abondance de toutes choses; puis, elle s'attacha à mettre en relief la belle conduite de l'Espagne et de l'Autriche, qui à peine connaissaient l'empereur, et qui cependant avaient fait, de leur gré, des armements extraordinaires, et « vous, continua-t-elle, vous qui êtes les anciens sujets, les sujets naturels de Sa Majesté, vous pour qui elle sacrifierait sa vie, ses biens et tout ce que

Dieu lui a donné, certes vous ne pouvez montrer moins de dévouement que les autres. Si vous réfléchissez maintenant que le feu de la guerre est sur vos frontières, que le bon droit est de notre côté, et que Dieu sera pour nous, vous devez vous montrer hardis et sans crainte, comme vous avez toujours fait quand il s'agissait du salut de la patrie et du vôtre, et comme Sa Majesté est assurée que vous ferez encore. »

Après la miraculeuse victoire de Pavie (1525), ce fut Marguerite qui travailla le plus efficacement à cette paix de Madrid qui devait restituer aux Pays-Bas la Bourgogne et le Charolais.

Cependant de nouveaux soins domestiques venaient réclamer sa sollicitude. Christiern II, roi de Danemark, dont j'ai décrit ailleurs la lamentable histoire, s'était réfugié en Belgique, d'où il cherchait à reconquérir ses états. Sa femme, l'infortunée Isabelle, sœur de Charles-Quint, était morte de chagrin, près de Gand, le 19 janvier 1526, et en expirant elle avait confié ses enfants et leur avenir à cette tante qu'elle nommait toujours sa mère. Marguerite les traita avec la même tendresse qu'elle avait témoignée jadis à la famille de Philippe le Beau.

Du reste, les difficultés se multiplièrent autour d'elle. La guerre avait éclaté de nouveau entre François Ier et Charles-Quint, et le Croissant menaçait la chrétienté de ruine et de mort. Afin de parer à de si éminents périls, il fallait de l'argent, et il en fallait des sommes énormes. Pour les avoir, c'était à Marguerite que l'empereur s'adressait, et souvent avec une dureté napoléonienne. Ces exigences lui suscitèrent d'inextricables difficultés : afin de briser les résistances, l'empereur lui avait défendu d'assembler le peuple des villes pour voter l'impôt.

Cet attentat, et d'autres plus audacieux encore, aux constitutions de la Belgique, jetèrent dans toutes les provinces une indicible irritation : aux menaces de l'empereur on répondit par des cris de vengeance ou par le tumulte de l'insurrection. La position de la princesse fut surtout pénible, alors que les griefs religieux étaient venus se joindre aux griefs politiques. Marguerite, comme tous les souverains qui visent à l'unité dans le monde spirituel et dans le monde temporel, avait conçu une église dépendante du pouvoir, une église belgique dans le sens de l'église gallicane. A ce point de vue, elle devait avoir la plus grande répugnance pour le luthéranisme, qui s'était rapidement introduit dans les Pays-Bas. Mais si elle décimait les luthériens par de sanglantes proscriptions, si ses édits de rigueur avaient changé la Hollande en une *carnificine*[1], elle ne respectait guère les libertés du clergé catholique, dont elle menaçait de châtier les hommes au franc parler et au franc vouloir, en les faisant « *mectre au sacq ou en ung bateau pour les noyer au fond.* »

Le dernier grand acte de la vie politique de Marguerite fut le traité de 1529, conclu à Cambrai. Charles-Quint et François I[er] se fatiguaient de leurs luttes sans résultat ; l'archiduchesse s'entremit pour réconcilier ces deux irréconciliables ennemis.

Le 5 juillet 1529, la belle et riche cité de Cambrai vit entrer dans ses murs la régente Marguerite, accompagnée d'Érard de la Mark, cardinal de Liége, des comtes d'Hoogstraete et de Buren, avec un grand nombre d'autres seigneurs et conseillers.

[1] Expression d'Érasme.

L'évêque de Cambrai, Robert de Croy, qui l'attendait avec ses gentilshommes et les vingt-quatre francs fiévés de sa cour, se porta à la rencontre de la princesse : elle était assise dans une magnifique litière, autour de laquelle caracolaient des archers à cheval, vêtus de robes noires bordées de velours. Venaient ensuite ses femmes de chambre, montées sur leurs haquenées. Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, déléguée par son fils François Ier, arriva deux heures après, ayant à sa droite Marie de Luxembourg, comtesse de Vendôme, et Marguerite de France, reine de Navarre, cette sœur si spirituelle, si gracieuse et si douce du roi-chevalier.

Marguerite d'Autriche était descendue dans l'abbaye de Saint-Aubert; Louise de Savoie se logea à l'hôtel Saint-Paul, qui n'était séparé de l'abbaye que par une rue, au-dessus de laquelle on avait pratiqué une galerie de communication.

Les conférences commencèrent le 6 juillet. Durant la tenue de ce congrès célèbre, il se trouvait à Cambrai quatre princes souverains, huit cardinaux, dix archevêques, trente-trois évêques, quatre-vingt-sept ducs ou comtes, et quatre cents seigneurs d'un rang moins élevé.

Après environ trois semaines de débats orageux, les clauses d'un traité furent arrêtées le 24 juillet, à 10 heures du matin. Mais elles furent rompues de nouveau par des incidents d'une nature telle, que la reine mère se disposait déjà à quitter Cambrai, « ce lieu fatal pour des fameux traittez, » comme dit Mezeray. Mais enfin les diverses prétentions se concilièrent, et tout fut terminé le 3 août.

Cette paix fut avantageuse et honorable pour la Belgique,

La paix des Dames

Digitized by Google

autant qu'elle fut humiliante pour la France, qui eut la lâcheté d'abandonner tous ses alliés. François Ier confirma les renonciations qu'il avait faites, à Madrid, sur la Flandre et l'Artois, sur les villes et châtellenies de Lille, Douai et Orchies, et il consentit à ce que Tournai et le Tournesis restassent incorporés au comté de Flandre.

C'est la seconde fois que Marguerite avait été appelée à faire preuve de ses hautes capacités diplomatiques; et certes, en 1529, elle ne resta pas au-dessous de la mission brillante qu'elle avait remplie en 1508.

Toutes les difficultés étant aplanies, les deux puissances contractantes se rendirent, le 5 août, dans la somptueuse cathédrale de Cambrai. Une messe solennelle y fut célébrée par Robert de Croy. La cérémonie sainte terminée, le prélat prononça un discours sur les bienfaits et les douceurs de la paix. Les princesses et l'ambassadeur d'Angleterre, à genoux sur un banc couvert de drap d'or, et en face des autels, une main sur l'eucharistie et l'autre sur l'évangile, jurèrent d'observer fidèlement la paix qui venait d'être conclue : ensuite le chœur entonna le *Te Deum* aux sons d'une musique triomphale de cymbales et de buccines; puis les hérauts d'armes, d'une voix forte et sonore, s'écrièrent : *La paix est faite!*

Les princesses furent reconduites à l'hôtel Saint-Paul avec la plus grande pompe; on jeta de petites pièces de cuivre rouge à la foule, au milieu des cris mille fois répétés de *largesse! largesse!* et d'élégants buffets dressés dans les rues versaient à tous venants eau de rose et hypocras.

Cette paix, dite *Paix des Dames*, qui ceignit d'une nouvelle

auréole de gloire la belle tête de Marguerite, fut célébrée par le charmant auteur des *Baisers*, Jean Second, dans une ode [1] qui rappelle les beaux vers de Béranger :

J'ai vu la paix descendre sur la terre,
Semant de l'or, des fleurs et des épis, etc.

Jetons maintenant un coup d'œil sur la partie littéraire et artistique du grand règne de Marguerite.

Cette princesse avait l'esprit vif et enjoué, elle aimait passionnément les lettres et faisait le plus brillant accueil aux savants : son impulsion généreuse, ses nombreuses largesses, attiraient à elle tout ce qui vivait de l'âme et de la pensée: elle fut pour la Belgique ce que François I^er^ fut pour la France; elle donna l'élan à cette profession de l'esprit qui domina, chez nous, le seizième siècle. L'artiste, le littérateur, ne furent plus relégués dans de misérables mansardes; ils eurent des logements dans les somptueux palais de la duchesse. Qu'elle était admirable cette femme qui prodiguait ainsi ses trésors à la science et à l'art! Qu'elle était belle avec sa tête blonde et sa figure vermeille, ses joues fraîches et arrondies, ses grands yeux pleins de douceur et sa bouche épanouie comme un bouton de rose! Qu'elle était belle, alors que l'orchestre l'appelait aux danses joyeuses, qu'un cheval fougueux l'entraînait à travers les vallées et les bois, ou que, vêtue de sa robe de satin noir, aux larges manches

[1] « Prodit ab astrifero longe gratissima cœlo
Laureola placidas pax redimita comas.
Altera caèruleæ ramum prætendit olivæ,
Effundit fruges altera larga manus. »

fourrées d'hermine, elle errait comme un gràcieux fantôme au milieu de ses bosquets aromatiques de Malines!

Parmi les écrivains qui ont célébré les grandes qualités de Marguerite, il faut citer en première ligne Molinet, le bon, le naïf Molinet, également remarquable comme poëte et comme historiographe; Lemaire, le fantastique auteur du *Triomphe de l'amand verd;* Rémacle de Florennes, aux vers parfumés de mystiques essences; les quatre Éverard, famille illustre par un rare assemblage de vertus et de talents, depuis Nicolas Éverts jusqu'à Jean Second; enfin, Adrien d'Utrecht, Érasme, Nicolas de Granvelle, Viglius de Zwichem et le prodigieux Corneille Agrippa.

Les arts ne recevaient pas des encouragements moins brillants que les lettres : la musique fut portée à un degré de perfectionnement inconnu jusqu'alors. Marguerite voulait consoler ses infortunes, adoucir les douleurs poignantes de son âme par la musique et la danse. Parmi les musiciens qui faisaient les délices de sa cour, on cite avec une éclatante distinction Josquin Desprès, Henri Isac, Bruhier, Compère, Pierre de la Rue et Brunel. Après les musiciens, voici venir les peintres : Roger Van der Weyde ou de Bruxelles, si remarquable par la richesse et l'expression de ses tableaux à l'huile; Bernard d'Orley, si célèbre par ses cartons et ses vitraux peints; Jean Corneille Vermeyen, si original comme homme et comme artiste; Gérard Horembout, si admiré des Gantois pour ses beaux diptyques; enfin, le grand sculpteur Conrad de Malines.

C'était une cour merveilleuse que celle de Marguerite. Les salons de ses palais étaient couverts de ces exquises tentures,

sorties des manufactures nationales de Martini et de Nonne, et sur lesquelles se mariaient avec un art admirable l'or et l'argent, le velours et la soie. C'était là que la princesse donnait fêtes et ballets à ces intrépides gentilshommes flamands, tout ruisselants de rubis et de perles, en dépit des sévères ordonnances de Charles-Quint; c'était là que Massé lui racontait ses fabuleuses histoires d'Assyrie et de Babylone; que Lemaire et Molinet se mettaient à chanter sur toutes les gammes :

Après regretz il se fault resiouir,
Chassant tristesse et souvenir;

qu'elle-même faisait des vers sardoniques contre les Français, ou donnait à ses filles d'honneur ces spirituels conseils :

Belles paroles en paiement
A ces mignons présumptueux
Qui contrefont les amoureux
Par beau semblant ou aultrement

Sans nul crédo, mais promptement
Donnez pour récompense à eulx
Belles paroles en paiement.

Mot pour mot, c'est fait justement
Ung pour ung, aussi deulx pour deulx;
Se devis ils font gracieux,
Respondez gracieusement
Belles paroles en paiement.

Puis c'étaient « trompettes, joueurs de tamburins, fifres, rebecques et sacquebottes » qui venaient l'égayer; une autre fois, c'étaient des chanteurs allemands, si remarquables par le

sentiment profond et l'énergie de leur exécution; d'autres fois encore, c'étaient des joueurs de farces et des faiseurs de pas, ou bien des automates, de ces fameux androïdes, objets alors de la curiosité générale. Mais c'était bien mieux quand le peuple s'en mêlait : alors il fallait voir les gens des métiers lui offrir des paniers de cerises, planter des mais devant son hôtel, danser par bandes joyeuses sous ses fenêtres, processionner devant elle avec Rosse Bayard, les géants et les quatre fils Aymon.

Mais je croirais avoir laissé une lacune dans sa biographie, si je ne faisais connaître les objets d'art et de curiosité que possédait cette intéressante princesse, et dont le savant M. Le Glay s'est constitué le *cicerone*. Entrons d'abord dans la bibliothèque des manuscrits, recouverts de velours *cramoisy, vert, bleu, noir* ou de *drap d'or frisé,* la plupart *hystoriés* et *illuminés*. Mais quel chaos dans tous ces trésors! A côté d'une décade de Tite-Live, les deux livres de Lancelot du Lac, flanqués de la *Forteresse de la Foi,* voisine elle-même de la *Décrétale*. Ce n'est pas le cas de dire :

Souvent un beau désordre est un effet de l'art.

Toutefois, la science y est dignement représentée : on y trouve des livres de religion, de politique, de jurisprudence et d'histoire. La galanterie même n'y est pas oubliée, et si j'étais méchant, je citerais des titres bien peu chastes et bien peu orthodoxes. Mais une autre porte s'ouvre; attendez, nous sommes dans le musée de la régente. Voyez-vous ce portrait de l'empereur en robe et bonnet de velours cramoisi, ou cette jolie petite toile

représentant Philippe le Beau et madame Marguerite *ayant un béguin en teste,* ou encore ce parchemin sur lequel est peint à cheval monseigneur de Savoie enveloppé d'un manteau de marguerites? Ce n'est pas assez : Charlemagne, Charles VIII, le duc de Milan, *qui estoyt mermouz,* voire le Grand-Turc, y ont leurs *pourtraictures.* Quand votre vue se sera reposée avec charme sur la gracieuse image d'une *petite Nostre-Dame disant ses heures,* tandis que le *petit Dieu dort;* quand vous aurez rendu hommage au pinceau de Jacques de Barbaris, de maître Hans, de Roger ou de maître Michel, on vous montrera les orfévreries, statuettes, jeux, menus objets d'art, tapisseries, tentures, vêtements, lingerie, etc., dont se composait le mobilier de la gouvernante des Pays-Bas.

Dans les derniers jours de sa vie, la foi religieuse de Marguerite avait augmenté de ferveur : les idées de salut, d'éternité, qui saisissent l'âme à cette transition critique où la fleur de la vie s'en va, où la jeunesse disparaît avec ses enchantements et ses plaisirs, vinrent malheureusement développer chez elle des prédispositions déjà trop fâcheuses. Aussi, quoiqu'elle ouvrît ses salons aux poëtes, aux musiciens et aux peintres; quoiqu'elle cultivât elle-même avec succès la poésie, la musique et la peinture; quoiqu'elle sût si bien

. . . . Chanter et rire,
Danser, jouer, tant bien lire et escrire,
Peindre et pourtraire, accorder monocordes,
(*Et faire*) . . . . bruire les cordes,

elle ne cessa de se lamenter sur l'ennui mortel qui la consumait, sur l'ennui qu'elle traînait après elle comme un linceul de plomb.

Depuis longtemps une invincible satiété du monde et de ses dissipations avait poussé Marguerite à une de ces résolutions inspirées par le désespoir ou par le repentir : elle manifesta la volonté de se retirer dans le couvent des Annonciades, près de Bruges, dont elle était la fondatrice : ce fut là qu'au bout de cet océan de passions orageuses, qui avaient tourmenté son existence, elle crut trouver un port de salut et de repos; mais la mort la surprit au milieu de ses projets de jeûne et de macération (dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre 1530).

Par son testament, elle avait légué son corps à l'église de Saint-Nicolas de Tolentin, près de Bourg-en-Bresse[1], ses entrailles à Saint-Pierre et Saint-Paul de Malines[2], et son cœur au couvent des Annonciades de Bruges[3] : beaux souvenirs que ces dépôts de mort dans les trois villes chéries de la princesse.

Il existe, à la bibliothèque de la ville de Bruxelles, trois gravures sur bois, dont la dernière représente Marguerite telle que la mort l'a faite, couverte de longs suaires, les joues pâles, les lèvres closes, les yeux éteints.

« Telle fut, dit un jeune publiciste français[4], la fin de cette femme de tête et de cœur, qui, après avoir souffert avec dignité l'outrage d'une répudiation, envisagé sans pâlir la tempête et

[1] Elle avait fait jeter les fondements de ce somptueux édifice, en 1511.

[2] La paroisse de Saint-Pierre et Saint-Paul ayant été, en 1777, transférée dans celle des ci-devant jésuites, on y transporta aussi, l'année suivante, les entrailles de l'archiduchesse.

[3] Cet édifice fut démoli en 1578 ; les religieuses se retirèrent, avec les précieux restes de Marguerite, dans un nouveau couvent bâti au Fluweelhof à Bruges.

[4] M. J. Deligne, *Examen de la Correspondance de l'empereur Maximilien Ier et de Marguerite d'Autriche*, par M. Le Glay.

la mort, et subi la douloureuse épreuve d'un double veuvage et d'une maternité sans fruit, devait montrer, dans l'administration de l'état où l'appelait la confiance paternelle, le même sang-froid et la même grandeur d'âme que dans les événements de sa vie privée; celle-là même enfin à qui, deux siècles plus tard, Fontenelle décernait la palme de l'héroïsme sur Caton d'Utique. »

Altmeyer.

Digitized by Google

Baudouin de Constantinople.

Digitized by Google

BAUDOUIN DE CONSTANTINOPLE.

Nous ne sommes pas de ceux qui s'imaginent que deux peuples se doivent faire une guerre acharnée pour l'unique plaisir de tirer vanité de la naissance d'un homme célèbre. Sept villes de la Grèce se disputaient l'honneur d'avoir donné le jour au chantre de l'*Iliade;* Anvers et Cologne prétendent avoir vu naître l'immortel Rubens ; dans cent ans l'Italie, dont la Corse a si longtemps fait partie, plus encore par son langage

et ses mœurs que par sa position géographique, voudra peut-être réclamer Napoléon comme un enfant de son sol.

Qu'est-ce que cela prouve? Sinon que la gloire d'un nom illustre est un rayon qu'on tient à voir briller au soleil de la patrie, et que de cette gloire rejaillit toujours quelque chose sur la nation qui en demande sa part.

Si

Un grand homme appartient à l'univers entier,

il appartient bien plus encore à son pays, et c'est une tâche noble et sacrée pour un peuple que de le révendiquer, surtout si l'étranger le lui dispute.

Dans le contingent des noms, célèbres à divers titres, que l'histoire a enregistrés dans ses fastes, la Belgique n'est pas le moins bien partagée. Il se trouve même que les trois plus majestueuses figures du moyen âge ont surgi dans nos provinces. Voyez en effet : c'est d'abord cet homme providentiel, au corps et à l'âme de géant, qui vient se dresser au seuil de la période féodale pour asseoir sur de solides bases le plus vaste empire qui fut jamais en Europe; c'est la tête intelligente qui rêve la monarchie universelle et s'entoure de toutes les illustrations de son temps : Éginard, Alcuin, Paul Warnefried; c'est le colosse imposant qui, les Capitulaires à la main, impose son nom à l'époque qu'il domine de toute sa hauteur de législateur, de conquérant et de roi; en un mot, c'est Charlemagne, né, selon une foule de probabilités, à Jupille, au pays de Liége. Le deuxième, c'est Godefroid de Bouillon, ce chevalier au cœur ferme et

croyant, qui résume toute la fièvre religieuse dont s'embrasa l'Europe à la fin du XI^{e} siècle, et qui réunit à la sagesse d'un philosophe chrétien toute la bravoure d'un guerrier, toutes les vertus d'un héros : on sait qu'il vit le jour au village de Baisy, en Brabant, qu'il dirigea la première croisade, et qu'il mourut roi de la ville sainte, après avoir légué à la postérité un impérissable monument de sa droiture et de son esprit de justice : les *Assises de Jérusalem*. Le troisième enfin, c'est ce monarque puissant, sur les domaines duquel le soleil ne se couche jamais, c'est l'heureux vainqueur de Barberousse, c'est l'empereur omnipotent, dont la main formidable écrase ses concurrents à Aix-la-Chapelle, son rival en amours à Pavie, la Réforme à Mühlberg, et l'indépendance communale dans la ville même où il est né; c'est ce prince, si absolu et si populaire à la fois, qui ferme les portes du moyen âge féodal pour ouvrir celles du moyen âge monarchique, c'est Charles-Quint, à qui Jeanne-la-Folle donne le jour à Gand en 1499 (1500).

Et à côté de cette illustre trinité historique, il est encore un grand nom auquel l'histoire assigne un rang distingué. Déjà chacun a deviné sans doute que nous voulons parler de Baudouin, comte de Flandre et de Hainaut, empereur de Constantinople.

Dans les annales des peuples, il y a des époques remarquables par un concours simultané de personnages célèbres qu'elles voient éclore, d'événements importants qu'elles voient s'accomplir. Si l'on ouvre l'histoire de la fin du XII^{e} et du commencement du XIII^{e} siècle, on se convaincra facilement de cette vérité, que ce sont les grands événements qui font les grands hommes. En effet, pour ne citer que quelques noms de princes, n'est-ce

pas pendant cette période qu'on voit apparaître Salhadin, le soudan redouté; Philippe-Auguste, le vainqueur de Bouvines; Innocent III, l'illustre souverain pontife; Pierre d'Arragon, le fléau des Maures; l'excommunié Barberousse; Richard Cœur-de-lion, le plus aventureux des chevaliers; Gengis-Khan, le terrible conquérant de l'Asie; Raimond, comte de Toulouse, le protecteur des Albigeois: enfin Baudouin de Constantinople, le héros dont nous allons nous occuper?

On sait peu de chose sur les premières années de ce prince. Et il en est à peu près de même de toutes les illustrations militaires du moyen âge et des temps anciens. La légende et la tradition populaire en parlent quelquefois, l'histoire jamais; on dirait que cette *franche diseuse de vérités,* comme l'appelait Montaigne, dédaigne de fournir des détails sur l'enfance des héros; elle les prend dans la maturité de leur âge, dans la force de leur génie, et semble dire que jusque-là ils ne méritent point de figurer dans cette vaste nécropole, que les anciens ont si bien nommée *Temple de mémoire.* C'est vers 1170 que Baudouin vit le jour, les uns disent à Gand, les autres à Bruges, précisément alors que les croisades avaient atteint l'apogée de leurs succès et de leur vogue.

A la mort de Philippe d'Alsace, ce comte de Flandre si chevaleresque, qui, après avoir traversé quatre fois les mers pour combattre les infidèles, mourut en Terre sainte, en 1191, sa succession, à défaut d'héritiers directs, passa à sa sœur Marguerite, qui avait épousé Baudouin le Courageux, comte de Hainaut. Cette union avait eu pour résultat de placer sur une même tête les couronnes de deux comtés puissants.

Ce ne fut pas sans difficultés que Marguerite succéda à Philippe d'Alsace. Le roi de France élevait des prétentions sur la Flandre, au nom de son fils Louis, du chef d'Isabelle de Hainaut, épouse de ce dernier. Pour que ce monarque renonçât à ces prétentions, du reste peu fondées, la comtesse fut obligée de lui abandonner l'Artois, Boulogne et d'autres villes, perte qui heureusement fut compensée par le comté de Namur, dont Baudouin, déclaré héritier par Henri l'Aveugle, assura la possession à sa maison. Baudouin préludait ainsi par la réunion en un seul faisceau de trois comtés, à la grandeur de celui qui devait, dix ans plus tard, surmonter cette triple couronne comtale du diadème des empereurs de Constantinople.

Baudouin et Marguerite ne jouirent pas longtemps de leur puissance. Ils descendirent presque ensemble dans la tombe, laissant trois fils, dont l'aîné, Baudouin, hérita des comtés de Flandre et de Hainaut.

C'est dans un tournoi, célébré à Mons en 1189, qu'on voit ce comte faire ses premières armes et donner les preuves d'une valeur qui ne se démentit jamais dans la suite. Quelques années après, il prit une part active à la guerre occasionnée par les débats qui éclatèrent au sujet du comté de Namur, entre Baudouin le Courageux et Henri l'Aveugle. A la célèbre bataille de Neuville il se mesura avec Henri, fils du duc de Limbourg, et lui porta une blessure mortelle qui décida de la victoire en faveur de son père.

Une autre guerre plus terrible, que Thierry, comte de Hollande, avait entreprise contre le duc de Brabant, donna bientôt à Baudouin, allié de ce dernier, une nouvelle occasion

de signaler sa bravoure. A la journée de Heusden, en 1196, le comte de Flandre fit lui-même le comte de Hollande prisonnier, et le duc de Brabant lui dut en grande partie le succès de la bataille.

C'est vers cette époque qu'on croit qu'il épousa Marie, fille du comte de Champagne et nièce du roi de France.

Arrivé au pouvoir, Baudouin IX différait de faire à Philippe-Auguste l'hommage du comté de Flandre qu'il lui devait comme vassal. Il voulait que ce monarque le remît préalablement en possession de l'Artois. Afin de mieux forcer la main à son suzerain, et, comme dit un vieux chroniqueur, pour tirer vengeance des propos outrageants dont les Français se plaisaient à accabler les Flamands, il se ligua avec Richard Cœur-de-lion, roi d'Angleterre, alors en guerre avec Philippe-Auguste.

Baudouin ouvre la campagne par la prise des châteaux forts du pays de Cambrai et de Tournai. Le roi de France marche contre lui avec une puissante armée et se jette sur les parties occidentales de la Flandre. Le comte fait rompre les digues, moyen redoutable dont nos princes se servirent dans mainte occasion pour arrêter l'ennemi. Les Français, retenus et comme assiégés au milieu d'une vaste mer, sont contraints de capituler, et, grâce à l'intervention de Marie de Champagne, la guerre se termine par le traité de Péronne, de 1199, qui rend aux Flamands une bonne partie de l'Artois.

Ce premier exploit fit bien augurer du courage et de la fermeté de Baudouin, et lui attira l'affection du peuple qu'il avait si bien protégé contre l'invasion étrangère.

Mais une guerre, plus importante, allait occuper les esprits.

Nous voici arrivés à l'époque héroïque de la vie du comte de Flandre, alors qu'engagé dans la cinquième croisade, l'illustre chevalier chrétien, parti dans l'intention d'arracher le saint Sépulcre à l'impiété des mécréants, réussit à faire aboutir son pieux pèlerinage de croisé à la prise de possession d'un trône d'empereur.

Provoquée par le zèle du pape Célestin III, et, singulière anomalie! commandée par un prince excommunié, l'empereur Henri VI, la quatrième croisade avait commencé cette série de désastres qui attiédirent peu à peu la ferveur des croisés, et la mort du chef avait subitement mis un terme à cette expédition. Mais les plaintes qui du fond de la Palestine venaient retentir jusqu'aux pieds d'Innocent III, engagèrent bientôt les chrétiens occidentaux à voler au secours de leurs frères d'Orient. Le souverain pontife envoya des légats dans toutes les parties de l'Europe, afin de préparer une levée générale de boucliers contre le croissant victorieux. Promesses, menaces, tout fut mis en œuvre pour ranimer une ardeur refroidie par d'innombrables revers.

Un simple prêtre opéra en peu de temps, par sa fougueuse éloquence et le ton de conviction dont ses paroles étaient empreintes, ce que ni les bulles du pape, ni les exhortations des légats, ni les efforts de Richard Cœur-de-lion n'étaient parvenus à obtenir : c'était Foulques, curé de Neuilly-sur-Seine. Presque aussi entrainant que Pierre l'Ermite et plus violent que saint Bernard, il avait reçu du pape Innocent la mission de prêcher une nouvelle croisade. Il porta sa brûlante parole par toute la France, et réussit à se faire écouter.

Un brillant tournoi devait avoir lieu en Champagne : tout ce que la France, l'Allemagne, le Brabant et la Flandre comptaient de plus nobles chevaliers s'y était donné rendez-vous. Habile à saisir les circonstances favorables à sa sainte mission, Foulques tombe comme la foudre au milieu de cette chevalerie joyeuse, pimpante, dorée, avide de plaisirs et de joûtes, et qui se trouvait réunie en ce moment au château d'Ecri-sur-Aisne. Sa voix tonnante expose les infortunes des chrétiens de Palestine, fait entendre leurs plaintes, et flétrit la coupable insouciance de leurs frères d'Europe. A ces mâles et pieux accents, chacun s'émeut, on entoure l'orateur, on oublie le tournoi, et le *Diex li volt,* prononcé naguère au concile de Clermont, sort encore une fois de toutes les bouches et retentit de toutes parts.

Cependant, s'il faut en croire quelques vieilles chroniques flamandes, qui paraissent d'ailleurs assez bien instruites des fastes du moyen âge, c'est moins à Foulques qu'à Baudouin lui-même qu'il faudrait attribuer l'ardeur guerrière qui porta les seigneurs de France et des pays limitrophes à prendre part à la cinquième croisade.

D'après ces chroniques, le roi Philippe-Auguste aurait, vers le mois de mai 1200, invité à un brillant tournoi, à Paris, les plus nobles et les plus vaillants vassaux de la couronne. Tous accoururent à la voix du monarque, et, comme on le pense, Baudouin ne manqua pas à l'appel. Dans un festin que le roi donna à tous ces seigneurs, le comte de Flandre se leva tout à coup, étendit la main sur un paon placé au milieu de la table, et comme le roi Édouard d'Angleterre le fit, un peu plus de cent ans après, sur un héron, avant de commencer la guerre contre Philippe de

Valois, Baudouin jura à voix haute de renoncer pour toujours à porter les armes contre le royaume de France ou contre les Anglais, mais de combattre sans repos ni merci les Sarrasins et païens d'outre-mer. « Avant trois mois, ajouta-t-il, je fais « serment de partir pour Jérusalem, et d'exterminer les « mécréants qui ont ôté la vie à Philippe d'Alsace, mon oncle. « Ainsi Dieu me soit en aide! »

Électrisés par ces paroles inattendues, tous les convives se levèrent à leur tour, et ce fut une belle et imposante scène que de voir toute cette puissante noblesse étendre la main sur le paon votif et répéter le serment du comte de Flandre.

Quelque différence qu'il y ait dans les deux épisodes de cette histoire, il est facile de les concilier, et il est possible que le serment de Baudouin n'ait été prononcé au château d'Ecri-sur-Aisne, qu'à la suite des exhortations du curé Foulques.

Quoi qu'il en soit, le comte de Flandre peut être considéré comme un des principaux chefs de la cinquième croisade, dont Geoffroy de Villehardouin fut le naïf et véridique historien. Brave, jeune, prudent, allié ou parent des plus puissants princes de l'Europe, descendant par les femmes de Charlemagne, à la tête de deux comtés considérables par leurs richesses, leur population industrieuse, leur civilisation avancée, respecté et chéri de tous ceux qui l'approchaient, protecteur du faible, ennemi impitoyable de l'injustice, brillant par ses qualités personnelles, aimant les grands coups d'épée, les aventures, les expéditions lointaines, quel autre réunissait plus de titres pour commander une armée? Le courage militaire, d'ailleurs,

n'était-il pas héréditaire dans la maison de Flandre? Depuis Robert le Frison, ses ancêtres s'étaient toujours distingués en Palestine. Aussi brûlait-il d'accomplir à son tour son pèlerinage dans ces contrées arrosées du sang du Christ.

La croisade décidée, Baudouin IX se rend à Bruges, jure sur les saints évangiles de ne revenir qu'après avoir chassé les Sarrasins de Jérusalem, et reçoit la croix des mains de l'évêque de Tournai.

L'exemple donné par le comte est promptement suivi par les nobles barons de la Flandre et du Hainaut. Tous s'empressent d'accourir sous sa bannière.

On vit alors se grouper autour de lui Henri de Hainaut, son frère; Regnier de Trith, depuis duc de Philippopolis et de Thrace; Jacques d'Avesnes, dont la renommée avait déjà retenti tant de fois aux rives du Jourdain, et qui, malgré ses cheveux blancs, voulut encore suivre les croisés; Guillaume et Conon de Béthune, Manassès de Lille, Raoul de Tournai. Jean de Néelles, châtelain de Bruges, qui, devançant l'expédition, s'embarqua à Damme avec l'épouse de Baudouin, et cinglait déjà en pleine mer avant que l'armée eût quitté la terre ferme; puis Thierry de Dixmude, Pierre d'Oudenhove, Jean, curé de Somerghem, Lievin d'Axel, le sire de Maeter, qui n'abandonnèrent plus tard le manteau de pèlerin que pour revêtir la bure des Frères-Mineurs, à Valenciennes; enfin, tous les noms illustres de nos contrées vinrent se placer autour de Baudouin comme des fleurons autour d'une couronne.

Avant d'entreprendre ce long voyage le comte voulut, en prince sage et prudent, assurer la paix et le bonheur de ses

peuples. Il prit toutes les mesures que réclamait la situation du pays, confia la régence de la Flandre à son frère, Philippe de Namur, et donna la tutelle de ses deux filles, Jeanne et Marguerite, à Mathilde de Portugal, veuve de Philippe d'Alsace. Il convoqua ensuite une véritable assemblée des états à Mons, le 20 juin 1200, afin d'y régler les principaux intérêts de ses vassaux du Hainaut. L'organisation d'une bonne justice occupa surtout sa sollicitude. Il promulgua des lois remarquables par leur sagesse, et des règlements qui, jusqu'aux derniers temps, furent respectés sous le nom de Charte de l'an 1200.

C'était alors la coutume d'attirer la bénédiction du ciel sur une entreprise quelconque, en faisant des œuvres pieuses. Baudouin ne manqua pas à un devoir qui était sacré pour l'époque : il fonda l'abbaye de Baudeloo, au pays de Waes, et le chapitre de Notre-Dame, à Courtrai; puis il donna des biens considérables aux abbayes de Ninove, des Dunes et de Saint-Nicolas de Furnes.

Toutes ces choses accomplies, il recommanda de nouveau ses enfants aux soins de Mathilde de Portugal, et quitta le sol natal qu'il ne devait plus revoir.

On connait les événements de la cinquième croisade, dont Thibaut, comte de Champagne, Dandolo, le vieux doge de Venise, Boniface de Montferrat, le comte de Blois, Conon de Béthune et Baudouin IX furent les héros. On sait que, grâce à l'or et aux promesses des Vénitiens, les croisés, commandés par le marquis de Montferrat, changèrent leur itinéraire, pour aller s'emparer de la ville de Zara, révoltée contre l'orgueilleuse domination des doges. On sait encore qu'après la prise de cette

place, l'armée croisée fut sollicitée de rétablir sur le trône de Constantinople le vieil Isaac l'Ange, chassé par son frère, et que pour prix de son assistance le fils d'Isaac, le jeune Alexis. vint offrir aux chefs de l'expédition de soumettre l'église grecque à la suprématie du pape.

Cette proposition flattait trop le zèle de tous ces hommes sincèrement dévoués à l'unité de l'église de Rome, pour ne pas les faire balancer entre cette nouvelle déviation du but primitif et la délivrance de Jérusalem. A une époque où de grandes divisions religieuses n'avaient pas encore brisé, en Europe, l'unité de la foi, les Grecs schismatiques paraissaient aussi odieux aux catholiques que les hérétiques Vaudois ou d'Albi. Travailler par conséquent à rétablir l'union entre les églises de Constantinople et de Rome était une tâche aussi utile que pieuse, et les croisés saisirent l'occasion de l'accomplir. En général, on n'a pas assez insisté sur cette manière d'envisager le résultat de la cinquième expédition sainte. Il est possible que sans cette considération importante, zélé comme il l'était pour la délivrance du saint sépulcre, le pape Innocent III n'eût point épargné, que peut-être même, dans sa juste colère, il eût frappé d'excommunication ces hommes qui, partis pour faire la guerre au Croissant, s'arrêtaient au milieu de la route pour s'emparer de l'héritage des Commènes.

Le printemps de 1203 vit Baudouin entrer une première fois à Constantinople.

A son arrivée l'usurpateur Alexis prend la fuite, Isaac remonte sur le trône de Constantin, et le patriarche consent à reconnaître le pape Innocent III pour chef de l'Église.

Prise de Constantinople par Baudouin

Digitized by Google

Mais ces rapides succès sont bientôt neutralisés par les tentatives d'un autre usurpateur. Profitant de l'absence de Baudouin et des autres croisés qui songeaient à poursuivre leur voyage vers Jérusalem, un fourbe audacieux et sanguinaire, Murzuffle, de la maison de Ducas, s'empare de l'esprit d'Alexis, qui avait succédé à Isaac, se fait proclamer empereur, et finit par étrangler le jeune Alexis de ses propres mains. Instruits à temps, les croisés reviennent sur leurs pas, pour punir l'infâme Murzuffle.

L'antique Byzance est escaladée à la voix du comte de Flandre, qui crie à ses chevaliers, en leur montrant les remparts : « Voilà le chemin de la gloire! » et les *Francs* y entrent en triomphe, le 12 avril 1204.

L'assassin d'Alexis échappe par la fuite à la colère des vainqueurs, et Théodore Lascaris, élu en hâte par le peuple, se voit bientôt abandonné, malgré sa fermeté et son courage.

Malheureusement, toute la sévérité de Baudouin ne put préserver du pillage la capitale de l'empire grec : ces mêmes hommes qui couraient en Judée adorer le tombeau du Christ, souillèrent les églises et les saints lieux par les plus horribles profanations ; les vases sacrés tombèrent entre les mains d'une soldatesque avide de dépouilles ; les plus précieux monuments de l'art furent détruits, et les croisés se partagèrent un immense butin.

A l'escalade de Constantinople se distinguèrent particulièrement les gens de Biervliet, en Flandre ; ils s'emparèrent de la tour de Galata, un des points de défense les plus importants de la vieille Stamboul. La tradition raconte qu'ils rapportèrent,

comme trophée de leur victoire, le dragon de cuivre qui pendant six siècles a pivoté sur le beffroi de Gand.

Maîtres de Constantinople, où tant de révolutions de palais avaient presque anéanti la famille impériale, les croisés résolurent de procéder, au plus tôt, au choix d'un chef.

Douze électeurs sont désignés. Dandolo que recommandent son expérience et la prudence de ses conseils, le marquis de Montferrat dont on admire la bouillante valeur, Baudouin, comte de Flandre, qui brille entre tous les chevaliers par sa modération et sa sagesse, balancent longtemps le choix des douze électeurs. Après deux jours de délibération, Baudouin triomphe de ses compétiteurs, et à minuit l'évêque de Soissons apparaît au péristyle du palais de Bucoléon et proclame d'une voix puissante, aux croisés réunis en foule sur la place, le nom du nouveau chef de l'empire.

Le quatrième dimanche après Pâques, 16 mai 1204, eut lieu le couronnement solennel du premier empereur latin [1] à Constantinople. Assis sur un trône d'or, dans l'église de Sainte-Sophie, Baudouin reçut le diadème impérial des mains du patriarche métropolitain. Puis, élevé sur un énorme bouclier, à la manière des vieux rois germains, il fut conduit en triomphe jusqu'au Bucoléon. Devant lui marchaient le marquis de Montferrat, portant le *laticlave* au drap d'or, et le comte de Saint-Pol, tenant l'épée impériale.

Ainsi Constantinople, qui n'avait jamais obéi à des étrangers,

[1] Ou plutôt belge, et non pas français, puisque les empereurs qui occupèrent le trône grec au commencement du XIII[e] siècle étaient tous d'origine belge.

se trouvait soumis maintenant à un prince arrivé du fond de l'Europe, à un chevalier flamand qui était venu, dans ses murs, échanger le triste et brumeux climat du sol natal contre le tiède soleil du Bosphore, sa couronne de comte contre le riche diadème de Constantin, sa rude épée de croisé contre le sceptre d'un vaste empire.

C'était un grand événement, dont le récit, comme un merveilleux conte arabe, allait retentir au loin, et jusque sous le chaume des campagnes de la Flandre; c'était une gloire presque incroyable, un souvenir éternel d'honneur national que Baudouin laissait à sa patrie. Byzance et Gand étaient devenus les capitales de sa vaste domination!

Cependant l'empereur n'était pas tellement aveuglé par ses succès qu'il ne comprît que, pour être durable, la puissance des croisés avait besoin de s'affermir.

A peine fut-il inauguré, qu'il prit les précautions les plus sévères pour empêcher que le peuple ne fût opprimé par le vainqueur. Il ordonna de rechercher Murzuffle. Cet usurpateur fut pris et précipité du haut d'une tour, avec les vingt-deux seigneurs qui avaient aidé ce misérable dans ses criminelles tentatives.

Après l'accomplissement de cet acte de justice, Baudouin invita tous les grands de l'empire à une fête brillante qui dura trente-six jours, et y distribua à ses compagnons d'armes les principales dignités. Puis il créa six cents chevaliers, partagea entre les plus dignes les différentes parties du pays, leur abandonna le gouvernement des provinces, des villes et des châteaux, et dans la crainte que la cupidité ne les poussât à tyran-

niser leur sujets, leur assigna à chacun des terres et des revenus considérables pour soutenir convenablement leur rang. La patrie des dieux d'Homère vit ainsi se fixer sur son sol les défenseurs de la croix, et l'ombre de Thémistocle, d'Épaminondas et de Périclès effleura peut-être l'armure des chevaliers qui régnaient maintenant sur l'antique terre de la Grèce.

Baudouin recommanda surtout à ses officiers de traiter le peuple d'après les lois et les coutumes du pays, et de faire une justice égale pour tous : préceptes d'une sage et prudente politique. Il voulut ensuite que tous les seigneurs de sa cour portassent, pour signe distinctif, des chausses, noire et blanche, semées de griffes de léopard d'or.

La sévérité que l'empereur mettait à réprimer la dissolution des mœurs, une des plaies les plus invétérées du peuple qu'il était appelé à gouverner, il la porta jusque dans son palais; deux fois par semaine il faisait crier sous les voûtes immenses du Bucoléon : « *Défense à tout impudique de passer la nuit sous* « *le même toit que lui!* »

Une tournée dans les différentes contrées de l'empire devenait indispensable. Baudouin quitta Constantinople avec une suite brillante, pour parcourir tous ces lieux célébrés par les poëtes et les historiens de l'antiquité : la Thrace, l'Épire, Athènes, les débris de la ville immortalisée par l'*Iliade* et par l'*Énéïde*. Partout il fut reçu avec respect, sinon avec admiration; les villes vinrent lui porter leurs clefs, et les grands accoururent déposer à ses pieds des joyaux, des draps d'or, des présents magnifiques.

Vue de Constantinople

Digitized by Google

Cependant le nouveau monarque sentit que le résultat inattendu de cette croisade allait attirer sur les Latins les justes réprimandes de Rome. Il se hâta d'écrire au pape, et lui représentant l'occupation de Constantinople comme une importante victoire remportée sur les schismatiques, il implora humblement son pardon pour lui et ses compagnons d'armes. Innocent le lui accorda, mais à condition que le voyage de Palestine serait repris au plus tôt. Baudouin le promit; et peut-être aurait-il tenu parole, si d'autres événements n'étaient venus le détourner de cette entreprise.

Toute joie est mêlée d'amertume. Le comte de Flandre l'apprit à son tour. A peine assis sur le trône, il reçut la nouvelle de la mort de Marie de Champagne. Cette princesse était arrivée à Ptolémaïs; mais pressée de rejoindre son époux, bien qu'épuisée par la fatigue et une longue maladie, elle s'était embarquée pour Constantinople. Sa tendresse conjugale ne fut pas récompensée : elle succomba pendant le trajet, et le port de Byzance ne reçut que son cadavre.

D'autre part, la domination des Latins, à peine établie, menaçait déjà ruine. La capitale et quelques grandes villes étaient en leur pouvoir, mais toute la population était loin d'être soumise. L'armée des Occidentaux avait dû se fractionner pour réduire à l'obéissance les différentes parties de la Grèce qui, dirigées par un prétendant à l'Empire ou un chef rebelle, entreprenaient de faire la guerre aux conquérants.

La ville d'Andrinople semblait le centre des opérations des révoltés. Ceux-ci, instigués par l'usurpateur Alexis, avaient appelé à leur secours les Bulgares, peuple sauvage et cou-

rageux, dont Baudouin avait imprudemment repoussé l'alliance.

L'armée impériale comptait à peine 20.000 hommes encore, et, pour comble de malheur, de graves dissentions divisaient tous les jours les chefs croisés. Le comte de Flandre résolut cependant de détruire le foyer des rebelles. Il partit, et alla camper sous les remparts d'Andrinople, que défendaient 30.000 Grecs. Les troupes de Joanice, roi des Bulgares, vinrent attaquer l'empereur jusque dans ses retranchements.

Confiants dans les incroyables succès qu'ils avaient déjà obtenus, les chevaliers chrétiens méprisaient des bandes armées qu'ils croyaient indisciplinées et ignorantes de la tactique militaire, et se vantaient d'exterminer promptement ces audacieux agresseurs.

Des corps entiers de Tartares formaient les principales forces du roi Joanice. Selon leur coutume, ces hardis guerillas d'une autre espèce étaient armés à la légère et montés sur de rudes et puissantes cavales venues des bords du Borysthène. Ils s'élançaient en petits détachements sur leurs adversaires, les harcelaient, en leur jetant quelques flèches et poussant de grands cris, puis fuyaient lorsqu'on se mettait à leur poursuite. De cette manière, ils fatiguaient leurs ennemis, qu'ils finissaient par attirer dans des embuscades, où ils les massacraient sans pitié. Ce mode de combattre fut fatal aux croisés, qui s'étaient imaginé avoir bon marché des fuyards.

Sans écouter les sages conseils du prudent Baudouin, qui leur défend d'abandonner les retranchements, ils ne songent

qu'à se venger. Les provocations des Barbares excitent leur fureur. Ils se précipitent, ivres de gloire, sur ceux qui ont osé venir les attaquer.

Dans son aveugle ardeur, le gros de l'armée des croisés s'éloigne de plus de deux lieues d'Andrinople. Arrivés dans un défilé étroit, au milieu d'un pays boisé qu'ils ne connaissent point, les Latins se sentent tout à coup enveloppés par les Bulgares. Une sanglante bataille s'engage. Obligé de suivre le funeste mouvement de ses troupes, Baudouin tâche de rétablir un peu d'ordre entre les légions qui s'étaient débandées. Vains efforts! Son courage doit se briser contre le piége qui lui est tendu. Le comte de Blois tombe un des premiers. Une foule de braves éprouvent bientôt le même sort, et trouvent avec leurs chefs une mort glorieuse en combattant. Cependant la victoire des Barbares n'est pas encore complète. Baudouin est resté debout; longtemps on le voit lutter contre le nombre qui l'accable. Son casque étincelant sert de point de ralliement aux croisés. Mais déjà blessé, épuisé de fatigue, le valeureux Flamand est bientôt enveloppé par les Barbares, il tombe percé de coups dans la mêlée, pendant que le vieux doge de Venise, renouvelant en quelque sorte *la Retraite des Dix-Mille,* parvient, après des efforts inouïs, à sauver les derniers débris d'une armée qui, peu d'heures auparavant, était sûre d'obtenir un facile triomphe.

Cette catastrophe arriva le 15 avril 1205.

Henri de Hainaut, qui était accouru des provinces de la Grèce pour secourir ses frères d'armes, rencontra en route les restes mutilés de l'armée chrétienne; il rebroussa promptement

chemin, et une foule d'Européens, effrayés par cet horrible désastre, s'embarquèrent en toute hâte, pour retourner dans leur patrie; tandis qu'intérieurement les habitants du pays conquis se réjouissaient d'un échec qui devait amener la chute de leurs nouveaux maîtres.

Ici la légende s'empare de la fin de l'illustre empereur. Baudouin périt-il dans cette bataille, ou survécut-il à ce grand malheur? Voilà un problème historique que mille versions contradictoires se sont efforcées d'obscurcir. La fable, qui n'est que l'histoire poétisée, a fait disparaître Romulus dans un nuage mystérieux. A la journée de Roosebeke, on vit s'évanouir comme un fantôme la sanglante figure de Philippe Artevelde. Longtemps après la bataille de Nancy, la tradition populaire fait errer Charles le Téméraire dans les montagnes de la Suisse. Il semble que l'on se plaise à croire à une mort surnaturelle pour les hommes illustres.

Quant à Baudouin de Constantinople, bien que selon toutes probabilités il ait perdu la vie devant Andrinople, rien n'est certain à ce sujet. Aussi, écoutez tous les récits merveilleux que l'on a brodés sur sa mort.

Au dire de quelques chroniqueurs, les Bulgares s'emparent de lui, l'entraînent à Terranuova, leur capitale, et l'y retiennent prisonnier pendant neuf ans. Après ce terme, Joanice étant décédé, l'empereur est vendu aux habitants d'Antioche, qui le cèdent à leur tour à un marchand d'esclaves de Damas. Celui-ci l'emploie à labourer ses terres. Un jour, pendant qu'il accomplit ces pénibles travaux, il voit passer des pèlerins étrangers dont la langue lui rappelle l'idiome de sa patrie. L'infortuné Baudouin

court à eux, se fait connaître, et demande à les suivre. Il s'embarque à Saint-Jean-d'Acre, pour retourner en Flandre. Ferrand et Jeanne, qui règnent alors dans ce comté, apprennent le prochain retour du chef croisé ; ils s'inquiètent de la perte de leur couronne, et font secrètement attacher Baudouin de Constantinople à un gibet, dans la forêt de Marquette, près de Lille.

On sait que c'est le canevas de la mystérieuse histoire où Mathieu Paris et quelques chroniqueurs font jouer à Jeanne le rôle odieux de parricide.

D'autres assurent que réduit en captivité à Andrinople, Baudouin aurait dit : « Si Joanice veut me rendre la liberté, je « le fais proclamer empereur de Constantinople. » Le roi des Bulgares l'interpelle sur ces paroles ; il les désavoue, et le barbare, furieux de se voir déçu dans son espoir, ordonne de lui trancher la tête et de cacher sa mort.

Selon d'autres, la femme de Joanice, autre Putiphar, accuse le malheureux prisonnier auprès de son époux ; ce dernier, pour se venger, lui fait couper les bras et les jambes, et donne l'ordre de le déposer, ainsi mutilé, sur une roche nue, où il demeure exposé pendant trois jours à la voracité des oiseaux de proie qui achèvent son supplice. Puis Joanice, imitant l'exemple du terrible Attila, se sert de son crâne entouré d'un cercle d'or comme d'une coupe.

Nicétas raconte aussi la fin de l'empereur à sa manière.

Il y en eut encore qui en firent un saint. Une femme de Bourgogne aurait passé à côté de son cadavre sur le champ de bataille d'Andrinople, et aurait vu sa tête environnée d'une

auréole lumineuse. Frappé de ce phénomène, elle l'aurait inhumé convenablement, et rien qu'en le touchant, son mari se serait trouvé guéri d'une cruelle maladie.

D'autres racontent qu'il erra longtemps dans les forêts de la Servie; d'autres enfin, qu'il fut délivré de sa prison, à condition d'embrasser l'Islamisme, et que le chef de la cinquième croisade devint un des plus fameux soudans d'Asie.

Ce qu'on sait de plus certain, c'est que vingt ans après sa mort présumée, c'est-à-dire vers 1225, un aventurier audacieux, appelé Bertrand de Rains, profita de ces bruits contradictoires, pour s'emparer momentanément du comté de Flandre; c'est la fameuse légende du *Faux Baudouin*.

Baudouin IX avait 35 ans lorsqu'il disparut; ce fut la tige des empereurs latins de Constantinople, mais aucun de ses successeurs n'égala sa sagesse, son courage et sa grande âme.

La mort du chef de l'empire remplit les croisés de désolation. Ceux de Constantinople envoyèrent une foule de messagers en Arménie, en Thrace, en Bulgarie, pour recueillir quelques renseignements sur son sort; tous revinrent sans rien avoir appris.

Un an après la bataille d'Andrinople, le pape dépêcha un légat à Joanice, qui était le premier roi chrétien des Bulgares, pour le prier de relâcher l'empereur, moyennant une forte rançon, si toutefois il était son prisonnier. Le roi barbare répondit qu'il n'était pas en son pouvoir de satisfaire aux vœux du souverain pontife, *attendu que Baudouin avait payé son tribut à la nature*.

Ayant reçu une réponse aussi positive, les grands de l'Empire ne doutèrent plus de la mort du comte de Flandre, et, croyant sans doute que dans la famille d'un héros les vertus devaient être héréditaires, ils élevèrent au trône impérial son frère Henri de Hainaut.

Une grande leçon pour l'humanité résulte de la mort de Baudouin IX. Avec ses éminentes qualités, ce prince eût fait le bonheur de la Flandre et du Hainaut, la gloire de sa patrie, gloire paisible et moins retentissante peut-être que celle que fit rejaillir sur lui le diadème impérial, mais certes plus utile au bien-être de ses sujets. Il eût peut-être épargné aux Flamands la honte de la défaite de Bouvines et de la captivité de Ferrand de Portugal ; à sa fille Marguerite, le scandale d'une infâme séduction, qui entraîna de si longues divisions entre la Flandre et le Hainaut ; à Jeanne, son autre fille, l'horrible soupçon d'enfant dénaturé, qu'excita parmi une population trop crédule le supplice, d'ailleurs mérité, d'un aventurier audacieux.

Maintenant faut-il faire un crime à Baudouin d'avoir préféré la gloire bruyante d'un guerrier conquérant, à la tâche sacrée que lui imposaient ses devoirs de prince et de père? Non sans doute ; l'époque où il vivait explique, excuse, justifie la ligne de conduite qu'il adopta. Chevalier et chrétien, il obéit à cette fièvre de déplacement qui agitait toute l'Europe au moyen âge. Mais la force providentielle des choses eut son cours : Baudouin périt misérablement dans un combat meurtrier, mettant en danger l'empire qu'il a fondé ; la Flandre est sur le point de tomber aux mains avides de Philippe-Auguste ; le pays conquis et le

vieil héritage de famille sont entraînés dans une même chute : le doigt de Dieu ne se montre-t-il pas là ?

BARON JULES DE SAINT-GENOIS.

Digitized by Google

Mauger.

Digitized by Google

NOTGER.

Vers la fin du neuvième siècle, le misérable village où le saint apôtre de la Taxandrie était mort pour la foi, avait déjà acquis quelque importance, puisqu'on le trouve mentionné dans le partage du royaume de Lorraine, entre Charles le Chauve et Louis de Germanie (870). Le sang du martyr avait attiré les fidèles, et

Digitized by Google

Liége grandissait abritée par un souvenir. Mais ces pénibles commencements d'une ville naissante disparaissaient onze ans plus tard sous les coups des Normands; ces populations barbares, venues du nord de l'Europe, envahirent l'ancien pays des Éburons et s'emparèrent de la cité, qui devint la proie de l'incendie. Cette immense catastrophe ne laissa subsister après elle qu'un nom, des ruines et quelques restes malheureux emprisonnés dans les débris de la dévastation.

Les riches donations des chefs carlovingiens, la faveur des rois de la Germanie, ne tardèrent pas à cicatriser ces plaies; d'un autre côté, des prélats habiles et pleins de zèle contribuèrent aussi à relever Liége de son abaissement; mais la gloire de ces évêques a pâli devant celle de Notger, qui les a tous fait oublier.

Notger est en effet le personnage le plus remarquable des premiers temps de l'histoire de Liége; on peut même le considérer comme le vrai fondateur de cette ville; son nom se rattache à la plupart des grands édifices qu'on y contemple encore aujourd'hui, et son inflexible sévérité dans la répression des délits commis contre son église, imprima au pouvoir temporel des évêques ses successeurs, une force qui demeura presque intacte pendant les deux cents années qui suivirent.

Notker ou Notger, ainsi que l'appellent plus communément les historiens liégeois, était originaire de la Souabe. Après avoir étudié dans l'abbaye de Saint-Gall, il vint diriger les écoles déjà célèbres de Stavelot, où l'appela l'abbé Odillon. Peu de temps après, l'illustre maître se rendit à la cour d'Otton I^er^, son oncle, qui appréciait son mérite et qui lui

conféra l'évêché de Liége, vacant par la mort d'Éracle, arrivée l'an 971.

Le nouveau prélat agrandit considérablement le territoire de son diocèse; il réunit à ses domaines le comté de Huy et diverses autres possessions qu'il obtint des empereurs; il garnit de murailles Fosses et Couvin, établit çà et là des monastères, et, jaloux de son autorité, il chercha par tous les moyens possibles à contrebalancer l'influence rivale de ses vassaux les plus riches et les plus puissants.

Sa sollicitude ne fut pas moins vive pour les embellissements et l'avenir de Liége même. C'est d'abord la cathédrale qu'il restaure avec soin; puis de belles églises qui se dressent sur divers points de la cité; des remparts qui la fortifient; des canaux qui la traversent et viennent faciliter le commerce qui commençait à y fleurir; et au milieu de ces immenses travaux, qu'on ne peut contempler sans admiration, tant il fallut de zèle, d'énergie et de trésors pour oser les accomplir, Notger ne néglige pas un instant le troupeau que Dieu lui a confié; il veille avec soin à l'éducation de la jeunesse, élevant, pour ainsi dire, de ses propres mains ces jeunes plantes, l'espoir de son église; il en emmène avec lui un grand nombre dans le cours de ses voyages, et ne compte pour rien les embarras qu'un semblable déplacement entraînait inévitablement à sa suite. Il instruit son clergé en usant de la langue latine, et s'adresse presque tous les jours au peuple, en se servant, pour bien en être compris, de la langue romane ou vulgaire, qui avait remplacé les idiomes particuliers des races indigènes, et dont l'emploi commençait à devenir presque général.

Ce dévouement fut noblement récompensé : beaucoup d'hommes savants et pieux sortirent des écoles de Liége, et allèrent répandre les saines doctrines qu'ils y avaient puisées, en Belgique, en France, en Allemagne, et plus loin encore. Plusieurs d'entre eux occupèrent des dignités ecclésiastiques fort importantes.

En présence de tels résultats, on n'est plus étonné d'entendre ses contemporains s'écrier avec reconnaissance : « O Liége, tu dois Notger au Christ, tout le reste à Notger... »

Le nom de cet évêque est resté populaire; les Liégeois ont gardé religieusement le souvenir de sa mémoire. Dans les récits qu'autrefois ils faisaient à la veillée, et qui, presque toujours, avaient trait à la patrie, les bourgeois aimaient à parler du *bon prince,* comme on l'appelait communément alors. Cependant une tache ineffaçable ternit une si belle réputation, et quoique nous sachions bien qu'il ne faut pas juger les événements qui se sont passés dans ces temps reculés et presque barbares avec les idées nouvelles que les progrès des lumières et de la civilisation ont jetées dans nos cœurs, on ne doit pas oublier non plus qu'il y a une moralité naturelle à l'homme, une moralité qui est de toutes les conditions et de tous les âges, que l'on voit se mêler au plus brutal empire de la passion : c'est elle qui, à toutes les époques, a dû faire condamner Notger, en lui accordant toutefois les égards qu'on doit au prince dont la vie n'offre guère qu'une seule faute. L'impartiale histoire nous oblige à la dévoiler.

Tous les Liégeois connaissent le nom de Chèvremont, montagne haute et escarpée, à deux lieues de Liége, surmontée

aujourd'hui d'une modeste chapelle, le but des pèlerinages de notre enfance, et que, dans l'âge mûr, nous aimons encore à gravir, comme on se plaît à retrouver un ancien ami. Au dixième siècle, une forteresse puissante en occupait le sommet. C'était un de ces donjons inaccessibles, d'où les seigneurs et les barons d'alors faisaient le plus de mal possible aux pauvres gens de la plaine, les pillant, les rançonnant, souvent même les emmenant captifs dans leurs repaires et les laissant mourir dans des cachots infects. Les chroniques ne rapportent que trop de faits semblables.

Vers l'an 979, la forteresse de Chèvremont était au pouvoir du seigneur Idriel, dont les excursions et les rapines s'étendaient quelquefois jusqu'à Liége, au delà de la Meuse. Notger cherchait depuis longtemps les moyens de se débarrasser d'un voisin aussi incommode, lorsque le hasard lui en fournit l'occasion.

Isabeau, dame du sire de Chèvremont, venait de lui donner un fils, et comme ce devait être plus tard un riche et puissant seigneur, Idriel pensa qu'il ne fallait pas moins qu'un évêque pour le baptiser. A cet effet, il dépêcha des messagers à celui de Liége, le priant de se rendre dans son château, et Notger, après quelques moments de réflexion, promit de satisfaire aux désirs de son redoutable voisin.

Lorsque le sire de Chèvremont apprit cette bonne nouvelle, il en fut fort aise, et disposa toutes choses pour recevoir convenablement l'évêque. Celui-ci, de son côté, se mit en mesure d'exécuter le projet qu'il avait conçu. Il manda sur-le-champ ses plus vaillants hommes d'armes et les chevaliers de la Hes-

baye, vassaux de son église ; puis, leur communiquant ses desseins, auxquels ils ne trouvèrent rien à redire, il ordonna de faire les préparatifs nécessaires, et, en peu d'heures, chacun fut prêt à jouer le rôle tracé par l'évêque.

Le lendemain matin, on vit sortir de Liége une longue procession de prêtres et gens de religion, ayant chapes, robes longues et surplis. La riche croix de Saint-Lambert, portée par les serviteurs de la cathédrale, précédait ce nombreux cortége, derrière lequel venait Notger entouré de quelques religieux.

Après avoir côtoyé la petite rivière de Vesdre pendant près de deux heures, on arriva enfin au pied du roc, et les gens d'église s'aventurèrent alors un à un dans le sentier périlleux qui conduisait au château. Le seigneur Idriel, du haut d'une de ses tours, avait aperçu, dans le lointain, la longue procession qui venait, pensait-il, pour lui faire honneur; il avait aussitôt donné l'ordre de lever la herse, et il attendait l'évêque en dehors même de la porte.

Le cortége qui précédait Notger entra peu à peu, chaque moine ayant la tête baissée, le capuchon rabattu sur le visage, et marmottant des prières à voix basse. Enfin le sire de Chèvremont aperçut Notger; il lui fit aussitôt la plus gracieuse révérence, et l'introduisant dans la cour : « Seigneur évêque, lui dit-il, soyez ici le bienvenu!... — Par ma foi, répliqua Notger, qui n'avait pas encore proféré une parole, oui, je suis cette fois ici le bienvenu à mon intention, puisque j'ai le château d'où tu fais tant de mal à mes gens et les tiens en prison; çà, qu'on me le rende, seigneur châtelain, ou de gré ou de force... »

Episode du château de Chèvremont.

Digitized by Google

Idriel resta un moment confondu, puis tout à coup ses yeux étincelèrent, son corps frémit d'indignation, et d'une voix entrecoupée par la fureur : « Tu mens, faux prêtre, s'écria-t-il, tu mens ; hors de ma maison, sur-le-champ, ou tu seras mis en geôle et pendu ce soir à la plus haute de mes tourelles !... Mais c'est moi qui t'ai mandé, et c'est pourquoi je ne veux en rien forfaire à l'honneur... Va-t'en, te dis-je, va-t'en !... »

L'évêque le contempla en souriant d'un air de mépris et de vengeance satisfaite : « Que je m'en aille ! non, non, messire, répondit-il ; quelles gens penses-tu donc que j'aie amenés avec moi ? Il n'y a ici ni doyen ni prêtre ! s'écria-t-il d'une voix tonnante, rejetant en arrière sa chape et son surplis, et tirant son épée cachée sous sa robe. Il n'y a ici ni doyen ni prêtre, répéta-t-il, mais bien cinq cents braves chevaliers, armés de fer, et qui sauront te mettre à la raison ; or donc, méchant sire, rends le château avant qu'on ne te tue...»

C'était le signal convenu, et chacun des moines, laissant tomber sa robe, saisit sa hache et son épée.

Au bruit des armes qui s'entrechoquaient, succéda le plus profond silence. Quelques soldats d'Idriel s'étaient élancés au devant de leur maître, et n'attendaient qu'un mot pour commencer une lutte terrible, mais qui ne pouvait rester un instant douteuse. Le seigneur de Chèvremont, placé sur un quartier de roc qui dominait un effrayant précipice, jetait des regards de fureur sur l'évêque, et paraissait adresser en même temps un dernier adieu à ses tourelles, à sa femme, à son pauvre enfant !... « Prêtre félon, homme faux et vilain, » murmura-t-il sourdement, puis il ajouta : « Hélas ! noble maison, longtemps

vous ai gardée, et maintenant serez détruite; mais je ne veux point le voir!... » En achevant ces mots, il s'élança du rocher; son corps roulant sur les aspérités de la montagne, et tout brisé par cette chute effroyable, alla se perdre dans les eaux de la Vesdre, qui coulait au dessous, calme et paisible.

« Et maintenant, cria l'évêque, courez sus aux meurtriers qui ont occis mes gens et larronné mes domaines... »

Alors il y eut une mêlée horrible, mais qui ne dura qu'un instant. Le désespoir triplait le courage des hommes d'armes d'Idriel; poursuivis par les chevaliers liégeois dans toutes les parties du château et jusques sur les tours, ils y engageaient des luttes partielles et terribles, puis on voyait un corps, lancé dans les airs, retomber lourdement sur les pointes du roc et rouler dans l'abîme.

Quant à la noble dame Isabeau, on assure qu'en apprenant de ses femmes la trahison de l'évêque et le sort de son époux, elle sortit tout à coup de son lit, serrant convulsivement son fils dans ses bras, et alla se jeter dans le puits du château, où on la retrouva le lendemain.

On conserve aujourd'hui à la bibliothèque de l'université de Liége, un bel évangéliaire du dixième siècle, qui a servi à l'illustre prélat dont nous venons de parler. La couverture de ce livre est richement ornée; au milieu se trouve, sculpté en ivoire, le portrait de Notger, à genoux, entouré de ces mots :

En ego Notkerus, peccati pondere pressus,
Ad te flecto genu, qui terres omnia nutu.

Nous n'avons pu contempler cette précieuse relique sans la

plus vive émotion; reportant nos souvenirs en arrière, et arrêtant notre pensée sur le sanglant épisode que nous finissons de raconter, il nous a semblé voir dans le grand évêque agenouillé un homme accablé sous le poids des plus cuisants remords, et criant merci à Dieu pour le crime dont il a souillé sa mémoire.

M. L. Polain.

Digitized by Google

CHARLES DE LORRAINE.

Ce digne lieutenant de l'immortelle Marie-Thérèse doit avoir sa place entre les plus pures de nos gloires nationales. Pendant sa régence si longue et si heureuse, Charles de Lorraine s'était attaché à la Belgique par des liens indissolubles; il avait oublié son origine étrangère pour s'identifier complétement avec le peuple

Le duc Charles de Lorraine.

Digitized by Google

dont il changeait les destinées. Ce n'est point seulement comme guerrier que ce prince brille dans l'histoire; bien qu'il fût l'habile adversaire de Frédéric II et de Maurice de Saxe, il a néanmoins d'autres titres à faire valoir auprès de la postérité. Si trois générations ont répété le nom de Charles de Lorraine avec enthousiasme, avec attendrissement, c'est parce que ce prince fit reposer le gouvernement sur l'amour des sujets. Plusieurs souverains absolus du dix-huitième siècle affectionnaient beaucoup, comme un agréable passe-temps, les conférences philosophiques; mais les hôtes de *Sans-Souci* et de l'*Hermitage* se bornaient à des dissertations plus ou moins subtiles, ils auraient regretté que la classe souffrante prît au sérieux leurs séduisantes utopies. Le gouverneur des Pays-Bas n'était pas atteint de cette manie au moins bizarre, il n'admettait point les encyclopédistes dans ses petits appartements : il aimait mieux réaliser sans bruit tous les projets qui tendaient à améliorer le sort du peuple confié à ses soins. Aussi était-ce en Belgique qu'on aurait pu trouver à certains égards l'image de ce bonheur social, tant rêvé par les novateurs. Quoique ce pays fût encore à demi plongé dans les ténèbres du moyen âge, on y voyait un peuple opulent et libre, fier de ses priviléges, et ne redoutant pas cette royauté paternelle alors si noblement exercée.

Né le 12 décembre 1712, à Lunéville, Charles-Alexandre était issu du mariage de Léopold I^er^, duc de Lorraine, avec Charlotte-Élisabeth, fille de Philippe d'Orléans, frère unique de Louis XIV. Léopold voulut se charger lui-même de l'éducation de Charles, qu'il préférait à ses autres enfants parce qu'il était venu le dernier. Cette éducation ne s'adressait pas

seulement à l'esprit; elle avait aussi pour but d'inspirer au jeune prince une noble ambition, celle qui distingue les vrais sages et les monarques populaires. Léopold d'ailleurs instruisait son fils plutôt par son exemple que par ses préceptes : « Je quitterais demain ma souveraineté, disait-il, si je ne pouvais faire le bien. » Telle était la règle de conduite de ce sage imitateur du bon René; telle fut aussi la devise du gouverneur des Pays-Bas.

Léopold mourut en 1729; et sept ans après, sa postérité fut dépouillée de ces provinces qu'il avait su rendre si heureuses et si florissantes. Pour mettre d'accord Stanislas Leczinski et Auguste de Saxe, qui se disputaient le trône chancelant des Jagellons, les grandes puissances, intéressées dans la lutte, décidèrent que le premier renoncerait au royaume de Pologne et qu'il recevrait en échange les duchés de Lorraine et de Bar. L'héritage des Médicis fut assuré au duc François-Étienne, qui épousa l'archiduchesse Marie-Thérèse, fille aînée de l'empereur Charles VI. Dès ce moment, les descendants de Léopold de Lorraine s'associèrent aux destinées de la maison d'Autriche. Lorsque Charles VI attaqua les Turcs en 1737, le duc François fut nommé généralissime des troupes impériales, et le prince Charles servit avec son frère, en qualité de colonel. On connaît l'issue de cette guerre malheureuse; néanmoins elle offrit à notre héros l'occasion de se signaler entre les plus braves chevaliers de la nouvelle croisade. Grièvement blessé à Croska, il reçut de Charles VI, pour récompense de sa valeur, le grade de général-major.

Mais ce fut surtout pendant la fameuse lutte de Marie-

Thérèse contre l'Europe que Charles de Lorraine mérita les éloges de ses frères d'armes et de ses adversaires. Lui aussi partageait le belliqueux enthousiasme des palatins hongrois; et il avait crié comme eux : « *Moriamur pro rege nostro, Maria-Theresia!* » Pour défendre cette femme héroïque, si grande dans l'adversité, Charles de Lorraine devint, suivant les expressions de Frédéric II, un capitaine redoutable, actif, vigilant. Chargé de reconquérir la Bohême, il poursuit, il harcelle sans relâche le maréchal de Broglie; et après l'avoir contraint de rétrograder depuis Thein jusqu'à Beraun, il le force à se jeter dans Prague; assiégé dans ce dernier asile, le général français se sauve enfin, à travers des plaines couvertes de neige, jusqu'à la ville d'Egra (1742). L'année suivante, Charles apparaît dans les États mêmes de l'électeur de Bavière, qui avait usurpé l'empire. Il écrase, sur les bords de l'Inn, les troupes bavaroises qui défendaient l'entrée du pays; rien ne peut l'arrêter; il entre en vainqueur dans Dingelfing, dans Deckendorff et dans Landau-sur-l'Iser. Ces succès, joints à ceux obtenus par le prince de Lobkowitz, contraignirent le maréchal de Broglie à se retirer sous Ingolstadt et l'anti-César à chercher un refuge dans Francfort. Marie-Thérèse était reine de Bohême.

Elle ne se montra pas ingrate; Charles de Lorraine fut uni, le 7 janvier 1744, à l'archiduchesse Marie-Anne, sœur de l'impératrice, et les nouveaux époux reçurent comme apanage la vice-royauté des Pays-Bas autrichiens. Partis de Vienne le 24 février, ils arrivent bientôt en Belgique, où le peuple les accueille avec autant de joie que de magnificence. Malgré

les menaces de la France et l'attitude hostile de la Prusse, le nouveau gouverneur général prend possession du pays au nom de la fille de Charles VI. Dans toutes les provinces il fait procéder, suivant les anciennes coutumes, à l'inauguration de Marie-Thérèse; et lui-même la fait reconnaître à Bruxelles comme duchesse de Brabant; à Gand, comme comtesse de Flandre.

Un mois plus tard, Louis XV envahissait la Belgique, et Charles de Lorraine allait se mettre à la tête de l'armée du Rhin. Pour arrêter la marche victorieuse des Français en Flandre, Charles se jette hardiment dans leur propre pays. Le 2 juillet, ayant surpris le bavarois Seckendorf, il passe tout à coup le Rhin à Schreck, au-dessus de Philipsbourg, et à Weissenau, près de Mayence; puis, malgré la résistance désespérée du maréchal de Coigny, il s'empare des lignes de Spire, de Gemersheim, de Lauterbourg et de Haguenau; bref, il s'établit au milieu de l'Alsace. Ce brillant fait d'armes excita la surprise et l'admiration de l'Europe entière. Louis XV détache 30,000 hommes de son armée des Pays-Bas et court lui-même défendre les frontières de son royaume. Malheureusement Frédéric II reparaît dans l'arène; craignant pour la Silésie, après le triomphe du prince Charles, il se détermine à briser l'alliance qu'il a solennellement jurée à Breslau. Au mois d'août cent mille Prussiens viennent camper dans la Bohême. Alors Charles, quittant l'Alsace, s'avance vers le Danube et l'Elbe; il passe ce dernier fleuve à la vue du roi de Prusse, et le repousse jusqu'en Silésie.

Vainqueur de Frédéric II, le général lorrain était regardé

comme un héros dans l'Empire; mais un coup terrible lui rappela le néant des grandeurs humaines. Tandis qu'il s'illustrait sur le Rhin, les Belges voyaient mourir la jeune et brillante archiduchesse Marie-Anne, qui était aimée, dit Nény, comme la *mère de la patrie*.

Charles néanmoins ne se laisse pas abattre par sa douleur: après avoir délivré la Bohême, il vole au secours des Pays-Bas, envahis de nouveau par les armées de Louis XV (1746). Les alliés, découragés par la bataille de Fontenoi, reprirent courage en voyant à leur tête le brave Lorrain. Quoique celui-ci dût également reconnaître le génie supérieur du maréchal de Saxe, il sut contrebalancer les succès de ce général par sa tactique savante; sa marche dans les défilés et les forêts du pays de Liége augmenta sa réputation; et s'il fut malheureux devant Namur et dans les plaines de Raucoux, il évita de plus grands désastres.

Quand le traité d'Aix-la-Chapelle eut mis fin à cette guerre injuste, le duc Charles alla reprendre le gouvernement de la Belgique (1749). L'allégresse était générale; dans toutes les provinces, dans toutes les villes, la bourgeoisie voulut célébrer par des fêtes pompeuses le retour de ce prince qui devint bientôt l'idole de la nation. Toutefois le duc de Lorraine acceptait une mission difficile : il devait faire renaître l'abondance dans un pays qui avait été le champ de bataille de l'Europe; d'autre part, il devait substituer un système régulier d'administration aux juridictions locales sorties des luttes du moyen âge. Mais agissant sous l'inspiration de la digne héritière des Habsbourg, Charles ne resta pas au-dessous de sa tâche:

quelques années lui suffirent pour effacer jusqu'aux traces des derniers désastres qui avaient affligé les Pays-Bas ; industrie, commerce, navigation, toutes les branches de la richesse nationale attirèrent également sa sollicitude. En 1750, il voulut conduire lui-même à Louvain les travaux des ingénieurs qui ouvraient, à travers les rochers et les sables, un canal de communication avec l'Escaut. Le duc manifestait aussi l'intention de se fixer définitivement dans le pays ; il avait acheté de ses deniers l'ancien *palais d'Orange,* où il tenait sa cour ; et il ne cessait d'embellir le parc de Tervueren, devenu sa résidence d'été. Au reste, Charles étalait peu de faste ; lui-même écrivait à l'impératrice que sa vie dans les Pays-Bas était très-simple. Il partageait ses journées entre les travaux officiels, les promenades, et la comédie ou le concert ; dans les grandes occasions, il tenait appartement et donnait des bals à la noblesse.

Un nouvel orage, qui grondait sur les frontières de l'Empire, vint troubler cette vie si calme mais si bien remplie. En 1757, le duc de Lorraine alla défendre pour la troisième fois le fief de Bohême, où Frédéric le Grand s'était établi pour mieux garder la Silésie, alors menacée par l'Autriche et la France. L'armée autrichienne ayant essuyé un échec, Charles se jeta dans Prague ; et, malgré les bombes et les boulets rouges, il résistait vaillamment contre toutes les forces du roi de Prusse. Enfin le maréchal Daun attire Frédéric dans la plaine de Chotemitz ; aussitôt Charles se précipite dans les retranchements, bat le corps du général Keith, et tout en poursuivant les fuyards, rejoint Daun qui venait aussi de remporter une victoire complète. Dans l'ivresse du triomphe, la première

Entrée du prince Charles de Lorraine à Bruxelles

Digitized by Google

pensée du duc de Lorraine est pour les Belges. Il charge M. de Tonnois, son chambellan, d'aller annoncer à Bruxelles la déroute des Prussiens. Huit jours après le combat, M. de Tonnois descend chez le comte de Cobenzl et lui remet une lettre du prince; après avoir décrit l'action, Charles ajoute : « Telles sont les premières nouvelles que M. de Tonnois don-« nera à ma sœur, à V. E. et à *mes chers Flamands.* » Ce bulletin excita des transports de joie; car les Belges avaient fait de grands sacrifices pour montrer leur dévouement à la maison d'Autriche. D'autres succès suivirent la délivrance de Prague; Zittau ouvrit ses portes à l'armée autrichienne; le général Winterfeld fut surpris sur le Moyse-Berg; enfin, le 24 novembre, Breslau capitula, et Charles de Lorraine entra en vainqueur dans la capitale de la Silésie.

Au retour de cette campagne, une des plus glorieuses de la *guerre de sept ans,* le duc fut nommé premier grand-croix de l'ordre militaire de Marie-Thérèse; quelque temps après on le jugeait digne d'occuper la grande maîtrise de l'Ordre teutonique.

Charles revit Bruxelles le 15 novembre 1758 : il y fut reçu, dit un contemporain, comme un père tendrement chéri qui rentre plein de gloire dans le sein de sa famille. On aurait néanmoins une fausse idée du caractère de ce gouverneur général, si l'on se représentait un de ces princes débonnaires qui ne voient que par les yeux de leurs courtisans ou de leurs confesseurs. Charles de Lorraine savait résister aux suggestions de sa petite cour, comme il savait combattre, dans l'intérêt des Belges, les ordres trop rigoureux de la chancellerie de Vienne. Le prince de Kaunitz, chef du cabi-

net autrichien, et le comte de Cobenzl, ministre plénipotentiaire à Bruxelles, ne cessaient de tourmenter Marie-Thérèse pour qu'elle restreignît l'autorité des états. Le conseil de Brabant avait pensé que seul il pouvait être juge dans tous les cas où il fallait invoquer la *Joyeuse entrée ;* cette prétention, quoique très-légitime, fut dépeinte à Marie-Thérèse comme un attentat aux droits de la souveraineté (1763). L'impératrice invita le gouverneur général à faciliter, *par sa contenance personnelle,* l'exécution des desseins de Kaunitz ; il devait « faire entrevoir du refroidissement, lâcher des propos qui font soupçonner un parti de vigueur pris, refuser des faveurs aux uns et en accorder aux autres. » Mais ce plan cadrait mal avec la loyauté de Charles de Lorraine ; aussi ne se distingua-t-il nullement dans la petite comédie imaginée par le chancelier. Puis lorsqu'il se voit forcé d'écrire une dépêche fort dure aux états de Brabant, pour leur notifier le mécontentement de la cour, il s'empresse d'envoyer à Marie-Thérèse un mémoire confidentiel, qui contient ces réflexions : « J'ose dire que ces « pays-ci sont très-faciles à gouverner, car, avec de la douceur « et la moindre bonté que V. M. daigne leur marquer, elle « peut être assurée qu'elle fera tout ce qu'elle voudra dans ces « provinces, et, selon ma façon de penser, je ne connais rien « de plus flatteur pour un souverain, que de régner dans le « cœur de ses sujets. » Cette admirable profession de foi triompha des ruses courtisanesques de Kaunitz ; car elle ramena Marie-Thérèse à ces principes de modération qui caractérisèrent son règne.

Tant de droiture explique l'immense popularité dont Charles

de Lorraine jouissait dans les Pays-Bas. Lorsqu'un accident funeste fit craindre pour ses jours, en 1767, ce fut une désolation universelle : de tous les points de la Belgique on accourait dans la capitale, et le palais était incessamment assiégé d'une foule avide de connaître l'état du malade. La convalescence du prince dissipe enfin les alarmes de la nation ; alors on se félicite dans les rues ; partout on entend le cri : « S. A. R. est hors de danger! notre bon prince est guéri! » L'administration urbaine, la noblesse, le clergé, le tiers état, firent célébrer des actions de grâces à Dieu. Charles se rendit au spectacle, le 5 février. Toute la ville était illuminée, et une grande foule encombrait les rues que le prince devait traverser. Dès que le peuple aperçut sa voiture, il voulut dételer les chevaux, pour la traîner en triomphe ; le duc s'y oppose, et ce refus augmente l'enthousiasme des spectateurs. Au moment où il arrive au théâtre, un homme se jette à terre et supplie le prince de marcher sur son corps, dans la crainte qu'il ne ressente quelque douleur en posant les pieds sur les pierres du péristyle. A peine est-il entré dans sa loge que des acclamations sans fin partent de tous les points de la salle ; ému jusqu'aux larmes, Charles laisse échapper ces paroles : « Ah! voilà le plus beau jour de ma vie! » De pareilles démonstrations eurent lieu dans les autres villes des Pays-Bas.

Qui n'eût aimé ce prince bienfaisant, affable, pieux sans hypocrisie, vraiment Belge par son dévouement aux intérêts du pays et son respect pour les vieilles libertés? Sous son administration, la Belgique prit un autre aspect : l'agriculture, appelée par Marie-Thérèse la *nourrice de tous les arts,* enfantait

des merveilles ; des encouragements donnés à propos ranimaient l'industrie naguère mourante ; de nouvelles routes étaient percées, et des entrepôts créés dans les principales villes ; la pêche nationale obtenait également faveur et protection ; enfin on avait ouvert un transit général, par les ports de Flandre, vers le pays de Liége, l'Allemagne et la France.

Quel contraste avec les nations voisines ! En France et sur les bords du Rhin, le peuple, encore tributaire de la gentilhommerie, croupissait dans une effroyable misère ; en Belgique, on remarquait une sorte d'aisance dans toutes les classes. Le paysan de nos provinces n'était pas obligé d'assurer la subsistance des daims et des cerfs d'un *seigneur* tout-puissant ; il ne devait pas non plus, comme le paysan français dont parle J. J. Rousseau, cacher son vin à cause des aides, cacher son pain à cause de la taille : il pouvait, au contraire, montrer avec orgueil qu'il partageait l'abondance due à son industrieuse activité. Aussi l'étranger admirait-il ces riches campagnes du Brabant et de la Flandre, cultivées comme des jardins, et peuplées à l'instar des villes. Ah ! les autres peuples devaient envier le sort des Belges ! Pas de Bastille, pas de lettres de cachet, pas de courtisane assise sur les marches du trône ; au lieu du despotisme, une constitution fondée sur des principes de justice et d'équité ; au lieu des débordements d'une civilisation corrompue, des mœurs patriarcales : n'était-ce pas là le bonheur ?

Charles de Lorraine avait combattu le système politique d'abord adopté par la cour de Vienne ; mais lorsqu'il s'agissait de provoquer la renaissance des arts et des lettres, il ne con-

trariait jamais les vues libérales de Cobenzl, de Starhemberg, de Nény. Lui-même était convaincu qu'une nation ne doit pas faire consister sa gloire dans la jouissance passive d'une certaine somme de bien-être ; aussi accordait-il des récompenses à tous ceux qui se distinguaient dans les arts ou qui s'illustraient dans la carrière des découvertes. Les états allouaient au prince Charles, pour l'entretien de sa cour, une dotation d'environ 340.000 florins de Brabant ; en outre, il touchait les revenus de la grande maîtrise de l'Ordre teutonique, et il recevait de Marie-Thérèse une pension de 50,000 florins. Tous ces subsides réunis ne suffisaient point au duc, car sa générosité était sans bornes ; il se ruinait littéralement par ses prodigalités. Mais il atteignait son but : les sciences et les arts sortirent d'un long assoupissement ; des écoles de peinture, des gymnases et des colléges s'élevèrent dans plusieurs villes. Ce fut également le prince Charles qui proposa l'érection d'une académie royale à Bruxelles : cette institution, aujourd'hui critiquée par ses plus hauts dignitaires, rendit quelques services, vers la fin du dix-huitième siècle, en excitant une féconde émulation parmi les docteurs de la très-vénérable mais très-pédantesque université de Louvain.

Depuis vingt-cinq ans Charles de Lorraine administrait la Belgique, et chaque jour voyait s'accroître la prospérité et le bien-être de l'État ; on voulut consacrer le souvenir de cette longue régence en solennisant le jubilé du sérénissime gouverneur général. Les états de Brabant résolurent, le 8 mars 1769, d'offrir au prince un don gratuit de 60,000 florins ; le tiers de cette somme devait servir à lui ériger une statue en bronze.

comme un monument éternel de la gratitude du peuple. Des adresses de félicitation furent également envoyées par les états des autres provinces; et tous, à l'exception de ceux de la Gueldre, accordèrent au duc des dons gratuits, proportionnés aux ressources de leurs localités respectives. Des fêtes magnifiques, dans lesquelles le peuple figurait en première ligne, suivirent les démonstrations officielles des grands corps de l'État.

Les réjouissances recommencèrent en 1775, lorsque la statue votée par les Brabançons arriva de Manheim à Bruxelles; œuvre du sculpteur Verschaffelt, cette statue devait être dressée au milieu de la nouvelle *place de Lorraine*. Comme l'archiduc Maximilien se trouvait en ce moment à Bruxelles, les états voulurent profiter de sa présence pour inaugurer le trophée de leur gouverneur. Le prince de Starhemberg ayant demandé à cet égard l'autorisation de Marie-Thérèse, celle-ci répondit à son chancelier : « Vous « pouvez expédier l'autorisation, souhaitant que mon fils puisse « voir la cérémonie, pour lui faire sentir la satisfaction de se « rendre digne de l'amour des peuples, seule récompense pour « nos travaux. » En conséquence, le 17 janvier 1775, on procéda solennellement à l'inauguration du monument, en présence du fils de Marie-Thérèse, des états de Brabant et des corporations bourgeoises; le duc Charles, qui était également témoin de cette intéressante cérémonie, ne pouvait retenir ses larmes. Jamais conquérant n'avait excité de pareils transports; le peuple était ivre d'amour, de joie, de bonheur.

Malheureusement ce furent les dernières fêtes qui signalèrent la régence de Charles de Lorraine. Ce prince, accablé d'infir-

mités, vécut depuis lors dans une retraite presque absolue; il ne quittait plus que rarement le beau parc de Tervueren. C'est dans cette ancienne résidence des ducs de Brabant qu'il mourut, le 4 juillet 1780, après avoir gouverné la Belgique pendant plus de trente-six ans. Le corps du prince fut transporté à Bruxelles et exposé sur un lit de parade : tous les citoyens étaient plongés dans une morne affliction; ils pleuraient le bienfaiteur et le père de la patrie. Enfin le 10 juillet, à neuf heures du soir, Charles de Lorraine fut pieusement inhumé dans la basilique de Sainte-Gudule, non loin des archiducs Albert et Isabelle.

Quand les Belges prirent les armes contre Joseph II, leurs cris de haine n'atteignirent pas le représentant de Marie-Thérèse; conquis par la France, ils refusèrent également de se mêler aux démagogues qui renversèrent la statue du prince Charles, parce que cet emblème perpétuait la mémoire des despotes et contristait les fervents amis de l'égalité! A la rentrée des Autrichiens, le trophée du duc de Lorraine fut restauré; mais lorsque les Français eurent repris la Belgique, après la bataille de Fleurus, ils envoyèrent la statue à l'arsenal de Douai, pour qu'on la convertît en monnaie de cuivre. Les contemporains de Marie-Thérèse, témoins de cet acte de vandalisme, restèrent cependant fidèles au culte qu'ils avaient voué à leur ancien gouverneur; et ces sentiments d'amour et de gratitude, ils les transmirent à leurs descendants. Sous le consulat de Napoléon, sous le règne de Guillaume, enfin sous le gou-

vernement national de 1830, des voix éloquentes s'élevèrent pour demander le rétablissement d'un monument voté par les mandataires du peuple. Pour que ce vœu soit exaucé, il faut donner suite à une ordonnance royale qui porte la date du 30 mai 1835. Ce décret est conçu en ces termes : « *La statue* « *élevée à Bruxelles, par la reconnaissance publique, au duc* « *Charles de Lorraine, gouverneur des Pays-Bas autrichiens,* « *sera rétablie.* » Pourquoi tarderait-on plus longtemps? Charles de Lorraine a laissé en Belgique des souvenirs impérissables; il est notre héros populaire; il remplace chez nous Titus ou Henri IV.

TH. JUSTE.

Tilly.

Digitized by Google

TILLY.

L'insurrection de la Bohême préoccupait l'Allemagne plus vivement que jamais; s'il était du devoir des catholiques d'appuyer les prétentions de l'Empereur, la prudence commandait aux protestants de soutenir l'électeur palatin, élu roi par les révoltés; et la querelle qui s'agitait entre Ferdinand II et Frédéric V pour

Digitized by Google

la possession d'un trône, menaçait d'allumer une conflagration générale, lorsque vers le milieu de l'année 1620, un changement complet s'opéra dans la face des événements. Au moment où chacun s'y attendait le moins, les deux grands partis religieux, qui se partageaient l'Empire, conclurent la paix à Ulm; l'*Union évangélique* abandonna lâchement une cause qui était en quelque sorte la sienne, elle promit de rester neutre, et se contenta de garantir à l'électeur palatin la tranquille possession de ses États héréditaires. La Bohême était désormais livrée à ses propres ressources; Ferdinand II, au contraire, soutenu par Maximilien, duc de Bavière, et par la *Ligue catholique,* se montrait puissant et redoutable, prêt à punir des sujets trop longtemps rebelles, et à arracher la couronne des mains impuissantes de Frédéric V.

En ce moment solennel, qui voyait s'ouvrir la deuxième période de la fameuse *Guerre de trente ans,* il y avait en Allemagne, à la tête de corps séparés, trois hommes également habiles et courageux, avides de périls, de pouvoir et de renommée. Étrangers aux pays pour lesquels ils allaient combattre, un hasard singulier leur avait donné à tous les trois une même patrie : l'un était le comte Ernest de Mansfeld, de Malines, qui s'était fait l'appui des Bohémiens révoltés; l'autre, le comte de Bucquoy, brave gentilhomme flamand, que ses brillants exploits avaient placé à la tête de l'armée autrichienne; le troisième enfin, moins fameux d'abord que ses deux compatriotes, mais à qui ses succès et ses revers futurs réservaient une célébrité plus grande, s'appelait Jean T'Serclaes de Tilly. Officier brave, instruit, mûri par l'âge et par l'expérience, il servait, avec le

grade de lieutenant-général, sous les ordres du duc de Bavière, et annonçait toutes les qualités nécessaires pour occuper ce poste honorable. C'est de ce dernier personnage que nous nous occuperons spécialement dans cette notice.

Après la signature du traité d'Ulm, le moment était arrivé pour le duc Maximilien de réaliser la promesse qu'il avait faite de défendre la cause de l'Empereur. Il pénétra donc en Autriche, à la tête de son armée : Tilly commandait sous lui. A peine eurent-ils soumis quelques provinces rebelles, qu'ils se joignirent aux troupes autrichiennes, conduites par le comte de Bucquoy; et tous trois, combinant leurs opérations, refoulèrent peu à peu les Bohémiens jusque sous les murs de Prague, où ils les battirent complétement, dans la journée du 8 novembre 1620. La Bohême, après cette victoire, s'humilia sous le joug de l'Empereur; et de tous les partisans de Frédéric V, un seul, Ernest de Mansfeld, osa braver encore les armées victorieuses de Ferdinand II : Tilly marcha contre lui et le força de battre en retraite sur le bas Palatinat [1]. La fortune parut un instant l'abandonner; il fut attiré dans une embuscade, à Wislock, où il perdit assez de monde; mais il ne se déconcerta point : il avait en son étoile cette foi profonde et quelque peu superstitieuse des grands hommes; il appela à son secours les troupes espagnoles, qui combattaient dans les Pays-Bas, et n'attendit plus dès lors qu'une occasion favorable pour prendre sa revanche : elle s'offrit bientôt. Mansfeld s'étant éloigné du

[1] Nous reviendrons avec plus de détails sur cette intéressante campagne, dans la notice que nous consacrerons à Ernest de Mansfeld.

margrave de Bade, son allié, Tilly se mit à la poursuite de ce dernier : une rencontre eut lieu, le 30 mai 1622, dans les plaines de Bibrach, près de Wimpfen. Après un long combat, le général bavarois, voyant qu'il ne pouvait forcer l'ennemi à quitter sa position, feignit de battre en retraite. Ce stratagème lui réussit : les protestants, qui jusque-là étaient restés en bon ordre, rompirent leurs rangs pour se précipiter sur les pas des Impériaux ; mais ceux-ci revinrent aussitôt à la charge, animés d'une ardeur fougueuse, et mirent les bataillons ennemis dans la plus effroyable déroute.

Cet échec ne découragea pas les esprits aventureux qu'électrisait l'exemple de Mansfeld. L'un d'eux, Christian de Brunswick, se rendit dans les provinces du haut Rhin avec les hordes qu'il avait rassemblées au cri de Frédéric V et de la liberté allemande. Forcé de se replier vers Mayence, il se disposait à franchir le Mein, lorsque Tilly, le prévenant, passa cette rivière à Afschaffembourg, et s'avança à marches forcées jusqu'à Hoechst, où il se présenta soudainement devant lui. Les troupes de Christian résistèrent d'abord avec courage ; mais au moment où l'armée impériale s'ébranla tout entière, pour les accabler par un effort désespéré, elles se mirent à fuir avec tant de précipitation que la prudence de Tilly en conçut quelques soupçons. Il retint ses soldats, toujours avides de butin, et ne leur permit de poursuivre l'ennemi qu'après s'être assuré que le désordre de celui-ci n'était pas simulé. En effet, les protestants jetaient leurs armes pour s'échapper avec plus de rapidité par le pont de bateaux que Christian était parvenu à jeter sur le Mein. Cet étroit défilé devint alors le

théâtre d'un encombrement désastreux. La plupart de ceux qui furent assez heureux pour gagner l'autre rivage, n'échappèrent à une mort presque certaine que pour être faits prisonniers par les Impériaux. Christian, étant parvenu à se sauver, rejoignit, avec les débris de son armée, l'aventureux Mansfeld, dont il allait désormais partager la fortune; et tous deux se retirèrent dans la basse Alsace, toujours poursuivis par le général Tilly.

Les services que l'héroïque Flamand avait déjà rendus aux catholiques méritaient d'être récompensés : l'Empereur lui conféra le titre de comte. Bientôt la prise de Mannheim et de Heidelberg, l'envahissement complet du Palatinat, justifièrent cette flatteuse distinction.

Mais Ferdinand II ne tarda pas à abuser des victoires du général bavarois. Il déposséda impitoyablement l'électeur palatin de ses États héréditaires. Une pareille mesure manquait à la fois de prudence et de loyauté : l'Empereur, en la dictant, viola ses serments, en même temps qu'il réveilla la colère de ses ennemis. Athlètes infatigables, Christian de Brunswick et Mansfeld reparurent en Allemagne, et l'on vit se renouveler les ravages de la guerre. Après avoir campé dans la Vétéravie et la Hesse, Tilly pénétra dans l'Eichsfeld, à la poursuite de l'ennemi. Le 26 juillet 1623, il l'atteignit à Stadtlohn (évêché de Munster), où les protestants furent de nouveau battus et taillés en pièces par les Impériaux.

Tandis que ces défaites successives jettent le parti protestant dans le découragement le plus profond, Tilly s'attache aux pas de Mansfeld, qui se montre supérieur à la fortune adverse:

il le harcelle, le poursuit sans relâche; il s'empare ensuite de tous les passages sur le Weser, et court porter la consternation dans les États de Brunswick. Rien n'arrêtait l'ardeur du dévoué Flamand; chaque jour, signalé par de nouvelles victoires, voyait s'accroître la puissance de l'Autriche. De si grandes et de si rapides conquêtes devaient infailliblement éveiller l'inquiétude des monarques voisins : Christian IV, roi de Danemark, descendit dans la basse Saxe, à la tête d'une armée de 60,000 hommes. Aussitôt le comte de Tilly s'avance sur la rive gauche du Weser; après s'être rendu maître de toutes les villes qu'il rencontre sur son passage, il pénètre dans la principauté de Kalemberg; de là, il surveille les opérations de l'ennemi, s'aperçoit que Christian a disséminé ses forces sur tout le territoire de Brunswick, et se dispose sur-le-champ à profiter de cette faute, en cherchant à engager une action décisive. Pendant qu'ils rivalisent l'un et l'autre de ruse et d'habileté, un corps d'armée, à la tête duquel se trouve le fameux Waldstein, se joint aux troupes de la *Ligue,* commandées par Tilly. Le roi de Danemark, voyant s'accroître les forces de l'ennemi, s'allie prudemment à Mansfeld et à Christian de Brunswick. La guerre redouble avec la violence terrible de l'incendie qu'attise le souffle de la tempête; elle embrase la Silésie, et s'étend au sein même des provinces héréditaires de l'Autriche. Là, Waldstein se précipite sur les traces de Mansfeld, qui, disparaissant toujours au moment où l'on croit l'atteindre, traverse la Silésie et s'avance à marches forcées vers la Hongrie pour se joindre à Bethlen-Gabor. Resté seul dans le centre de l'Empire, Tilly résiste victorieusement aux attaques de Chris-

Les drapeaux pris à Lutter sont portés à Tilly.

Digitized by Google

tian IV et de Christian de Brunswick; il contrarie les mouvements du landgrave de Hesse, qui cherche à se réunir à l'armée danoise; puis, remontant la Werra et la Fulde, il s'empare de toutes les villes que ces deux rivières arrosent dans leur cours. Goettingue est la clef du Brunswick et de la Hesse : il s'en rend maître. Nordheim, qu'il menace ensuite, ne doit son salut qu'à l'arrivée imprévue de l'armée danoise. Après avoir mis cette ville en état de soutenir un long siége, Christian IV essaie vainement de s'ouvrir un passage à travers le territoire de la *Ligue;* Tilly le prévient, et le contraint à livrer bataille, près du village de Lutter (Hanovre). Loin de se laisser abattre dans cette extrémité, le roi de Danemark commence lui-même l'attaque avec l'audace et l'impétuosité que donne le désespoir. Enflammés par son exemple, trois fois ses soldats s'élancent; trois fois ils sont repoussés; mais à une charge nouvelle, le désordre et la terreur s'emparent de l'armée impériale. Les grands périls électrisent les grands courages : Tilly se précipite soudain au milieu des rangs désordonnés, et barre le passage aux fuyards; il leur parle et les ramène lui-même au combat. Tout cède alors aux efforts désespérés des Impériaux; la plaine est balayée, et l'ennemi, qui se croyait déjà sûr de la victoire, fuit dans toutes les directions.

Dans cette mémorable journée, les Danois perdirent toute leur artillerie, une grande partie de leurs bagages, environ 4,000 soldats, et une foule de braves officiers; des régiments entiers furent faits prisonniers et déposèrent les armes. Après la bataille, on apporta au général bavarois soixante drapeaux qui avaient été enlevés à l'ennemi.

L'Allemagne catholique applaudit à la nouvelle de ce glorieux événement ; et le Pape Urbain VIII, joignant son suffrage aux démonstrations publiques, écrivit à Tilly pour lui témoigner la joie que sa brillante conduite donnait à toute l'église catholique.

L'infatigable Flamand, profitant de sa victoire, ne se lassa pas de poursuivre le roi de Danemark, et le repoussa jusque dans les environs de Brême. Il se rendit ensuite maître de l'Elbe, le franchit, et conduisit dans le Brandebourg son armée triomphante.

A mesure que les succès du comte de Tilly agrandissaient la puissance de l'Empereur et des catholiques, le parti protestant voyait avec effroi s'approcher l'heure de sa complète ruine. Déjà deux de ses chefs les plus intrépides étaient tombés : la mort avait frappé Christian de Brunswick et Mansfeld. Quant au roi de Danemark, vaincu, découragé, il fuyait de ville en ville, suivi de son armée; tandis qu'attachés à sa poursuite, Tilly et Waldstein envahissaient successivement le Brandebourg, le Mecklembourg, le Holstein et le Schleswig. L'héroïque résistance de Stralsund mit enfin un terme à tant de conquêtes. Presqu'en même temps l'attitude menaçante des États protestants de l'Allemagne engagea l'Empereur à conclure la paix avec Christian IV. Un congrès se rassembla à Lubeck (1629); Tilly y fut envoyé en qualité de plénipotentiaire, et s'y montra aussi habile diplomate qu'il était bon capitaine. Le traité, signé de part et d'autre, était de nature à opérer une paix générale, si Ferdinand II avait su tenir sagement la balance entre les deux partis religieux qui partageaient son empire.

Mais il perdit tout par sa haine aveugle et par son ambition démesurée ; les mesures qu'il prit jetèrent la consternation dans toute l'Allemagne. Au dehors, l'alarme se répandit en France et en Suède ; on vit alors un prince même de l'église romaine favoriser au delà du Rhin, la cause du protestantisme menacé. Tandis que pour mieux dissimuler ses desseins le cardinal de Richelieu intrigue auprès de l'Empereur, il arme en secret le roi de Suède, et le précipite sur l'Allemagne. Gustave-Adolphe s'embarque à Elfsnabe, le 30 mai 1630, le jour même où Ferdinand II destituait de ses fonctions l'habile et orgueilleux Waldstein. Il fallut procéder immédiatement à la nomination d'un généralissime, chargé à la fois du commandement des armées de l'Empereur et de la *Ligue*. Les suffrages désignèrent le vieux Tilly, qui passa du service de la Bavière à celui de l'Autriche. Les forces considérables des catholiques se composaient alors d'environ 80,000 hommes, mais la discipline militaire s'était relâchée ; les vices avaient pénétré dans les camps ; les courages s'étaient amollis ; et ces mêmes soldats, jadis si redoutables devant l'ennemi, n'inspiraient guère plus d'épouvante qu'aux paysans et aux bourgeois dont ils ravageaient les paisibles demeures. Quel contraste une pareille armée n'offrait-elle pas avec celle qu'amenait du Nord le jeune et brillant Gustave-Adolphe ! Braves, fiers, endurcis aux rigueurs du froid et de la faim, les Suédois semblaient organisés pour la victoire. A peine ils sont descendus sur le sol de l'Allemagne, la prise de Wollin, de Stettin, de Stargard, signale leur présence ; au milieu des frimas les plus rigoureux, ils s'élancent de la Poméranie dans la Marche, de la Marche dans la Silésie : rien ne les arrête. Un

général impérial (il se nommait Torquato-Conti) demande une trêve : « Les Suédois ne connaissent point l'hiver, lui répond-on. »

Ainsi, dès ses premiers pas sur la terre germanique, Gustave-Adolphe s'annonce en conquérant, et dans ce même étranger que les autres surnomment avec mépris le *roi de neige,* Tilly reconnait un rival digne de lui [1]. Bientôt il reçoit l'ordre de rassembler les troupes stationnées çà et là en Allemagne, et de se porter à la rencontre de l'armée étrangère. Chemin faisant, il fortifie Francfort-sur-l'Oder et Landsberg ; il entre de vive force à Neu-Brandebourg, où près de 2,000 Suédois sont passés au fil de l'épée ; et après avoir démantelé cette place, il cherche à se rendre en Poméranie. Malheureusement tous les passages étaient admirablement gardés : Tilly, déconcerté, se retira sur les bords de l'Elbe, où il ne tarda pas à mettre le siége devant Magdebourg. Informés de l'approche des Suédois, les habitants de cette ville opposèrent une longue et énergique défense. Le motif qui soutenait leur courage poussait, d'un autre côté, les assiégeants à tenter un coup décisif. Cependant, Tilly hésita longtemps ; il chercha inutilement à parlementer ; « le ton de ses dépêches était si modéré, qu'il augmenta l'assurance des assiégés [2]. » Voyant enfin que les portes restaient obstinément

[1] Schiller, dans l'*Histoire de la guerre de trente ans,* cite les paroles vraiment remarquables que Tilly prononça sur le compte de son adversaire, à la diète de Ratisbonne.

[2] C'est à Schiller lui-même que nous empruntons ces paroles, à Schiller, dont la plume tristement éloquente a flétri Tilly, en l'accusant injustement des désastres de Magdebourg.

fermées, Tilly jura de surprendre par la ruse cette ville dont il ne pouvait s'emparer par la force. Dans la matinée du 11 mai, les Magdebourgeois, trompés par l'inaction des Impériaux, étaient plongés dans un sommeil paisible : tout-à-coup ils sont éveillés par des rumeurs épouvantables ; ils se lèvent, ils saisissent leurs armes, et, demi-vêtus, ils descendent pêle-mêle dans les rues, où les troupes impériales, déjà maîtresses d'une partie de la ville, les attendent de pied ferme. Avant le milieu du jour, Magdebourg devient la proie d'une soldatesque effrénée, avide de sang et de carnage ; les flammes dévorent la riche et somptueuse cité ; partout s'exercent le meurtre et le pillage, dans l'intérieur des maisons et sur les places publiques, éclairées par la lueur rougeâtre et sinistre de l'embrasement ; vieillards, femmes, enfants, implorent vainement la compassion, ils sont impitoyablement massacrés par des vainqueurs barbares ; et cette horrible boucherie dure pendant près de trois jours, avant que Tilly, renfermé dans son camp et ignorant ce qui se passe, vienne y mettre un terme par sa présence !

A cette grande et calamiteuse époque, de pareilles scènes affligent souvent les regards, sans que l'on doive s'en étonner considérablement. Le fanatisme et la superstition avaient acharné les uns contre les autres les États de l'Allemagne ; les haines étaient vives, les colères ardentes, les représailles implacables. La vie des camps avait achevé d'abrutir les troupes, la plupart, du reste, composées de gens sans religion, sans famille, sans patrie : quel homme eût osé se flatter de contenir cette multitude mercenaire, alors surtout qu'elle était entraînée par l'ardeur du combat, le désir de la vengeance, l'ivresse du

carnage? En rendant le comte de Tilly responsable de toutes les horreurs qui ont été commises à Magdebourg, on a usé envers lui d'une injuste sévérité; non-seulement il est faux qu'il les ait ordonnées, mais il a fait encore tout ce qui dépendait de lui pour les empêcher : les nombreux rapports qu'il adressa à l'Empereur en sont la preuve irrécusable. Du reste, plusieurs historiens ont déjà fait justice d'une assertion tout à fait mensongère, et nous citerons entre autres deux écrivains protestants, dont l'opinion ne saurait être suspecte à cet égard, MM. Philips et Ch.-Ad. Menzel.

Le sac de Magdebourg n'en mit pas moins toute l'Allemagne en émoi; il remplit les uns d'une joie immodérée, les autres d'une terreur profonde. Maître de l'Elbe, le généralissime impérial somma tous les États protestants de se soumettre franchement à Ferdinand II. Sur le refus de la Saxe, les contrées de la Thuringe furent ravagées; et la Hesse eût infailliblement subi le même sort, sans un nouvel incident qui vint détourner l'attention de Tilly : Gustave-Adolphe, après avoir franchi l'Elbe à Tangermunde, marchait sur Magdebourg pour s'en emparer. A cette nouvelle, l'armée impériale s'avance à la rencontre des Suédois : une bataille semble imminente; mais le roi de Suède, instruit de la supériorité numérique des Impériaux, l'évite sagement; quelques coups de canon sont à peine échangés, et dans ces combats d'avant-poste l'avantage reste encore aux Suédois. Insensiblement le découragement se glisse dans les troupes de Ferdinand II; un grand nombre de soldats désertent leurs rangs pour passer sous les drapeaux de Gustave-Adolphe. Triste, abattu, démoralisé, Tilly est forcé de revenir

sur ses pas et de s'enfermer dans le camp qu'il a établi à Wolmirstaedt.

Cependant les circonstances se compliquaient davantage de jour en jour. Déjà le landgrave de Hesse s'était définitivement détaché du parti de l'Empereur; le roi de Saxe se décida à suivre son exemple, sans que les menaces de ses ennemis eussent le pouvoir d'ébranler sa détermination; il signa un traité d'alliance avec Gustave-Adolphe, et les deux armées opérèrent leur jonction, pendant que le vieux généralissime, ne s'attendant pas à tant de résolution et d'audace, se dirigeait vers Leipzig, pour imposer à cette ville une garnison impériale.

Depuis le siége de Magdebourg, il semblait au Flamand attristé et sombre que la fortune inconstante l'avait complétement délaissé, pour sourire à un autre héros, brillant de jeunesse et de valeur; il éprouvait une inquiétude secrète, dont il cherchait vainement à triompher; et la superstition, cet instinct profond, qui jadis avait si vivement enflammé son courage, éteignait peu à peu ses énergiques facultés. Pendant le jour, il se sentait en proie à de noires tristesses; ses nuits s'écoulaient lentes, pleines d'insomnies et de rêves lugubres. Quelquefois, pour se distraire, il se plaisait à tourner ses regards vers le passé, et sans doute alors le souvenir de sa patrie absente, de sa famille, de ses premiers exploits, réchauffait son sang dans ses veines glacées.

Jean T'Serclaes était né en 1559, dans la capitale du Brabant[1].

[1] Les historiens varient sur le lieu de naissance du comte de Tilly. Les Belges le font naître à Bruxelles, tandis que les Allemands, jaloux de revendiquer une aussi grande

Il appartenait à une famille de preux, et comptait, entre autres, parmi ses ancêtres ce vaillant gentilhomme, Éverard de T'Serclaes, qui, en l'an 1356, s'empara de Bruxelles à la tête d'une poignée de braves. Tilly n'annonça pas dans ses premières années que son nom éclipserait un jour celui de tous ses aïeux; enfant triste et morose, il fut envoyé dans un sombre cloître; mais il n'y éprouva qu'un insupportable ennui : le pauvre novice ne se sentait pas organisé pour cette existence paresseuse et calme, avec laquelle il rompit bientôt pour se lancer dans la carrière agitée des champs de bataille. Il fit ses premières armes sous Alexandre Farnèse et le comte de Mansfeld. Avide d'avancement, le jeune officier fit un beau jour ses adieux aux Pays-Bas, pour se rendre partout où l'occasion s'offrirait de prouver son courage. C'est ainsi qu'on le vit entrer dans les troupes d'Ernest de Bavière, en guerre avec Gebhard; passer de là sous les drapeaux de Henri de Guise; puis, s'enrôler dans l'armée du duc Charles de Lorraine; revenir enfin en France, où il se distingua particulièrement aux batailles d'Arques et d'Ivry. Henri IV, qui avait su apprécier son courage, chercha vainement à le retenir; il fallait un aliment à cet esprit ambitieux et ennemi du repos. La Hongrie était alors le théâtre des sanglants démêlés de Rodolphe II

illustration, prétendent qu'il est né à Liége, ville qui ressortissait plus directement de l'Empire que le Brabant. Quelques auteurs disent qu'il vit le jour au château de Tilly (près de Genappe). Mais la vérité est qu'il naquit à Bruxelles, dans l'hôtel de sa famille, situé rue de Louvain.

Jean T'Serclaes était le second fils de messire Martin T'Serclaes, sénéchal héréditaire du comté de Namur, et de Dorothée de Schierstadt, fille de Meinhardt. Martin T'Serclaes fut l'un des premiers signataires du Compromis des nobles.

avec les Turcs : Tilly offre ses services à l'Empereur; et, enchanté de marcher contre les ennemis irréconciliables de sa religion, il se fait remarquer par plusieurs actions d'éclat : c'est lui qui commande la cavalerie et qui, par son courage et son sang-froid, décide en plusieurs circonstances du succès des armes autrichiennes.

Mais la fortune lui réservait encore des faveurs plus éclatantes. Quelques années après, le duc de Bavière l'appelle, et démêlant sans peine ses rares qualités, lui confie le commandement de l'armée qui doit soumettre la Bohême, et faire respecter ensuite dans tous les États de l'Allemagne la puissance suprême de l'Empereur. La tâche était longue et périlleuse : nous avons déjà vu dans les premières pages de cette notice comment Tilly l'accomplit, et s'illustra pendant dix années, qui ne furent qu'un long et glorieux triomphe.

Pour un homme qui n'avait jamais rêvé d'autre célébrité que celle des armes, c'étaient là sans doute de nobles souvenirs! Un soir, pendant le siége de Leipzig, Tilly les repassait mélancoliquement dans sa pensée; il se rappelait avec orgueil que, porté par la fortune, entraîné par les circonstances, il avait marché à grands pas dans sa carrière militaire; il songeait également qu'il avait réalisé le plan que sa jeunesse s'était tracé, celui de défendre et de consolider la religion catholique : il se voyait, enfin, comblé de richesses, d'honneurs et de dignités, mais, hélas! vieux, accablé d'infirmités, épuisé de fatigue, et saisi d'un effroi involontaire, il s'efforçait d'éloigner les doutes pénibles qui assiégeaient son âme timorée, lorsque tout à coup ses cheveux se dressent avec horreur, sa physio-

nomie se bouleverse. ses yeux restent fixes et pleins d'épouvante. En face de lui, sur un pan de mur délabré, un pâle rayon de la lune lui montre, épars çà et là, des ossements et des squelettes humains, qui semblent avoir été tracés par une main mystérieuse. En proie à une étrange hallucination, le superstitieux soldat les voit s'animer; dans le silence lugubre qui l'entoure, il croit entendre comme une voix murmurer à son oreille de funestes avertissements. Cependant ses sens vivement troublés se calment peu à peu; il revient de son indicible émotion; comme ses regards se portent autour de lui, il voit une humble chambrette, et plus rassuré, il se ressouvient qu'il est assis dans la maison d'un fossoyeur, où son quartier-général est établi depuis quelques jours. Le souvenir de cette scène n'en resta pas moins gravé dans son esprit; ses craintes augmentèrent de jour en jour, et ceux qui ne voyaient dans l'infortuné généralissime qu'un tigre-altéré de sang, attribuèrent à l'influence de cette vision l'humanité avec laquelle il traita les habitants et la garnison de Leipzig.

A peine Tilly s'est-il emparé de cette ville, l'une des plus importantes de la Saxe, que le conquérant du Nord franchit la Mulde, à la tête de toute l'armée suédoise-saxonne. Chaque pas le rapproche de son redoutable adversaire: enfin se lève le jour mémorable où doivent se mesurer deux hommes également renommés et regardés jusque-là comme invincibles; tous deux animés d'un zèle fervent pour une religion à laquelle ils ont dévoué leur existence; tous deux actifs, courageux, habiles à réparer leurs fautes et à profiter de celles de l'ennemi; le vieux Flamand. plein de sang-froid et de calme sur un champ de

bataille; le roi de Suède, jeune, impétueux, doué d'un coup d'œil vaste et prompt à la fois; celui-là, n'agissant jamais qu'avec une sage lenteur, semble la prudence incarnée; celui-ci est plutôt l'homme de l'illumination audacieuse et soudaine; l'un a plus de science, l'autre plus de génie : on sait enfin que le premier fut considéré comme le tacticien le plus consommé de son siècle, avant que le second vînt, par de nouvelles combinaisons, bouleverser toutes les règles usitées jusqu'alors dans l'art de la guerre. Ainsi l'histoire nous les montre tous deux rivaux, et capables de faire pencher chacun de son côté la balance de la fortune dans une lutte où ils viennent exposer, l'un sa royale couronne, l'autre les palmes innombrables qu'il a moissonnées pendant quarante ans de fortune et de gloire.

Le matin de la journée de Leipzig, le généralissime de la *Ligue* se sentit plus que jamais assailli par des doutes affreux; pâle, irrésolu, presque tremblant, ce ne fut qu'avec de violents efforts qu'on le vit se traîner de sa tente au champ de bataille. Au début de l'action, il essaya de culbuter les bataillons suédois : voyant ses efforts échouer, il tourna toute son impétuosité contre les Saxons, et les mit dans un complet désarroi. Cet échec, qui pouvait avoir des résultats incalculables, fut habilement réparé par la discipline suédoise, et la lutte se rétablit de part et d'autre avec d'égales chances de succès. Mais une manœuvre hardie du roi de Suède fit changer brusquement la face du combat. En un clin d'œil les troupes impériales se virent placées entre leurs propres canons et ceux de l'ennemi; elles s'ébranlèrent pleines de trouble et d'épouvante, et pour la première fois de sa vie, le généralissime impérial fut obligé

d'ordonner la retraite. Mais comment fuir? Il fallait se frayer un passage au travers des rangs suédois, dont on était enveloppé de toutes parts. Alors commença la plus effroyable déroute que l'on puisse imaginer. Tilly lui-même, reconnu et poursuivi par un cavalier ennemi, courut de grands dangers; il se défendit d'abord avec un courage de lion, et refusa de se rendre; mais atteint de plusieurs blessures, peut-être allait-il être forcé de céder à la fatigue et à de cruelles douleurs, lorsqu'un de ses officiers fit mordre la poussière à son terrible agresseur.

Le vieux généralissime ayant enfin réussi à s'échapper, se réfugia à Halle, puis à Halberstadt, avec l'intention d'y attendre la guérison de ses blessures; mais ses souffrances étaient à peine calmées, qu'on le vit sur les bords du Lech, courant de ville en ville, et s'occupant à réorganiser une nouvelle armée avec les garnisons impériales de la basse Saxe. Cet intrépide vieillard brûlait de cacher sous des palmes nouvelles la honte de sa dernière défaite : son espoir fut cruellement déçu. Un jour on lui apporta l'ordre de la *Ligue* qui le condamnait à une inaction presque complète; Tilly lut en frémissant l'écrit fatal, des larmes de rage roulèrent sur sa barbe grise, et d'une voix animée par la colère, il maudit la prudence craintive qui servait les projets ambitieux du roi de Suède. Pour lui, sa tâche ne se bornait plus désormais qu'à protéger le Palatinat contre une invasion ennemie; il prit donc la route de Berg, et Gustave-Adolphe put dès lors soumettre sans résistance tout le pays qui s'étend de l'Elbe au Rhin.

Cédant aux supplications de Ferdinand II, Waldstein reprit

le commandement des armées impériales. On ne laissa plus à son prédécesseur que les troupes nécessaires pour se tenir sur la défensive. Tilly néanmoins obtint encore quelques succès ; il attaqua, entre autres, Nuremberg ; mais tout à coup, sans motif apparent, il leva le siége de cette ville et quitta brusquement la contrée. Quelqu'un s'étonnait devant lui de ce départ précipité : « Je ne suis plus heureux », se contenta-t-il de répondre.

Cependant ces moments de faiblesse et de découragement n'étaient jamais de longue durée. Il se ranima bientôt, prit les citadelles de Wurtzbourg et de Forckheim, et chassa de Bamberg le général Horn, l'un des meilleurs officiers de l'armée étrangère. Déjà même il se flattait de remporter des succès plus importants, lorsque la présence de son jeune rival vint de nouveau dissiper de chimériques espérances.

Bientôt les frontières de Bavière sont menacées : on envoie au vieux guerrier l'ordre de venir les défendre. Il arrive, poursuivi par les Suédois ; il s'arrête près de Rain, petite ville très-forte, pour y établir son camp, où le duc Maximilien le rejoint avec les troupes qu'il est parvenu à rassembler.

L'hiver finissait. Déjà les neiges du Tyrol, se détachant aux rayons d'un soleil plus brûlant, avaient changé en un torrent écumeux le courant paisible du Lech, qui séparait les deux armées. Aux obstacles que la nature opposait à la marche des Suédois, la tactique de Tilly en avait ajouté d'autres non moins redoutables. Mais rien n'arrête le courage du roi de Suède ; c'est lui-même qui, au péril de ses jours, va reconnaître le terrain : son œil d'aigle découvre sur la rive une hauteur d'où

l'on domine les redoutes ennemies. Aussitôt l'activité redouble dans son camp; on dresse au lieu désigné trois batteries foudroyantes; et, tandis que le feu de soixante-douze canons jette la confusion et la mort dans l'armée impériale, les soldats suédois, cachés derrière un épais nuage de fumée, construisent à la hâte un pont sur le Lech.

De l'autre côté de la rivière, on oppose une résistance égale à la vivacité de l'attaque. Tilly commande les Bavarois en personne; agité d'une inquiétude involontaire, il veut tout voir, tout diriger par lui-même. Lorsqu'enfin il aperçoit les travaux presque achevés des Suédois, l'excès de sa rage ne connaît plus de bornes; il court de rang en rang, s'adresse à ses soldats, et la mâle et brûlante énergie de sa voix relève les courages abattus. Résolu de ne pas survivre à une lutte inglorieuse, il s'élance intrépidement à la tête des Impériaux; ceux-ci le suivent; ils le reconnaissent dans la mêlée à son petit chapeau aux bords retroussés, surmonté d'une plume d'autruche, large et rouge, qui retombe en ondoyant sur ses épaules. Pendant que l'héroïque vieillard se bat avec un courage digne d'un meilleur sort, une balle de fauconneau le frappe à la cuisse et le renverse de cheval. Un de ses plus vaillants compagnons d'armes, un Belge comme lui, le général Altringer, tombe presque au même instant, atteint d'une blessure dangereuse.

A cette vue, le trouble et la terreur se répandent dans l'armée; les officiers cherchent en vain à se faire entendre, les soldats éperdus abandonnent leur poste, où bientôt le duc Maximilien lui-même ne cherche plus à les retenir. Les Suédois ont franchi

Mort de Tilly.

Digitized by Google

le Lech, leur victoire est complète ; il ne reste plus à la Bavière, épuisée par ses derniers efforts, qu'à ouvrir les portes de ses cités au héros triomphant du Nord.

Le généralissime mourant avait été transporté dans la forteresse d'Ingolstadt. Là, couché sur son lit de mort, il surmonta les angoisses de l'agonie pour songer aux intérêts de son parti. Peu d'instants avant d'expirer, il fit appeler le duc de Bavière, et d'une voix affaiblie il l'engagea fortement à s'assurer de Ratisbonne. « Par là, lui dit-il, vous serez maître du Danube et vous conserverez des communications faciles avec la Bohème... » Il ne proféra plus ensuite que quelques paroles, ses yeux se fermèrent, et la pâleur livide du trépas se répandit sur son visage. Ainsi mourut, le 30 avril 1632, presque environné d'oubli et de dédain, l'un des plus grands capitaines du dix-septième siècle, celui qui, jusqu'au 7 septembre 1631 (date de la journée de Leipzig), s'était enorgueilli de n'avoir pas perdu une seule bataille. Huit mois à peine avaient suffi pour éteindre une gloire que pendant quarante ans aucun revers n'avait obscurcie !

« Avec Tilly, dit Schiller, qui ne se montre pas toujours aussi « juste envers notre célèbre compatriote, l'armée impériale « et celle de la *Ligue* perdirent un général expérimenté ; « la religion catholique, un partisan zélé et actif ; et Maxi- « milien, le plus dévoué de ses serviteurs. » Si après avoir retracé toutes les circonstances d'une carrière si longue et si orageuse, on se prend à la considérer dans son ensemble, il est impossible de n'y pas reconnaître la puissante influence de cette croyance instinctive en la destinée, qui perd souvent

ceux-là mêmes qu'elle a portés au faîte des grandeurs. Aux yeux de Tilly l'avenir est réglé d'avance, chaque homme reçoit en naissant une mission à accomplir sur la terre, et rien ne le peut soustraire à cet arrêt immuable. Quant à lui, il lui a été donné d'être l'instrument de la colère et de la vengeance divines : pénétré de cette conviction, il est orgueilleux et fier, absolu, tranchant, quelquefois cruel ; la mort n'a rien qui puisse l'épouvanter, il la brave sans pâlir et ses soldats, qui à l'heure du danger le voient si calme et si tranquille, se persuadent avec lui qu'il est invulnérable.

A une rare intrépidité, à des talents militaires incontestables, le célèbre Flamand joignait une parfaite connaissance des affaires politiques ; il était fin, adroit, rusé autant qu'un soldat peut l'être ; son esprit ne manquait ni d'étendue ni de profondeur ; comme tous les hommes qui aiment à méditer, il parlait habituellement fort peu ; mais lorsqu'au jour d'une bataille il haranguait son armée ou que le lendemain d'une victoire il s'exprimait devant un congrès de princes, on admirait son langage empreint d'une rude et concise éloquence.

Son activité était sans égale. On le voyait, prompt à échapper à la foule innombrable dont il était sans cesse environné, chercher l'isolement et le silence favorables au travail. Il n'interrompait ses occupations multipliées que pour entendre la messe tous les matins ; il observait les jeûnes et les abstinences que prescrit l'église romaine ; il vivait sobrement, ne déployait aucun faste, limitait sa dépense à un tel point qu'il n'était pas tout à fait exempt du reproche de parcimonie. On a dit de lui que jamais les fumées du vin n'avaient troublé ses sens,

et que son cœur d'airain était toujours resté fermé aux douces émotions de l'amour.

Quoi qu'il en soit à cet égard, on ne saurait nier qu'il n'y eût dans ces habitudes austères, dans cet isolement, dans cette dévotion exaltée, dans ce profond mépris de toute volupté, je ne sais quel étrange et puissant mystère bien propre à agir sur des masses superstitieuses. Loin de diminuer ce prestige, la personne du général contribuait encore à l'augmenter. Son corps, de taille moyenne, était d'une extrême maigreur; des sourcils épais surmontaient ses yeux gris, dont le regard étincelait d'un feu mélancolique et sombre; son nez était recourbé; son front, dévasté et sévère; un teint sec et luisant donnait l'apparence de l'ivoire jauni à sa figure alongée et méditative, sur laquelle les soucis, les veilles, les années, avaient laissé des traces ineffaçables.

Aussi quelle vie que la sienne! que d'aventures! que de périls! que d'orages! Tilly avait servi tour à tour dans plusieurs pays; il avait assisté à presque toutes les guerres qui agitèrent la fin du XVI[e] siècle et le commencement du XVII[e]; longtemps soldat avant d'être général, il avait acheté chèrement les honneurs du commandement : la suite de sa vie prouva qu'il en était digne. Vainqueur de Mansfeld, de Christian de Brunswick, du margrave de Bade et du roi de Danemark, il fut le fondateur de la puissance bavaroise, et, après Waldstein, le plus ferme appui de Ferdinand II; enfin, l'Europe le considéra pendant longtemps comme le plus grand général de son siècle. Mais cette grande renommée pâlit et s'éclipsa peu à peu devant l'astre éblouissant de Gustave-Adolphe. Trahi par la for-

tune à Leipzig, le célèbre Flamand montra moins de confiance en lui-même ; ses opérations militaires n'eurent plus cette allure franche et décidée, qui jadis assurait la victoire à ses soldats : en vain, rappelant un reste d'énergie, on le vit à plusieurs reprises chercher à se relever, rien ne lui réussit plus, « soit « que le roi de Suède, observe le cardinal de Richelieu dans « ses Mémoires, fût plus habile et plus grand capitaine que « lui, et ses soldats meilleurs que les siens, ou que la fortune « soit d'ordinaire plus favorable aux jeunes capitaines qu'aux « vieux. »

Charles Hen.

Digitized by Google

Charles le Téméraire.

Digitized by Google

CHARLES LE TÉMÉRAIRE.

Une des physionomies les plus saillantes, si ce n'est une des plus hautes renommées que nous offre le moyen âge, est celle du prince à qui ses contemporains ont décerné le surnom de *Téméraire*, ratifié par la postérité : qualification incomplète, comme elles le sont presque toutes en

pareille circonstance, mais qui a l'avantage de mettre en relief le trait principal de cette figure historique. A la témérité le fils de Philippe dit *le Bon* joignait bien d'autres défauts ; mais ce fut surtout celui-ci qui marqua les grands événements de sa vie, et qui lui valut cette espèce de célébrité réservée aux choses éclatantes, quelle qu'en soit la nature.

Rien n'est plus aisé que d'écrire aujourd'hui la biographie de ce personnage, avec l'aide des chroniqueurs du temps, particulièrement de Commines (qui du reste appartient à une tout autre catégorie), du grand ouvrage de M. de Barante, et des publications indigènes qui ont jeté un nouveau jour sur cette époque. On ne peut donc espérer de répandre quelque intérêt sur le récit de faits généralement connus qu'en s'attachant à faire voir comment, même dans ce qu'ils paraissent avoir de fortuit et d'accidentel, ils dérivent presque toujours, plus ou moins directement, du caractère, ou, si l'on veut, de l'organisation de cet homme. Considérée sous ce rapport, l'histoire de sa vie est non-seulement curieuse, mais très-instructive. Quant à l'intérêt dramatique, il réside dans la simple narration des événements, laquelle, comme nous venons de le dire, se trouve partout, et que nous nous bornerons à reproduire en l'abrégeant, ainsi que l'exigent les limites qui nous sont imposées par ce genre de travail.

Ce prince naquit à Dijon, le 10 novembre 1433. Il fut nommé *Charles* du nom d'un de ses parrains, Charles de Bourgogne, comte de Nevers, et *Martin,* à cause du jour de son baptême. Il reçut, en naissant, le titre et l'apanage de comte de Charolais. Il fut, contre l'usage, allaité par sa mère, Isabelle de

Portugal, qu'avait effrayée la mort de ses deux premiers enfants, confiés aux soins d'une nourrice étrangère. Dès son enfance, il manifesta la violence de caractère qui devait plus tard être si funeste à ses sujets, à ses voisins et à lui-même. Cependant, le Ber d'Auxy, son gouverneur, qu'il aimait et respectait, était parvenu à tempérer, jusqu'à certain point, cette humeur impétueuse : d'ailleurs Charles craignait son père, dont l'affection pour lui n'allait pas jusqu'à la faiblesse. Suivant le témoignage des historiens, il n'était même pas étranger à la courtoisie dont cette cour, plus que toute autre peut-être à cette époque, offrait de brillants modèles. Suivant le témoignage d'un historien, dont nous conserverons ici les expressions naïves, « il était pieux, et plein de la crainte de Dieu ; jamais il ne jurait avec blasphème... Il avait bien étudié, aimait à lire et à se faire lire (qu'on lui fît des lectures), retenant ce qu'il avait entendu, surtout les belles histoires de chevalerie de Gauvain et de Lancelot. On voyait qu'il avait goût aux choses périlleuses... Son plus grand plaisir était la chasse à l'oiseau. Il tirait de l'arc comme le meilleur archer ; c'était aussi un bon joueur de barres, à la façon de Picardie, et il jetait son homme par terre plus loin qu'aucun lutteur. Il jouait aux échecs mieux que personne de son temps. Pour la danse, les mascarades et autres momeries, c'étaient des divertissements qui n'étaient pas trop de son caractère, et il n'était pas adonné à telles oisivetés : toutefois il dansait fort bien. La musique lui plaisait plus que toute autre récréation ; il y excellait, et savait chanter chansons et motets. » Parvenu à sa dix-huitième année, il se distingua dans un grand tournoi qui eut lieu à Bruxelles, et dès l'année suivante (1452),

il prit part à des luttes plus sérieuses. Les Gantois s'étaient soulevés, suivant leur coutume, et, après des négociations inutiles, le duc marcha pour les soumettre, à la tête d'une nombreuse armée. Le jeune prince paya noblement de sa personne dans diverses rencontres, et fut atteint d'un coup de pique à la terrible journée de Gavre, qui finit cette guerre atroce par la défaite et le massacre des Gantois. Cette lutte sanglante, qui venait de fournir quelqu'aliment à l'ardente activité de Charles, avait en même temps exalté son ambition et son besoin de célébrité. « Ce n'étaient plus, dit un chroniqueur, les histoires de chevalerie qu'il se faisait lire, mais les histoires de Rome, qui lui semblaient bien grandes, et remplies de merveilleux faits de guerre. Souvent il veillait fort avant dans la nuit, pendant que le sire d'Himbercourt, qui lisait fort bien, lui faisait ces belles lectures. » Peu s'en fallut qu'une vaste carrière ne s'ouvrît alors à cette fougue belliqueuse. Les Turcs venaient de s'emparer de Constantinople (1453), et toute la chrétienté s'était émue au bruit de ce grand désastre. Une nouvelle croisade fut projetée, et ce fut au chef de la maison de Bourgogne, considérée à cette époque comme l'une des plus puissantes et des plus redoutables de l'Europe, que s'adressa d'abord le pape Nicolas V. Philippe accepta volontiers cette grande mission, qui flattait son orgueil autant qu'elle s'accordait avec ses sentiments religieux ; car déjà il avait fait des démarches pour engager les rois de France et d'Aragon à le seconder dans une entreprise qui devait sauver la capitale de l'empire d'Orient, menacée par les infidèles. Le duc s'obligea, en présence de toute sa cour, à conduire lui-même son armée en Grèce, où

Charles voulait l'accompagner. Mais, soit que le temps et de tristes souvenirs eussent refroidi l'enthousiasme qui jadis avait entraîné en Asie des populations entières, soit que les dissensions qui séparaient les princes européens s'opposassent à la formation d'une ligue d'ailleurs pleinement justifiée par une politique prévoyante et un puissant intérêt de conservation. ce vaste dessein avorta, sans avoir rien produit que les fêtes pompeuses qui accompagnèrent le *Vœu du faisan* (1454). Peu après, le comte de Charolais fut, par l'expresse volonté de son père, fiancé à Isabelle de Bourbon. Le prince penchait vers une autre alliance, et songeait à épouser la fille du duc d'York, qui en ce moment disputait à Henri VI la couronne d'Angleterre. Mais il fallut céder à la toute-puissante volonté du vieux souverain, qui, comme il le disait lui-même, et malgré la guerre acharnée qu'il avait faite à la France pour venger son père[1]. *n'avait pas le cœur anglais*. « Si je savais, lui dit-il, que tu fisses ce mariage, je te bouterais hors de mes pays, et tu ne jouirais jamais des seigneuries que je possède. Bien plus, si je croyais que mon fils bâtard, ici présent, ou tout autre, te le conseillât, je le ferais mettre dans un sac et jeter à la rivière. » A cette même époque, éclataient dans une autre cour des dissentiments encore plus graves, et dont les conséquences devaient atteindre celle de Bourgogne. Le dauphin, irrité depuis longtemps contre les conseillers de son père, comme Charles l'était déjà contre les favoris du sien, nourrissait, dans son apanage du Dauphiné, d'où il ne sortait plus, une haine implacable, mais encore impuissante. N'ayant pas réussi dans

[1] Assassiné en août 1419, sur le pont de Montereau.

une tentative de rébellion ouverte, connue sous le nom de *Praguerie,* il s'enfuit de France, et vint chercher un asile auprès du duc de Bourgogne. Philippe l'accueillit avec une noble bienveillance, et fit, pour le réconcilier avec son père, des efforts que rendirent longtemps inutiles, d'une part, les prétentions outrées et surtout les vues secrètes du prince fugitif, de l'autre, les soupçons trop fondés qu'inspirait à Charles VII la connaissance du caractère de son fils. Pendant ces longues négociations, les deux jeunes princes se virent souvent au château de Genappe, qui avait été assigné pour demeure au dauphin, et il s'établit entre eux une liaison sincère d'un côté, simulée de l'autre, et d'où naquit plus tard une haine inextinguible. Le vieux roi semblait l'avoir prévu : « Philippe, disait-il, nourrit le renard qui mangera ses poules. » En effet, celui qui par la suite s'appela Louis XI ourdissait dès lors les trames qui devaient un jour assurer la perte du fils de son protecteur. Il travaillait assidûment à gagner l'affection des hommes les plus influents de la cour de Bourgogne, et surtout des seigneurs de Croy, ennemis déclarés du comte. L'audace avec laquelle ils abusaient de leur ascendant sur son père, leur arrogance et leur insatiable avidité indignaient la noblesse et le peuple ; aussi la cour se divisa-t-elle en deux partis, lorsque la colère péniblement contenue de Charolais éclata contre ces insolents favoris, au sujet de la nomination d'un chambellan que Philippe voulait imposer à son héritier. Spectateur tranquille, quoique intéressé, le dauphin jouissait de ces discordes, et travaillait à les entretenir. Enfin, après une apparente réconciliation avec le roi, cet hôte dan-

gereux quitta la Bourgogne, laissant au temps à développer les germes empoisonnés qu'il avait pris soin d'y répandre. Charles était devenu père d'une fille, qui reçut le nom de Marie; toutefois, cet événement servit peu à le rapprocher du vieux duc, ainsi qu'on pouvait l'espérer, et le cours des choses. mais surtout l'inquiétude continuelle de son caractère. permirent rarement au comte de goûter les joies de la paternité. L'inimitié qu'il portait aux de Croy alla jusqu'à lui faire solliciter contre son père, auprès du roi de France, un appui que lui refusa ce monarque sage et loyal, qui connaissait le malheur d'avoir un fils rebelle. Mais, en 1461, Charles VII mourut, et le dauphin lui succéda sous le nom de Louis XI. Les princes de la maison de Bourgogne allèrent, avec une suite brillante et nombreuse, saluer son avènement, et Charles passa quelque temps à Tours, auprès du nouveau monarque. Néanmoins, ayant eu quelques indices de sa conduite tortueuse en diverses circonstances, surtout à l'égard de la maison de Lancastre (dont lui-même avait embrassé les intérêts, parce qu'il en descendait par sa mère), et informé des intelligences que Louis entretenait avec les Liégeois, déjà trop disposés à la mutinerie, il changea de sentiments à l'égard de son ancien hôte, et partit mécontent. Cette irritation devint en lui une animosité décidée, après la découverte d'un projet dont il n'hésita pas à désigner l'auteur.

On arrêta dans Gorcum, où Charles se trouvait alors, un homme qui semblait s'attacher à tous ses pas avec des intentions malveillantes et qui fut reconnu pour être le bâtard de Rubempré, au service de France. Le bruit se répandit bientôt que cet

émissaire était chargé d'enlever l'héritier de Bourgogne, et de le livrer mort ou vif à Louis XI. Cette assertion, bien que hasardée, trouva généralement créance, même parmi les Français. Les grands méprisaient leur nouveau maître à cause de ses habitudes vulgaires; et voyant subsister les anciennes taxes, le peuple ne l'aimait pas. Le temps n'était point encore venu où, par de sages réformes, un nouveau système d'administration, et surtout par la substitution de l'unité monarchique à l'anarchie féodale, Louis XI devait, malgré l'abjection et la cruauté de son caractère, mériter une reconnaissance qu'il n'a même guère obtenue que de la postérité. Ses efforts pour se disculper du guet-apens qu'on lui imputait restèrent inutiles : depuis longtemps Philippe l'avait pénétré, et Charles en était venu à le haïr de toute la force de son âme passionnée. L'un et l'autre d'ailleurs accusaient le roi d'avoir manqué à sa parole, au sujet de domaines en litige. Du reste, les conjonctures semblaient favorables aux vœux de la haine comme aux intérêts de la politique. Louis, par ses discours et ses actions, s'aliénait de plus en plus les grands du royaume, sans s'attacher le peuple. « Tout, dit un chroniqueur, était déjà en mouvement et en agitation autour de lui. Il s'entremettait dans les embarras des princes ses voisins. Partout où il y avait quelque discorde ou sédition, on était sûr qu'il s'en mêlerait et qu'il les aggraverait. » Sa violence et sa perfidie s'étaient surtout montrées dans une circonstance récente.

Le duc et la duchesse de Savoie, dépossédés par un de leurs fils, avaient imploré la protection du roi de France, qui se trouvait alors à Bayonne, et qui ne laissa pas échapper

l'occasion de s'interposer dans cette querelle de famille. Le père offensé ne trouva en France qu'une protection douteuse, et alla chercher une retraite en Bourgogne; tandis que le fils rebelle, attiré dans un piége, fut arrêté, malgré la parole royale et le sauf-conduit dont il était porteur, puis emprisonné au château de Loches. Nous ne pouvons nous empêcher de signaler l'analogie frappante de cette double manœuvre avec celle qui, environ quatre siècles après, conduisit Charles IV et la reine d'Espagne aux conférences tenues dans cette même ville de Bayonne, où ils venaient plaider la même cause, celle de la nature et de l'autorité souveraine, outragées à la fois par un fils qui, lui aussi, alla expier dans la captivité son imprévoyance plutôt que son usurpation. De pareils actes avaient ouvert les yeux aux moins méfiants, et l'orage commençait à gronder sourdement de toutes parts. Dans sa propre famille, Louis rencontrait de redoutables adversaires. Son jeune frère, Charles de Berry, blessé d'une trop longue dépendance, s'était retiré auprès du duc de Bretagne, qu'animait contre le roi une haine égale à celle de Charolais; le duc de Bourbon et plusieurs autres, considérables par le rang et la puissance, avaient aussi des griefs à faire valoir. Servi par des agents habiles, le Bourguignon réunit toutes ces haines et en forma un faisceau qu'on nomma la *Ligue du bien public;* car ce n'est pas seulement de nos jours qu'on a décoré de ce titre l'association des intérêts et des ressentiments personnels. Les états de Flandre et d'Artois accordèrent des subsides pour cette guerre : les troupes furent assemblées, et, le 15 mai 1465, le comte prit congé de son père. « Va, lui dit le vieillard, qui en

ce moment sembla recouvrer toute son ancienne vigueur, soutiens bien ton honneur, et s'il te faut cent mille hommes de plus pour te tirer de peine, je veux moi-même te les conduire. » Charles n'était toutefois que le chef nominal de l'entreprise, dirigée en réalité par l'expérience du comte de Saint-Pol, qui jusqu'alors avait su maintenir habilement la balance entre ses deux puissants voisins, mais qui, dans une guerre dont le but principal était la sécurité des grands vassaux, n'avait plus hésité à se déclarer contre le roi.

Le mois suivant, l'armée bourguignonne entra sur le territoire de France, s'empara de plusieurs places de la frontière, passa la Somme et se dirigea sur Paris, sans avoir éprouvé de résistance sérieuse. C'était devant cette capitale que devaient la rejoindre les forces des autres princes confédérés, parmi lesquels se trouvaient le comte d'Armagnac, le duc de Nemours, et ce fameux Dunois, dont la valeur avait jadis si bien servi Charles VII contre les Anglais, mais qui, comme bien d'autres, avait retiré au fils l'affection qu'il portait au père. La plupart des chefs bourguignons étaient d'avis qu'il fallait différer l'attaque jusqu'à l'arrivée des renforts promis ; et Louis, de son côté, fidèle à ses habitudes de circonspection, voulait, s'il était possible, éviter une bataille et entrer dans Paris, attendant sans doute du temps et de ses intrigues la désunion de la ligue. Mais par une imprudence du sire de Brezé, qui conduisait son avant-garde, l'action s'engagea près de Montlhéry (16 juillet 1465). Cette journée fut marquée par de singuliers incidents. L'aile droite des Bourguignons, commandée en personne par le comte de Charolais, enfonça celle qui lui était opposée, tandis

Charles le Téméraire à Montlhéry.

Digitized by Google

que le roi, à la tête des gentilshommes du Dauphiné et de la Savoie, obtenait le même avantage sur la gauche des ennemis. Cette similitude de position mit dans tout son jour la différence du caractère de ces deux grands rivaux. Pendant que Louis s'attachait à rallier ses gens en désordre, Charles, accompagné d'une centaine de cavaliers, ne songeait qu'à poursuivre les vaincus. Averti trop tard de ce qui se passait sur un autre point, et voyant que la retraite allait lui être coupée, il s'élança presque seul au milieu d'un gros d'ennemis, où il fut atteint d'un coup d'épieu; et tandis que ses hommes d'armes s'efforçaient de le dégager, la pointe d'une épée, le frappant au défaut de la cuirasse, lui fit une blessure dont il garda toujours la cicatrice. Il lui fallut, à son vif regret, s'arrêter et suspendre l'attaque, pour réunir ses forces éparses. La même confusion régnait parmi les Français qui n'étaient pas sous les ordres immédiats de leur monarque; et, au dire des historiens, en cette occasion une poignée de soldats bien dirigés eût suffi pour achever la déroute de l'une ou de l'autre armée. Toutefois les Bourguignons campèrent sur le champ de bataille, persuadés que les troupes royales y passeraient également la nuit, et se préparant à un nouveau combat; mais au point du jour on apprit que Louis XI s'était retiré à Corbeil. Cette retraite nocturne, qui avait toutes les apparences d'une fuite, fut plus fatale qu'un revers complet au jeune comte, qui s'attribua tout l'honneur de cette victoire équivoque, et dont, à partir de cet instant, la présomption ne connut plus de bornes; sentiment qui, suivant la remarque de Commines, le rendit, entre tous les princes, le plus incapable d'écouter un conseil et d'obéir à rien qu'à sa volonté.

Cependant, en dépit de son ardeur, il lui était impossible de pousser plus loin l'avantage qu'il venait d'obtenir. La journée précédente s'était passée en chocs partiels, mais sanglants, dans lesquels avaient péri, outre les hommes d'armes, beaucoup de chevaliers, tant Bourguignons que Français. Il fut donc résolu d'attendre du renfort pour continuer les opérations. Ce secours si désiré arriva enfin : les ducs de Bretagne et de Berry parurent avec six mille chevaux et grand nombre d'archers. Leur jonction avec les troupes de Charles rendit l'armée de la ligue si forte, que déjà la balance penchait évidemment de ce côté. Cependant le comte, remarquant dans le jeune duc de Berry de l'hésitation et même de la crainte, voulut s'assurer un nouvel et plus solide appui, en resserrant son alliance avec Édouard, et fit, à cet effet, partir un de ses affidés pour l'Angleterre. Louis XI, malgré son courage patient et sa merveilleuse activité, semblait ne pouvoir résister longtemps à tant d'ennemis. Aussi travailla-t-il, non sans succès, à gagner l'affection des Parisiens, en prenant des conseillers dans leur bourgeoisie, et en supprimant quelques taxes municipales particulièrement odieuses au peuple, ce qui au reste n'engageait nullement l'avenir. Mais la noblesse, à la fois défiante et dégoûtée, ne répondait à son appel qu'avec répugnance; et ces retards, en présence des forces croissantes de la confédération, rendaient de jour en jour la situation plus critique. Bientôt de nouvelles circonstances vinrent l'aggraver encore.

Le duc de Calabre, l'un des princes confédérés, s'avançait à la tête des Lorrains, en bon ordre et parfaitement équipés. Il y avait joint un corps d'Italiens qui, nourris au milieu des

guerres continuelles de leur pays, étaient regardés comme la meilleure cavalerie de la chrétienté, et des Suisses qui, de leur côté, avaient, surtout depuis la bataille de Saint-Jacques, acquis le renom d'infanterie sans égale. En outre, le comte palatin lui avait fourni quatre cents cranequiniers allemands, et le maréchal de Bourgogne amena grand nombre de nobles et de chevaliers. Par la réunion de ces auxiliaires aux Bourguignons et aux troupes du duc de Bretagne, l'armée de la confédération se trouvait forte d'environ cinquante mille hommes, nombre extrêmement considérable pour cette époque. Louis semblait perdu : et il l'était en effet, s'il y avait eu moins d'habileté en lui et plus d'accord entre ses adversaires. Il évita soigneusement la bataille qui lui était présentée, et dont la perte eût entraîné sa ruine, entama des négociations qui traînèrent en longueur, et pendant lesquelles il parvint à détacher de la ligue plusieurs des chefs qui la dirigeaient, gagna par son or et ses promesses les alentours de ses ennemis les plus opiniâtres, souscrivit à des conditions imposées par la nécessité présente, mais dont il se réservait l'interprétation dans des temps plus favorables, et réussit enfin à dissoudre cette formidable coalition. Les princes confédérés reprirent la route de leurs États, et le comte de Charolais se rendit dans le pays de Liége, dont les habitants, excités par les agents de Louis XI, s'étaient soulevés contre le vieux duc. Après quelques démonstrations de part et d'autre, ceux-ci se soumirent; mais l'année suivante (1466), la sédition, toujours alimentée par les émissaires du roi, se ralluma plus violente. Dinant, ville riche et industrieuse, se signala surtout par des excès de rage insensée, dont les Bourguignons

vainqueurs se vengèrent par le sac et l'incendie. Ils marchèrent ensuite contre Liége, qui, travaillée par des dissensions intestines, fut réduite à se soumettre et livra des otages, ajournant ainsi la catastrophe qui devait l'atteindre à son tour.

Bientôt d'autres soins vinrent occuper le comte de Charolais. Le vieux duc fut frappé d'apoplexie, et, le 15 juin 1467, il mourut à Bruges, entre les bras de son fils, dont il fut amèrement et sincèrement regretté, bien que cette mort ouvrît au jeune héritier une vaste carrière d'ambition et de vengeance. Philippe laissait à son successeur une riche épargne, d'habiles ministres, une nombreuse et vaillante noblesse ; mais il n'avait pu lui léguer son expérience, sa circonspection, et la sagesse de ses vues politiques. Après lui avoir fait de pompeuses funérailles, le nouveau souverain se rendit à Gand, ville dont les habitants étaient en général bien disposés pour lui, et où il avait cherché à se faire des partisans, lors de ses querelles avec son père. Les Gantois, de leur côté, espéraient de cet avénement le rétablissement, au moins partiel, des anciennes franchises qui leur avaient été ravies après la journée de Gavre. Les magistrats nommés par le duc, et les principaux notables, riches bourgeois qui n'attachaient pas le même prix aux vieilles libertés, connaissaient mal à cet égard le sentiment populaire, et ils firent partager leur erreur à Charles ; « car, dit un historien, comme eux étaient contents, ils ne s'imaginaient nullement à quel point la plupart étaient mal satisfaits. » Il ne tarda pas à être détrompé. Peu de temps après son entrée dans cette ville, il s'éleva une émeute, dirigée d'abord contre les collecteurs de la taxe appelée *cueillette,* mais qui devint bientôt une

révolte générale. Quoique sa suite fût peu nombreuse, et qu'il se vît entouré de tout un peuple en armes, rangé sous les bannières des différents métiers, le duc ne put d'abord maîtriser son orgueil et sa fatale opiniâtreté. Emporté par sa violence instinctive, il frappa un artisan du bâton qu'il tenait à la main : imprudence qui allait lui coûter la vie, si l'un de ses chevaliers, le sire de Gruthuyse, n'eût par de douces paroles et des promesses vagues calmé cette multitude irritée. Cédant malgré lui aux avis de ce sage médiateur, et surtout à la nécessité, Charles souscrivit aux conditions qui lui étaient imposées, et qui avaient pour objet le rétablissement presque complet des anciens priviléges; traité qu'il n'accepta qu'avec une répugnance honorable pour son caractère, car il n'hésitait à donner sa parole que parce qu'il était décidé à la tenir; scrupule dont eût souri son ennemi mortel, ce roi dont la devise était : « Qui ne sait pas dissimuler, ne sait pas régner. » Au prix de ces concessions arrachées par la force, le prince obtint la faculté de quitter cette ville dangereuse, avec sa fille et ses serviteurs. A peine avait-il échappé à ce péril, que des troubles éclatèrent dans le Brabant. Charles n'aimait pas Bruxelles, parce qu'il y avait beaucoup souffert, et peut-être aussi parce que son père s'y était fait chérir. Des mécontents, auxquels se joignirent les agents secrets de Louis XI, formèrent une espèce de ligue, dans laquelle entrèrent Anvers et Malines. A ces nouvelles, le duc maudit les Gantois, qui avaient donné l'exemple d'une révolte heureuse. Mais son ressentiment ne l'empêcha pas de confirmer librement les actes qu'ils lui avaient extorqués tandis qu'il était en leur pouvoir. Secondé par les états et par la

noblesse, il parvint assez aisément à rétablir la tranquillité parmi les Brabançons, dont les soulèvements n'avaient en général ni la gravité ni la durée que donnait à ces agitations politiques l'humeur altière et intraitable de la population des deux Flandres. Charles, dans cette occasion, montra non-seulement du respect pour la justice, mais une sorte de clémence. Les chefs de la mutinerie, régulièrement jugés, ne subirent pour la plupart que l'amende ou le bannissement, et l'un d'eux, condamné à mort, reçut sa grâce, au moment de l'exécution, de la bouche même du prince; car le fils de Philippe n'était naturellement cruel qu'alors qu'un revers avait exaspéré son orgueil, et à l'audace farouche du lion il en joignait parfois la magnanimité. Mais quand, dans cette même année (1467), les Liégeois, se révoltant de nouveau, assiégèrent dans Huy leur évêque Louis de Bourbon, qui ne leur échappa qu'avec peine, et rompirent tout lien d'obéissance, il en ressentit une colère d'autant plus furieuse, qu'il savait quelle était la main qui les faisait agir. « Je veux, disait-il au connétable de Saint-Pol, envoyé par Louis sous prétexte d'appaiser la querelle suscitée et fomentée par ce monarque ; je veux savoir une fois si je suis maître ou valet... Il n'y a ni roi, ni soudan, ni empereur, ni personne pour qui je veuille tarder d'un jour; et si le roi les veut défendre, j'en ai peu de souci. Je serai dans mon droit, qu'il vienne! » Louis n'était pas homme à répondre à cette provocation directe : malgré l'avantage que ces troubles semblaient lui donner sur son rival, *il se défiait de la fortune comme de tout le monde;* d'ailleurs cette occasion favorable ne tarda pas à lui échapper. La victoire remportée à Brusthem par

les Bourguignons, renforcés d'un corps d'archers anglais, ouvrit au duc les portes de la ville rebelle, dont il fit raser les remparts, qu'il dépouilla de presque tous ses priviléges, et qu'il punit plus rigoureusement encore en lui enlevant la colonne de bronze connue sous le nom de *Perron,* monument dans lequel les Liégeois voyaient un *palladium* aussi bien qu'un symbole populaire, et qui fut transporté à Bruges. Cette affaire terminée, il s'occupa des moyens d'établir un ordre sévère dans les finances de l'État et l'administration de ses propres domaines; mais cette rigide économie n'amenant point la diminution des impôts, le peuple lui en sut peu de gré, tandis que la noblesse lui reprochait en secret des épargnes qu'elle trouvait indignes d'un souverain; d'ailleurs elle ne pouvait s'accoutumer à ses emportements, qui allaient jusqu'à maltraiter de paroles « et quelquefois de faits » les plus nobles personnages. Le 2 juillet 1468, il épousa en secondes noces Marguerite d'York, union qu'il désirait depuis longtemps, et qui, dans l'éventualité d'une nouvelle rupture avec la France, lui promit un puissant allié. Tout à coup un incident imprévu s'éleva du milieu des négociations artificieuses et inefficaces qui se prolongeaient entre les deux États. Louis avait pris la résolution d'aller traiter en personne avec son puissant et hautain vassal; soit qu'il comptât peu sur le zèle ou l'habileté de ses agents, soit qu'il jugeât fort sensément que nul ne pouvait aussi bien que lui-même réussir à tromper un ennemi et n'y avait autant d'intérêt. Il demanda au duc un sauf-conduit qu'il obtint aussitôt, et, accompagné d'une suite très-peu nombreuse, se rendit à Péronne, où des conférences s'ouvrirent au mois d'octobre de

la même année. A peine étaient-elles commencées, qu'une nouvelle désastreuse vint changer brusquement la face des choses. Les Liégeois, révoltés de nouveau, s'étaient emparés de Tongres, où se trouvait alors leur évêque avec le sire d'Himbercourt, et les avaient tous deux emmenés prisonniers dans leur ville. La fureur de Charles fut d'autant plus violente, qu'il ne douta pas (et le passé justifiait cette opinion) que les intrigues du roi n'eussent encore provoqué ce soulèvement. Dans la première chaleur de son ressentiment, il pouvait se porter aux extrémités les plus terribles : la liberté, la vie même de Louis n'était plus en sûreté. Rigoureusement gardé dans le château de Péronne, ce monarque, qui, dans le long cours d'une vie tissue d'artifices et de cruautés, ne se reprocha jamais sincèrement que des fautes politiques, maudissait l'imprudence qui l'avait jeté entre les mains d'un adversaire plus irréconciliable que jamais, et qui, par un mot, pouvait disposer de son sort. Ce mot allait être dit : des conseillers du duc, ennemis personnels de Louis XI, avaient fait un moment prévaloir leur avis, qui était de retenir le roi en prison, et d'appeler son frère au gouvernement du royaume. Mais Charles écouta cette fois le langage d'autres serviteurs plus sages, ou plus loyaux, ou gagnés par l'or et les promesses du royal captif (car toujours et partout la corruption se retrouve au fond de cette histoire) : peut-être aussi recula-t-il devant l'éclatante violation de sa parole. Quoi qu'il en soit, l'heureux Louis en fut quitte pour signer de dures conditions, qu'il accepta d'autant plus volontiers qu'il se réservait mentalement de les accomplir dans le sens des circonstances futures, et pour aller assister à l'extermination du peuple qu'il

Entrevue de Péronne

avait soulevé contre son souverain : rafinement d'opprobre qui pour tout autre eût été plus cruel que la mort, et qu'il accueillit avec empressement, comme moyen de justification et preuve de bon vouloir envers *son noble cousin de Bourgogne*. Les principaux faits de cette expédition sont trop connus pour qu'il soit besoin de les rappeler ici : l'admirable et inutile héroïsme des six cents guerriers de Franchimont, la dévastation d'une cité florissante, le massacre d'une grande partie de ses habitants, toutes ces atrocités qui signalèrent sans l'assouvir l'implacable vengeance du Bourguignon, ont été souvent répétées par l'histoire et célébrées par la poésie. L'œuvre accomplie, Louis XI obtint la permission de se retirer, et s'en alla dans son royaume travailler, avec la persévérance de l'araignée, à renouer les fils endommagés de sa trame laborieuse. Peu de temps après, un événement de peu d'importance en lui-même, mais qui contenait en germe les dernières et solennelles destinées d'une des plus puissantes maisons de l'Europe, vint offrir un séduisant et dangereux appât à l'inquiète ambition de Charles. Le duc Sigismond, dont l'autorité s'étendait sur le Tyrol, une partie de la Souabe et les bords du Rhin, s'était vu, à la suite d'une guerre malheureuse contre les Suisses, contraint d'acheter la paix au moyen d'une somme que ses finances épuisées ne lui permettaient pas d'acquitter. Il la demanda au duc de Bourgogne, offrant en garantie de remboursement une partie de ses domaines. Charles s'empressa de souscrire à cet arrangement, dans lequel il entrevoyait le moyen d'étendre par la suite sa domination sur les rives du grand fleuve, et par un traité conclu en mai 1469, le landgraviat d'Alsace, le comté de

Ferette et quelques-unes des contrées adjacentes passèrent sous l'autorité du duc de Bourgogne, autorité qui ne devait être que temporaire, mais que celui-ci se promettait bien de perpétuer. En même temps, il entretenait des intelligences avec le cardinal Balue, dépositaire d'une partie des secrets de Louis XI, car il ne les livrait jamais tout entiers, et qui, ayant profité à cette merveilleuse école, trahissait ce maître tyrannique. Mais l'intrigue ne tarda pas à être découverte : le cardinal et l'évêque de Verdun, son complice, furent punis comme Louis XI savait punir; mais le roi ne témoigna au duc Charles ni ressentiment ni méfiance, et continua de semer silencieusement autour de son ennemi des piéges où le *Téméraire* irait bientôt se précipiter de lui-même. En 1470, Louis conclut une alliance avec les Suisses, dont, n'étant encore que dauphin, il avait appris à connaître la bravoure dans la bataille de Saint-Jacques, et qu'un subtil instinct de malveillance lui faisait considérer comme devant être funestes à la maison de Bourgogne : prévision que les événements justifièrent plus tôt qu'il ne l'avait sans doute espéré. En effet, le sire de Hagenbach, chargé du gouvernement des domaines engagés par le duc Sigismond, se livrait à des actes de licence et de cruauté qui rendirent la domination bourguignonne insupportable au peuple et à la noblesse de ces contrées. De plus, il s'était emparé d'un territoire relevant de la seigneurie de Berne, avait arrêté et pillé des marchands appartenant à la fédération helvétique, et les avait fait jeter dans une prison d'où les milices de Strasbourg les tirèrent à force ouverte. Ces violences eurent pour résultat, non-seulement d'établir une communauté d'intérêts entre les

ligues suisses, comme on les appelait alors, et les villes libres d'Allemagne, mais de rapprocher les premières de l'Autriche, leur ancienne et opiniâtre ennemie. Car toute la grande famille allemande commençait à s'émouvoir des orgueilleux desseins de Charles, qui manifestait l'intention d'ériger son duché en royaume, et de s'assurer la lieutenance-générale de l'Empire. Bien instruit de cet état des esprits, le roi crut pouvoir lever sans péril le masque d'ailleurs assez transparent dont il s'était couvert depuis la prise de Liége. En janvier 1471, ses troupes occupèrent Saint-Quentin. Roye, Montdidier, Amiens, eurent le même sort. Le duc, pendant ce temps, avait réuni une armée nombreuse, avec laquelle il entra, de son côté, sur le territoire ennemi. Il prit et brûla Péquigni, puis mit le siége devant Amiens, qu'il serra de près. Une bataille semblait inévitable ; mais Louis avait une invincible aversion pour ces grandes opérations militaires qui tranchent nettement les questions douteuses, et qui, à cette époque, pouvaient d'un seul coup finir la partie : et il n'entrait pas dans ses habitudes de jouer gros jeu. Il s'en revint à Paris, et les négociations furent reprises, c'est-à-dire que des deux parts le mensonge, l'astuce et la perfidie recommencèrent leur cours. Sur ces entrefaites, le duc de Guyenne, frère du roi, mourut empoisonné (mai 1472). Des poursuites furent intentées contre ceux qui semblaient les auteurs immédiats du crime ; mais il suffit de dire que Louis XI avait intérêt à cette mort, et qu'il ne s'en cachait guère. Tranquille de ce côté, il annula les concessions qu'il avait commencé à faire au duc, et la guerre se ralluma, plus ardente et plus cruelle que jamais. Charles se présenta devant Nesle ; le héraut

chargé de sommer cette place fut égorgé par les francs-archers qui la gardaient. La ville prise, tous les hommes de ce corps qui avaient survécu à l'attaque eurent le poing coupé, leur chef fut pendu, et les habitants, sans distinction d'âge ni de sexe, furent massacrés dans leurs maisons, dans les rues, dans l'église même où plusieurs d'entre eux s'étaient réfugiés. Le duc y étant entré à cheval, ne put s'empêcher de dire à la vue des cadavres qui en couvraient les dalles : « J'ai de bons bouchers dans mon armée! » Il marcha ensuite contre Beauvais, dont il comptait s'emparer aisément. Mais la garnison et le peuple, sachant désormais ce qu'il fallait attendre d'un tel ennemi, et animés du désir de la vengeance, lui opposèrent la plus opiniâtre résistance. Repoussé dans plusieurs assauts, qui coûtèrent la vie à grand nombre de Bourguignons, il s'obstina dans cette entreprise, d'ailleurs si mal conduite qu'on ne put empêcher la ville de recevoir successivement de nombreux renforts et d'abondantes provisions. Les sires de la Roche-Tisson et de Fontenailles, avec un fort détachement de la garnison de Noyon, le maréchal de Poitou, Gaston du Lion, sénéchal de Toulouse, le bailli de Senlis et d'autres capitaines, qui s'étaient distribué les postes, firent échouer sur tous les points les efforts des assiégeants. L'Espagnol Salazar, renommé par ses anciens faits d'armes contre les Anglais, exécuta une sortie à la suite de laquelle il entra dans le parc d'artillerie des Bourguignons, y jeta le désordre, et blessa mortellement le grand-maître qui commandait cette artillerie. Enfin, le 22 juillet, le duc, à la faveur de la nuit, leva le siége et prit le chemin de la Normandie, dévastant tout sur son passage. Après avoir ruiné le riche pays

de Caux, et s'être inutilement présenté devant les villes de Dieppe et de Rouen, Charles, couvert de honte et de sang, reprit la route de ses États, suivi par les troupes françaises, qui, sans engager d'action décisive, ne cessaient de le harceler, de lui enlever des convois, et de miner son armée en détail. Pendant ce temps, ses sujets de l'Artois étaient exposés aux mêmes ravages de la part du connétable, et d'autres partis français désolaient la Bourgogne. Cette guerre terrible et si remplie de vicissitudes ne suffisait pas à l'activité turbulente et à l'insatiable ambition de l'héritier de Philippe; il s'entremit dans la lutte parricide du vieux duc Arnould de Gueldre et de son fils Adolphe, enleva aux partisans de ce dernier la ville de Nimègue, qui ne se rendit qu'après une vigoureuse défense, s'adjugea la possession du duché, et fit jeter le fils dénaturé dans une éternelle prison, vengeant ainsi, au bénéfice de ses intérêts politiques, l'outrage fait à la majesté paternelle. Durant le reste de cette année et une partie de la suivante, il entretint des négociations avec l'empereur Frédéric III, auquel il offrait, pour l'archiduc Maximilien son fils, la main de Marie, héritière de Bourgogne, tandis qu'il leurrait du même espoir le duc de Calabre, dont il recherchait l'appui. Mais son caractère détruisait à chaque instant les combinaisons de sa politique, et dans ses entrevues avec l'empereur, il éleva des prétentions si exorbitantes au sujet de plusieurs fiefs impériaux dont il voulait accroître ses possessions, que Frédéric, tout nonchalant et tout borné qu'il était, ne put longtemps se méprendre sur les véritables desseins de ce prince. D'ailleurs ses conseillers, qui haïssaient les Bourguignons, travaillaient à nourrir sa méfiance, et

Louis XI, de son côté, ne négligeait rien de ce qui pouvait aigrir le vieux monarque contre son ambitieux voisin. La conséquence de ces faits divers fut l'alliance formée (1474) entre l'Autriche et la confédération suisse. Ainsi l'imprudence hautaine du duc avait réuni dans un intérêt commun deux nations divisées depuis un siècle et demi par la plus ardente inimitié. Un événement auquel on pouvait s'attendre vint encore resserrer cette alliance et en hâter les résultats. Le sire de Hagenbach, qui, comme nous l'avons dit, gouvernait au nom de Charles le comté de Ferette et le pays adjacent, avait enfin, par ses débauches et ses fureurs, soulevé toute cette population. Un de ses propres officiers, auquel il avait brutalement refusé le paiement de la paie arriérée, le fit saisir par ses soldats, et le remit entre les mains du bourgmestre de Brisach. Peu de jours après, le coupable comparut devant un tribunal composé de seigneurs allemands, de députés des villes libres impériales, et de délégués des cantons suisses. Reconnu coupable d'une multitude de crimes, il fut condamné à mort et décapité, après avoir été dégradé de chevalerie par Hermann d'Eptingen, qui représentait le duc Sigismond. Ce prince, quelque temps auparavant, avait offert à Charles le remboursement de la somme pour laquelle il lui avait engagé une partie de ses domaines; mais le Bourguignon avait refusé de l'accepter. Dès que celui-ci eut connaissance de la révolte du comté de Ferette et de l'exécution du sire de Hagenbach, il résolut d'en tirer une prompte et terrible vengeance. A la tête de forces imposantes, il entra dans l'électorat de Cologne, et mit le siége devant Neuss[1]. Mais

[1] Ou Nuyts, l'ancienne *Novisium*.

la place était forte, et défendue par une vaillante garnison, composée des troupes de Hesse-Cassel, auxquelles s'étaient joints les hommes d'armes des évêques de Mayence et de Munster; la ville de Cologne y avait aussi envoyé des secours considérables. Toutes les attaques des Bourguignons furent repoussées. Le duc s'opiniâtra dans cette entreprise, comme il l'avait fait devant Beauvais, et avec aussi peu de succès. Les princes allemands arrivaient de toutes parts avec leurs contingents pour secourir la place; et quoique leurs efforts fussent paralysés par l'indolence et l'ineptie du vieil empereur, Charles se trouva entouré d'ennemis si nombreux, qu'il lui fallut ordonner la retraite, après plus de six mois d'efforts qui n'avaient servi qu'à décimer son armée. Pendant ce temps les Suisses, secondés de la noblesse de Souabe et d'un corps de cavaliers autrichiens, entraient dans le comté de Bourgogne, et gagnaient sur le comte de Romont, lieutenant du duc, la bataille d'Héricourt. C'était dans une pareille situation que ce prince insensé refusait de prolonger sa trêve avec la France, et qu'il se créait un ennemi de plus dans la personne de René, nouveau duc de Lorraine, dont il convoitait ouvertement les possessions, et que les instances du roi Louis, de l'empereur et des princes d'Allemagne décidèrent enfin à se déclarer contre lui. Il est probable que Charles eût succombé dès lors sous tant d'adversaires, si un débarquement des Anglais en France (1475) n'eût opéré pour lui, de ce côté, une utile diversion, qui toutefois fut de courte durée; car Louis XI ne tarda pas à traiter avec le roi d'Angleterre, et Charles se retrouva seul en face de tous les ennemis qu'il s'était attirés. Après avoir traversé, en la ravageant, une

partie de l'Alsace, il envahit la Lorraine, dont le jeune souverain, réduit en ce moment à ses seules forces, ne put longtemps lui disputer la possession. Le Bourguignon souilla la gloire de cette conquête, d'ailleurs facile, par un acte de perfidie et de cruauté, en faisant pendre, au mépris d'une capitulation, ceux qui avaient défendu contre lui la petite ville de Briey. Les revers qu'il ne cessait d'éprouver depuis quelque temps avaient, sans abattre son orgueil, aigri sa violence naturelle, et toute opposition à ses volontés lui semblait un sacrilége. Cependant René, réfugié en Suisse, invoquait les secours des confédérés. Il ne les réclama pas en vain. Les milices de Berne et de Fribourg entrèrent en Savoie et dans le pays de Vaud, dont elles occupèrent les principales places. L'armée de Bourgogne vint bientôt investir Granson, qui fut vaillamment défendue; mais se trouvant réduits au nombre de deux cents, les assiégés se rendirent au duc, qui aussitôt fit suspendre les plus distingués aux arbres des campagnes voisines; les autres furent noyés dans le lac de Neufchâtel. Cette atrocité ne fit qu'exaspérer les Suisses et leurs alliés. Berne et Fribourg, particulièrement menacées par la haine de Charles, qui réservait ces deux villes à l'incendie, avaient écrit à leurs confédérés en demandant de prompts secours. Tout s'ébranla pour répondre à cet appel. Les contingents de Zurich, de Lucerne, de Bâle, de l'Argovie arrivèrent les premiers; ceux de Saint-Gall, de Schaffouse et d'Appenzel les suivirent de près; enfin, le jour même où Charles faisait massacrer les défenseurs de Granson, parurent les descendants des fondateurs de l'indépendance helvétique, les sauvages montagnards de Schwitz, de Zug, d'Uri et d'Unterwalden, colosses

dont l'arme favorite était le *morgenstern* (étoile du matin), énorme massue hérissée de pointes de fer. L'évêque et la ville de Strasbourg, Colmar et d'autres cités impériales envoyèrent aussi leurs forces auxiliaires, et Hermann d'Eptingen, lieutenant de l'archiduc Sigismond, s'y joignit avec ses cavaliers autrichiens, étonnés de se trouver rangés à côté des Suisses, que si longtemps ils n'avaient vus qu'en face. Cette armée, composée de tant d'éléments divers, quoiqu'unis par un même ressentiment, ne s'élevait toutefois qu'à environ vingt mille combattants; celle de Bourgogne en comptait plus du double, avec une nombreuse et formidable artillerie. Mais contre l'avis de ses capitaines, le duc abandonna la position avantageuse qu'il occupait, pour courir au devant des *vilains,* nom par lequel il avait coutume de désigner les pauvres et simples habitants de la Suisse. Suivi de l'élite de sa noblesse, il chargea impétueusement les bataillons les plus avancés de ses ennemis. Mais ceux-ci, dans leurs guerres contre l'Autriche, avaient appris à soutenir le choc de la cavalerie. Les hallebardes de Zurich et de Soleure, les haches de Lucerne et de l'Oberland brisèrent les armures des chevaliers, et Charles lui-même, entraîné dans la fuite de son avant-garde, fut ramené jusqu'au camp qu'il venait de quitter imprudemment, et où les couleuvrines des alliés commencèrent à porter le désordre. En même temps, il entendit retentir sur les hauteurs voisines le son rauque et prolongé des trompettes montagnardes. C'étaient les confédérés d'Uri, d'Unterwalden et de Glaris, qui descendaient du sommet des collines au cri répété de *Granson, Granson!* par lequel ils s'excitaient à la vengeance. L'aspect farouche de ces nouveaux

adversaires, la fureur dont ils semblaient animés, et l'intrépidité féroce avec laquelle ils s'avançaient, achevèrent de jeter le trouble parmi les Bourguignons, dont la déroute fut complète. Le duc, après avoir fait d'incroyables efforts pour les rallier, fut contraint de s'enfuir lui-même à toute bride, accompagné seulement de cinq de ses serviteurs. Il courut ainsi pendant plusieurs heures, jusqu'à ce qu'il eût atteint la bourgade de Jougne, dans les gorges du Jura, où il s'arrêta malade de rage, de honte et de douleur. Le camp fut livré au pillage : les pavillons somptueux, les étoffes de soie, de velours et de brocard, la vaisselle d'or et d'argent, les riches armures, jusqu'aux bijoux du duc, parmi lesquels se trouvaient des diamants d'un prix inestimable, devinrent la proie des vainqueurs, qui, dans leur ignorance, échangeaient ces objets précieux contre quelque monnaie de cuivre. Ils apprécièrent mieux la valeur des provisions de guerre et de bouche, qui s'y trouvaient en abondance, et qui furent partagées entre tous les États confédérés, ainsi que les quatre cents bombardes et couleuvrines, trouvées dans l'intérieur des retranchements. Il en fut de même du trésor ducal, et d'une multitude de bannières, qui allèrent décorer les églises des villes alliées. Après avoir rendu grâces à Dieu de cette éclatante victoire, les confédérés se dirigèrent vers Granson, où ils exercèrent les plus terribles représailles sur les Bourguignons qui tenaient le château. Cependant le duc, revenu de sa stupeur, se préparait à continuer la guerre. Il ralliait les débris de son armée, exigeait de nouveaux subsides, et envoyait dans tous les pays de sa domination, particulièrement dans le Luxembourg, les ordres les plus rigou-

reux pour des levées d'hommes et des achats de munitions. Mais ses impérieuses volontés rencontraient maintenant de grands obstacles ; la Bourgogne, l'Artois, le Hainaut, les Flandres, étaient épuisés par ces guerres continuelles ; d'ailleurs le prestige de son nom et de sa puissance s'était affaibli depuis que la fortune l'abandonnait ; il inspirait à ses sujets, nobles ou bourgeois, plus de haine que de crainte. Cependant, à force de menaces, de promesses et d'intrigues, il parvint à réunir une armée presqu'aussi nombreuse que la première, tirée en grande partie de Gand, de Bruges et du pays de Liége, qu'il compléta au moyen d'enrôlements faits à Bologne et dans l'État romain, auxquels il joignit trois mille Anglais aguerris et largement soudoyés. Au mois de mars 1476, il passa, dans son camp de Lausanne, la revue de ces forces, et s'apprêta aussitôt à se remettre en campagne. Mais, depuis Granson, la fatalité l'avait saisi, ou, pour mieux dire, la passion avait étouffé en lui tout germe d'intelligence, et c'était avec une fureur irrésistible qu'il courait à sa perte. Dès lors l'histoire n'a plus à rapporter, de ce malheureux prince, qu'une série rapide et croissante de violences, de fautes et de revers. Le 23 juin, devant Morat, il engage une seconde bataille, avec la même fougue et les mêmes résultats. Complétement défait, il fuit encore devant ceux que son orgueil stupide s'obstinait à mépriser. En moins de quatre mois, il a perdu deux armées ; mais cette fois la perte est irréparable. Ses provinces épuisées ne peuvent et ne veulent plus lui fournir de l'or et du sang à prodiguer dans d'injustes et extravagantes entreprises ; il se voit abandonné par ses plus zélés serviteurs, las de tant d'emportements ou de tant de calamités ;

et, pour dernier coup, il a enfin cessé de croire en lui-même et en sa fortune. Après deux mois de solitude, pendant lesquels sa raison achève de s'égarer, il traîne sous les murs de Nancy les neuf ou dix mille malheureux qui lui restent, les jette sous le fer des Lorrains, des Suisses, des Allemands, disparaît au milieu d'une courte mêlée, sans que l'on puisse même signaler avec certitude la main qui a porté le dernier coup au géant abattu ; et plusieurs jours s'écoulent avant qu'on ait retiré d'une fange glacée un cadavre affreusement mutilé, sur lequel vient s'incliner en pleurant le prince naguère fugitif et dépouillé.

Ce qui, dans cette histoire d'un pouvoir sans frein et sans direction, détruit par ses propres excès, doit surtout fixer l'attention des esprits philosophiques, c'est la relation qui, par la pensée, l'unit nécessairement à un autre pouvoir contemporain de nature bien différente. Une chaîne étroite, mystérieuse, indestructible, lie constamment, durant toute cette époque, et par leur antagonisme même, Charles le *Téméraire* et Louis le *Faux*. Le premier anneau de cette chaîne se forge à Genappe, le dernier se brise à Nancy. Ce n'est pas seulement la constante rivalité de deux princes, fait assez commun dans l'histoire, et dont, pendant les siècles qui suivirent, François Ier et Charles-Quint, Charles XII et Pierre le Grand devaient offrir le retour : c'est, au point de vue véritablement historique, le combat de deux principes. Le duc de Bourgogne est le représentant le plus complet de la féodalité qui tombe, comme le roi de France celui de la centralisation qui s'établit. Chacun des deux paraît avoir fatalement reçu les qualités et les vices convenables à l'accomplissement de l'œuvre providentielle. Tous deux sont

Le corps de Charles le Téméraire trouvé dans les glaces.

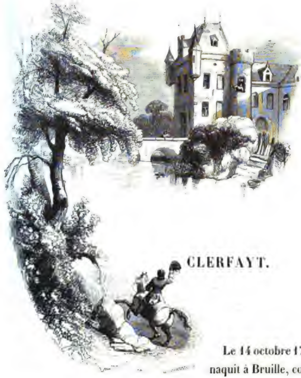
également despotes; mais le despotisme de l'un est habile et clairvoyant; celui de l'autre, aveugle et fougueux. Le premier mine et sape patiemment les obstacles qui l'entourent; le second va se heurtant sans cesse à ceux qu'il a élevés de ses propres mains. Celui-là travaille perpétuellement à diviser ses ennemis; celui-ci, à réunir les siens. L'orgueil irritable de Charles lui suscite à chaque instant de nouveaux périls; Louis, invulnérable au mépris, parce que lui-même méprise tout homme et toute chose, excepté le succès, ne se lasse jamais d'endurer et d'attendre. Tous deux aussi sont cruels; mais ici la cruauté n'est qu'un instinct brutal, là c'est un calcul politique, qui toutefois n'exclut pas certaine volupté sensuelle dans le mode de vengeance. Mais le Bourguignon punit l'opposition à ses volontés; le Français punit l'atteinte portée à ses intérêts. Le fils de Philippe le Bon extermine ses ennemis avec le glaive du soldat, quelquefois avec la hache du bourreau : celui de Charles VII a pour les siens des cages de fer, de longues angoisses d'âme et de corps, des échafauds sous lesquels il place les fils pour les arroser du sang de leurs pères. L'un et l'autre montrent de la piété; mais elle ne les arrête devant aucun crime, et c'est précisément chez le plus sage et le plus réfléchi des deux, chez le politique sans scrupule et sans entrailles, que ce sentiment dégénère en basse et craintive superstition. Tout, au reste, est contraste dans leurs habitudes et leur caractère ainsi que dans leur conduite : d'un côté, le prince chevalier, ardent, magnifique; de l'autre, l'homme profondément abject dans ses manières comme dans ses sentiments, trivial dans son langage, menteur sans relâche et sans vergogne, conservant sur l'un des

premiers trônes de l'Europe l'esprit d'un marchand avare et fripon. Dans ce combat du taureau et de la vipère, c'est évidemment au reptile que devait rester l'avantage. Mais ce qui fixe leur place respective dans l'histoire, c'est que le fils de Philippe le Bon détruisit sans retour le brillant ouvrage de son père et de ses ancêtres, tandis que celui de Charles VII sut constituer la France et fonder l'unité monarchique sur les ruines des grands vassaux.

PH. LESBROUSSART.

Clerfayt

Digitized by Google



CLERFAYT.

Le 14 octobre 1733 naquit à Bruille, commune de Waudrez, près de Binche, dans une tour encore existante de l'ancien château qui portait le nom de Clerfayt, François-Sébastien-Charles-Joseph de Croix, comte de Clerfayt. Sa mère, Marie-Anne Leduc, très-avancée dans sa grossesse, était allée se placer à la fenêtre de cette tour en attendant son mari [1] qui devait revenir.

[1] Sébastien de Croix-Drumez, comte de Clerfayt, gouverneur, prévôt de la ville et du district de Binche, mort, non en 1740, comme l'indique le recueil généalogique de

Digitized by Google

ce jour-là, de Mons, où l'avait appelé l'assemblée des états du Hainaut. Tout à coup elle aperçoit le comte; le cheval qu'il montait se cabre; elle s'effraie, se trouve mal; on veut la transporter dans son appartement, mais il fallut attendre qu'elle eût mis au monde ce fils qui paraissait à peine avoir chance de vie, et que la Providence destinait à devenir une des gloires militaires de la Belgique. Son éducation fut cultivée avec soin, et, fort jeune, il se montra passionné pour l'étude des mathématiques: les vies des hommes illustres de Plutarque l'intéressaient vivement. Aristide, Camille et Pompée étaient ses héros de prédilection; il avait souvent les yeux attachés sur le portrait de son bisaïeul, Nicolas de Croix, comte de Clerfayt, qui s'était acquis de la célébrité comme homme de guerre, au dix-septième siècle. Tout annonçait déjà ce qu'il serait un jour. Cependant il n'avait que des sœurs; il était le dernier rejeton de la branche de Croix-Drumez [1]; sa mère, restée veuve, combattit la vocation qui semblait le pousser vers la carrière des armes; ce fut secrètement qu'il apprit la langue allemande, indispensable pour l'exécution de ses projets. Il avait atteint sa vingtième année lorsque, triomphant de la sollicitude maternelle, il lui arracha, pour ainsi dire, l'autorisation de porter l'habit militaire; il

Francquen, mais vers la fin de 1738, puisque son successeur, le comte de Gognies, fut nommé à la date du 29 janvier 1739. Il avait quitté le service autrichien avec le grade de lieutenant-colonel.

[1] Cette branche, par Guillaume, fils naturel reconnu d'Otte de Croix de Drumez, seigneur de Wasquehal, et d'Alix Regniers, est sortie, au quinzième siècle, de l'illustre maison de Croix dont plusieurs chevaliers accompagnèrent Baudouin IX, comte de Flandre, dans son expédition de Constantinople, en 1202.

n'obtint un drapeau[1] qu'après avoir servi six mois en qualité de cadet; il fit avec distinction les campagnes de la guerre de Sept Ans contre les Prussiens, se signala surtout aux batailles de Prague, de Lissa, de Hockirchen, de Lignitz, et fut un des premiers braves décorés par Marie-Thérèse de l'ordre qu'elle avait institué en 1757. La paix de 1763 vint mettre un terme à ses succès; il commandait alors un régiment d'infanterie, dont il devint colonel-propriétaire, à la mort du comte de Losrios. L'ancienneté lui valut le grade de général-major, en 1773; et le souvenir de ses utiles services, le brevet de lieutenant-général, à l'époque de la vaine démonstration belliqueuse de l'empereur Joseph contre la Hollande (1784).

Quoique chambellan, Clerfayt ne se montrait à la cour qu'aussi souvent que les bienséances l'exigeaient; il était pourtant certain d'y trouver un accueil flatteur du prince Charles de Lorraine qui savait l'apprécier. Il se plaisait, après s'être acquitté scrupuleusement de ses devoirs d'officier général à passer, chaque année, quelques mois dans ses terres, au milieu d'un cercle de parents et d'amis, occupé du bonheur de ses vassaux. Les charmes de la vie privée succédaient à l'appareil de la représentation militaire, aux soins, aux soucis du commandement. Le savant guerrier pour lors faisait place au cultivateur instruit; on le voyait causer familièrement, avec ses fermiers, des progrès de l'agriculture et des moyens de les pousser plus loin encore. Le château de Bruille, qu'il avait fait

[1] On sait que parmi les officiers de l'armée autrichienne, le premier, ou plutôt le dernier grade est celui d'enseigne ou porte-drapeau.

construire à deux cents pas de l'ancien manoir, servait de rendez-vous à tout ce que le pays avait d'hommes distingués. Marie-Christine et le duc de Saxe-Teschen vinrent un jour l'y surprendre en 1785, et lui laissèrent, comme souvenir, leurs portraits peints par Herreyns de Malines.

Inaccessible à la voix de l'ambition (et par là j'entends cette ambition mesquine, inquiète, égoïste, le partage des âmes vulgaires), esclave de l'honneur, ennemi de toute intrigue, Clerfayt repoussa les séduisantes propositions qu'on ne manqua point de lui faire de toutes parts lorsqu'éclatèrent les premiers troubles des Pays-Bas, en 1787. Il n'était guère partisan des innovations qui signalèrent le règne de Joseph II, mais il ne s'en croyait pas moins tenu de garder loyalement la foi promise à son prince. Nommé feldzeugmeester (général d'artillerie)[1] et commandant de la haute Hongrie, en 1788, il fut mis à la tête d'un corps d'armée, et parvint à repousser vigoureusement les Turcs, qui, sous les ordres de l'ancien grand-visir Jussuf-Pacha, menaçaient le Bannat de Temeswar. Il leur tua beaucoup de monde, le 28 août 1789, à Schupaneck, et les reconduisit sous le canon d'Orsowa. Le lendemain, 29, il battit une autre colonne près de Koramneck et la força de repasser, dans la plus grande confusion, la rivière de Czerna, laissant sur le champ de bataille douze cents morts, au-delà de deux mille blessés, de nombreux prisonniers, plusieurs pièces d'artillerie, etc. Ayant ensuite opéré sa jonction avec le maréchal

[1] Ce grade, inférieur à celui de maréchal, mais supérieur à celui de lieutenant-général, n'a point d'équivalent en France.

Laudon, il contribua puissamment, par ses manœuvres stratégiques, à la prise de Belgrade et au brillant succès de la campagne. L'impératrice de Russie, la grande Catherine, lui écrivit de sa main pour l'en féliciter, et l'empereur Léopold II, à peine sur le trône, lui fit remettre le grand cordon de Marie-Thérèse, en 1790. Cette même année, la révolution brabançonne, conduite, non par des hommes d'État, mais par des hommes de parti, c'est-à-dire aveugles et passionnés, eut le résultat qu'elle devait avoir : les provinces belges rentrèrent sous la domination autrichienne.

Clerfayt, au bout d'une absence de trois ans, vint se reposer, dans ses beaux jardins de Bruille, sur les lauriers qu'il venait de conquérir, mais ce repos fut de courte durée...., déjà se préparait une lutte qui devait durer un quart de siècle : la lutte des vieilles dynasties du droit divin contre les principes de la souveraineté des peuples. Cependant, pour que la régénération sociale opérée en France par les glorieux travaux de l'assemblée constituante se consolidât sans de nouvelles secousses, pour que la monarchie constitutionnelle poussât de profondes racines, il aurait fallu plus de lumières, plus de résolution, plus de fermeté de la part de Louis XVI qu'obsédaient sans cesse les regrets et les illusions de ses courtisans ; tandis que les méfiances outrageantes, les préventions et les intrigues des principaux meneurs de l'assemblée législative multipliaient les obstacles autour d'un trône toujours de plus en plus chancelant. Au-delà des frontières, l'émigration, chaque jour croissante et ralliée sous les bannières des princes, ne cessait de fomenter des troubles dans l'intérieur et de provoquer une

croisade des cabinets de l'Europe contre la patrie. La France sentit qu'il fallait à tout prix s'affranchir d'un pareil état de choses, et que c'était le cas de prendre l'initiative. La guerre fut donc déclarée le 20 avril 1792.

Clerfayt prit le commandement des douze mille hommes que l'Autriche réunit à l'armée prussienne sur les confins de la Champagne; il se rendit maître de Stenai, força le passage de la Croix-aux-Bois, et lorsque le roi de Prusse et le duc de Brunswick eurent évacué le territoire français, il se replia sur les Pays-Bas avec son corps d'armée. Clerfayt, à la journée de Jemmappe, où l'impétuosité française triompha d'une position presque inexpugnable, fut le seul général autrichien qui ne fit point de fautes. Le 6 novembre 1792, il opéra sa retraite en bon ordre sur Mons, qui fut évacué le même jour. Il fit preuve d'une habileté peu commune en dirigeant, après le départ du duc de Saxe-Teschen, les dernières opérations de l'armée, qui se retrancha derrière la Roer pour y passer l'hiver. Il fondit, le 1er mars 1793, sur Aldenhoven, s'empara des retranchements par une brusque et vigoureuse attaque; puis, avec une prodigieuse rapidité, se porta sur Maestricht dont il fit lever le siége. Il commandait, le 18 mars, l'aile gauche de l'armée autrichienne à Nerwinden; il soutint avec avantage le choc du général Valence, et décida du gain de la bataille en enlevant à la baïonnette les positions les plus importantes. S'étant porté bientôt après dans le Hainaut, il fut victorieux aux combats de Quiévrain, de Hanson et de Famars. Lequesnoy lui ouvrit ses portes, non toutefois sans s'être valeureusement défendu.

Placé, en 1794, à la tête d'un corps d'observation, Clerfayt

se vit contraint de rester sur la défensive, dans la Flandre occidentale. Les attaques réitérées de Pichegru le trouvèrent inébranlable; il ne céda la victoire, en se retirant sur Tournai, qu'après sept jours de combats consécutifs; et combinant ses opérations avec celles du prince de Saxe-Cobourg [1], il ramena l'armée sur les bords de la Meuse, puis derrière le Rhin. Des lettres-patentes de lieutenant-gouverneur et capitaine-général par *interim* des Pays-Bas autrichiens lui furent expédiées dans ces circonstances critiques; mais ce n'était là qu'une mesure prise pour rassurer les esprits inquiets : on voulait persuader au public que si l'on abandonnait la Belgique, on n'en avait pas moins la ferme résolution d'y rentrer incessamment.

Clerfayt reçut, en 1795, le bâton de feld-maréchal, avec le commandement des troupes impériales du Rhin. Ces troupes occupaient alors une ligne immense sur la rive droite de ce fleuve, depuis Bâle jusqu'à Dusseldorff; mais les manœuvres simultanées des Français les forcèrent bientôt à se concentrer dans la Franconie. Obligé d'abord de céder aux efforts réunis de trois armées, dont l'une bloquait Mayence, tandis que les deux autres passaient le Rhin sur deux points très-éloignés, Clerfayt les attaqua toutes les trois successivement et les contraignit à la retraite. Il pénètre dans Mayence avec un corps d'élite, le 28 octobre, et dès la pointe du jour, le lendemain, il expulse l'ennemi de toutes ses lignes de circonvallation. L'électeur ne tarda point à revenir dans sa capitale; il pressa le maréchal sur son cœur et lui fit présent d'une boîte avec

[1] Il était oncle de S. M. le roi des Belges.

son portrait entouré de brillants; elle portait pour inscription :

CLERFAITIO
OBSESSÆ MOGUNTIÆ
LIBERATORI,
GERMANIÆ VIRTUTIS
VINDICI,
FRED. CAR. JOS.
PRINC. ELECT. MOGUNT.
1795.

Il est à remarquer que les Français firent, l'année suivante, une attaque absolument semblable à celle que nous venons d'indiquer, et qu'elle eut les mêmes résultats; mais l'archiduc Charles était venu prendre le commandement de l'armée autrichienne, et le comte de Clerfayt avait été, dès le mois de janvier, rappelé à Vienne. Il y fut reçu avec enthousiasme par le peuple et comblé de faveurs par la cour. L'empereur lui envoya le collier de la Toison d'or et s'empressa d'aller le voir, accompagné de son frère l'archiduc Charles.

Clerfayt semblait devoir remplir un rôle de la plus haute importance. Désireux de s'en montrer digne, il s'occupait déjà d'un plan de campagne dont il se promettait beaucoup; mais il avait de puissants ennemis qui travaillaient dans l'ombre : l'envie a toujours beau jeu lorsqu'elle s'acharne contre une de ces âmes trop élevées pour connaître les ressources de l'intrigue, et par conséquent incapables de la déjouer. On apprit tout à coup que le vainqueur de Mayence ne retournerait point à l'armée, et qu'il ferait partie du conseil de guerre. Le titre de conseiller d'État intime lui fut donné comme fiche de consolation. Il se montra vivement blessé d'un semblable retour de fortune,

et ne cacha point le déplaisir que lui causait l'état d'inaction auquel il se voyait condamné. De vains honneurs, des hochets de cour, ne peuvent satisfaire l'homme qui éprouve la noble ambition de laisser d'honorables souvenirs, et qui se sent capable de rendre encore à son pays de glorieux services. Sa santé, après avoir résisté à toutes les fatigues de la guerre, s'affaiblit insensiblement ; il quitta le village d'Hernaels, sa résidence habituelle, et revint dans son hôtel à Vienne, où il mourut le 18 juillet 1798 ; il était âgé de soixante-quatre ans, neuf mois et quatre jours. Sa philosophie et ses sentiments religieux le soutinrent jusqu'au dernier moment. Un quart d'heure avant d'expirer, il recommandait encore à l'un de ses neveux un valet de chambre qui, depuis quarante ans, ne l'avait jamais quitté. Son corps fut transporté au village d'Hernaels, où la ville de Vienne lui fit élever un mausolée avec une inscription rappelant « que la Flandre pleure un concitoyen qui faisait sa gloire, l'empereur d'Autriche le soutien de son trône, l'armée un chef adoré, et la religion un de ses plus fervents sectateurs. »

Le comte de Clerfayt est considéré comme le capitaine le plus habile qu'on ait opposé aux Français. C'est ainsi qu'en parle un bon juge, l'auteur de l'*Histoire critique et militaire des guerres de la révolution*, le général Jomini. Il réunissait les vertus privées aux qualités guerrières. Personne n'a fait un plus noble usage des dons de la fortune ; il veillait lui-même à ce que ses hôpitaux fussent abondamment pourvus de tous les objets nécessaires, et les sacrifices, en pareil cas, ne lui coûtaient rien. Aussi mérita-t-il le surnom de père du soldat. Sa bourse était toujours ouverte aux officiers qui servaient sous

ses ordres, et, la veille de sa mort, il brûla toutes les reconnaissances qu'il en avait reçues : *On est moins sûr*, dit-il, *de ses héritiers que de soi.* Modeste même dans ses habits, on le voyait néanmoins, lorsqu'il allait au feu, en grand uniforme et décoré de ses ordres, prétendant qu'un jour de bataille « est un jour de *fête* pour le guerrier. » Malgré son éclatante bravoure, il n'avait jamais reçu que deux légères blessures, pendant ses premières campagnes. Il s'était refusé constamment à toutes les propositions de mariage. « *une femme avec moi*, disait-il, *ne se croirait pas heureuse ; je suis incapable de ces petits soins, de ces attentions continuelles dont elle compose son bonheur ; et n'ai-je pas d'ailleurs*, ajoutait-il, *une famille assez nombreuse? Mes soldats ne sont-ils pas mes enfants?*

LE BARON DE STASSART.

Marie de Bourgogne

Digitized by Google

MARIE DE BOURGOGNE.

Vers le milieu du mois de janvier 1477, le bruit se répandit en Flandre que le duc Charles avait été tué sous les murs de Nancy, la veille de l'Épiphanie. L'héritière du vaste duché de Bourgogne, Marie, sa fille, résidait alors à Gand, avec sa belle-mère Marguerite d'Angleterre. Hugonet, chancelier de Bourgogne, et le sire d'Imbercourt, qui avait été comme lui un des seigneurs les plus dévoués au vieux duc, se trouvèrent chargés du soin douloureux d'annoncer cette fatale nouvelle à la jeune princesse. C'est de la bouche de ces fidèles servi-

teurs de son père qu'elle apprit le malheur cruel dont elle venait d'être frappée, et elle put pressentir, à la vue de leurs larmes sincères, tous ceux qui l'attendaient encore. Ici commence l'histoire de Marie de Bourgogne; c'est celle d'une jeune fille, trop faible pour porter une pesante couronne, dont un voisin ambitieux déchire l'héritage pendant que d'avides prétendants se disputent sa main. Dernier rejeton d'une race dont la chute fut aussi éclatante que son élévation fut rapide, elle semble vouée à la destruction qui vient d'atteindre sa maison: petite-fille de Philippe le Bon, aïeule de Charles-Quint, elle passe comme une ombre entre une puissance qui tombe et un empire qui s'élève, mélancolique image de la féodalité mourante qui portait dans ses flancs une société nouvelle.

Le duc, pendant toute la durée de son règne, avait paru préoccupé du mariage de sa fille. Il s'en servait comme d'un appât pour attirer à son parti les princes les plus puissants, les berçant tour à tour d'espérances, de promesses même, au gré des nécessités secrètes de son ambition politique. Il avait semblé d'abord vouloir prendre pour gendre le duc de Guyenne, ligué alors contre son frère Louis XI. Celui-ci, qu'alarmait justement toute perspective prochaine d'un mariage qui devait lui donner un voisin formidable, avait détourné ce premier danger par ses intrigues ordinaires. Dans le temps que le duc Charles s'engageait avec le frère du roi de France, il feignait de recevoir les avances de Maximilien d'Autriche, fils de l'empereur d'Allemagne, et nourrissait en même temps les espérances du duc Nicolas de Calabre. La mort le débarrassa du premier de ces trois prétendants. Vis-à-vis du dernier, il avait poussé

les choses au point de permettre entre sa fille et lui un échange réciproque de promesses. C'était cependant vers l'Autriche que se dirigeaient ses vues, et la mort qui surprit à point nommé le jeune duc de Calabre, vint une seconde fois rompre un engagement devenu incommode depuis qu'on ne croyait plus avoir besoin de s'assurer par lui de l'appui de la maison d'Anjou.

Peu de jours après cet événement, le duc Charles et l'empereur Frédéric s'étaient rencontrés à Trèves. Celui-ci ne demandait au duc que la main de Marie pour son fils Maximilien; Charles voulait vendre son consentement au prix d'un accroissement de territoire, de l'érection de son duché en royaume, et du titre de vicaire général de l'Empire. Ces conditions exorbitantes, que l'Empereur ne pouvait admettre, avaient amené la rupture des négociations, et c'est ainsi que le dernier duc de Bourgogne, après avoir paru s'occuper toute sa vie de l'avenir d'une fille unique appelée à hériter de ses vastes États, l'avait laissée sans soutien à l'époque où le courage et la fermeté d'un époux auraient à peine suffi pour conjurer les suites du désastre de Nancy.

Faible, mais fière, Marie de Bourgogne avait un sentiment élevé de sa naissance et de ses droits; elle voulait défendre l'héritage de ses ancêtres contre les ennemis qui s'apprêtaient à le déchirer. Comprenant sa propre impuissance, elle s'empressa de former un conseil qui pût gouverner pour elle, et de le composer de sa belle-mère Marguerite d'Angleterre, avec laquelle elle vivait dans la meilleure intelligence, du sire de Ravestein, du sire d'Imbercourt et du chancelier Hugonet. Ces deux derniers étaient des hommes du plus grand mérite, d'une

fidélité éprouvée, qui pendant les deux règnes précédents s'étaient toujours efforcés de maintenir la justice et d'adoucir les rigueurs commandées par le duc Charles. Cependant le peuple des grandes villes de Flandre ne les aimait pas. Le sire d'Imbercourt était Picard; le chancelier, né dans le duché de Bourgogne, passait pour Français aux yeux des Flamands, qui, délivrés enfin d'un prince dont l'oppression leur avait été odieuse, supportaient avec impatience l'autorité de ceux auxquels le duc avait conservé sa confiance jusqu'au dernier moment.

La mort du duc Charles fit éclater parmi les communes cet esprit de liberté que sa tyrannie avait comprimé, mais non pas étouffé. A peine la nouvelle en fut-elle répandue, qu'on cessa d'acquitter les taxes de la gabelle à Bruges, à Gand, à Anvers, à Bruxelles. Les percepteurs furent maltraités, les officiers de la magistrature insultés, rançonnés même. Les nobles, que la bourgeoisie accusait d'avoir été les instruments serviles de l'oppression du pays, ne pouvaient s'interposer entre elle et le trône chancelant de la malheureuse princesse. On les soupçonnait fortement de vouloir livrer la Flandre au roi de France. C'était surtout dans les villes et dans les cantons flamands où l'on ne parlait pas le français, qu'éclatait la haine contre les Bourguignons, entretenue par la crainte de tomber au pouvoir du roi Louis. On connaissait le caractère de ce prince; on savait qu'il mettrait tout en usage pour s'assurer la possession des États de son ennemi, quoique bien peu de temps se fût écoulé depuis la conclusion de la trêve de Soleure, qui devait durer neuf années. Ces craintes étaient justifiées par les mesures que Louis XI venait de prendre. A peine avait-il eu connaissance

des événements de Lorraine, qu'il avait donné au bâtard de Bourbon et au sire de Comines les pouvoirs nécessaires pour soumettre, autant qu'il serait en eux, les pays de la domination du duc Charles à la couronne de France. Il avait envoyé en Flandre des agents de moindre condition, avec ordre d'agir secrètement de la manière qu'ils croiraient la plus favorable à ses intérêts. En même temps, il avait écrit aux bonnes villes du duché de Bourgogne que si le duc était mort ou pris, « ce qu'à Dieu ne plaise, » les sujets de cette partie de ses domaines devaient savoir que leur pays retournait à la couronne. Deux de ses lettres étaient déjà parvenues aux États, leur fidélité avait été ébranlée, la province occupée par ses troupes, avant que Marie eût eu le temps de se reconnaître dans sa nouvelle position. Mais c'est du côté de la Picardie, plus voisine de la Flandre, que l'activité de Louis XI menaçait surtout le parti opposé à la domination française. L'amiral de Bourbon et Philippe de Comines venaient de s'emparer d'Abbeville; à peine ceux-ci furent-ils arrivés devant Arras, que le roi s'empressa d'accourir, comptant hâter par sa présence la reddition des places les plus importantes de la Picardie et de l'Artois. En effet, les châteaux de Ham et de Bohaire ouvrirent leurs portes; Saint-Quentin et Péronne se rendirent; Saint-Omer et Gand même étaient travaillés par ses intrigues.

Louis XI, du vivant de Charles le Téméraire, avait songé d'abord au mariage du dauphin avec Marie de Bourgogne, dans le dessein de recouvrer les provinces distraites de la couronne de France. Depuis il avait changé de visées, et les mesures qu'il venait de prendre faisaient assez connaître que son des-

sein était de détruire la maison de Bourgogne et d'en morceler toutes les seigneuries. Le roi nommait déjà les seigneurs auxquels il voulait donner les comtés de Namur et de Hainaut, les plus voisins de la France. Quant aux autres grandes provinces, comme le Brabant et la Hollande, il voulait s'en servir pour gagner quelques princes d'Allemagne, qui deviendraient ses amis et l'aideraient à exécuter ses volontés.

Sur ces entrefaites, maître Olivier était arrivé à Gand. C'était, comme on sait, un homme de basse naissance, simple chirurgien-barbier, mais qui, depuis trois ou quatre ans que le roi l'avait pris à son service comme valet de chambre, avait trouvé le moyen de s'insinuer dans ses bonnes grâces. Comme il était né à Thielt, près de Courtrai, et qu'il connaissait à Gand beaucoup de bourgeois et de gens du peuple, Louis XI avait cru ne pouvoir mieux choisir pour remuer les esprits en Flandre. Maître Olivier était muni, pour mademoiselle de Bourgogne, d'une lettre de créance qui devait être présentée publiquement : mais il était aussi chargé de lui parler à part, de l'engager à se mettre à la discrétion du roi, et de la pressentir sur un mariage avec le dauphin; car lorsque Louis avait envoyé maître Olivier à Gand, il n'était pas encore ébloui par ses succès.

Le barbier n'avait pas tardé à comprendre que son savoir-faire serait inutile auprès des peuples de Flandre. Les esprits étaient en fermentation et se montraient fort hostiles aux Français. Cependant il s'aboucha secrètement avec quelques bourgeois qu'il croyait être mieux disposés, et leur conseilla de se soumettre au roi Louis, promettant de leur faire rendre

leurs priviléges. Il n'osa pas aller à l'hôtel de ville pour en parler en public, et voulut voir ce qu'il obtiendrait de la jeune princesse, avant de faire une démarche aussi décisive et qui pouvait n'être pas sans danger.

Comme il se disait venu en Flandre de la part du roi, on n'osa pas refuser de le voir, et on lui manda de venir rendre compte de sa mission. Marie le reçut, assise sur son trône et entourée des membres de son conseil. Olivier le Dain, vêtu avec une magnificence grotesque, parut sous le titre de comte de Meulan dont il faisait grand étalage. Il remit ses lettres, qui furent lues par mademoiselle de Bourgogne; puis on lui dit d'expliquer le motif de son ambassade; à quoi il répondit qu'il avait ordre de ne parler que devant la duchesse, en son particulier.

La princesse et son conseil restèrent confondus de cet excès d'impudence; toutefois on lui représenta gravement que ce n'était pas la coutume, et que mademoiselle de Bourgogne n'étant point mariée, ne pouvait donner des audiences secrètes.

L'ambassadeur barbier paraissait embarrassé; cependant il persista à dire qu'en ce cas il lui était impossible de remplir son message. Les discours s'animèrent; on finit par lui faire entendre qu'on le ferait bien parler. Il semblait avoir peur; cependant il tint bon, ne dit pas autre chose, et partit. « Le roi mon cousin, s'écria Marie quand Olivier eut quitté la salle, me croit donc malade, qu'il m'envoie son chirurgien : grâce à Dieu, je n'ai rien à dire à cet homme. »

Cependant les mauvaises nouvelles se succédaient à la cour de Bourgogne : la duchesse et son conseil étaient dans la consternation. Il était presque également impossible de défen-

dre contre le roi de France, dont les forces augmentaient tous les jours, un pays entièrement dégarni de troupes, et de résister à ses intrigues qui excitaient les habitants à la rébellion. Une ambassade solennelle fut envoyée à Péronne, pour essayer de ramener Louis à des sentiments plus équitables. Elle se composait du chancelier Hugonet, du sire d'Imbercourt, du sire de Veere, grand seigneur en Zélande, du seigneur de la Gruthuse, et de plusieurs autres, tant nobles que gens d'église et des bonnes villes. Enfin, c'était une députation qui n'avait d'autre défaut que d'être trop complète, et d'éloigner à la fois tous ceux qui, dans un moment si difficile, pouvaient donner aide et assistance à la demoiselle de Bourgogne.

La crainte qu'on avait du roi avait fait oublier la prudence, et l'on n'avait pas songé que pendant que l'on conjurait cet ennemi au dehors, de graves difficultés pouvaient surgir à l'intérieur. Admise auprès du roi, l'ambassade lui remit la lettre de créance par laquelle mademoiselle de Bourgogne annonçait qu'elle avait pris possession de l'héritage paternel, et formé le conseil dont nous avons parlé : puis les envoyés firent connaître qu'ils étaient autorisés à restituer au roi toutes les seigneuries et domaines acquis par les traités d'Arras, de Conflans et de Péronne, à rétablir la juridiction du parlement de Paris, à reconnaître qu'hommage était dû au roi pour la Bourgogne, l'Artois et la Flandre, et à le prier de vouloir bien, en retour de ces concessions, retirer ses armées et observer la trêve de Soleure.

Le roi fit à ce discours une réponse entièrement conforme à sa manière habituelle d'agir. « Il ne venait nullement dépouiller

mademoiselle Marie, qui était sa proche parente et sa filleule. Bien au contraire; il n'avait pas d'autre désir que celui de la protéger et de prendre sous sa garde, *elle et ses États*. C'était son devoir comme suzerain, car la coutume de France réglait qu'à défaut de parents, la garde noble d'une vassale mineure appartenait au seigneur. D'ailleurs, le roi souhaitait par-dessus tout la conclusion du mariage de mademoiselle de Bourgogne avec son fils le dauphin. En attendant que cette grande affaire pût être terminée, il allait réunir à la couronne les seigneuries qui y étaient reversibles, et se saisir, *pour le conserver à mademoiselle de Bourgogne,* du reste de ses États. Il amenait avec lui des forces suffisantes pour se faire justice, au cas où on refuserait de la lui rendre. »

Les ambassadeurs n'avaient nul pouvoir pour traiter de ce mariage, et le roi prétendait n'avoir à négocier sur aucune autre affaire : mais il ne s'en montrait que plus affable avec eux, surtout avec le chancelier Hugonet et le sire d'Imbercourt, qu'il s'efforça de se concilier par ces manières insinuantes dont il savait si bien faire usage, leur rappelant qu'ils n'étaient pas de langue allemande, mais Français. Il ne gagna rien sur ces hommes intègres et fidèles. Ils se contentèrent de répondre que le mariage proposé serait en effet désirable pour les deux pays, et promirent de travailler pour le faire réussir. Nous avons vu que ce n'était pas là ce que voulait le roi, et que ce projet d'union n'était qu'un prétexte; cependant il eut grand soin de ne pas se laisser deviner, et fit semblant d'être fort satisfait de leur promesse.

Avant de les laisser partir, il les pria de donner l'ordre au

sieur d'Equerdes, commandant d'Arras, d'ouvrir la cité à ses troupes. Ce n'était qu'une bagatelle, une simple marque de courtoisie, qu'il souhaitait d'obtenir de sa chère cousine, et la paix ne s'en ferait que plus aisément. Imbercourt et Hugonet jugèrent qu'il serait imprudent de refuser au roi ce qu'il pouvait prendre de vive force, et envoyèrent, avec l'approbation de la duchesse, l'ordre à M. d'Equerdes de tenir la cité pour le roi.

Cette reddition consommée, les ambassadeurs revinrent à Gand; ils furent effrayés d'apprendre ce qui s'y était passé en leur absence. La ville était pleine de tumulte et de confusion, et la position de la duchesse devenait de jour en jour plus pénible et plus dangereuse. Les bourgeois s'étaient révoltés contre leurs magistrats, sous prétexte qu'ayant été nommés par le duc Charles, leurs pouvoirs avaient cessé à l'avénement d'un nouveau règne, et le peuple les avait presque tous mis à mort.

Marie avait été obligée d'assembler les trois États de Flandre, et de leur promettre solennellement de ne rien faire que d'après leurs conseils. Au milieu même de tant de troubles, et comme pour augmenter ses embarras, étaient arrivés, d'une part, le duc de Clèves; de l'autre, l'évêque de Liége : le premier pour déterminer la duchesse de Bourgogne à épouser Jean de Clèves, son fils, qu'elle ne pouvait souffrir; l'évêque de Liége, pour demander au nom de ses turbulents sujets la restitution des sommes que leur avait fait payer le duc Charles après la guerre de 1468, et revendiquer les priviléges dont il les avait dépouillés.

Ainsi, tandis que les hommes accoutumés à tenir le timon des affaires s'effrayaient des dangers que courait le pays, par suite de l'invasion des armées du roi de France et de ses progrès en Artois, le peuple ne songeait qu'à redresser, à sa façon, des griefs qu'il comprenait mieux. Fatigué de l'oppression qu'avaient fait peser sur lui les quatre princes de la maison de Bourgogne, il avait profité du moment où la jeune duchesse était seule et sans guide pour renverser un gouvernement qu'il détestait. Marie avait été forcée de lui rendre ses anciennes franchises, et de promettre aux chefs de la bourgeoisie qu'elle n'écouterait plus le parti français, dont Hugonet et Imbercourt passaient pour être les représentants.

On comprend l'impression fâcheuse que dut produire la proposition de mariage rapportée par l'ambassade. Les Flamands virent à l'instant tous les maux d'une minorité prochaine (le dauphin n'avait que huit ans), leurs libertés étouffées dans la main tyrannique de Louis XI, et pour l'avenir peut-être, un seigneur plus dur que ne l'avait été le duc Charles. L'orage s'amassait sur la tête des conseillers imprudents plutôt que coupables de la faible Marie. Cependant il n'éclata pas encore. Les États résolurent d'envoyer eux-mêmes une nouvelle ambassade au roi Louis, et cette fois, elle fut composée de simples bourgeois, connaissant à fond les intérêts de leurs villes, mais qui n'entendaient rien à la politique et ne se doutaient pas des ressorts secrets de la diplomatie, ni des manœuvres subtiles du monarque français. Celui-ci, charmé de voir venir de pareilles gens, les reçut à merveille et les écouta complaisamment. Ils venaient réclamer simplement l'exécution du traité de Soleure, et dirent au roi

qu'il devrait bien plutôt secourir l'héritière de Bourgogne que la dépouiller, d'autant plus qu'elle n'avait nul mauvais dessein contre lui. Ils pouvaient en répondre, disaient-ils, puisqu'elle leur avait juré de ne se gouverner que d'après les conseils des États de Flandre.

A cette parole, le roi les arrêta tout court, charmé de pouvoir saisir le moyen d'augmenter encore le trouble et la discorde dont il espérait si bien profiter. « Vous êtes mal informés, leur dit-il, j'en sais là-dessus plus long que vous, et je puis vous assurer que la duchesse entend gouverner ses affaires autrement, et par des hommes qui ne veulent pas la paix. » Cette réponse déconcerta les ambassadeurs, qui prirent feu en gens peu accoutumés à traiter de si graves matières. Ils répondirent vivement qu'ils étaient bien sûrs de ce qu'ils disaient, et que, s'il était nécessaire, ils le prouveraient par leurs instructions. Le roi répliqua qu'il avait des preuves écrites des intentions véritables de mademoiselle de Bourgogne : et comme ils insistaient, il leur montra la lettre apportée par la première ambassade. Elle prouvait que la duchesse avait une foi entière dans ces hommes que les Gantois détestaient, et qu'ils avaient crus éloignés pour jamais du maniement des affaires. Le roi Louis, comme par déférence pour les bourgeois de la députation qu'il voyait furieux d'une semblable découverte, leur remit la lettre, pour en faire tel usage qu'il leur semblerait bon. Ils se hâtèrent de retourner à Gand, n'emportant pas d'autre dépêche, mais ne s'en souciant guère; car ils ne songeaient qu'à leurs divisions, et oubliaient le motif important qui les avait fait venir à Péronne.

A leur retour ils se présentèrent chez la duchesse, qui les reçut en audience solennelle pour entendre leur rapport. Ils commencèrent par raconter que le roi leur avait donné l'assurance formelle que mademoiselle n'avait point l'intention de gouverner par les conseils des trois États, et qu'il prétendait même avoir entre les mains une lettre qui en faisait foi. A ces mots, la jeune duchesse s'émut; elle interrompit l'orateur avec vivacité, disant que cela était faux, et que certes on ne produirait pas une lettre semblable. Alors celui qui parlait, homme grossier et mal appris, tira la lettre de son sein et la lui remit devant tout le monde. Marie demeura interdite et confuse de se voir ainsi publiquement démentie.

Le roi n'avait eu garde non plus de laisser ignorer la promesse faite par le chancelier et le sire d'Imbercourt, de travailler de tout leur pouvoir au mariage de la duchesse avec le dauphin; et cette nouvelle, jointe à l'incident de la lettre, porta au comble la fureur du peuple et des bourgeois.

Les conseillers de Marie auraient pu trouver un appui dans la haute noblesse. Mais ni le duc de Clèves, dont ils avaient contrarié le projet de mariage, ni l'évêque de Liége, dont il avait gouverné la ville, ne les aimaient. Il s'était formé en même temps un parti contre eux, parmi les seigneurs de haute condition. Toutes ces haines, longtemps dissimulées, éclatèrent alors et se coalisèrent en peu d'heures, attisant l'aveugle furie du peuple qui servait leurs desseins.

Dès la nuit suivante, le chancelier, le sire d'Imbercourt et le protonotaire de Cluni, autre conseiller bourguignon et

membre de la première ambassade, furent saisis dans un couvent où ils avaient tenté de se cacher. Ils avaient reçu plusieurs avertissements dans la journée; mais, pour leur malheur, ils ne voulurent point fuir.

Quoiqu'il fût dans l'habitude des Gantois d'assouvir leur colère par une justice sommaire et violente, ils nommèrent cette fois des juges pour instruire le procès des prisonniers. Toutefois il est aisé de comprendre qu'au milieu de la fermentation générale, c'étaient des gens passionnés et prévenus qui avaient été nommés juges. On voyait même siéger parmi eux un des capitaines de la bande de francs routiers du Sanglier des Ardennes.

L'accusation porta sur trois points. Le premier était l'ordre donné au sire d'Equerdes d'évacuer Arras; le second, d'avoir reçu des dons et de l'argent pour rendre la justice dans un procès entre la ville de Gand et un particulier; la troisième charge était plus générale. On leur imputait d'avoir violé les priviléges de Gand, crime qui en tout temps avait mérité la mort. Leur défense sur ce dernier point était bien simple; ils s'étaient conformés en tout aux franchises de Gand, telles qu'elles avaient été réglées d'un commun accord entre la ville et les ducs Philippe et Charles, après les guerres malheureuses des Gantois.

On ne les écouta pas, car on voulait leur mort. Leur procès dura six jours, pendant lesquels ils furent torturés avec la plus grande barbarie, et ils furent condamnés à être décapités. Pour obtenir au moins quelque délai, ils en appelèrent au parlement de Paris; mais on refusa d'accueillir leur appel, et

il leur fut signifié qu'ils seraient exécutés dans trois heures.

Cet arrêt fut un coup de foudre pour la pauvre duchesse. Voyant son autorité méconnue, n'écoutant que l'inspiration de son cœur, elle conçut la pensée généreuse de faire un effort sur la pitié du peuple. On avait dressé l'échafaud; les moments étaient précieux : elle sortit de son palais, à pied, vêtue de deuil, dans le costume humble d'une suppliante, elle la fille du fameux Charles le Téméraire, et se rendit à l'hôtel de ville, implorant la grâce de ses deux fidèles serviteurs. « Assurément, lui répondit le grand doyen, c'est bien sans cause qu'ils ont été condamnés; mais voyez tout ce peuple en fureur, il le faut bien contenter. »

On amena les prisonniers et on les plaça sur une charrette. Alors elle courut tout en pleurs sur la place du Marché, où le peuple était rassemblé en armes. Lorsque le chancelier et Imbercourt arrivèrent près de l'échafaud, il se trouva que leurs membres avaient été tellement brisés par la torture, qu'ils ne pouvaient se soutenir et qu'il fallut les porter. Pendant ces horribles préparatifs, la jeune duchesse, les yeux inondés de larmes, les cheveux épars, conjurait en sanglotant tout ce peuple d'avoir pitié d'elle, de lui rendre les vieux et loyaux serviteurs de son père. Alors il s'éleva un grand tumulte; les uns, émus de compassion, voulaient que son désir fût exaucé, et que les deux seigneurs ne mourussent point; les autres réclamaient le contraire. Les piques étaient baissées et les partis allaient en venir aux mains, quand les furieux qui demandaient la mort, reconnaissant qu'ils étaient les plus nombreux, crièrent à ceux qui se trouvaient sur l'échafaud qu'il fallait en

finir. Les bourreaux obéirent, sous les yeux de la malheureuse princesse!

Nous avons raconté avec de grands détails le supplice d'Imbercourt et de Hugonet, et les causes qui l'amenèrent, parce que c'est le plus grand événement du règne si court de Marie de Bourgogne. Ces hommes furent condamnés injustement, sans doute: mais le peuple, aveugle et impitoyable dans ses fureurs, avait frappé en eux une opinion que son amour de l'indépendance lui faisait détester. Nul doute que sans ce grand châtiment, la Flandre serait tombée bientôt sous le joug de Louis XI. Au fond de cet acte de cruauté commis par les Flamands, il y a donc un acte de patriotisme. Heureux s'ils avaient su recueillir les fruits de ce terrible forfait!

Le reste du règne de Marie n'offre plus de particularités bien remarquables. Le peuple de Gand, maître désormais de diriger la politique de l'État au gré des communes flamandes, se ligua avec elle contre le roi Louis XI, choisit le duc Adolphe de Gueldre pour commander les troupes confédérées, et marcha sous son commandement à la rencontre de l'armée française. Un premier combat, livré sous les murs de Tournai, mit en danger la cause populaire; le duc Adolphe y périt: mais Louis XI, quoique maître de la campagne, fut si à propos arrêté par la résistance de quelques villes et inquiété par des bandes de hardis partisans, qu'il n'osa pénétrer au cœur de la Flandre. Cette résistance lui fit commettre une faute; il ordonna la dévastation systématique des villages et des châteaux, par mesure de représailles; cette barbarie rendit le nom français plus odieux que jamais, et lui ôta tout espoir de soumettre la Flandre.

Sur ces entrefaites, le duc Louis de Bavière, l'évêque de Metz et d'autres seigneurs d'Allemagne furent envoyés solennellement par l'Empereur, pour proposer le mariage de son fils avec la duchesse de Bourgogne. Le duc de Clèves, dont ce projet contrariait les vues, ne put empêcher que la duchesse leur donnât audience; mais il obtint d'elle qu'elle se contenterait de leur répondre qu'ils étaient les bien venus; que quant à leur demande, il en serait délibéré en conseil, et qu'on leur ferait connaître plus tard ce qu'on aurait décidé. Les ambassadeurs présentèrent leurs lettres de créance, puis exposèrent que ce mariage avait été conclu par le feu duc de Bourgogne, du consentement même de sa fille : ils produisirent même des lettres écrites de sa main et un anneau envoyé de sa part au duc Maximilien. Enfin, ils demandèrent respectueusement à la princesse si elle reconnaissait sa signature et avait l'intention d'accomplir sa promesse et celle de son père.

Alors la princesse, sans prendre conseil de ceux qui l'entouraient, répondit sans nul embarras : « qu'elle avait envoyé cet anneau, qu'elle avait écrit ces lettres par le vouloir et commandement de son seigneur et père, et qu'elle en avouait le contenu. » Les ambassadeurs la remercièrent, et retournèrent joyeux en leur logis. Le duc de Clèves, au contraire, fut extrêmement mécontent de cette réponse, qui était tout l'opposé de ce qui avait été résolu en plein conseil, et remontra vivement à la jeune Marie qu'elle avait mal parlé. Mais elle répondit qu'elle ne pouvait faire autrement, que c'était chose promise, et qu'elle ne pouvait manquer à la parole donnée par le duc son père. Alors, comprenant bien qu'il n'y avait plus de remède et

qu'il devait renoncer à l'espoir de voir son fils duc de Bourgogne, le duc de Clèves quitta Gand peu de jours après et se retira dans ses États.

La décision de Marie causa une grande joie à ses sujets et une joie non moins grande en Allemagne, par l'espoir qui naissait naturellement que cette alliance arrêterait la puissance exécrée du roi Louis. Il fut convenu que l'Empereur et son fils se rendraient à Francfort, pour régler les conditions du mariage avec des ambassadeurs de Bourgogne. Mais les Flamands avaient une si grande hâte de voir cette union se conclure et pressaient si instamment l'arrivée de Maximilien, que cette assemblée préparatoire n'eut pas lieu.

L'Empereur et son fils ne s'arrêtèrent donc pas à Francfort, et descendirent le Rhin jusqu'à Cologne. De cette ville, le jeune prince partit pour la Flandre, accompagné des électeurs de Cologne, de Mayence et de Trèves, des margraves de Brandebourg et de Bade, des ducs de Saxe et de Bavière, qui s'étaient joints à lui pour lui faire honneur. Mais à l'exception de ce noble cortége, Maximilien n'arrivait ni avec une suite, ni avec une pompe digne de lui. Néanmoins rien ne peut égaler la joie que causa son arrivée; il semblait qu'il vînt pour guérir tous les maux, consoler toutes les infortunes, faire oublier tous les désastres du dernier règne, et ramener dans le pays la concorde et la paix.

Maximilien arriva à Gand le 18 août, et ce jour même, après souper, vint rendre visite à Marie. Il était beau et de noble contenance; elle était une des plus belles femmes de son temps. Il ne savait pas le français, qui n'était pas encore à cette époque

la langue des cours ; mais Marie, princesse flamande, n'était pas étrangère aux idiomes germaniques. L'histoire rapporte qu'ils se plurent tout d'abord, et que bientôt ils n'eurent pas besoin d'interprète pour s'entendre.

Les fiançailles eurent lieu le même soir, et la cérémonie du mariage fut fixée au lendemain. On se souvenait encore de la pompe qui avait accompagné les noces du duc Charles et de Marguerite d'Angleterre, des superbes joûtes données par ce prince à Bruges, et de la somptuosité presque fabuleuse des fêtes qui se succédèrent à cette occasion. Les serviteurs de la maison de Bourgogne s'affligeaient en songeant que le mariage de leur jeune duchesse se ferait sans appareil.

Le matin du 19 août, en effet, mademoiselle de Bourgogne se rendit à l'église, accompagné du sire de la Gruthuse et du comte de Chimai. Les deux jeunes enfants du duc de Gueldre marchaient en avant, portant chacun un cierge. Le cortége peu nombreux qui entourait Marie était vêtu de noir, à cause du deuil de son père. Cependant cette cérémonie n'avait rien de triste, car tous les cœurs étaient ouverts à l'espérance. Marie s'engageait avec joie à honorer et à chérir celui qui venait la protéger et la défendre. Depuis ce jour, son existence fut en quelque sorte confondue avec celle de son époux. Elle retourna à cette vie tranquille et en quelque sorte privée, d'où elle n'était sortie pendant quelques mois que pour éprouver des chagrins cruels et voir naître autour d'elle des maux auxquels sa faiblesse et sa douceur ne lui permettaient pas de porter remède. Le pouvoir n'avait eu pour elle que des épines.

Dès les premiers jours de son mariage, Maximilien écrivit au

roi Louis. Il se plaignit que le traité de Soleure eût été violé, et qu'une partie des États de la duchesse sa femme eût été envahie contre droit et justice. S'il y avait des différends à régler, il proposait de les terminer à l'amiable; sinon, disait-il, le courage ne lui manquait pas, non plus que le secours de plusieurs princes ses amis.

Le roi Louis avait essayé de faire manquer le mariage de mademoiselle de Bourgogne : n'ayant pu réussir dans ses intrigues, se voyant repoussé en Hainaut et en Flandre, essuyant des revers en Bourgogne, où le peuple se révoltait contre les exactions de ses officiers, il accepta les propositions du jeune époux de la duchesse et consentit à une trêve, d'abord de dix jours seulement, mais ensuite prolongée sans terme fixe. Elle dura pendant le reste de cette mémorable année 1477, dont les premiers mois avaient été signalés par tant d'événements importants. Les peuples respirèrent; et Marie de Bourgogne jouit pendant quelque temps d'un bonheur d'autant plus grand qu'elle avait été plus malheureuse.

Quatre années se passèrent durant lesquelles la duchesse, se reposant entièrement sur son mari des soins du gouvernement, mena la vie douce et simple d'une femme qui n'aurait pas, comme elle, été souveraine de son propre chef. Marie avait le goût de la musique, qu'elle cultivait avec succès; elle aimait et protégeait les beaux-arts. Maximilien aimait la chasse, les fêtes, les plaisirs, la dépense, et jouissait de sa nouvelle position avec toute l'ardeur d'un jeune homme, fils d'un père avare. Plein de bonne volonté pour ses sujets, quoiqu'il ne parvînt pas à les satisfaire, il portait à sa femme l'affection la plus tendre;

Mort de Marie de Bourgogne.

Digitized by Google

et deux beaux enfants étaient venus cimenter leur union : Philippe, qui fut père de l'empereur Charles-Quint, et Marguerite, depuis gouvernante des Pays-Bas. On élevait à Gand ces jeunes princes ; car les Gantois réclamaient, comme un privilége et un droit, ce qui en effet s'était souvent pratiqué.

Marie était accouchée d'un second fils, mort peu de temps après sa naissance. Quelque temps après ses relevailles, elle avait fait avec son mari une excursion solennelle dans le Hainaut, et en était revenue avec toute sa cour dans la riche ville de Bruges. Vers la fin de février, elle voulut se donner le divertissement de la chasse à l'oiseau, et sortit avec sa suite, pour voler au héron. Pendant qu'elle suivait la chasse, sa haquenée voulut passer par-dessus un tronc d'arbre abattu, les sangles se rompirent, et la princesse tomba rudement sur ce bois. On la rapporta dangereusement blessée ; mais on ne croyait pas que sa vie fût en péril. Pour ne pas inquiéter son mari, ou par pudeur, dit-on, elle ne permit pas aux médecins de panser la profonde blessure qu'elle s'était faite. Le mal s'envenima, et elle mourut peu de semaines après sa chute, le 27 mars 1482, à l'âge de vingt-cinq ans, arrachée à la fleur de l'âge, à l'amour de son époux et à l'affection de ses sujets. Car sa mort causa presque autant d'affliction que celle de son père avait causé de joie. Ses peuples de Flandres, qui l'avaient traitée si durement lorsqu'elle était orpheline et délaissée, s'étaient ensuite attachés à elle. Quoiqu'elle ne prît aucune part aux affaires, ils se plaisaient à la considérer comme la véritable dame du pays, et ils lui portaient plus de vénération et de crainte qu'au duc Maximilien. Avec elle, finit la puissante maison de Bourgogne qui

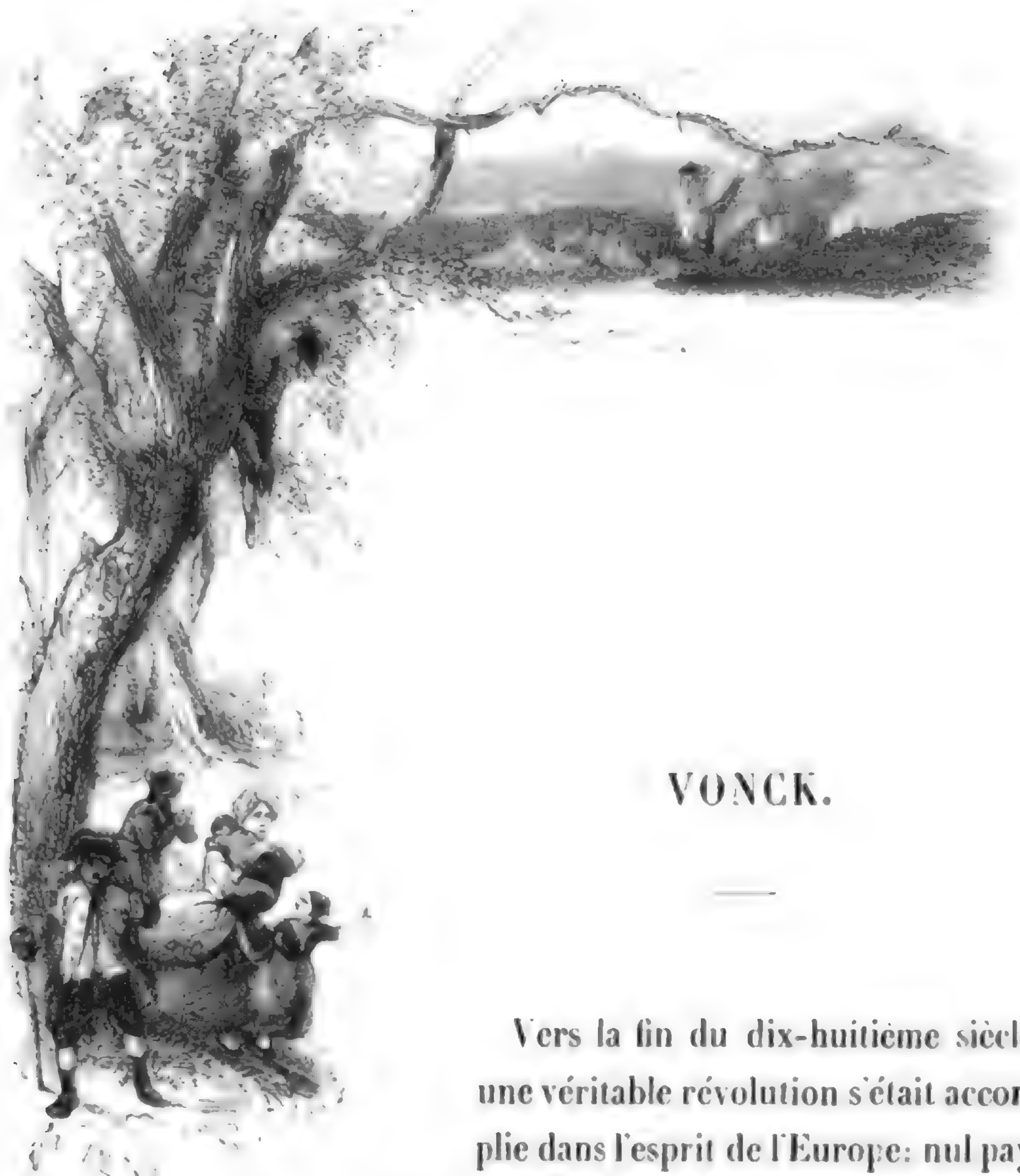
avait brillé d'un si grand éclat pendant tout un siècle, mais que devait effacer bientôt la splendeur plus rapide encore de la maison d'Autriche.

On ensevelit à Bruges les restes de cette aimable princesse, dont la faible main avait porté le glaive redoutable des ducs de Bourgogne de la maison de Valois.

MARIE VAN ECKELRAEDE.

Vonck.

Digitized by Google



VONCK.

Vers la fin du dix-huitième siècle, une véritable révolution s'était accomplie dans l'esprit de l'Europe: nul pays n'avait pu se soustraire à la domination intellectuelle de la France. Devenus les conseillers des princes, les écrivains français se servaient de leur influence pour provoquer des réformes et populariser des doctrines qui tendaient à une rénovation sociale. C'est la philosophie des encyclopédistes qui gouverne et bouleverse la vieille société européenne : Voltaire correspond avec Frédéric II ; Diderot est accueilli avec admiration par la Sémiramis du Nord ; le grand-duc de Toscane défend contre la cour de Rome le fameux Scipion Ricci, évêque de Pistoie

et de Prato; enfin jusqu'en Espagne et en Portugal, où les préjugés d'un autre âge luttaient contre la civilisation moderne, le génie de Montesquieu semble animer les ministres de Charles III et de Joseph I[er]. Mais tous ces souverains absolus, tantôt despotes et tantôt philanthropes, furent encore surpassés par l'empereur d'Autriche.

Celui-ci, violent et altier, prétendit régénérer son peuple par la terreur, au lieu de le convertir doucement à ces théories politiques qui, suivant qu'elles seraient appliquées, contenaient le germe d'un avenir prospère ou d'une effroyable catastrophe. En lacérant d'une main brutale les vieux priviléges de la Belgique, chartres vénérées que nos bourgeoisies considéraient comme le palladium du pays, le fils de Marie-Thérèse méconnut sa mission; loin de marcher sur les traces de Marc-Aurèle, il ne fut plus qu'un tyran incommode. Quand les décrets révolutionnaires de la cour de Vienne atteignirent les anciennes croyances du peuple et les poudreuses franchises des communes, il n'y eut qu'une clameur dans le pays; toutes les classes se coalisèrent pour défendre la constitution menacée. Assurément ce pacte fondamental n'était plus au niveau des progrès de la civilisation : mais s'il maintenait des abus déplorables, il consacrait aussi des libertés précieuses; les disciples de la philosophie française combattaient au nom de ces libertés, tandis que les gens à vue plus courte s'efforçaient surtout de protéger des intérêts de caste. Que fit Joseph II en présence de cette formidable opposition? Plus hardi que Louis XVI, qui voulait acheter la paix par des concessions, l'empereur mit audacieusement hors la loi les provinces qui refusaient de plier sous son sceptre;

coup d'État intempestif. Les citoyens, voyant qu'on substituait le régime du bon plaisir aux priviléges de la nation, s'appuyèrent sur ces priviléges mêmes pour décréter la déchéance du successeur de Marie-Thérèse. C'est ainsi que l'insurrection devint légale; car un article de la *Joyeuse entrée* du Brabant déliait formellement les sujets de leur serment d'obéissance, si le souverain violait la constitution.

Mais la Belgique, composée de plusieurs provinces longtemps désunies, pourrait-elle lutter contre le chef du Saint-Empire romain, contre le monarque qui possédait la triple couronne d'Allemagne, de Hongrie et de Bohême? Ceux qui dirigeaient la résistance, Vandernoot et les *statistes,* calculaient avec effroi les chances de cette lutte inégale; ils voulaient, oubliant que leur pays était depuis deux siècles le jouet de la diplomatie européenne, ils voulaient appeler à leur aide la Prusse et la Hollande. Alors parut sur la scène un conspirateur plus clairvoyant; celui-ci, après avoir interrogé l'histoire, proclame que les Belges ne doivent avoir confiance que dans leur patriotisme. Les statistes traitent de visionnaire ce noble citoyen; mais lui, qui exprimait l'opinion de tous les gens éclairés, méprise les objections de ses antagonistes. Tandis que Vandernoot allait ridiculement mendier la protection des cabinets de Berlin et de La Haye, Vonck prépara une révolution vraiment nationale. Habile jurisconsulte, dialecticien inflexible, il avait déjà stigmatisé dans des pamphlets accusateurs les funestes tendances de la cour de Vienne; lorsqu'il put se convaincre que Joseph II était incorrigible, il ne recula pas devant un appel au peuple. Pour organiser le soulèvement, il établit, *pro aris et focis,* un

cercle redoutable d'associations secrètes. Un comité central, dont le siége était à Bruxelles, donnait l'impulsion aux *ventes* particulières des provinces. Les contemporains disent que toutes avaient résolu de sonner le tocsin et de courir aux armes, le même jour, à la même heure (août 1789). Bien que ce complot eût été éventé par la police autrichienne, il effraya Joseph II. « Ce plan d'insurrection, écrivait-il au général d'Alton, était conçu avec la plus noire malice. »

Malgré l'insuccès de sa première tentative, Vonck ne se laissa pas décourager. Bravant les menaces terribles fulminées par le gouvernement contre ceux qui conseilleraient l'émigration, il créa une caisse patriotique afin de pouvoir soudoyer les mécontents qui abandonneraient leurs foyers pour entrer dans l'armée nationale. Vonck fit partir en même temps un de ses amis pour Breda, où s'étaient réfugiés les abbés de Tongerloo et de Saint-Bernard, Vandernoot, *agent plénipotentiaire du peuple brabançon,* et Van Eupen, grand pénitentier de l'église d'Anvers, qui dès lors passait pour le souffleur du *Franklin belge.* L'émissaire de Vonck devait se concerter avec le comité de Breda, afin de rassembler les patriotes belges sur le territoire néerlandais. Mais Vandernoot persistait dans son aveuglement : il comptait toujours sur les baïonnettes prussiennes et hollandaises pour mettre l'empereur à la raison ! Ce malencontreux diplomate ne se contenta point d'accueillir avec défiance les propositions d'un citoyen sincèrement dévoué au pays, il éconduisit assez brutalement les premiers émigrés qui vinrent lui demander des armes. Vonck s'adressant alors au prince-évêque de Liége, obtint de ce prélat l'autorisation de s'établir

à Hasselt avec quelques-uns de ses partisans; et ils y commencèrent l'organisation d'un corps d'armée qui devait réaliser leurs vues généreuses. Le gouvernement autrichien alarmé somma bientôt l'évêque de Liége de renvoyer les émigrants qui trouvaient un asile sur les terres de sa principauté. Comme l'évêque refusait d'obtempérer à cette injonction, les troupes impériales, sans respect pour le droit des neutres, envahirent le territoire liégeois. Mais les volontaires de Hasselt, informés de ce qui se tramait contre eux, eurent le temps de se réfugier sur les frontières de Hollande, où ils se réunirent aux émigrés qui s'étaient groupés, malgré Vandernoot, autour du comité de Breda. Ce comité diplomatique se vit ainsi forcé de céder à l'entraînement général. Bien qu'il eût préféré d'attendre patiemment l'assistance promise par les cabinets de La Haye et de Berlin, Vandernoot lui-même joignit ses efforts à ceux de Vonck; et lorsque ce dernier eut jeté les yeux sur le colonel Van der Mersch pour conduire l'armée des patriotes, les membres du comité furent également obligés de ratifier ce choix. Le 24 octobre 1789, le comité insurrectionnel fit proclamer solennellement la déchéance de Joseph II comme duc de Brabant; le même jour, l'invasion fut décidée. Dès le 26, Van der Mersch chassa les Impériaux de Turnhout, et cette victoire, en quelque sorte miraculeuse, devint le signal du soulèvement des Pays-Bas contre la domination autrichienne. Les soldats du général d'Alton, expulsés de toutes les grandes villes, trouvant partout des ennemis exaspérés, se virent contraints de chercher une retraite sur la rive droite de la Meuse.

Vonck aurait donc pu s'attribuer l'affranchissement de la Bel-

gique ; non-seulement il avait déterminé le comité de Breda à lever hardiment le drapeau de la révolte, mais il avait aussi donné aux volontaires un chef capable d'augmenter leur enthousiasme en faisant réussir une entreprise désespérée. Toutefois, l'antagoniste de Vandernoot ne resta pas longtemps dans l'enivrement du triomphe : après avoir délivré son pays du despotisme de Joseph II, il considéra comme un devoir de dresser les plans d'une nouvelle architecture sociale.

Par son origine, Vonck appartenait au peuple, et par ses opinions, à cette secte d'économistes et de philosophes qui voulaient substituer aux priviléges féodaux les bienfaits de l'égalité. Né vers 1735, à Lombeek-Sainte-Marie, village des environs de Bruxelles, François Vonck sortait d'une famille de cultivateurs. De même que la plupart des novateurs du dix-huitième siècle, celui qui devait propager en Belgique les doctrines de l'assemblée constituante, fut placé dans un collége dirigé par des révérends pères de la société de Jésus. Après avoir terminé ses humanités, l'élève des jésuites se rendit à l'orthodoxe université de Louvain, où il suivit avec distinction les cours de philosophie et de droit. Proclamé docteur, Vonck se fixa dans la capitale des Pays-Bas autrichiens et obtint bientôt une place honorable parmi les avocats au conseil souverain de Brabant ; mais tout en remplissant avec succès les devoirs de sa charge, il trouvait encore le temps de s'initier à tous les mystères de la science politique. Loin d'envier à Vandernoot sa turbulente activité, Vonck, esprit sérieux et méditatif, était ennemi du bruit; confiné dans une retraite austère, dédaignant les ovations du forum, il cherchait des jouissances moins

bruyantes au milieu de ses livres et dans l'intimité de quelques amis. Il ne faut donc pas s'étonner si ce citoyen distingué portait ombrage à Vandernoot; celui-ci craignait son rival, parce qu'il ne pouvait révoquer en doute sa supériorité. La mésintelligence, qui existait déjà entre ces deux hommes au début de la révolution, s'envenima le lendemain de la victoire. Vonck proposait au comité de Breda de mettre la constitution du nouvel État belge en harmonie avec les progrès de la civilisation générale; non-seulement il ne fut pas écouté, mais on se débarrassa de lui en l'envoyant dans les Flandres avec une mission. N'étant plus sous les yeux de leur adversaire, les membres du comité ne songèrent qu'à préparer leur triomphe; ils quittèrent la Hollande, et, le 17 décembre 1789, ils firent à Bruxelles une entrée pompeuse.

Vonck et ses amis ne purent voir sans déplaisir cette nouvelle ovation décernée aux représentants d'un système condamné par l'expérience; ils ne se dissimulaient point que Vandernoot jouissait d'une immense popularité, qu'il avait pour lui les membres des États provinciaux, ces parlementaires de la Belgique, presque toutes les familles patriciennes des villes et un grand nombre de gentilshommes campagnards, le clergé, enfin la classe inférieure, qui paraissait se complaire dans sa sujétion à l'égard des autres classes. Les novateurs conservaient pourtant l'espoir de contrebalancer l'influence des statistes; ils s'efforcèrent de propager leurs vues politiques, afin de démontrer qu'ils demandaient non pas un bouleversement, mais des réformes. Déjà les partisans de Vandernoot manifestaient le désir de confisquer la révolution; ils publiaient que

les États provinciaux, comme délégués de la nation, avaient légalement succédé à Joseph II; et que le peuple devait être satisfait, puisque les institutions qu'il venait de cimenter de son sang, seraient scrupuleusement maintenues. Les progressistes ne furent pas dupes de ces sophismes; ils prétendaient, eux, que le souverain ayant été déclaré en état de déchéance, il manquait à la constitution un de ses principaux pouvoirs, et que, dès lors, cette constitution devait être ou abolie ou modifiée. Un examen attentif du pacte fondamental donnait gain de cause aux progressistes. Avant la révolution, la souveraineté résidait effectivement dans l'empereur; les États ne formaient qu'un pouvoir intermédiaire chargé de prévenir les usurpations du monarque, ils avaient le droit d'accorder ou de refuser les subsides, mais ils ne participaient en aucune manière à l'exercice de l'autorité souveraine. Vonck soutenait d'ailleurs que le système des statistes tendait à remplacer une *monarchie limitée* par un *gouvernement oligarchique;* et qu'au moyen de ce système, il serait possible d'introniser à Bruxelles le terrible conseil des Dix de Venise. « Pourquoi, ajoutait-il, reculer devant des réformes? Les chartes qui régissent les provinces belges sont-elles donc parfaites? Ne sont-elles pas, au contraire, dénaturées par les abus? » Vonck avait encore raison : dans aucune des provinces, les représentants des trois ordres ne représentaient réellement ni le corps de la noblesse, ni le clergé, ni le peuple. Les États de Brabant, par exemple, se composaient uniquement d'un petit nombre de privilégiés choisis dans les trois ordres. Ainsi le clergé avait pour représentants les membres de l'épiscopat et les chefs des grands monastères;

la noblesse députait quelques barons ayant un certain revenu affecté sur une terre seigneuriale dans le Brabant : enfin. le tiers-état n'avait pour mandataires que les délégués des trois chefs-villes. Bruxelles, Louvain et Anvers. Vonck eût désiré que toutes les classes de citoyens fussent équitablement représentées dans l'assemblée provinciale. Partant de ce principe, il demandait : 1° que le clergé séculier concourût avec les chefs des abbayes à la représentation de l'état primaire ; 2° que toute la noblesse brabançonne pût choisir des députés ; 3° que les petites villes, les bourgs et les villages eussent les mêmes droits que les trois grandes cités. Vonck demandait enfin le doublement du tiers. afin de rétablir l'équilibre entre les trois ordres. Le système représentatif proposé par Vonck répondait aux exigences de l'époque : d'ailleurs ce novateur, qu'on a dépeint comme un Érostrate, n'allait peut-être pas aussi loin que les plus sages ministres de Louis XVI, Turgot et Necker. Mais, il faut le dire, le parti du mouvement ne présentait point une homogénéité complète ; ce parti avait ses nuances. On distinguait surtout les *organisateurs* et les *intérimistes*. Les uns, à l'exemple de Sieyès. voulaient consulter la nation, en d'autres termes, recourir au grand moyen d'une *représentation extraordinaire ;* les autres. plus modérés, voulaient accorder aux États un pouvoir temporaire tant que durerait l'interrègne.

Les conservateurs eurent bientôt décidé la question. Vers la fin du mois de décembre, les États de Brabant, de concert avec le conseil souverain, décrétèrent qu'ils exerceraient désormais la souveraineté, mais que, *pour le surplus,* la constitution resterait intacte. Cet exemple fut suivi dans les autres provin-

ces. Les États de Flandre et de Hainaut mirent cependant quelques restrictions au droit qu'ils s'arrogeaient : ceux-ci déclarèrent qu'ils n'entendaient exercer la souveraineté que provisoirement ; ceux-là élaborèrent un projet d'organisation calqué sur les principes des vonckistes modérés. Lorsqu'il s'agit ensuite de constituer les Pays-Bas autrichiens en république fédérative, les députés des provinces, réunis en états généraux, résolurent de transmettre le pouvoir exécutif de l'*Union* à un congrès souverain. Cette forme de république, qui donnait toute la prépondérance à leurs adversaires, fut amèrement critiquée par les progressistes. Tous alors se serrèrent autour de leur chef, afin de se préparer à de nouveaux combats. Les conservateurs, dans leur égoïsme injustifiable, ne s'occupaient que du présent ; les progressistes songeaient à l'avenir : ceux-là voulaient isoler leur pays ; ceux-ci s'efforçaient de mettre la cause belge sous la sauvegarde de l'opinion publique, qui, partout ailleurs, se prononçait pour des innovations et des réformes. Ce n'est point sans raison qu'un publiciste célèbre appelait le parti du mouvement un parti d'élite ; les représentants des familles les plus illustres se faisaient remarquer dans les rangs des novateurs. Le *comité patriotique,* que Vonck avait organisé à Bruxelles immédiatement après l'expulsion des Autrichiens, comptait au nombre de ses protecteurs le duc d'Ursel, qui avait sacrifié une haute position en Autriche pour servir son pays, et le comte de La Marck [1], qui avait été en Amérique le compagnon de Lafayette. Vonck avait aussi recruté de nombreux partisans dans la classe intermédiaire,

[1] Prince Aug. d'Aremberg.

surtout parmi les gens de loi, les négociants et les hommes de lettres; enfin, il était appuyé par le loyal Van der Mersch et par la plupart de ses officiers. L'égoïsme et l'impéritie des statistes affligeaient tous ces hommes de cœur qui voulaient élever leur patrie au niveau des autres États; désespérant, mais trop vite, de la révolution, ils penchaient déjà secrètement pour une transaction avec le grand-duc de Toscane, successeur de Joseph II.

Les conservateurs s'empressèrent alors de dénoncer leurs antagonistes comme des ennemis de l'*État* et de l'*Église;* il fut également décidé que le *vonckisme* et le *jansénisme* n'étaient qu'une même chose; enfin, des énergumènes ne craignirent point de publier un écrit dans lequel ils défendaient avec violence la souveraineté des États, et menaçaient du courroux populaire les membres du comité patriotique. Ce club fut effectivement dissous; mais Vonck ne tarda pas à le reconstituer sous une autre dénomination. Élu président de la *société patriotique,* Vonck accepta franchement la lutte; il présenta, au nom de son parti indignement calomnié, des *considérations impartiales sur la position du Brabant.* Dans cette brochure, le chef des progressistes reproduisait le système que nous avons déjà exposé; il demandait le doublement du tiers-état et une représentation plus équitable en faveur du clergé et de la noblesse. Le problème suivant, qui intéressait toutes les provinces, devait recevoir ensuite une solution : « Quelle serait « la meilleure forme de gouvernement que les *représentants* « *légaux* de la nation pourraient établir, relativement au régime « intérieur du Brabant? » Comme les États seraient divisés en

quatre ordres, puisque le tiers devait avoir une voix double. Vonck proposait de nommer un *conseil d'État* composé de quatre personnes choisies dans chacun des ordres, et d'une cinquième prise dans le sein du conseil souverain. Ce *conseil d'État* aurait été chargé du pouvoir exécutif; les États auraient possédé le pouvoir législatif; et le pouvoir judiciaire serait resté aux tribunaux. Du reste, Vonck se défiait de ses propres lumières : « Je serais trop heureux, disait-il, si mes « *considérations* inspiraient à des personnes plus éclairées que « moi, le désir de combattre mon système et d'en proposer un « meilleur. » Ce manifeste était empreint d'une grande impartialité. Malheureusement, répétons-le, tous les progressistes ne montraient pas cette modération : les uns voulaient naturaliser en Belgique les maximes révolutionnaires du club des Jacobins, déjà plus avancé que l'assemblée constituante; d'autres, s'attaquant ouvertement au clergé, conseillaient la vente des biens ecclésiastiques. Les plus ardents résolurent même de secouer le joug des États, et ils formèrent le projet d'arborer, dans l'église de Sainte-Gudule, la *cocarde blanche,* signe distinctif du parti progressiste. Ces manifestations imprudentes, que Vonck blâmait vivement, pouvaient en quelque sorte justifier la colère des conservateurs.

Bientôt l'Église frappa d'anathème les propagateurs des idées nouvelles. Dans son mandement pour le carême de 1790, l'archevêque de Malines[1] s'écriait : « Regardez comme les en- « nemis de la religion et de l'État, tous ceux qui, par des rai-

[1] Nous devons dire que cette pièce fut attribuée non au cardinal de Franckenberg, mais à son secrétaire, M. Duvivier.

« sonnements aussi frivoles que subtils, qui se ressentent de la « philosophie de ce siècle, voudraient troubler un bonheur « dont nous sommes à la veille de jouir. » Cette pastorale, que Vonck appela le tocsin de la sédition et de la persécution, fut colportée dans les campagnes du Brabant avec une adresse, par laquelle on invitait le peuple à se prononcer énergiquement contre les novateurs. Tous les villageois montrèrent une obéissance passive : plus de 400,000 signatures sanctionnèrent l'usurpation des États!

Cependant les vonckistes dominaient encore dans Bruxelles, car ils avaient pour eux le corps des volontaires bourgeois. Sur les six compagnies qui composaient cette milice citoyenne, quatre étaient connues par leur attachement aux idées démocratiques; deux seulement paraissaient dévouées à Vandernoot. Les conservateurs employèrent l'intrigue pour détacher la garde bourgeoise du parti progressiste. Cédant aux suggestions de Van Eupen, le capitaine d'une des compagnies aristocratiques proposa la formule d'un serment qu'on prêterait aux États, comme souverains. Cette motion excita d'abord une grande rumeur ; la majorité des volontaires déclara qu'elle ne jurerait fidélité qu'à la *nation;* les plus exaltés conseillèrent même à Vonck de se mettre à leur tête et de dissoudre violemment les États. Mais le chef des progressistes manquait de résolution : aussi releva-t-il les espérances de ses adversaires, lorsque ceux-ci eurent reconnu qu'il compromettait sa cause par sa faiblesse et sa pusillanimité. Pour éviter de nouvelles discordes, la majorité des volontaires adopta une formule qui ne parlait pas de fidélité aux États ni à la nation, mais simplement de soumission à la

magistrature communale. La prestation solennelle de ce serment fut fixée au 9 mars. Au jour indiqué, les six compagnies de la garde nationale se forment en bataillon carré devant l'hôtel de ville ; on allait probablement reconnaître indirectement la suprématie des États, lorsque le duc d'Ursel parait. Il est accueilli avec enthousiasme, introduit dans le bataillon carré, et proclamé à l'unanimité général des volontaires. Des fenêtres de l'hôtel de ville, les statistes assistaient à ce spectacle ; inquiet, Vandernoot descend sur la place ; il s'approche avec émotion des volontaires et tend les bras à leur général. Le duc d'Ursel n'ose pas le repousser. Que ne montrait-il plus d'audace que Vonck ! Le règne des États était fini.

Irrésolus pendant la lutte, trop généreux après la victoire, les progressistes semblaient ne plus se méfier de leurs adversaires. Vonck adressait des félicitations aux compagnies bourgeoises, au lieu de surveiller les statistes et de déjouer leurs manœuvres hostiles. Feignant d'être convertis, les partisans de Vandernoot invitèrent la société patriotique à exprimer par écrit les vœux des démocrates. La société, tombant aussitôt dans le piége, présenta, le 15 mars, aux États de Brabant une adresse signée par Vonck, son président, et par 40 de ses membres. Les signataires déclaraient qu'ils n'avaient en vue que d'assurer à un peuple libre la conservation de sa liberté et d'augmenter la prospérité publique ; ils demandaient en conséquence la suppression d'une oligarchie qui contrecarrait le vœu d'un grand nombre de citoyens, la séparation et la pondération des pouvoirs, enfin une constitution émanée du peuple. « Puisqu'il s'agit de fixer le sort du pays, disaient les vonckistes,

Pillages du 16 mars 1790

Digitized by Google

la nation doit être légalement consultée : par des représentants de son choix, elle doit prononcer elle-même sur la forme et la nature du nouveau gouvernement.» Au reste, Vonck laissait une grande latitude aux États : ils pouvaient d'abord assembler les mandataires du peuple sans leur proposer aucun plan ; ou concevoir d'abord un plan, et réclamer ensuite les suffrages du pays. Tous les signataires de l'adresse proclamaient aussi qu'ils ne demandaient pas une *assemblée nationale,* mais la division des ordres, telle qu'elle était indiquée dans les *Considérations impartiales*. Des cris de fureur accueillirent ce nouveau manifeste du parti progressiste; des libelles monstrueux furent lancés dans le public ; la liste des 41 signataires de l'adresse fut affichée aux portes des églises et des principaux édifices ; et des moines fanatiques, souillant la chaire chrétienne, demandèrent le massacre des novateurs. Pour comble de malheur, des émissaires de l'Autriche, de la Hollande et de la propagande française se mêlaient dans les rangs des deux partis, afin de les exciter l'un contre l'autre. Dès le matin du 16 mars, des bandes de pillards et d'assassins se répandent dans les rues de Bruxelles aux cris de : *Vivent les États! vive Vandernoot!* Des membres de la représentation nationale applaudissaient ces misérables ; et dans les groupes on remarquait des dominicains, des récollets, des capucins. Le conseil souverain de Brabant se montre également impitoyable : il rend un décret par lequel il ordonne la dissolution de la société patriotique, et signale les démocrates comme des perturbateurs du repos public. Les pillards purent donc commettre impunément les plus horribles excès, dévaster les maisons des vonckistes, menacer les citoyens les plus esti-

mables, et les contraindre à chercher leur salut dans la fuite. L'avocat d'Otrenge, secrétaire de la société patriotique, ayant été rencontré par une troupe de ces brigands, n'échappa à la mort qu'en signant que le club des novateurs était une *société de gueux*. Vonck aussi courut les plus grands dangers; plusieurs fois les pillards se portèrent devant sa maison, en proférant d'épouvantables menaces. Un autre chef du parti progressiste, le duc d'Ursel, cédant à son indignation, offre courageusement aux États de s'employer pour le rétablissement de la tranquillité; mais on lui répond qu'il est lui-même sur la liste des proscrits. Pendant trois jours, Bruxelles resta sous le joug de l'effroi; les États de Brabant ne sortirent de leur léthargie que le 19: lorsque les pillards s'arrêtèrent par lassitude, les États publièrent une ordonnance qui prononçait la peine de mort contre les dévastateurs!

Le parti oligarchique venait de remporter une victoire honteuse, mais qu'il croyait décisive : après avoir soustrait Bruxelles à l'influence de Vonck, fermé la société patriotique et désorganisé les volontaires, que devait-il encore redouter? Les meneurs du congrès souverain oubliaient qu'ils s'étaient aliénés tous les officiers de Van der Mersch: ceux-ci pouvaient demander satisfaction en voyant qu'on était sans pitié pour les hommes qui appartenaient à l'opinion démocratique. En effet, la nouvelle du triomphe des conservateurs produisit la plus grande fermentation à Namur. Tous les officiers frémirent d'indignation: Van der Mersch lui-même, donnant son adhésion à l'adresse du 15 mars, ne voulut pas arrêter l'insurrection militaire qui menaçait le congrès. Le 31 mars, le comité des

officiers envoya des députés à Vonck pour le prier « de venir au secours de ceux qu'il avait rassemblés le premier; » ils l'invitaient aussi, dans son propre intérêt, à ne pas tarder, « afin de mettre ses jours en sûreté. » Vonck, se rendant à cette invitation, arriva à Namur avec trois des principaux démocrates de Bruxelles; et il fut suivi de très-près par le duc d'Ursel et le comte de Lamarck, qui s'associèrent à ses démarches. Le chef du parti progressiste, en produisant alors l'adresse du 15 mars comme le manifeste de l'insurrection, répéta que les signataires ne demandaient pas une *assemblée nationale*; qu'ils voulaient conserver la distinction des trois ordres et qu'il était seulement question d'obtenir pour chaque ordre une représentation plus satisfaisante. Le comité des officiers fit la même déclaration et donna son ultimatum : « L'armée entend, disait-il, que l'on travaille fortement et efficacement à l'établissement d'un tel ordre de choses. »

C'était le moment d'agir : il fallait marcher hardiment sur Bruxelles et renverser un gouvernement illégal. Mais Vonck n'avait pas l'audace des révolutionnaires français; lui et Van der Mersch restaient dans la perplexité, au lieu de dominer la crise. Le congrès eut ainsi le temps de conjurer l'orage. Tandis que l'armée fidèle du général Schœnfeld s'avançait vers Namur, les états généraux firent quelques concessions au parti démocratique. Une déclaration solennelle de l'assemblée législative promit pour l'avenir « une représentation plus étendue des ordres du peuple dans l'organisation des États. » Dès que cette déclaration fut connue à Namur, les conjurés manifestèrent l'espoir qu'elle mettrait fin à toutes les dissen-

sions. Van der Mersch, à la tête de l'armée, sortit de la ville afin de se réconcilier avec les députés du congrès qui se trouvaient dans le corps du général Schœnfeld. Mais cette noble confiance causa la ruine du parti progressiste. Les émissaires des statistes profitèrent de l'absence de Van der Mersch pour soulever la populace de Namur contre les novateurs. Trois cents furieux braquent des canons dans les rues, désarment les postes, et arrêtent tous ceux qui leur étaient désignés. Vonck et ses trois amis échappent heureusement à la rage de ces brigands et se sauvent à Givet (6 avril). Mais quand Schœnfeld eut pris possession de la ville, le comte de La Marck, Van der Mersch, et tous les officiers signalés comme démocrates, furent voués à la proscription. Le duc d'Ursel lui-même se vit bientôt prisonnier dans l'abbaye de Baudeloo, où il essuya les plus indignes traitements. Quoique Vonck se fût soustrait à la vengeance de ses ennemis, il ne fut pas moins à plaindre : frappé d'un décret de prise de corps, il dut se condamner à l'exil!

Mais de Lille, où il s'était réfugié, le chef du parti progressiste avait toujours les yeux fixés sur son pays; il ne cessa de composer des brochures, en flamand et en français, pour défendre son système, miner la puissance de ses triomphants adversaires, réveiller le courage et les espérances de ses partisans. Vonck fit aussi plusieurs voyages à Paris, où il se lia avec des membres distingués du côté gauche de l'assemblée constituante. Du reste, les démocrates belges réfugiés en France furent accusés d'indisposer l'assemblée nationale contre leurs antagonistes. Il est positif que les révolutionnaires français épousèrent les

rancunes des vonckistes : mais ils ne pouvaient agir autrement sans démentir les grands principes qu'ils avaient proclamés à la face de l'univers. Politiques imprudents, les admirateurs de Vandernoot ne virent point qu'il y avait solidarité entre les vonckistes et les chefs de l'assemblée constituante ; en persécutant sans pitié les propagateurs des idées nouvelles, ils devaient immanquablement exciter l'indignation d'un peuple enthousiaste. Lafayette lui-même, qui se déclarait l'*homme de la liberté,* accueillit assez mal les députés que le congrès lui envoyait pour l'intéresser à sa cause[1].

Il y avait un mois à peine que Vonck était sur la terre d'exil, lorsque ses partisans résolurent de faire une dernière tentative pour affranchir la Belgique de la domination des États, plus pesante que la tyrannie de Joseph II. Une vaste conjuration avait été organisée en Flandre. Dans les campagnes, des bandes de paysans enrôlés par les progressistes, et dans les villes, les corps de volontaires, devaient se prononcer simultanément contre le système oligarchique. Le congrès, qui déplorait déjà l'impéritie du général Schœnfeld, crut prudent de négocier avec les chefs du parti progressiste.

Une entrevue fut demandée aux exilés de Lille, et elle eut lieu à Douai, où Van Eupen et deux autres députés se rendirent. Il fut convenu que Vonck et ses amis feraient les premières démarches, qu'ensuite on leur accorderait leur

[1] Sur la motion de Lafayette, l'assemblée constituante décréta que « les États belgiques n'avaient pas les caractères qui émanent de la souveraineté du peuple. » La révolution brabançonne n'étant pas favorable aux principes démocratiques, Lafayette et ses amis ne voulaient pas risquer la guerre dans l'intérêt des *statistes*.

rappel, ainsi que la liberté de Van der Mersch. Mais au moment même où se passait la conférence de Douai, le congrès, qui connaissait par ses émissaires toutes les ramifications du complot, était déjà parvenu à l'étouffer; les démocrates eux-mêmes, par suite de la mollesse qui caractérisa tous leurs actes, avaient cru devoir ajourner l'exécution de leur projet, ou du moins ralentir l'ardeur de leurs partisans. Cependant, de retour à Lille, les exilés avaient écrit, comme il avait été décidé, une lettre qu'ils adressèrent à Van Eupen : ils repoussaient les calomnies dont on les chargeait, et ils allaient jusqu'à reconnaître que de funestes dissensions auraient pour résultat de déshonorer la république aux yeux des puissances étrangères. « Comme il est au-dessus de l'humanité, disaient-« ils, de renoncer pour toujours à sa patrie, à son existence, « les efforts, les mouvements qui de notre part en sont une « suite bien naturelle, ne servent qu'à aigrir, qu'à attiser de « plus en plus le feu fatal de cette division, qui détruit la force « et l'énergie de la république.... Mais nous sommes Belges, « et cette juste terreur ne laisse dans notre âme d'autre « sentiment que l'amour de la patrie. Notre premier devoir « est de lui faire, pour la sauver, le sacrifice de tout res-« sentiment et de toute animosité. » Le congrès, rassuré sur les entreprises des novateurs, ne voulut ni répondre à leurs avances ni tenir les promesses faites en son nom. Pour écraser une minorité factieuse, les exagérés du parti oligarchique attribuèrent à leurs antagonistes des projets horribles. On répandit le bruit que les vonckistes avaient comploté le massacre de l'archevêque de Malines, de Vandernoot, de tous

les dignitaires de l'État ; ces atroces calomnies soulèvent les campagnes. Des troupes de paysans accourent à Bruxelles pour défendre le congrès souverain ; et celui-ci met la terreur à l'ordre du jour. Tous les signataires de la fameuse adresse du 15 mars, qui n'avaient pas pris la fuite, sont emprisonnés : les femmes même suspectes de vonckisme n'échappent pas à la proscription. Mais ces hommes passionnés, qui avaient déchaîné la plèbe, se virent bientôt impuissants à la maîtriser : Bruxelles ne retentissait plus que de cris de mort poussés contre les royalistes ou contre les novateurs ! Les États, suivant Benjamin Constant, abusaient d'un pouvoir éphémère : ils ne savaient ni consentir à ce que la Belgique établît sa liberté, ni pourvoir à ce qu'elle conservât son indépendance.

Victimes de leur bonne foi, et voyant leur malheureuse patrie dans le sang et la fange, Vonck et ses partisans n'eurent plus d'espoir que dans une restauration. Ce fut donc sur le parti progressiste que Léopold s'appuya pour rentrer dans le pays. Le 14 octobre, après avoir reçu la couronne impériale à Francfort, il fit paraître une *déclaration* par laquelle il promettait de rétablir dans les provinces belges les priviléges en vigueur sous le règne de Marie-Thérèse. Mais il s'engageait aussi à donner entrée dans les assemblées provinciales, après s'être concerté à cet égard avec elles, « à tous corps et com- « munautés religieuses ou civiles, et tous particuliers dont le « patriotisme et les lumières pourraient être ou devenir d'une « utilité reconnue à l'État. » Les aristocrates ne manquèrent pas de crier au vonckisme et de mettre le nouveau César à côté de Joseph II ; quant à leurs antagonistes, ils croyaient que les

promesses de Léopold étaient sincères. Du reste, dès le 25 novembre, l'armée autrichienne, sous les ordres du maréchal Bender, était entrée dans Namur; le 1er décembre, elle se présenta devant Bruxelles, et la soumission de la capitale entraîna celle du pays.

La restauration accomplie, Vonck écrivit, le 22 décembre, au comte de Mercy-Argenteau, ministre plénipotentiaire de l'empereur, qu'il se réconciliait avec l'Autriche. Lorsqu'il revint à Bruxelles, au commencement de l'année suivante, le chef du parti progressiste vit ses doctrines en haute faveur auprès des agents du gouvernement impérial. Grand seigneur et philosophe, le comte de Mercy se plaisait à réhabiliter une opinion jadis proscrite; il accueillait les novateurs à sa table, les protégeait et les choyait, afin d'humilier l'ancien parti des États. Ce fut au milieu de ce triomphe inattendu que Vonck s'éteignit paisiblement en 1792, dans les environs d'Alost.

Ce réformateur politique, poursuivi par ses ennemis jusqu'au delà du tombeau, doit obtenir de la postérité une justice tardive. Pourquoi d'ailleurs ne pas étudier avec calme les héros de la révolution brabançonne, puisqu'ils n'ont pu nous léguer leurs passions, étouffées sous les ruines du vieil édifice social? Vonck n'était sans doute ni un grand publiciste ni un tribun bien redoutable; mais s'il n'avait ni la profondeur de Sieyès ni l'éclat de Camille Desmoulins, il montrait un sens droit et un noble cœur; s'il ne possédait point la fougueuse énergie de Mirabeau, il se distinguait par une probité exemplaire et par un rare dévouement à ses opinions. Cependant le chef des démocrates belges, malgré toutes les qualités qui le recomman-

daient à ses concitoyens, ne put lutter contre l'imposante popularité de Vandernoot; c'est que celui-ci représentait les intérêts des castes dominantes, tandis que son rival avait dépassé le torrent révolutionnaire.

La rénovation sociale qui s'est opérée sous nos yeux démontre pourtant que Vonck soutenait la bonne cause. Que demandait-il? D'accord avec la majorité de ses contemporains, il cherchait à assurer le triomphe de la justice et de l'égalité. La vieille société craquait alors par le faîte et par les fondements; en tous lieux on répandait ces grandes et belles vérités qui éclairent aujourd'hui le monde; peuples et rois, remplis d'une vague émotion, étaient dans l'attente; des événements prodigieux s'accomplissaient en Europe et au-delà de l'Océan: Pombal et d'Aranda s'efforçaient encore de régénérer le Portugal et l'Espagne, tandis que Franklin méditait déjà l'affranchissement des colonies américaines; Washington, le libérateur des États-Unis, venait à peine de déposer son épée, que sur les ruines de la Bastille s'élevait cette tribune redoutable du haut de laquelle Mirabeau allait proclamer les *droits de l'homme*. L'adversaire des statistes, témoin des convulsions de la vieille société, comprit que la Belgique ne pouvait ni rester immobile ni rétrograder vers le moyen âge: il voulut donc soustraire son pays au pouvoir féodal et l'initier à la civilisation moderne. Peut-être que si Vonck avait réussi dans cette tâche glorieuse, l'insurrection brabançonne aurait eu un autre sort. Supposons les progressistes victorieux, les priviléges féodaux détruits, les classes inférieures réhabilitées: qui sait! l'assemblée souveraine de France, qui dominait l'Europe,

aurait pu couvrir les Belges de sa protection, et empêcher ainsi le congrès de Reichenbach de prononcer un arrêt de mort.

TH. JUSTE.

Ph. de Marnix de Sainte-Aldegonde.

Digitized by Google

MARNIX DE SAINTE-ALDEGONDE.

Ce fut en 1566, pendant une nuit profonde d'hiver : la glace couvrait la terre, et la grêle et la neige fouettaient les vitraux gothiques du château de Bréda, palais-forteresse revêtu d'une double enceinte de bastions et de fossés. C'était là, dans une des salles de ce somptueux édifice, que s'agitaient neuf jeunes têtes nobiliaires à la lecture que leur faisait un homme à l'œil vif et saillant, à la lèvre sardonique, au front vaste, et sur lequel rayonnait la flamme de l'intelligence et des énergiques volontés. Cet homme était né à

Digitized by Google

Bruxelles, en 1538, de Jacques de Marnix, baron de Pottes, seigneur de Toulouse, et de Marie de Haimericour, dame du Mont-Sainte-Aldegonde. Élevé à Genève, il avait puisé dans les leçons de Calvin et de Théodore de Bèze, les principes démocratiques du calvinisme, qui, s'incarnant successivement dans les puritains, dans les indépendants, dans les déistes, dans Montesquieu et dans J.-J. Rousseau, finirent par ébranler les fondements du vieil édifice social en Europe.

Quand Marnix eut achevé la lecture du fameux *Compromis*, tous ces gentilshommes, debout, à la pâle clarté d'une lampe suspendue aux plafonds, et au milieu du sifflement aigu de la tempête qui grondait au dehors, prenant Dieu à témoin de la pureté de leurs intentions, jurèrent un pacte éternel pour la défense des libertés de la patrie.

Marnix fit partie du cortége qui présenta cette requête à la gouvernante Marguerite de Parme; toutefois, il répugnait aux moyens de violence : aussi pendant que Henri de Bréderode, le Danton de la révolution du seizième siècle, soulevait les masses par sa fougueuse éloquence, il n'employait, lui, d'autres armes que celles de la raison et de la parole.

Bientôt cependant les vieilles bandes de Charles-Quint, l'impitoyable duc d'Albe à leur tête, arrivent sur les frontières de Flandre pour écraser sous leurs gantelets de fer les têtes altières des nobles conspirateurs. Marnix, mieux avisé que les comtes d'Egmont et de Horn, émigra et chercha un refuge en Allemagne (1567), auprès de l'électeur palatin Frédéric III, qui le nomma assesseur de l'église de Heidelberg. Ce fut pendant cet exil qu'il écrivit sa satire, intitulée : *Den Byenkorf*

(*la Ruche*), espèce de *lettre provinciale,* rédigée avec verve et élégance, contre les abus de l'église catholique en Belgique.

Depuis, il se voua entièrement au service de la patrie opprimée et de Guillaume le Taciturne, qui le députa, en 1572, à la première assemblée des nobles à Dordrecht, pour y soutenir par son éloquence la cause de la liberté des cultes ; puis à Harlem, pour y former le magistrat et faire quelques changements importants dans les lois. Chargé ensuite tour à tour des gouvernements de Delft, de Rotterdam et de Schiedam, il eut le malheur de tomber entre les mains de l'ennemi, qui l'enferma au château de Vreedenbourg à Utrecht. Pendant sa captivité, l'Espagne voulut entamer des négociations de paix ; Requesens s'adressa à Marnix dans ce but; il fut élargi sous caution et envoyé au prince d'Orange pour le sonder. Ces négociations échouèrent devant le génie de Nassau. Marnix publia un mémoire pour justifier la conduite de son ami et retourna en prison. Il ne fut délivré de ses fers qu'en 1574, où on l'échangea contre le comte de Bossu. Après sa mise en liberté, Nassau l'envoya en France pour arrêter son mariage avec la duchesse de Montpensier, et puis en Allemagne pour chercher des professeurs destinés à l'université de Leyde, dont ce prince fut le glorieux fondateur. En face de Philippe II, le représentant et le protecteur du catholicisme et de la monarchie absolue, s'était posée Élisabeth d'Angleterre, la plus haute expression du protestantisme et de la monarchie tempérée. Les états comptèrent sur son appui et lui députèrent Marnix, mais sans résultat (1575). Les négociations de paix avec le roi d'Espagne ayant été reprises à Bréda, Sainte-Aldegonde fut un des ministres choisis pour y défendre les intérêts du pays.

Les dissensions religieuses qui divisaient la nation furent l'écueil où se seraient brisés alors déjà les plus nobles et les plus héroïques efforts, sans les épouvantables excès des soldats étrangers. Labourées par le fer et le feu des hordes espagnoles et allemandes, les provinces méridionales des Pays-Bas signèrent, le 8 novembre 1576, avec les députés des provinces septentrionales, les 26 articles de cette pacification de Gand qui aurait fait le bonheur de la commune patrie sans les intrigues du prince de Parme, gouverneur au nom du roi d'Espagne, et sans les fatales jalousies des populations wallonnes et flamandes.

Marnix, dont le vœu le plus ardent avait toujours été l'union et l'indépendance de toutes les provinces, applaudissait de toute l'énergie de son âme à cet heureux événement : aussi suivit-il avec un zèle infatigable les orageux débats de cette fameuse pacification, dont on peut le considérer comme un des principaux auteurs. Dans la suite, ayant perdu l'espérance de voir se consolider une fédération si nécessaire aux intérêts des Pays-Bas, il employa ses efforts pour retenir dans l'union tout ce qu'il pouvait : ce fut pour cette raison qu'il encouragea en secret le mouvement calviniste de Gand, sous Hembyse et Ryhove.

Cependant, le fantasque don Juan d'Autriche ayant trahi les promesses qu'il avait faites aux états, ceux-ci appelèrent le prince d'Orange et le proclamèrent ruwaerd du Brabant (22 octobre 1577). Guillaume n'oublia pas son vieil ami, et Marnix fut placé au conseil d'État.

L'année suivante, nous l'apercevons chargé d'une mission officielle à la diète de Worms : il devait entraîner l'empereur et les princes d'Allemagne dans une ligue favorable à l'insurrection de la

Le Compromis des Nobles

Digitized by Google

Belgique. Sa parole brûlante comme le fer rouge du bourreau, stigmatisa les turpitudes de la tyrannie espagnole, et sa vigoureuse éloquence souleva les acclamations enthousiastes et unanimes de l'assemblée. Le discours qu'il prononça dans cette circonstance a été publié et même traduit en vers flamands[1] et latins[2].

Soustraits de fait au sceptre de Philippe II, et ne voulant pas adopter la forme républicaine, les Pays-Bas n'avaient d'autre parti à prendre que de déférer la souveraineté à la reine d'Angleterre ou à un prince germanique. Guillaume, compromis par cette alternative, recommanda la France, l'ennemie naturelle de l'Espagne, et proposa de choisir pour protecteur le duc d'Anjou, dont il pourrait se débarrasser aisément. Les états donnèrent dans le piége et envoyèrent à Plessis-lez-Tours une ambassade solennelle, dont le chef fut Sainte-Aldegonde.

Cependant, elles avaient germé et grandi, les semences jetées par Marnix aux vents de la tempête révolutionnaire : en 1581, le 26 juillet, les états généraux assemblés à La Haye proclamèrent la déchéance de Philippe. Cet acte si important, si décisif dans les destinées de l'Europe, fut l'application des pamphlets calvinistes, de cette presse de Genève qui substituait au vieux droit divin, au droit patrimonial du moyen âge, le dogme fatidique de la souveraineté du peuple[3]. Ainsi fut percée la voie sur laquelle roule la politique moderne. Aldegonde fut

[1] Par *J.-B. Houwaert,* à Anvers, in-4°. *Corneille Callidius* ou *Loose* en a fait l'apologie ; Luxembourg, 1579, in-4°.

[2] Luxembourg, 1578, in-4°.

[3] « 'T volk was van Goode niet tot behoef des vorsten geschaapen om zyne wil als een wet te doen ; maar de vorst tot nut des volx, sonder 't welk hy niet bestaan kan. » Hooft, *Nederlandsche oorlogen*, fol. 787.

un de ceux qui ont le plus activement contribué à cette œuvre.

La déclaration des états grandit les espérances du duc d'Anjou ; il alla demander en personne la main d'Élisabeth d'Angleterre ; Marnix l'accompagna dans ce voyage.

Après l'échauffourée d'Anvers et l'expulsion des Français, Sainte-Aldegonde se retira des affaires publiques jusqu'en 1584, où Guillaume le nomma bourgmestre d'Anvers, après qu'il eut refusé le titre de marquis dont ce prince avait voulu le décorer. Cette année, son habileté et sa persévérance furent mises à de rudes et terribles épreuves : le prince de Parme vint mettre le siége devant Anvers. Marnix voulait faire détruire la grande digue entre Zandvliet et Lilloo, afin de tenir les communications ouvertes avec la Zélande ; mais ce sage projet échoua devant l'égoïsme de la corporation des bouchers. Du reste, il avait mis les fortifications des deux rives de l'Escaut dans un excellent état de défense. Ce siége, à jamais mémorable, dura treize mois ; les assiégeants entreprirent les opérations les plus gigantesques et les plus hardies pour assurer le blocus complet de la ville. Sainte-Aldegonde ne négligea rien pour résister aux Espagnols : le pont de bateaux, qui formait la base de la digue jetée par le duc de Parme sur l'Escaut, fut détruit par les formidables volcans mobiles de Gianibelli, dont les flancs irrités s'ouvraient comme les portes de l'enfer pour vomir la foudre et la mort. Pendant que cette merveilleuse pyrotechnie glissait comme la fusée, tournoyait comme le soleil, rayonnait comme le feu grégeois, éclatait comme le tonnerre, Sainte-Aldegonde déployait dans les murs d'Anvers un courage civique plein de grandeur et faisait tous les préparatifs afin d'opérer

une descente en Zélande. Malheureusement la flotte de cette province ayant été mise, par les Espagnols, dans l'impossibilité de faire sa jonction avec celle des Anversois, ceux-ci furent forcés de capituler le 17 août 1585. La capitulation suscita un procès à Marnix. Arrivé à sa campagne de West-Zoubourg, en l'île de Walcheren, il fut accusé d'avoir rendu la ville dans l'espoir de conserver ses propriétés en Belgique. Les états généraux de la nouvelle république batave, qui eurent à juger sa conduite, le renvoyèrent absous. Il se retira dans la vie privée, et ce n'est qu'en 1595 qu'on le voit de nouveau revêtu de la dignité d'ambassadeur à la cour de France. Maurice de Nassau, qui semblait avoir hérité de l'estime et de l'affection de son père pour Sainte-Aldegonde, l'avait chargé d'y traiter de la restitution de la principauté d'Orange.

De retour à Leyde, il reprit la traduction de la Bible de l'hébreu en flamand, qu'il avait commencée en 1594 par ordre des états; mais il n'acheva pas cet ouvrage; la mort vint l'enlever au milieu de ce grand travail, le 15 décembre 1598, à l'âge de 60 ans [1].

Marnix est, sans contredit, un des hommes les plus remarquables du seizième siècle. Après Guillaume de Nassau, c'est lui qui a eu la part la plus large à l'affranchissement des Provinces-Unies. Les services qu'il leur a rendus par ses profondes connaissances en jurisprudence, en politique et en théologie, ne sont pas moins importants. Outre l'hébreu, le grec, le latin,

[1] Il fut inhumé à West-Zoubourg. Il avait été trois fois marié : d'abord, à Philippine de Bailleul; ensuite, à Catherine Van Eeckeren, veuve du chevalier Jean Van Stralen; et enfin à Josine de Lannoy, veuve d'Adrien de Bailleul. Il n'eut des enfants que des deux premières.

il possédait presque toutes les langues de l'Europe. Il a publié plusieurs écrits sur la théologie et la morale, et traduit les Psaumes de David en vers flamands. Il écrivait avec une rare pureté; sous ce rapport, sa langue maternelle lui doit infiniment. Ses poésies ont une tournure élégante et soignée; on admire surtout la richesse de ses rimes. Sa prose aussi est belle et châtiée.

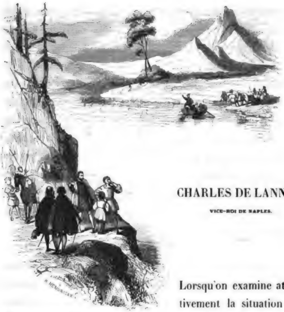
L'histoire observe comme une singularité, que ce grand homme aimait passionnément la danse. Il est difficile de se faire à cette idée. Marnix de Sainte-Aldegonde dansant le *Joyeux* ou la *Pavane!* ne croirait-on pas voir une statue de bronze descendre de son piédestal pour se presser et s'agiter dans les figures d'un bal?

J.-J. ALTMEYER.

Digitized by Google

Charles de Launoy.

Digitized by Google



CHARLES DE LANNOY.

VICE-ROI DE NAPLES.

Lorsqu'on examine attentivement la situation des États européens au seizième siècle, on est frappé des changements que cette époque de rénovation amena dans les questions militaires et politiques. Les mouvements jusque-là confus des armées commencent à se régulariser et poursuivent un but plus nettement indiqué. La force matérielle n'est plus le seul moyen d'action ; les opérations militaires paraissent souvent trop hasardeuses, et l'on s'essaye à les seconder par la dextérité de l'esprit et par ce génie des négociations que Louis XI fut le premier à mettre en œuvre.

Ce fut donc une condition pour les hommes de ce temps d'être à la fois habile et courageux, et de pouvoir exécuter à l'aide de

Digitized by Google

leur épée les combinaisons secrètes de leur intelligence. Indépendamment des questions de politique intérieure qui l'avaient provoquée, cette double faculté de la force et de la ruse trouvait un emploi fréquent dans les luttes suscitées par les rivalités des divers États. Ils aspiraient à peu près tous à compléter régulièrement leur position territoriale, et ne pouvaient obtenir qu'aux dépens d'une puissance voisine les limites naturelles qu'ils ambitionnaient. Ainsi la Bourgogne, l'Artois, la Flandre, étaient tour à tour pour François Ier l'objet d'une guerre offensive et défensive, tandis que les républiques et les maisons régnantes d'Italie s'efforçaient de l'éloigner et de garantir leur nationalité d'une influence étrangère qu'elles invoquaient ou repoussaient suivant l'opportunité du moment.

C'est au milieu des grandes luttes et des négociations que provoquaient ces mouvements opposés que nous rencontrons Charles de Lannoy, tantôt dirigeant les unes, tantôt accomplissant les autres.

Né vers l'an 1470, d'une des plus anciennes maisons de Flandre, Charles de Lannoy reçut cette éducation militaire des gentilshommes à laquelle on commençait à ajouter, sous l'influence de l'antiquité retrouvée, la culture des choses de l'esprit. C'était un avantage dont les hommes d'État entrevoyaient la portée, et qu'exigeait le maniement plus compliqué des affaires. Lannoy dut en sentir le prix lorsque, dans le cours des événements, il fut associé dans les conseils à la direction mystérieuse qui les préparait. Mais il ne put recevoir cette partie nouvelle de l'éducation que dans la mesure du temps, et

on le rencontre bientôt mêlé aux entreprises militaires de Maximilien Ier en Italie.

L'avénement de Charles V le trouva donc suffisamment préparé pour les luttes qui allaient suivre. Fait au métier des armes, il connaissait, pour les avoir vues de près, les tendances politiques des divers États, et il pouvait, sous ce double rapport, défendre les intérêts et éclairer l'inexpérience du jeune empereur.

Après son élection à l'empire et l'affermissement de son pouvoir en Espagne, la plus importante affaire pour Charles V fut celle que l'ambition de François Ier vint lui susciter en Italie. C'était là le côté vulnérable de sa puissance, sur lequel ses ennemis s'essayaient toujours pour obtenir des dédommagements qu'ils ne pouvaient trouver ailleurs. La France n'avait point oublié qu'un de ses enfants avait été un instant investi de cette royauté de Naples que le grand capitaine cordouan venait de souder à la monarchie espagnole, et François Ier, poussé par le goût des entreprises périlleuses, s'apprêtait déjà à y porter la main. Encouragé par la politique de Léon X, il y était décidé par ses possessions du Milanais qui, avec les conquêtes projetées, devaient lui livrer la Péninsule par ses deux extrémités. Mais Charles V prévenait déjà le danger, en ramenant Léon X vers lui et en attaquant son ennemi dans ses propres domaines. Ce coup de main hardi, qui chassa les Français du duché de Milan, malgré l'habileté de leur capitaine Lautrec, fut achevé sans participation apparente de la part de Lannoy.

Cependant les projets de François Ier pouvaient être repris plus tard, et il importait de placer sous une main habile le

gouvernement de Naples. Dans un poste aussi éminent, les qualités d'un grand capitaine ne pouvaient suffire : il fallait y apporter encore assez d'expérience pour neutraliser ou utiliser l'influence de la cour de Rome, assez de prudence pour faire tolérer aux Napolitains le joug de la monarchie espagnole, qui leur était insupportable et odieux. Tant de difficultés opposées exigeaient un homme qui, par son caractère, participât des dispositions de l'empereur lui-même, souple et ferme, insidieux et fort, suivant les éventualités. Charles V ne pouvait mieux fixer son choix que sur celui qu'il avait trouvé à son avénement engagé dans les plus grands intérêts du temps ; et Charles de Lannoy fut appelé à la vice-royauté de Naples.

Cependant François Ier tentait de ressaisir le Milanais, et après avoir livré à l'inexpérience de Bonnivet le sort d'une nouvelle armée, il venait essayer de réparer lui-même les désastres qu'il avait essuyés. La guerre prenait ainsi un caractère plus élevé, et l'empereur dut opposer à un ennemi qui risquait tout, jusqu'à sa personne, ses moyens les plus énergiques, ses troupes les meilleures, ses capitaines les plus illustres. Il n'avait point encore, suivant l'expression singulière de Brantôme, *commencé lui-même cette danse de Mars,* dans laquelle il s'illustra plus tard, et il préféra par une noble modestie remettre en des mains plus expérimentées le sort d'un événement aussi considérable. Il en laissa tout le soin à Charles de Lannoy, qui en prenant le commandement, à la place de Prosper Colonne, se trouvait ainsi engagé sur les deux points décisifs de la guerre, à Naples et dans le Milanais. Bien que secondé par le marquis de Pescaire et le connétable de Bourbon, il fut forcé de se

retirer devant les forces supérieures de l'armée française, et bientôt d'évacuer Milan. Mais François Ier ne savait point mener une victoire à fin; l'éclat d'un premier succès suffisait à son imagination chevaleresque, et après avoir eu l'honneur d'une bataille, il ambitionnait celui qu'on pouvait retirer du siége d'une place aussi forte que celle de Pavie. Ce fut d'ailleurs, suivant l'observation d'un historien moderne, une faute commune à toutes les invasions françaises de vouloir pénétrer précipitamment dans l'intérieur du pays, sans songer à trouver un point défensif contre l'agression des armées d'Allemagne. Il était réservé au génie de Bonaparte de découvrir cette ligne de l'Adige où vinrent se briser tant de forces réunies. François Ier laissant donc à Lannoy le temps de refaire une armée, qu'il payait de ses propres deniers, vint s'obstiner devant Pavie. Après d'inutiles efforts, il fut réduit à accepter cette sanglante bataille que la fortune a marquée d'un crêpe funèbre dans l'histoire de la noblesse de France. Tout faillit y périr. François lui-même, couvert de blessures, enveloppé d'ennemis, en était à ses derniers coups et voyait son courage inutile. Il ne cherchait plus qu'une main digne de recevoir sa royale épée. Ses regards, après s'être tristement détournés du connétable, se fixèrent sur Lannoy : il l'appela vers lui. « Monsieur de « Lannoy, lui dit-il, voilà une épée qui a coûté la vie à plus « d'un de vos soldats; je me persuade que vous en ferez quel- « que estime, car ce n'est point la lâcheté, mais un revers de « fortune qui la fait tomber dans vos mains. »

Lannoy, un genou en terre, reçut avec respect les armes du prince, et détachant sa propre épée qu'il lui présenta : « Je

« supplie Votre Majesté, dit-il, d'agréer que je lui donne la « mienne, qui a plus d'une fois épargné le sang français. Il ne « convient pas qu'un officier de l'empereur voie un grand roi « désarmé, quoique prisonnier. »

Deux années après, la France retrouvait son roi ; mais l'épée de François devait rester captive jusqu'au jour où le génie de Napoléon viendrait la racheter. Singulière destinée de cette noble épée, que la gloire, sujette à ses vicissitudes, devait tour à tour porter, recevoir et reprendre.

Une défaite aussi complète changeait entièrement la situation ; elle permit à Lannoy de lever de fortes contributions et de nourrir son armée aux depens des principaux États d'Italie, que la crainte ramenait à lui. Il ne suffisait pas cependant d'avoir un otage aussi précieux que le roi de France, il fallait en tirer parti avec tous les ménagements dûs à une aussi grande infortune. Placé en attendant sous la garde de Lannoy et d'Alarçon, dans le château de Pizzighitone, François Ier présumait outre mesure de la générosité du vainqueur. Il était devenu l'objet d'une correspondance secrète entre l'empereur et Lannoy, qui résolurent de le faire passer en Espagne, où sa captivité devait être encore plus dure. Charles V redoutait surtout que les armées ne le retinssent comme gage de leur solde arriérée, et il n'était point insensible au plaisir de voir son rival humilié sous ses yeux. Lannoy le seconda d'autant plus dans ces vues, qu'il les avait inspirées en partie, et il eut l'art de faire espérer beaucoup à François de ce changement de situation. Il le conduisit donc secrètement à Madrid, à l'insu même du connétable et de Pescaire, qui conservèrent un long ressentiment de la confiance

exclusive que l'empereur témoignait, à leur détriment, au vice-roi. Charles V les considérait sans doute comme de vaillants capitaines, mais il trouvait dans Lannoy une qualité de plus, celle d'un politique habile, que les conjonctures rendaient précieuse.

La victoire des Impériaux était devenue pour les différents États d'Italie un grand sujet d'alarmes; leur politique, et celle des papes principalement, les avait toujours portés à balancer l'influence du parti vainqueur par des alliances offensives avec celui qui n'avait pu l'être. Leur indépendance paraissait à ce prix, car c'est le sort des faibles de chercher leur salut dans les divisions de ceux qui les dominent. L'Italie méditait donc contre l'empereur les mêmes entreprises qu'elle avait exécutées contre François Ier au temps de sa domination. Mais la captivité de celui-ci et la crainte d'un nouveau revers ramenèrent les partis à Charles V. Le pape Clément VII, en leur nom, entra en négociation, et fit dépendre le traité à intervenir de l'investiture du duché de Milan au profit de François Sforce, qu'une conspiration récente avait mis en hostilité avec les Impériaux. C'était là un point difficile à gagner; mais il était la seule garantie que l'on pouvait avoir contre les dangers à venir.

L'affaire fut portée au conseil de l'empereur, qui eut à décider si les avantages qu'elle offrait étaient au-dessus de ceux que l'on pouvait retirer de la délivrance de François Ier. Les opinions étaient divisées : il y avait au conseil le parti italien et le parti français. Le premier était chaudement défendu par le chancelier Gattinara. Charles de Lannoy était le partisan le plus prononcé du second. Une discussion solennelle fut engagée entre

eux, en présence de Charles V, qui se rangea à l'avis du vice-roi.

Les propositions du pape furent ainsi écartées et le traité de Madrid signé. On sait que ses principales conditions étaient la cession de la Bourgogne à l'Empire, la renonciation de François à toutes ses prétentions en Italie, et, comme garantie d'exécution, la remise de ses deux fils en otage. Charles de Lannoy avait ainsi préparé, et on peut dire décidé, une des questions les plus délicates que la politique des nations puisse rencontrer. Il fut chargé de la mener à fin, et de rendre la liberté à François Ier; il le conduisit jusqu'à la rivière de la Bidassoa, et reçut ses fils en otage. Il avait été ainsi témoin des deux plus grandes douleurs qu'il soit donné à l'homme de ressentir, la perte de sa liberté et le sacrifice de ses enfants.

Le pape et les confédérés se trouvaient donc ramenés malgré eux vers leur politique naturelle. Dédaignés par Charles V, dont ils ne pouvaient désintéresser l'ambition, ils cherchèrent à profiter de la liberté du roi de France et à utiliser son ressentiment. Ils le trouvèrent suffisamment disposé, et une *sainte ligue* fut secrètement arrêtée entre eux. En attendant, Charles V exigeant en vain l'exécution du traité de Madrid, chargeait Lannoy de porter lui-même à François les sommations officielles. Celui-ci ne put se défendre d'une profonde émotion en revoyant près de lui celui qui avait été deux fois l'arbitre de ses destinées et que l'estime et la reconnaissance lui rendaient deux fois cher. C'étaient là les beaux moments de François Ier, dont le cœur fut toujours ouvert aux grandes émotions; il les aimait et en faisait sa gloire. Il se livra donc sans réserve aux inspirations généreuses de ses souvenirs; mais ce fut là tout, et

si le guerrier put se glorifier d'une royale amitié, l'ambassadeur ne put rien contre les intérêts du souverain. L'exécution du traité fut nettement refusée, sous des prétextes spécieux, et sans égard pour des engagements que la violence avait arrachés. Les projets des confédérés se produisirent au grand jour sous les yeux de Lannoy lui-même, qui n'eut plus à songer désormais qu'à les prévenir.

Les choses en étaient donc revenues à leur point de départ : les mêmes intérêts se retrouvaient en jeu, et il n'y avait de changé que les possessions du Milanais, que la victoire avait laissées aux Impériaux. Mais les confédérés s'apprêtaient à les reprendre, sans négliger le royaume de Naples, qu'ils attaquaient déjà. Ces deux points n'étaient d'ailleurs qu'imparfaitement protégés ; les troupes impériales s'étaient en partie débandées ; le connétable suffisait à peine aux besoins de celles qui lui restaient, et les finances épuisées de Charles V ne pouvaient rien pour elles. On se trouvait ainsi privé de ressources, en présence d'un ennemi puissant, et dont un vif sentiment de haine venait doubler les forces. Le connétable et Lannoy furent appelés à parer aux périls de la situation, l'un dans le Milanais, l'autre dans son propre royaume. Pour ce dernier la résistance seule eût été peut-être inutile, mais il sut y ajouter l'art des négociations.

Le connétable, resté maître du Milanais mal défendu par les confédérés, s'était décidé à faire marcher en avant une armée qu'il ne pouvait nourrir que sur les possessions ennemies. C'était là son motif apparent. Mais ses intentions devinrent plus menaçantes lorsque, traversant la Toscane, il

laissa supposer que Rome même était le but de ses projets. Le pape s'en effrayait déjà, Lannoy lui persuada que le seul moyen d'éviter le danger était de se séparer des confédérés et de revenir sans détour à l'empereur. C'était là un calcul habile, qui enlevait à la *sainte ligue* celui-là même qui l'avait formée et qui l'avait le plus fortement aidée. Mais un danger plus grand restait à prévenir. Lannoy avait soupçonné les véritables projets du connétable; il en entrevoyait la profondeur. La trahison n'avait pas plus laissé de repos à cette âme révoltée qu'elle n'avait satisfait son ambition. On pouvait donc soupçonner que maître d'une forte armée, le connétable l'emploierait à son propre service, et se créerait aux dépens de Rome ou de Naples une situation indépendante. Lannoy s'appliqua à le prévenir; il opposa le traité conclu avec le pape, et l'impossibilité qu'il y avait à poursuivre des hostilités sans objet. Mais le connétable, compromettant encore l'honneur de sa parole, couvrit jusqu'au dernier jour ses véritables projets. Lannoy ne pouvait opposer ici que l'art de la persuasion, et il devait échouer contre un homme que le sentiment de la force enivrait et que le souvenir du crime poussait à de nouvelles profanations.

Les conséquences de la prise de Rome avaient cependant tourné au profit de Charles V. La fortune l'avait encore aidé au point de le délivrer du connétable et de laisser le pape prisonnier dans ses mains. Il avait condamné les extrémités de cette guerre impie, mais il ne prit conseil que de la politique lorsque les circonstances lui permirent d'en profiter. Lannoy fut appelé à poursuivre la négociation, mais il ne lui était point

donné de l'accomplir entièrement. Les dangers que courait encore le royaume de Naples l'y avaient rappelé. Une nouvelle descente des Français était annoncée, et il préparait les moyens de la repousser, lorsque la mort vint l'enlever tout à coup à tant de soins. Un mal subit l'avait surpris à Gaëte, et il y succomba au bout de peu de jours, dans le courant de mai 1527.

On donna à une mort aussi prompte des causes mystérieuses. On accusa le ressentiment de la famille de Pescaire et l'ambition de Moncade que le vice-roi avait appelé à sa succession. Le vulgaire, qui se plaît à mêler l'extraordinaire à l'existence des grands hommes, répandit, parce qu'elle était étrange, une supposition que les historiens n'ont acceptée qu'avec réserve. On ne peut douter cependant que Lannoy n'eût souvent suscité l'envie. On ne lui pardonnait pas d'avoir attiré à lui toute la confiance de l'empereur et d'en avoir reçu des récompenses éclatantes, telles que le comté d'Ast et de la Roche en Ardennes, la principauté de Sulmone et le collier de la Toison d'or.

Telle fut la vie de Charles de Lannoy. Mêlé à tous les événements politiques et militaires de son temps, il exerça, par ses conseils et son activité, une influence décisive. Ami, confident de Charles V, il avait sur lui une autorité d'autant plus certaine qu'elle secondait les penchants naturels de ce prince. Comme lui, il excellait dans cet art tout nouveau des négociations, et ne recourait aux moyens énergiques que lorsque les ressources de son esprit devenaient impuissantes. Un historien l'accuse à ce sujet d'avoir manqué de détermination. Mais la prudence, l'hésitation, les tâtonnements ne doivent-ils pas prévaloir dans ces époques de transition que le passé et l'avenir se disputent? C'est

le moment des esprits politiques, et s'ils faisaient défaut, la violence emporterait dans ses fureurs la cause de la civilisation. Pour Charles V, il ne s'agissait point seulement de guerroyer, il fallait encore en trouver les moyens, il fallait surtout savoir temporiser et s'élancer à propos, et ce fut là la qualité dominante de Charles de Lannoy. A ceux qui auraient douté de l'utilité de ses négociations, il aurait pu rappeler les ressources qu'il en avait tirées, et après la gloire d'avoir su nourrir ses armées réclamer celle de les avoir commandées; à ceux que le succès de la force brutale enivre et qui auraient douté de son entrainement, il aurait pu jeter le nom et l'épée de François I^{er} en s'écriant : « Quel est donc, de vous ou de moi, celui qui a osé « porter la main sur la couronne de France? »

LAURENT WOLFFERS.

Digitized by Google

Richilde.

Digitized by Google

RICHILDE.

Richilde mérite le premier rang parmi les femmes illustres qui ont vu le jour en Belgique. Le résumé de sa vie justifiera cette assertion.

Enfant unique de Régnier III, comte de Hainaut, et veuve de Herman, comte de Saxe et d'Ardennes, qui l'avait rendue

Digitized by Google

mère de deux enfants, Richilde épousa, en 1050, Baudouin VI ou de Mons, comte de Flandre. Le Hainaut fut ainsi, pour la première fois, réuni à l'héritage de Baudouin Bras-de-fer. Mais cette union ne fut ni longue ni heureuse. A cette époque, il y avait une profonde incompatibilité d'humeur entre les provinces flamandes et wallonnes; l'ambition des princes envenima encore cet élément de discorde. Baudouin VI fit à Audenarde, en juillet 1070, un testament public, par lequel il institua son frère Robert tuteur d'Arnould, à qui il légua la Flandre, et de Baudouin, à qui il donna le Hainaut. Richilde se trouvait ainsi exclue de toute autorité sur ses propres enfants [1]. Naturellement fière, entreprenante, ambitieuse et avide de vengeance, elle résolut de ressaisir par la force des armes une tutelle qui paraissait lui avoir été injustement ravie.

Elle proteste donc contre le testament de son mari, et s'enfermant au château de Lessines avec ses deux enfants, elle appelle à son secours les principaux seigneurs du Hainaut; elle leur dépeint le testament de Baudouin VI comme une infraction à ses droits, comme une injure faite à tous les Hainuyers; elle assure que Robert le Frison hait tout ce qui n'est pas Flamand comme lui, que bientôt les guerriers des bords de l'Escaut et de la Lys viendront mettre à contribution Valenciennes, Mons, le Quesnoy, l'héritage entier de Régnier III; elle les supplie de

[1] Il règne quelque obscurité dans cette partie de nos annales. Ce n'est pas ici le lieu de discuter à ce sujet des dates et des noms propres. Il nous suffira de dire que le Hainaut appartenait de droit à Roger, premier enfant de Richilde et de Herman de Saxe, mais que Roger renonça, on ne sait comment, à cette belle succession, pour entrer dans les ordres et devenir évêque de Châlons-sur-Marne.

ne pas se laisser déshonorer ainsi... En même temps, elle répand l'or dans les principales villes de Flandre, elle y envoie des émissaires fidèles qui calomnient Robert le Frison, et qui s'efforcent d'intimider ceux qu'ils ne parviennent pas à convaincre. Le chancelier de Malgy se distingue dans cette guerre d'intrigues. Cette tactique réussit. Faiblement soutenu par ses amis, abandonné par la plupart de ses compatriotes, qui ne prévoyaient pas quelle tyrannie on ferait bientôt peser sur eux, Robert fut obligé de chercher son salut dans l'exil. La trahison de Guillaume d'Osbern le décida à cette démarche.

D'Osbern était un de ces hardis aventuriers qui avaient traversé la mer avec Guillaume le Conquérant, duc de Normandie, pour livrer la bataille de Hastings, le 14 octobre 1066. Sa bravoure lui valut le titre de comte d'Essex et de Hereford; sa beauté physique et son esprit supérieur le conduisirent à de plus hautes destinées encore; car envoyé en Flandre, à la tête de quelques troupes, par le roi Guillaume, qui avait épousé Mathilde, sœur de feu Baudouin VI et de Robert le Frison, il fut dépêché par ce dernier auprès de Richilde, en qualité d'ambassadeur. Richilde ne tarda pas à aimer d'Osbern, qui, à son tour, se laissa séduire par les grandes qualités de cette princesse, et peut-être aussi par la brillante perspective qu'elle ouvrit à son ambition. D'Osbern abandonna la cause de Robert, épousa Richilde, et mit à sa disposition les troupes bien disciplinées qu'il avait amenées sur le continent.

Richilde triomphante livra les Flamands à la rapacité et aux rancunes des guerriers qui l'avaient soutenue, et qui sans doute avaient obtenu d'elle des promesses irréfléchies. Après avoir

fait proscrire Robert et les principaux amis de ce prince, elle alla tenir sa cour à Petegem, près d'Audenarde, où elle s'entoura d'une petite armée, qui lui servit plus d'une fois à faire exécuter ses volontés par la force. Odieuse à la Flandre, qu'elle haïssait ouvertement, elle accabla ce pays de toutes sortes d'impôts, fit livrer au bourreau quiconque se plaignait, et se débarrassa même, par un assassinat juridique, d'un homme qui ne lui épargnait pas les bons conseils. Il s'appelait Jean de Gavre, et était grand bailli d'Ypres. Exécuté à Audenarde, en 1070, ce vertueux vieillard prédit tous les maux qui allaient fondre sur sa patrie.

Un jour Richilde apprend que la Flandre occidentale murmure et ne veut plus payer les tributs exigés. Elle monte à cheval, et s'élance à la tête de ses cavaliers vers la ville de Messines, sur laquelle tombera d'abord sa colère. Elle y entre la nuit, sans éprouver aucune résistance. Mais la ville est comme morte : personne aux portes pour saluer la fière comtesse ; personne dans les rues pour lui faire un cortége ; personne aux fenêtres pour la voir caracoler sur son coursier. Un silence glacial, obstiné, répond seul aux trompettes des Hainuyers. Tout à coup une flèche, partie d'une maison fermée, blesse un des chevaliers de Richilde. Alors les portes sont enfoncées, une lutte féroce s'engage partout, et Messines, livré aux flammes, n'est plus le lendemain qu'un amas de ruines et de cadavres.

Les habitants d'Ypres, redoutant pour leur cité le sort de Messines, députèrent vers Richilde soixante des plus notables d'entre eux, pour faire acte de soumission à la comtesse et lui offrir quatre cents marcs d'argent. Les élus n'ignoraient pas

combien Richilde haïssait la patrie de Jean de Gavre; ils ne pouvaient se dissimuler que leur ville, qui avait donné le signal de la résistance, avait tout à craindre d'un vainqueur d'autant plus cruel qu'il avait la conscience de son impopularité. Cependant ils ne reculèrent pas devant la mission dangereuse dont les honorait le suffrage public. Ils partirent en disant adieu à leurs familles... Adieu éternel, car leurs concitoyens ne devaient plus les revoir. On ignore ce qui se passa entre les députés et la comtesse. Mais peu d'instants après avoir obtenu audience, les soixante Yprois furent décapités, à l'endroit même où, les genoux pliés, ils avaient offert à Richilde le sacrifice de leur honneur et de leur fortune.

Les Flamands comprirent alors la faute qu'ils avaient commise en abandonnant Robert le Frison. Les principaux seigneurs et abbés du comté se réunirent secrètement, vers la fin de 1070, et rédigèrent en commun une supplique, par laquelle ils invitaient ce prince à venir réclamer de force la tutelle d'Arnould et de Baudouin. Ils lui offraient de se joindre à lui, et de le suivre, s'il le fallait, sur vingt champs de bataille, afin d'abattre la tyrannie de Richilde et des Hainuyers. Robert, qui n'avait jamais renoncé à l'espoir de rentrer dans sa patrie, fit la paix avec les Frisons révoltés, et débarqua bientôt sur nos côtes, à la tête de quelques guerriers d'élite. Ce fut le signal d'un soulèvement général. Le cri de *Flandre au Lion!* retentit de Dunkerque à Bruges, de Courtrai à Alost, et les populations armées répondirent à l'appel de leur libérateur.

Les capitaines de Richilde sont battus dans plusieurs rencontres. Elle-même, assiégée dans Lessines, ne se soustrait

que par la fuite à la vengeance d'un vainqueur irrité, qui livre cette place au pillage et aux flammes. Elle refait son armée à Lille. Là elle use d'un stratagème pour se saisir de ses principaux adversaires. Elle convoque auprès d'elle les seigneurs et les prélats de la Flandre, sous prétexte de travailler ensemble à la paix. Ces hommes se rendent au rendez-vous, au nombre de 360. Au milieu de la nuit, ils sont attaqués par les Hainuyers, qui les somment de déposer leurs armes. Une lutte horrible commence. Les Flamands, soutenus par le châtelain de Lille, en sortent vainqueurs. Richilde, obligée à fuir de nouveau, court implorer l'assistance du roi Philippe I[er].

Elle réussit à intéresser en sa faveur ce monarque efféminé. Elle obtient de lui une armée, qu'elle se hâte de conduire sur les frontières de la Flandre. Robert et les siens l'attendent de pied ferme sur le mont Cassel. La bataille s'engage, l'une des plus sanglantes qui aient été livrées sur le sol belge. Richilde est faite prisonnière, en combattant en première ligne comme un simple soldat. En revanche, Robert le Frison tombe entre les mains des Français. Ces captures, également importantes. sont échangées; et la lutte recommence le lendemain, plus animée encore que le premier jour. Après des prodiges de bravoure exécutés de part et d'autre, le jeune Arnould succombe aux pieds de Guillaume d'Osbern, qui expire au même moment, frappé aussi d'un coup mortel. Alors la victoire se déclare pour les Flamands, qui font un grand carnage de leurs ennemis.

La mort de son mari et de son fils aîné, la perte d'une armée achetée si cher, les malédictions de deux peuples, rien n'abat le courage de Richilde. Elle se déclare vassale de l'évêque de

Liége ; à ce prix, elle obtient de l'or et des guerriers. Déjà elle marche vers la Flandre, quand Robert envahit le Hainaut, et va lui offrir la bataille dans les plaines de Brouqueroy, appelées depuis les *Mortes-haies*. La victoire se tourne encore une fois contre Richilde, qui tombe entre les mains de son ennemi. Là se termina la carrière politique de cette princesse, qui enfermée pendant treize ans au château de Scarphout (aujourd'hui Blankenberghe), ne sortit de cette sombre retraite que pour aller finir ses jours dans l'abbaye de Messines. Les chroniqueurs disent que, devenue humble et repentante, Richilde y vécut et mourut d'une manière exemplaire.

Cette partie intéressante de nos annales a fourni à l'auteur de cette notice le sujet d'un roman historique, publié il y a trois ans, sous le titre de : *Richilde,* ou *Épisodes de l'histoire de la Flandre au onzième siècle*.

COOMANS aîné.

VAN DER MERSCH.

Après la révolution française, l'événement le plus remarquable du dix-huitième siècle est, sans contredit, la révolution brabançonne : cette insurrection fournit la mesure de ce que peut faire, à certaines époques, un parti riche et influent; car nos pères ont donné au monde le spectacle extraordinaire d'un peuple qui prend les armes pour défendre des abus que tous les gens censés condamnent. La révolution brabançonne a été faite par le peuple; le peuple a abandonné la cause nationale, du moment où il s'est aperçu qu'on lui faisait jouer le rôle du Raton de la fable, et le cadavre féodal, un instant galvanisé,

Van der Mersch.

Digitized by Google

s'est affaissé pour ne plus se relever. Quelques jours de plus ou de moins, qu'importe? On devait en venir là. Mais si de prétendus hommes politiques, maladroits plagiaires d'un passé qu'ils ne comprenaient pas, ont cru pouvoir fonder une nouvelle république des Provinces-Unies et une nouvelle oligarchie, au moment où la démocratie débordait de toutes parts sur la vieille Europe, au moment où le besoin d'unité se faisait partout sentir; si leur ridicule jactance a prêté à rire à la diplomatie, le peuple, le vrai peuple, a su racheter, au prix de son sang, un instant d'erreur et de folie; si la révolution brabançonne a eu un Vandernoot, un Van Eupen, elle a eu aussi un Vonck, un Cornet de Grez, un Van der Mersch. Certes ce n'étaient pas les volontaires de Turnhout qui s'attelaient à la voiture du *plénipotentiaire du peuple brabançon,* à Bruxelles et à Anvers.

Les détails donnés dans les biographies de Vonck et de Vandernoot nous dispensent de remonter à l'origine de l'insurrection; d'ailleurs Van der Mersch resta toujours étranger aux menées des agitateurs, et ce n'est que lorsqu'on alla le chercher, nouveau Cincinnatus, à sa petite maison de campagne, pour le mettre à la tête des patriotes, qu'il se prononça ouvertement. Rien jusque-là n'avait révélé son opinion véritable : les hâbleries de Vandernoot étaient peu propres, en effet, à produire une vive impression sur un homme dont le coup d'œil perçant et la raison calme ne s'arrêtaient pas à la surface des événements; Van der Mersch savait bien que l'on ne fait pas des révolutions de loin et avec des mots seulement. Or, jusqu'à la fin de l'été de l'année 1789, les patriotes s'en étaient tenus aux

adresses, aux réclamations, aux menées sourdes et aux petites émeutes; Vandernoot les berçait de ridicules promesses d'intervention de la part de la Prusse et de la Hollande, leur recommandant sans cesse d'éviter toute collision avec les Autrichiens. Les paroles de Vandernoot exprimaient-elles son opinion? La conduite postérieure de cet homme ne nous autorise que trop à le croire; il s'était payé des défaites dont un ministre prussien l'avait bercé. Tête étroite, esprit envieux et myope, il cherchait, à sa manière, à tirer parti de la position exceptionnelle où l'avait placé le hasard, et il n'avait pu imaginer rien de mieux que de choisir pour champions à la cause nationale la Prusse et la Hollande!

Vonck, au contraire, ne comptait que sur ses compatriotes; car il savait bien, lui, qu'un peuple n'est point mûr pour la liberté, quand il ne sait pas la conquérir; aussi est-ce dans le peuple qu'il cherchait son point d'appui. On ne peut lire encore aujourd'hui sans surprise les adresses, les brochures de ce publiciste; le sentiment le plus vrai des besoins de l'époque y brille à chaque page; s'il pousse ses compatriotes à la révolte, ce n'est pas pour reconstruire un passé que nulle puissance humaine ne pourrait faire revivre; il veut que les Belges réforment eux-mêmes leur constitution vermoulue; c'est pour le peuple et au nom du peuple qu'une nouvelle *Joyeuse entrée* doit être rédigée. Quant à la violation des priviléges par l'Empereur, il ne la considère que comme une heureuse occasion de secouer le double joug des vieux abus et de l'étranger.

Tel était au fond l'esprit de la propagande de Vonck et de ses amis du comité patriotique. De pareilles idées devaient

sourire à une jeunesse imbue de la philosophie du dix-huitième siècle et amoureuse de la nouveauté; l'exemple de la France donnait d'ailleurs une sanction puissante à ces théories. Le succès qu'elles obtinrent n'a donc rien d'étonnant.

De son côté, Vandernoot avait ses partisans; le clergé, les hommes timorés, et cette partie du peuple qui se paie toujours de grands mots, regardaient le grand Henri comme le sauveur de la patrie. Pourquoi s'insurger? pourquoi combattre? n'avait-il pas promis des troupes hessoises, brunswickoises et prussiennes, avec 180 pièces de canon? *Henri vit encore*[1]! Laissez-le faire?

« C'est un fait bien remarquable que Vandernoot, ce célèbre « représentant de la révolution brabançonne, qui en recueillit « toutes les ovations, qui jouit d'un pouvoir et d'une popularité « immenses après l'expulsion des Autrichiens, aurait fait avorter « cette même révolution, si on eût suivi son plan, et si l'impa- « tience des patriotes, stimulés par Vonck, ne les eût déter- « minés à brusquer l'attaque au moment décisif[2]. »

Ces paroles d'un homme que l'on ne soupçonnera pas de partialité pour les doctrines de la démocratie pure, renferment toute l'histoire de la révolution brabançonne. Pendant que Vandernoot, retiré à Bréda, chassait de sa présence, en les accablant d'injures, les patriotes qui étaient venus lui demander des armes, Vonck et le comité de Hasselt préparaient tout pour une levée de boucliers. Une seule chose les retenait encore : ils n'avaient pas d'officier capable à mettre à la tête des

[1] Historique.

[2] De Gerlache, *Histoire du royaume des Pays-Bas*, t. I, p. 188.

insurgés. C'est alors que Vonck se rappela avoir lu dans les gazettes, quelques années auparavant, le nom d'un officier flamand, nommé Van der Mersch. On avait souvent loué les talents et le courage de cet homme; il s'était distingué en plusieurs rencontres par son audace et son sang-froid; de hardis coups de main lui avaient valu une brillante réputation, comme chef de partisans, d'abord au service de la France, puis au service de l'Autriche. C'était le chef qu'il fallait aux insurgés: mais où le trouver? Après de longues recherches, Vonck apprit qu'il habitait près de Menin, à Dadselle. Le curé de Menin était lié avec Van der Mersch; il servit d'intermédiaire.

C'était au mois d'août; le colonel voit un jour arriver son ami plus tôt que de coutume; le curé paraissait triste et préoccupé. « Pourquoi cette douleur? lui dit Van der Mersch. — Je ne puis voir sans regret, répond le prêtre, la révolution, si heureusement commencée, avorter faute d'un chef; je suis triste, quand je pense que des milliers de familles se trouvent exposées aux persécutions des Autrichiens, parce qu'un de leurs membres s'est réfugié en Hollande; et ces malheureux émigrés eux-mêmes, que vont-ils devenir? Ils n'ont plus qu'à choisir entre la misère en pays étranger, ou la mort s'ils reviennent dans leur patrie. » Le curé parla longtemps sur ce ton; Van der Mersch l'écoutait d'un air pensif; mais la contraction de ses sourcils démentait cette indifférence apparente. Tout à coup, interrompant le curé : *Si l'on veut de moi, je suis prêt!* Néanmoins. ajouta-t-il, après avoir réfléchi un instant, je voudrais voir l'armée dont vous me parlez.

Le lendemain, il sortit de sa maison en costume de chasse

et un fusil sur l'épaule ; il voulait, afin de juger par ses propres yeux des préparatifs militaires de l'insurrection et de la formidable armée dont on lui avait parlé, se rendre à Bréda, sans éveiller l'attention du gouvernement. Ce que l'on nommait pompeusement l'armée patriotique, n'était qu'un ramas de déserteurs de toutes les nations, d'aventuriers à peine vêtus, et de volontaires belges sans armes et sans aucune espèce de discipline. Van der Mersch sentit chanceler sa résolution à cette vue ; en entendant les forfanteries de ces misérables, leurs menaces, leurs cris de mort contre un ennemi absent, il fut tout à fait découragé ; mais il se regardait comme lié en quelque sorte par sa parole ; et puis, dans le fond du cœur une voix secrète lui disait qu'il pouvait jouer un grand rôle ; quelques membres influents du clergé joignirent leurs sollicitations à celles de ses amis du parti de Vonck ; les abbés de Saint-Bernard et de Tongerloo offrirent de lui souscrire une obligation de 100,000 florins, afin de mettre sa famille à l'abri des suites d'une confiscation, dans le cas où l'entreprise échouerait ; Van der Mersch accepta.

Le même jour, une lettre de Vandernoot remit tout en question. A peine l'acceptation de Van der Mersch fut-elle connue, que le *plénipotentiaire du peuple brabançon,* qui s'était tenu à l'écart pour cacher sa mauvaise humeur, emporté par un mouvement de cette ridicule vanité qui faisait le fond de son caractère, écrivit au nouveau chef de l'armée patriotique, pour le sommer de se mettre à la disposition du comité de Bréda et de combattre pour la patrie. Van der Mersch se serait contenté de rire de cette missive, si certains passages n'eussent

éveillés sa défiance et ses justes susceptibilités : il s'en expliqua sans détour, déclarant que les promesses des alliés de la révolution étaient autant de leurres à ses yeux, et que les Belges ne devaient compter que sur eux-mêmes. On intervint, et l'affaire fut assoupie ; mais Vandernoot en conserva au fond de l'âme un levain de haine, qui causa par la suite bien des désastres.

Van der Mersch avait envoyé sa démission à l'Empereur, et accepté le titre de général-major que lui offrit le comité ; il n'attendait plus pour entrer en campagne que l'arrivée des armes et des canons commandés à Liége, par les soins du comité de Hasselt. Vandernoot déclara que ces canons étaient inutiles, et qu'on perdrait trop de temps à les attendre, le gouvernement hollandais s'étant engagé à en fournir.

Cependant l'hiver approchait, on était au mois d'octobre, et il fallait frapper un coup décisif avant le printemps ; car le gouverneur des Pays-Bas autrichiens, alarmé des menées des patriotes et des rassemblements qui se formaient sur la frontière du nord, avait demandé en Allemagne des instructions et des renforts : en attendant la réponse de l'Empereur, il avait fait commencer des poursuites contre les hommes les plus compromis du parti patriotique ; Vonck et le comité de Hasselt avaient été forcés d'émigrer. Il fut décidé que, le 24, l'armée de Van der Mersch passerait la frontière. En vain le général réclama-t-il quelques jours de délai, disant que les provinces n'étaient pas encore assez préparées à la guerre, et que, pour assurer le succès de l'invasion, il fallait d'abord soulever les Flandres, et placer ainsi les Autrichiens entre deux feux. Le comité ne tint pas compte de ces observations, qu'un peu de

bon sens eût fait accueillir, et donna ordre à Van der Mersch de se mettre en marche dans la nuit du 24 au 25.

L'armée fut divisée en deux colonnes : la première, forte de 2,000 hommes, devait envahir le Brabant, sous la conduite de Van der Mersch ; le commandement de la seconde fut confié au colonel Lorangeois. Le 24, Vandernoot déclara que la Hollande refusait de livrer des canons, et qu'il fallait s'en passer.

A la tombée de la nuit, les deux petites armées passent la frontière, et se glissent plutôt qu'elles ne marchent, l'une jusqu'à Sundert, où elle devait trouver des armes déposées dans le château du marquis de Rhodes ; l'autre, jusqu'à Alphen. A minuit, les armes n'étaient pas arrivées à leur destination, et cette nuit même Van der Mersch avait ordre de tenter un coup de main sur Hoogstraeten. Tant d'incurie et de négligence devait faire échouer l'entreprise ; les volontaires, tremblants, inquiets, parlaient déjà de retourner sur leurs pas ; Van der Mersch, que ces obstacles irritent, s'efforce de ranimer leur courage et cherche à leur donner une confiance qui commence à l'abandonner lui-même. Enfin on apporte des armes, mais quelles armes ! des fusils de tous les calibres, des sabres de toutes les dimensions ! et encore, vérification faite, ne trouva-t-on que 1,600 fusils pour 2,000 hommes.

L'armée se mit en marche à six heures du matin : pour comble de disgrâce, on apprit tout à coup que le corps de Lorangeois s'était dispersé. A cette nouvelle, la terreur saisit les volontaires : ils refusent d'avancer, quelques-uns jettent leurs armes, les rangs se confondent ; Van der Mersch court de groupe en

groupe, parle, encourage, menace, et parvient à rétablir un peu d'ordre. Mais bientôt une nouvelle panique les frappe encore : ils venaient de traverser un village, lorsqu'un coup de fusil, probablement tiré par hasard, jette le désordre dans la colonne : l'arrière-garde, se croyant attaquée par les Autrichiens, fait une décharge, se précipite sur le corps de bataille et y porte le désordre. Comment peindre la terreur et la confusion où cette alerte plonge toute l'armée? Les soldats n'écoutent plus la voix de leur chef ; les uns, frappés de stupeur, restent appuyés sur leurs fusils, d'autres pleurent, les plus braves déchargent leurs armes contre un ennemi imaginaire ; tous se pressent les uns contre les autres, comme pour se mettre à l'abri des balles autrichiennes. On rapporte qu'en ce moment Van der Mersch, furieux, désespéré, laissa échapper quelques mots qui annonçaient une détermination funeste [1] ; mais bientôt, son caractère énergique reprenant le dessus, il court vers les soldats, appelle les officiers par leur nom, leur reproche leur lâcheté, les supplie, leur ordonne de l'aider à rétablir l'ordre ; sa voix est écoutée ; quelques déserteurs, qui avaient déjà fait la guerre, se joignent à leurs chefs ; on s'explique, et bientôt l'armée reprend sa marche sur Hoogstraeten.

Lorangeois avait occupé cette ville dès le matin ; mais trompé par de fausses nouvelles, et peu rassuré lui-même, il était retourné à Alphen, ne laissant que 140 hommes pour défendre sa conquête. Les soldats de Van der Mersch furent reçus à Hoogstraeten comme des libérateurs.

[1] Ce fait nous a été rapporté par un vieillard né près d'Hoogstraeten, et dont le frère aîné servait comme officier dans l'armée patriotique.

Le lendemain, l'armée se réunit sur la grande place, pour entendre la lecture du *Manifeste du peuple brabançon,* rédigé. ou plutôt copié dans un ouvrage du baron d'Holbach, intitulé : *La politique naturelle.* Les phrases boursoufflées du noble encyclopédiste, ses grands mots, charmaient Vandernoot; il pensa avec raison que les soldats et le peuple s'y laisseraient prendre. Joseph II, duc de Brabant, fut déclaré déchu de la souveraineté dudit duché, aux acclamations des volontaires et des habitants de la ville.

Le 25, Van der Mersch occupa Turnhout sans résistance. Ses soldats avaient retrouvé toute leur assurance; quelques jours auparavant, ils voyaient partout des Autrichiens; il leur semblait alors qu'ils n'en devaient jamais rencontrer. Le général profita de ces bonnes dispositions; le lendemain, il quitta Turnhout pour se porter sur Diest; mais à moitié chemin, il apprit que le général-major Schrœder s'avançait contre lui à la tête d'un corps nombreux, soutenu par cinq pièces de canon.

Combattre Schrœder en rase campagne, c'était vouer l'armée patriotique à une destruction inévitable; aussi Van der Mersch se replia-t-il en toute hâte sur Turnhout. Là du moins il n'avait pas à redouter pour ses soldats novices, abrités par les maisons et par des retranchements, la cavalerie et les manœuvres de son adversaire: la lutte se trouvait réduite à sa plus simple expression, et les chances devenaient presque égales.

On éleva à la hâte quelques retranchements aux issues par lesquelles l'ennemi pouvait pénétrer dans la ville; les habitants dépavèrent les rues pour faire des barricades. Van der Mersch, prévoyant, d'après les mouvements de Schrœder, que l'attaque

aurait lieu par la rue de l'Hôpital, et désirant y attirer les Autrichiens, établit ses avant-postes dans un moulin, à un quart de lieue de la ville, et échelonna une partie de ses forces dans cette rue : les hommes d'élite furent placés aux barricades; les autres, distribués dans les maisons, d'où ils pouvaient tirer à couvert; un corps de réserve fut posté dans le cimetière, placé presqu'au centre de la ville.

A six heures et demie du matin, le canon se fit entendre : les Autrichiens attaquaient le moulin. Van der Mersch y courut aussitôt, jugeant au bruit de la mousqueterie que Schrœder avait concentré tous ses efforts sur ce point, — un brouillard épais empêchait le général belge de reconnaître la position et les mouvements de son adversaire. — Animés par la présence de leur chef, les volontaires se défendirent avec acharnement. A huit heures, le moulin fut évacué, et la petite troupe se replia en bon ordre vers la ville, toujours pressée par les Autrichiens. qui s'engagèrent à sa suite dans la rue tortueuse où Van der Mersch voulait les attirer. Cette faute énorme rendit nutile la cavalerie, et donna aux patriotes un avantage incontestable. Schrœder s'en aperçut, mais il n'était plus temps; avant qu'il eût donné un ordre, sa colonne, attaquée tout à coup en tête et en flanc, décimée par les balles des volontaires cachés dans toutes les maisons, s'était portée en avant, par un mouvement irrésistible. Les barricades furent emportées l'une après l'autre, et Schrœder se trouva placé entre deux feux; envain ses malheureux soldats se précipitèrent sur le corps de réserve des patriotes; ceux-çi, animés par la lutte, les attendirent de pied ferme : une décharge à bout portant arrêta un instant les

Bataille de Turnhout.

Autrichiens; cependant ils réussirent à franchir les murs du cimetière; mais les Belges se réfugièrent dans l'église et dans le clocher, toujours en combattant. Alors les Autrichiens, exposés aux coups d'un ennemi invisible, entourés d'un cercle de feu, hésitèrent; le désordre se mit dans leurs rangs; une sortie, opérée à propos par les défenseurs de l'église, les rejeta dans la rue de l'Hôpital. Schrœder crut arrêter les volontaires, en faisant avancer trois pièces de canon pour soutenir sa retraite; à peine en batterie, les canons furent pris et tournés contre ceux qui les avaient amenés. Le combat durait depuis cinq heures, mais la victoire n'était plus douteuse : vers midi, Schrœder évacua la ville, vivement poursuivi par la petite troupe de Van der Mersch et par les bourgeois de Turnhout, qui avaient bravement combattu avec leurs compatriotes.

Cette victoire inespérée, due tout à fait à l'habileté du chef de l'armée patriotique, fut fatale à la puissance autrichienne. Joseph le sentit bien, car en apprenant l'issue du combat, il écrivit au général d'Alton : « C'est voir dans un jour très-faux, « que de croire qu'il fallait attaquer ces gens-là comme des « Turcs ou des Prussiens..... S'ils ne voulaient entendre raison, « il ne fallait que se camper dans les environs et les y bloquer. »

Et ailleurs :

« Faites citer, au son du tambour, le colonel Van der « Mersch.... Vous le ferez pendre en effigie, en attendant « qu'on ait le plaisir de l'exécuter en personne. »

Ces paroles sont peu dignes d'un empereur, et surtout d'un empereur philosophe. Le combat de Turnhout précipita ou plutôt décida le mouvement révolutionnaire. Cependant rien

n'était désespéré encore pour les Autrichiens ; avec un chef capable, ils pouvaient prendre une éclatante revanche et ensevelir le vainqueur sous son triomphe ; mais au lieu de tenter une seconde fois la fortune, et d'enfermer dans Turnhout les volontaires, Schrœder se hâta de battre en retraite, sans avoir remarqué que l'armée patriotique n'osait se hasarder hors de la ville.

On a reproché à Van der Mersch de n'avoir pas su tirer parti de sa victoire ; on lui fit même alors un crime de n'avoir pas profité de la circonstance pour détruire le corps d'armée de Schrœder. Que voulait-on qu'il fît ? A la tête d'une armée formée la veille, sans munitions, sans cavalerie, pouvait-il s'aventurer dans un pays plat et découvert ? Le vainqueur de Turnhout n'était pas homme à commettre une faute aussi grossière. Quel besoin, d'ailleurs, avait-il d'exposer sa petite troupe à une destruction inévitable, sous prétexte de révolutionner le Brabant, lorsque la nouvelle de sa victoire avait suffi pour démoraliser le gouvernement de Bruxelles ? « Je « ne cacherai point à Votre Majesté que c'est à l'inconcevable « avantage que remportèrent les insurgents à Turnhout, écri- « vait le général d'Alton, que nous devons l'embrasement « général aujourd'hui. »

Les événements ne tardèrent pas à justifier la conduite de Van der Mersch ; faute de munitions, il dut rester à Turnhout pendant quelques jours. Il en sortit pour se porter sur Diest, par Mol, Meerhout et Everbode. A Everbode, il apprit que la garnison de Diest avait été renforcée, et que le comte d'Arberg marchait à sa rencontre, à la tête de 7,000 hommes ; sa pre-

mière pensée fut de rétrograder sur Turnhout, et de s'y défendre ; mais d'Arberg traînait après lui tout un matériel de siége : se réfugier dans une ville ouverte, eût été une grave imprudence ; aussi, changeant brusquement de direction, il se retira à Bar-le-Duc, village mixte, avec la résolution d'y amuser les Autrichiens, pendant que Devaux et Ransonnet envahiraient la Flandre.

L'inconcevable négligence ou l'inertie de ces deux officiers faillit devenir fatale à Van der Mersch. Après avoir attendu vainement, pendant plusieurs jours, de leurs nouvelles, il se décida à gagner Hoogstraeten ; mais le comte d'Arberg s'attacha à ses pas ; il réussit même à le déborder par sa gauche ; une marche de nuit tira Van der Mersch de cette position périlleuse.

Ces marches continuelles fatiguèrent bientôt les volontaires brabançons ; ils firent entendre des murmures ; quelques-uns même jetèrent leurs armes, et retournèrent en Hollande ; à Meerhout, l'armée tout entière se mutina : en vain le général s'abaissa-t-il jusqu'à la prière, les soldats refusèrent d'occuper les postes du côté de l'ennemi ; les menaces ne produisirent pas plus d'effet, et Van der Mersch se vit forcé de transiger : il promit double paye, et tout rentra dans l'ordre.

Pendant ce temps, le comité de Bréda, composé de prêtres, de moines et d'avocats, arrêtait un nouveau plan d'invasion. Heureusement Van der Mersch eut la hardiesse de désobéir. Il n'avait qu'une pensée : occuper les Autrichiens dans la Campine, pour favoriser le soulèvement de la Flandre, presque dégarnie de troupes. Cette combinaison réussit parfaitement ;

le 13 novembre, Gand tomba au pouvoir des insurgés ; le 20, tout le comté était en armes. L'armée du nord reprit aussitôt l'offensive, et se porta sur Diest. Comme d'habitude, le convoi qui devait amener les munitions et l'argent resta en arrière ; il était encore en Hollande, lorsque Van der Mersch quitta Gheel : ce retard faillit causer la perte de l'armée.

Diest, protégée par un large fossé, par un rempart et une palissade, ne fit aucune résistance ; on échangea quelques coups de fusil, et les Autrichiens se retirèrent à la vue de deux compagnies de volontaires qui s'étaient jetées dans le fossé pour tenter l'escalade. Ce succès ranima le courage des patriotes, et attira de nombreuses recrues sous leurs drapeaux. De son côté, le général d'Alton songeait enfin à prendre des mesures décisives : en dispersant ses troupes, il avait favorisé les progrès de la révolte ; pour réparer cette faute et mettre Bruxelles à l'abri d'un coup de main, il réunit des forces considérables en avant de Louvain, ce qui n'empêcha pas Van der Mersch de s'emparer de Tirlemont.

Cependant le Brabant ne remuait pas, et Van der Mersch, presque cerné par les Autrichiens, sans argent, sans armes pour équiper ses recrues, allait se voir contraint de rétrograder, lorsque, par un bonheur inespéré, il parvint à intercepter la correspondance du général d'Alton avec l'Empereur. D'Alton se plaignait vivement des embarras que lui suscitait le ministre comte de Trauttmansdorff, et accusait ce fonctionnaire de tout ce qui était arrivé. Cette découverte ranima les espérances de Van der Mersch, et lui suggéra l'idée de profiter de la division qui régnait parmi ses ennemis, pour obtenir un

armistice, qui lui permettrait de compléter l'armement de son armée ; il prévoyait aussi que cette trêve achèverait de décourager les soldats autrichiens et rallumerait les jalousies de leurs chefs. Il garda le rapport de d'Alton ; mais il fit remettre à ce général, ainsi qu'aux ministres, les réponses de l'Empereur. L'officier chargé de ces dépêches devait demander en même temps un armistice de quatre jours.

Quatre jours, c'était bien peu pour se tirer de la position où se trouvait le général Van der Mersch. En présence de plusieurs corps d'armée, avec 5,000 hommes, dont 3,000 seulement étaient armés de fusils, enfermé à Léau, — il avait évacué Saint-Trond, — manquant de vivres, menacé par une artillerie nombreuse, il ne pouvait plus compter que sur son habileté diplomatique. Ses propositions ne furent pas acceptées ; mais le 30 novembre, le secrétaire du ministre lui en apporta de nouvelles ; ce n'était plus un armistice, c'était une trêve que l'on demandait ; toutes les provinces, excepté la Flandre, devaient y être comprises ; Van der Mersch refusa fièrement d'acquiescer à cette demande ; il voulait que la trêve s'étendît à tous les Pays-Bas autrichiens. Cette conduite produisit l'effet qu'il en attendait ; le 2 décembre, le colonel de Broux signa, pour le ministre, un armistice de dix jours. L'armée patriotique était sauvée.

Voilà pourtant l'acte que l'on reproche au vainqueur de Turnhout comme une trahison, l'un des griefs pour lesquels on le mit en jugement. Ce chef-d'œuvre d'audace et d'habileté déplut à Vandernoot et à Van Eupen : « Vous deviez com-« battre, lui dirent-ils. On ne prend pas garde à la perte d'une

« ville, quand il s'agit du bien public, ajouta Vandernoot. — « L'or de d'Alton a achevé l'ouvrage commencé par M. de Crum- « pipen [1], s'écria un prêtre, membre du comité. »

Van der Mersch, indigné, ne répondit à ces insultes qu'en donnant sa démission de vive voix. Néanmoins tous les membres du comité n'avaient pas oublié ses services ; le chanoine De Brou intervint, et fit remarquer à Vandernoot que cet armistice leur permettrait d'armer tous leurs soldats et de grossir leur armée de tous les Autrichiens qui désertaient chaque jour, par bandes nombreuses, attirés par la haute paye allouée aux volontaires de Van der Mersch. Il lui remontra que, dans la position désespérée où se trouvait le général, gagner du temps c'était tout gagner ; tandis qu'un échec aurait mis en question la révolution même. Vandernoot parut se rendre à ces raisons, et l'affaire s'arrangea.

On avait encore besoin de Van der Mersch, mais sa perte était déjà résolue. Le même jour, des émissaires partirent de Bréda, avec mission d'indisposer l'armée contre son chef. Cette honteuse tentative tourna à la confusion de ceux qui l'avaient ordonnée.

L'armistice n'était pas encore expiré, que les prévisions de Van der Mersch commençaient déjà à se réaliser ; les Autrichiens désertaient par compagnies entières ; en un seul jour, sept cents hommes se présentèrent aux avant-postes de l'armée brabançonne, avec armes et bagages.

[1] Le chancelier M. de Crumpipen ayant été pris à Tamise, Van der Mersch fut chargé de le garder ; on attribua à la trahison l'humanité et la politesse du général pour son prisonnier.

D'un autre côté, le peuple, encouragé par l'inertie des Allemands, commençait à s'agiter; le 10 décembre, à Bruxelles, on distribua des cocardes brabançonnes pendant la grand'messe, dans l'église de Sainte-Gudule. C'était le signal de la révolte : le peuple se souleva, et chassa la garnison étrangère, pendant que Van der Mersch s'emparait de Louvain, sous les yeux de l'armée ennemie, deux fois plus nombreuse que la sienne.

La cour, saisie d'effroi, s'enfuit; les troupes autrichiennes évacuèrent le Brabant avec tant de précipitation, que l'on oublia près du Parc vingt fourgons chargés d'argent et d'objets précieux. Van der Mersch, qui était à Louvain, détacha un de ses lieutenants à la poursuite de l'ennemi, avec ordre d'occuper Namur; mais cet officier, ayant appris que les Autrichiens étaient encore à Temploux, n'osa passer outre, et rétrograda même sur Genappe; en sorte que Van der Mersch, qui s'avançait par une autre route plus longue, à la tête de trois mille hommes, arriva le premier à Namur.

Il voulait hiverner dans cette ville; mais le comité lui ordonna d'aller assiéger Luxembourg : en vain remontra-t-il que l'on n'avait ni les ambulances, ni les vivres, ni aucun des moyens de transport nécessaires dans une province hostile à la révolution et aussi pauvre que l'étaient les Ardennes. *Tenez Luxembourg bloquée dans le lointain,* lui répondirent les États. Van der Mersch entra en campagne; comme il l'avait prévu, son armée, épuisée de fatigue et de privations, le seconda mollement; les Autrichiens, au contraire, revenus de leur frayeur, l'attendirent de pied ferme; il fut obligé de rétrograder jusqu'à Namur.

A la nouvelle de cette retraite, grande fut la colère des chefs de la révolution. La défaite de Nasogne, où Van der Mersch, abandonné par les siens, était resté sur le champ de bataille seul avec son domestique, en présence de l'ennemi, les ramena durement au sentiment de leur position réelle. Cet échec néanmoins n'empêcha pas les États de se proclamer indépendants et souverains. A peine installés, ils commencèrent contre l'armée un système de persécution que l'on ne peut attribuer qu'à la trahison ou au plus inepte aveuglement. Les volontaires, sans chaussure, sans vêtements, demandaient à grands cris les objets nécessaires pour se garantir du froid; le baron de Kleinemberg, qui commandait les avant-postes, écrivait lettres sur lettres au général, pour lui peindre l'affreux dénûment où sa troupe était tombée; les officiers le harcelaient sans cesse de plaintes et de réclamations pour leurs malheureux soldats; lui, de son côté, écrivait presque tous les jours à la chancellerie de la guerre, pour lui demander les vêtements et les munitions dont il avait besoin : ses lettres restaient presque toujours sans réponse, ou ne lui attiraient qu'une de ces promesses avec lesquelles on l'avait bercé si longtemps. A la fin pourtant, les meneurs, poussés à bout, prirent un parti décisif; le frère de Vandernoot se rendit à Namur, avec mission d'organiser régulièrement l'armée. Dès le premier jour, cet insolent et ignare proconsul s'aliéna tous les esprits; on lui avait enjoint de régulariser la position des soldats, en leur faisant signer un engagement de trois ans; il ordonna à tous les volontaires de se conformer à cette décision ou de quitter l'armée. Deux mille hommes s'éloignèrent. Ces mesures mirent le comble à l'exas-

pération du général et de ses officiers; Van der Mersch demanda l'autorisation d'aller plaider devant les États la cause de ses soldats; on n'osa lui refuser cette satisfaction.

Le 25, il arriva à Bruxelles. Le peuple s'était porté en foule au-devant de lui, et l'avait conduit en triomphe jusqu'à l'hôtel de ville, où siégeaient les États; mais quand le cortége arriva sur la grande place, la séance était levée. On attribua à la jalousie de Vandernoot et de Van Eupen cette petite mystification: Vonck fit aussitôt prier le doyen de Sainte-Gudule de chanter un *Te Deum* solennel; le doyen en référa à l'archevêque de Malines, qui l'autorisa gracieusement à se rendre au désir des amis de Van der Mersch. Le *Te Deum* fut chanté, au milieu d'un concours extraordinaire de peuple, et le Washington de la Belgique eut aussi son triomphe. Vandernoot en éprouva un si grand dépit, qu'à son instigation, les États refusèrent de payer les frais de la cérémonie.

Cependant Van der Mersch n'oubliait pas l'objet de son voyage; à force de démarches et même d'importunités, il arracha quelques promesses aux meneurs du congrès. Mais ces réclamations les fatiguèrent bientôt; ils avaient à penser à autre chose qu'aux volontaires. Qu'avait-on besoin de soldats? Il suffisait de quelques uniformes pour faire fuir les Autrichiens[1]; les États songeaient à combattre un ennemi plus redoutable que celui-là; nous voulons parler de Vonck et de son parti. Van der Mersch était l'ami de Vonck, et toute l'armée pensait comme son chef; on résolut de le séduire et de l'annuler; on

[1] Historique.

lui offrit 10,000 florins à titre d'indemnité nationale, on lui donna une pension et le grade de lieutenant général d'artillerie. Van der Mersch refusa les 10,000 florins. Quant aux réclamations en faveur de ses soldats, il lui fut impossible d'obtenir autre chose que des promesses.

Vandernoot avait déjà, sans doute, connaissance de la déclaration signée par les trois puissances alliées; ses démarches, ses efforts désespérés pour faire adjuger définitivement le pouvoir au congrès, nous autorisent à le croire. Ne pouvant compter sur l'armée, il était revenu à sa première idée; à tous propos il parlait de ses hauts correspondants et des secours qu'ils annonçaient pour la fin du mois de février. Tout le monde le croyait ou feignait de le croire, excepté Van der Mersch. Ces secours si impatiemment attendus, se réduisirent à l'envoi d'un général chargé d'achever l'œuvre de Vandernoot, en désorganisant les derniers débris de l'armée patriotique.

L'accueil fait à Schœnfeld, le secret dont on avait entouré toute cette affaire, indisposèrent les généraux belges qui combattaient depuis le commencement de la guerre; Van der Mersch surtout et le duc d'Ursel, l'un comme chef de l'armée, l'autre comme président de la chancellerie de guerre, se tinrent pour offensés de n'avoir pas été consultés. Le duc d'Ursel donna sa démission; et Van der Mersch, dans une discussion des plus vives qu'il eut à ce sujet avec Vandernoot, osa lui dire : « Tu « n'es qu'un imposteur, qui trompes et trahis la nation! » Ce mot imprudent hâta sa perte.

Van der Mersch s'était prononcé en faveur du parti démocratique, représenté par Vonck : « C'etait bien la peine, disait-il

« de chasser un maître, pour nous donner soixante tyrans! » Il inclinait aussi vers un arrangement qui aurait pacifié la Belgique et assuré son indépendance, sous un souverain constitutionnel, pris dans la maison d'Autriche. L'avocat Torfs avait fait agréer ce système par le cabinet de Versailles, dès le commencement de la révolution; Vandernoot et Van Eupen avaient paru d'abord s'y rallier; mais une fois maîtres du pouvoir, ils signifièrent à Torfs de garder le plus profond secret sur la mission dont il avait été chargé par la France, à son retour, s'il ne voulait encourir leur vengeance.

Les propositions de Torfs avaient été évidemment concertées entre les cabinets de l'Europe: Torfs arriva à Bruxelles le 16 février 1790; le 20, trois volontaires, qui avaient été pris par les Autrichiens, se présentèrent chez le général Van der Mersch, porteurs de propositions verbales du comte de Cobenzl. Le ministre de l'Empereur faisait prier le général de ménager un arrangement où tous les droits fussent respectés. Van der Mersch autorisa les trois volontaires à se présenter, en son nom, chez les ducs d'Aremberg et d'Ursel et chez Vonck, afin que ces trois personnages pussent préparer les esprits à un accommodement qui devenait de jour en jour plus urgent.

Pendant que Van der Mersch cherchait à miner l'influence égoïste et pernicieuse de quelques ambitieux, ses adversaires contre-minaient avec une égale activité. Les officiers étaient suspects, on les remplaça par des jeunes gens; quelques patriotes osaient protester, leurs têtes furent proscrites. Les excès commis à Bruxelles par une vile populace, vendue aux moines, avaient ouvert les yeux à bien des gens; la mort de

Joseph II fut encore plus fatale au parti des États, car elle lui ôtait sa dernière objection contre un arrangement. L'aveugle Vandernoot voulut tenir tête à l'orage, et en profiter pour escamoter le pouvoir qu'il n'avait pu se faire adjuger ; mais toutes ses roueries d'avocat échouèrent contre le bon sens des volontaires de Bruxelles. Encouragés par cet exemple, les anciens officiers reprirent de vive force leurs grades et leurs fonctions, et se déclarèrent ouvertement contre le parti des États. On a blamé cette manifestation de l'armée ; on en a fait un crime à Van der Mersch. Nous nous bornerons à faire remarquer que le droit de remontrance était expressément consacré par la *Joyeuse entrée*.

Les exigences hautaines du congrès, l'insolence des commissaires qu'il envoya à Namur, achevèrent d'aigrir les officiers. Van der Mersch était calomnié et outrageusement insulté dans des pamphlets écrits par les amis de Van Eupen, et par Van Eupen et Vandernoot eux-mêmes dans leurs circulaires : les officiers se formèrent en comité, pour conjurer l'orage ; mais bientôt, débordés par des adversaires audacieux et sans frein, ils se virent contraints de faire un appel à tous leurs compatriotes, et d'employer la force contre les agents provocateurs envoyés au milieu d'eux. Toute l'armée partageait leurs sentiments, excepté le régiment d'Anvers ; on acheta des défections ; et, au mois d'avril, lorsqu'ils se crurent assez forts, les dictateurs jetèrent le masque ; au lieu des secours que demandait le général, ils firent marcher contre lui toutes les troupes qu'ils avaient pu séduire.

De l'aveu de tous les officiers, il ne tenait qu'à Van der

Mersch d'écraser ses adversaires et de délivrer le pays de ses tyrans; peut-être aurait-il dû le faire : il aima mieux s'en remettre à leur loyauté. Le 8 avril, il arriva à Bruxelles, pour demander des juges; le congrès le fit arrêter et transporter dans la citadelle d'Anvers, où il resta pendant sept mois, exposé aux injures et aux mauvais traitements de ses ennemis. Il voulut se plaindre, ses lettres restèrent sans réponse; enfin, le bruit s'en répandit dans les Flandres; aussitôt des députés de Gand et de Courtrai se rendirent à Anvers, et réclamèrent contre les odieuses cruautés du congrès envers un homme qui avait rendu de si grands services, et envers M^me Van der Mersch elle-même. On ne tint compte de leurs observations.

Cependant les plus ardents persécuteurs de Van der Mersch se prenaient parfois à regretter eux-mêmes cet homme qui avait su vaincre presque sans soldats et sans armes, lorsqu'ils voyaient leur armée se fondre peu à peu dans les mains de Schœnfeld, et les Autrichiens gagner chaque jour du terrain. La défaite du 23 mai augmenta ces regrets : Vandernoot seul, qui ne doutait de rien, n'y vit qu'un accident facile à réparer. Il courut à l'armée, au lieu de discuter les propositions envoyées par le congrès de Reichenbach, attaqua l'ennemi, et, dès la première décharge, s'enfuit lâchement. Il se vengea de sa défaite sur Van der Mersch et ses amis.

Mais la fin de cette misérable farce approchait; les cruautés et les actes de folie du congrès avaient ouvert les yeux aux citoyens honnêtes; l'armée patriotique était démoralisée. Le 10 novembre, Van der Mersch fut transféré à Louvain; le 27, au milieu de la nuit, le commandant de cette place

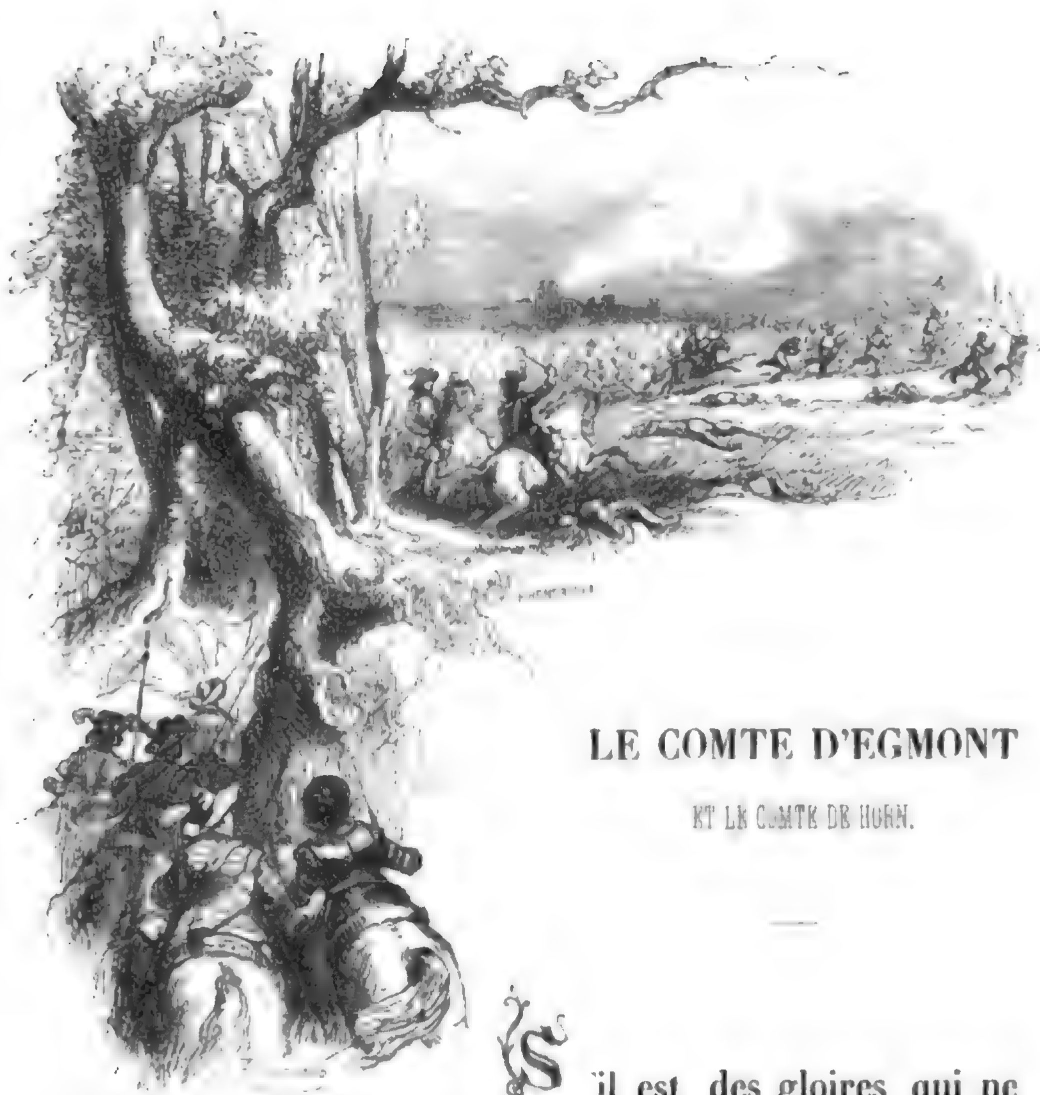
l'enleva de vive force et le fit transporter secrètement à Tournai. Là, du moins, le vainqueur de Turnhout fut bien accueilli ; il passa en France, à l'approche des Autrichiens. L'année suivante, il rentra dans ses foyers ; mais la fatigue et le chagrin avaient miné sa forte constitution ; il ne survécut que d'un an à ses illusions détruites (1792).

Van der Mersch a été méconnu par ses contemporains ; nous-mêmes, qui n'avons pas pour excuse leurs haines, leurs préventions, lui rendons-nous toute la justice qu'il mérite?

FERDINAND CARRON.

Les comtes de Horn et d'Egmont.

Digitized by Google



LE COMTE D'EGMONT

ET LE COMTE DE HORN.

S'il est des gloires qui ne sortent guère des livres et ne se révèlent qu'aux esprits cultivés, il en est qui peuvent se passer de toute parure littéraire, et, par un heureux privilége, deviennent plus éclatantes en raison de leur vulgarité. Bien des acteurs passent sur la scène du monde, mais très-peu, universellement applaudis, transmettent leurs noms de siècle en siècle. Ces noms favorisés composent l'érudition de l'ignorance; le pauvre les répète comme le riche, la chaumière comme le château, et l'histoire, cédant la place à la légende, le peuple, ce grand poëte, compose à ses héros une biographie fabuleuse, où la réalité s'entrevoit à peine sous les naïves broderies de la fiction.

C'est ainsi que l'homme étonnant qui conçut l'idée gigantesque de refaire avec des barbares l'empire d'Auguste et de Constantin, fut longtemps le *roi Charlon* des trouvères et des jongleurs; pour le vainqueur de la *ligue et de l'Ibère* il est une *Henriade* dans le cœur de tous les Français; la plèbe, si souvent accusée d'ingratitude, croit toujours qu'un comte d'Egmont, qu'elle défigure à sa manière, livra pour le pays sa tête au bourreau.

Si on réunit dans une seule esquisse le comte d'Egmont et le comte de Horn, ce n'est pas qu'on ait prétendu les mettre sur la même ligne, à l'égard du mérite et du caractère. Une considération unique a déterminé ce rapprochement : on n'a pas voulu séparer ce que la mort et la tradition avaient uni, et l'on a moins consulté des analogies morales qu'une fatale communauté de destinée.

On ignora longtemps où le comte d'Egmont avait vu le jour; les uns le croyaient né en Hollande, dans la terre dont il portait le titre; les autres, à Bruxelles, au sein même de la cour. Il y a quelques années que nous trouvâmes la solution de ce problème historique; elle nous fut procurée par les interrogatoires qui précédèrent le supplice d'Egmont. Condamné, pour ainsi dire, dès sa naissance, il semble que son trépas seul ait pu nous instruire du commencement de sa vie.

Lamoral, comte d'Egmont, prince de Gavre, baron de Fiennes et de Gaesbeek, etc., naquit en 1522, au château de La Hamaide, en Hainaut, dans l'ancienne châtellenie d'Ath. Il était fils de Jean d'Egmont, l'inséparable compagnon de Charles-Quint, et de Françoise de Luxembourg, sœur et héri-

tière de Jacques, premier comte de Gavre. Parmi ses cousins il comptait ce fameux comte de Buren, dont la fin fut si imposante et si chevaleresque. Ainsi par son père et par sa mère il sortait de maisons qui avaient régné sur une partie des Pays-Bas. Quand il naquit, Charles d'Egmont continuait même de défendre avec acharnement ses droits comme duc de Gueldre, et plusieurs descendants de Lamoral prirent encore cette qualification pour mémoire.

Il est remarquable que les deux hommes qui jouèrent le rôle le plus marquant dans les troubles de la Belgique au seizième siècle, descendaient chacun d'une race qui gouverna souverainement la Gueldre. Le prince d'Orange, en effet, pouvait dire que ses ancêtres avaient possédé cet État à une époque reculée, et peut-être le désir de ranimer ce noble souvenir contribua-t-il à lui faire épouser la fille du comte de Buren.

Le moment où fleurit le dernier rameau de ces vieux chênes généalogiques, était celui de la grande lutte de Charles-Quint et de François Ier; c'était aussi l'époque des progrès de Luther. Malgré ses fortunes diverses, Charles avait donné à la couronne impériale une splendeur inconnue. Des carrières nouvelles et splendides s'ouvraient à l'intelligence et au courage : la guerre était devenue savante; la politique embrassait un immense horizon, vers lequel elle n'avait pas encore porté ses regards, et, en s'exerçant sur des intérêts d'une complication extraordinaire, acquérait une habileté et une profondeur qu'on lui aurait vainement demandées jusques-là.

Egmont paraissait plus fait pour la guerre que pour la politique. Son âme était grande et fière. Le danger lui souriait au

milieu de la mêlée; mais hors du champ de bataille il ne l'envisageait pas avec la même sûreté de coup d'œil. Sa confiance, la mobilité de ses idées, peut-être un peu de faiblesse, le rendaient incapable de ces vastes desseins qu'il faut mûrir dans le secret, et dont l'accomplissement se poursuit à travers les mécomptes et les défaites. Il marchait droit devant lui, la tête haute et le cœur léger. Sa bonne humeur, sa facilité, sa bienveillance, sa générosité qui ne comptait jamais, le rendaient l'idole du peuple. D'ailleurs, il était beau, adroit, et la foule qui est un peu femme, prend volontiers parti pour l'adresse et la beauté. Le roi du *papegai* était presque le roi du petit peuple. Dans sa première jeunesse cependant il avait paru *neuf et d'assez mauvaise petite grâce* aux belles dames de la cour de France, que Brantôme appelait libéralement sages et honnêtes. Néanmoins après avoir été exposé quelque temps à leur malice, il sut mériter leurs éloges par sa galanterie et sa vaillance. Ces vertueuses dames l'avaient aguerri et préparé à des triomphes plus difficiles.

L'éducation d'Egmont fut celle des jeunes seigneurs de cette époque; il apprit le flamand, le français et l'espagnol; reçut des notions de latin, de blason et d'histoire, et s'appliqua principalement aux exercices du corps; manier une épée, art dans lequel les Italiens excellaient alors, briser une lance, dompter un destrier rétif et fougueux, voilà ce qui passait pour l'étude la plus convenable à un gentilhomme. Il lut aussi quelques-uns de ces romans de chevalerie qui apprenaient à honorer Dieu et les belles, à donner de grands coups d'estoc, à pourfendre des géants, et fut élevé dans une foi soumise ainsi que dans

un respect sans bornes pour l'autorité paternelle. Il atteignait sa vingt-et-unième année quand il fit ses premières armes. Une dernière inspiration du génie des croisades, le désir d'éclipser un brillant rival, et probablement le dessein plus sérieux d'affranchir la Méditerranée des pirates qui l'infestaient, en établissant des stations militaires et commerciales sur la côte septentrionale de l'Afrique, avaient déterminé Charles-Quint à tenter une seconde expédition dans ce pays qui dévora presque toujours l'Europe. Egmont le suivit, en qualité de volontaire, avec la fleur de la noblesse belge, italienne et espagnole. Ce début, marqué par d'éclatants revers, ne lui promettait pas les lauriers qu'il cueillit plus tard.

Trois ans après, il avait un commandement au siége de Saint-Dizier, ville de Champagne, assiégée par l'Empereur en personne, et dont il se rendit maître par une ruse de Granvelle. René de Nassau, prince d'Orange, chef des troupes impériales, étant mort des suites de ses blessures pendant le siége, Egmont lui succéda dans la charge de capitaine-général des lances, ce qui témoigne qu'il avait fait ses preuves et qu'on se reposait sur sa capacité.

En 1546, il alla au secours de Charles-Quint contre les princes protestants d'Allemagne. Il y menait deux cent cinquante homme d'armes ou l'une des cinq bandes d'ordonnance de grosse cavalerie, dont deux étaient destinées à la garde de l'Empereur. Les autres colonels de ces bandes étaient : son parent le comte Maximilien de Buren, le seigneur de Brédérode. Jean de Lira et le fameux Martin Van Rossem, naguère redoutable adversaire de la puissance autrichienne.

La même année, au mois d'octobre, on célébra à Utrecht le vingt-et-unième chapitre de la Toison d'or, le seul ordre qui ait conservé son éclat au milieu de l'indécente prodigalité de ces faveurs et de ces récompenses, dont on pourrait faire, avec un peu de sobriété et de justice, et par une combinaison à la fois morale et fiscale, une excitation puissante pour les gens de cœur, sans grever aucunement le trésor. Egmont y reçut le collier, avec Maximilien d'Autriche, depuis empereur; Albert, duc de Bavière; Côme de Médicis; Emmanuel-Philibert de Savoie; Octave-Farnèse, duc de Parme; Philippe de Lannoy, prince de Sulmone, et ce duc d'Albe qui devait faire tomber sa tête.

Les deux années suivantes, il figurait à la diète d'Augsbourg, où Charles-Quint se présenta en vainqueur, et où l'on rédigea l'acte célèbre connu sous le nom d'*Interim*. Egmont est nommé parmi les chambellans, à côté du duc d'Albe encore et d'autres grands seigneurs.

Les principes de conciliation et de tolérance qui furent consacrés dans cette assemblée laissèrent peut-être dans son esprit une impression qui influa sur sa conduite ultérieure.

Au commencement de 1554, il fut envoyé en ambassade à Londres, pour négocier le mariage de l'archiduc Philippe avec la reine Marie, dont le caractère inflexible s'accordait avec celui de ce prince. De retour en Espagne, après avoir réussi dans sa mission, il accompagna le roi nominal d'Angleterre sur les bords de la Tamise, où il fit admirer sa magnificence et sa bonne mine. Les courtisans pâles et tremblants de Marie Tudor, menacés du bûcher, mêlés à de sombres et homicides intrigues, s'étonnèrent de la grâce enjouée, de la liberté joyeuse

du noble Flamand. Il est à croire que si quelque chose égaya cette noce sévère, ce fut le contraste produit par sa présence.

Le comte de Horn et le marquis de Berg, qui partagèrent le sort d'Egmont, faisaient partie du cortége. Le duc d'Albe était toujours là comme leur mauvais génie.

Philippe, comte de Horn, appartenait à l'illustre maison de Montmorenci. Le comté de Horn lui venait du second mari d'Anne d'Egmont, sa mère, fille du comte de Buren. Il possédait au même titre la franche seigneurie de Weert, où il fit battre monnaie d'or et d'argent aussitôt après la mort de son beau-père. Dans sa jeunesse il était entré à la cour de Charles-Quint, en qualité de gentilhomme de la bouche; hardi jusqu'à la témérité, il le servit utilement dans ses guerres. Nommé capitaine des archers de la garde de l'infant Philippe, il l'accompagna en Allemagne, en Italie, en Espagne, et passa en Angleterre avec lui. A son retour, il fut pourvu du gouvernement du duché de Gueldre et du comté de Zutphen; et Philippe, devenu roi, le créa, avec son propre fils Don Carlos, chevalier de l'ordre de la Toison d'or, au chapitre tenu à Anvers, en 1555. Il fut, peu après, revêtu de l'office d'amiral de la mer des Pays-Bas, constitué chambellan et chef d'une bande d'ordonnance.

Charles-Quint avait donc déposé toutes ses couronnes; mais du silencieux monastère de Saint-Just, en Estramadure, il assistait encore par la pensée et par ses avis aux agitations de la politique. François I^er^, dont les succès troublèrent si longtemps son sommeil, n'existait plus, et Rome venait d'en-

gager Henri II à rompre la trêve de Vaucelles; le pape suscitait des ennemis au monarque qui défendit avec le plus de vigueur la papauté. Philippe était foncièrement catholique, il est vrai; mais il avait le tort impardonnable d'être trop puissant en Italie.

Pendant qu'au-delà des Alpes le duc de Guise cherchait à tenir tête au duc d'Albe, l'amiral de Coligni, autre victime des troubles religieux, défendait vaillamment Saint-Quentin, ville de la Picardie, assiégée par Emmanuel-Philibert, duc de Savoie. Le connétable de Montmorenci, malgré l'avis du maréchal de Saint-André, s'avance vers la place, pour y jeter du secours; dans sa retraite, il est attaqué, vaincu, fait prisonnier avec le maréchal et le duc de Montpensier, pendant que le comte d'Enghien, frère du prince de Condé, périt en combattant. Coligni est forcé lui-même de se rendre et de livrer Saint-Quentin.

Dans cette mémorable affaire, qui répandit la terreur par toute la France, le comte de Horn, parent du connétable, se signala sous des drapeaux opposés. Mais l'avantage de la journée fut dû entièrement à la bravoure entraînante et à la fougue du comte d'Egmont qui, par lettres patentes du 1er septembre 1556, avait été établi capitaine-général de tous les chevau-légers levés aux Pays-Bas. Le duc de Savoie, général en chef, et Ferdinand de Gonzague, commandant en second, l'avaient chargé d'aller reconnaître les Français et de les amuser, tandis que le gros de l'armée arriverait. Voyant l'occasion favorable, il lui fut impossible de s'arrêter. Avec sa troupe de reîtres et de lanciers bourguignons, il chargea si à propos et avec tant d'impé-

tuosité qu'il mit le connétable en déroute, et ne laissa presque plus rien à faire au duc de Savoie. Il était parti comme éclaireur, il revint maître du champ de bataille.

Ce triomphe, qui blessait au fond les lois de la discipline, peignait merveilleusement son caractère vif, pétulant, dévoué, et souvent en dehors de la règle. Il valut à l'Espagne un couvent de plus, le somptueux Escurial. La reconnaissance de Philippe s'adressait plus volontiers à des influences supérieures et invisibles qu'à ses sujets.

Un an ne s'était pas écoulé qu'une victoire non moins éclatante mit le comble à la gloire d'Egmont. Il battit près de Gravelines le maréchal de Termes, et le fit prisonnier avec d'autres personnages de marque. Toute l'artillerie tomba aux mains des Espagnols et des Wallons, car les Allemands s'étaient tenus à l'écart, et un butin considérable devint la proie de la soldatesque.

« Ce fut, dit Brantôme dans son style énergique et familier, « un second contre-coup à la France fort dangereux. Que si « le tiers s'en fust ensuivy elle estoit troussée et crois que sans « la paix cest homme nous eust bien porté du dommage. »

Le duc de Savoie, plein d'estime pour la vaillance d'Egmont, lui reprochait cependant de porter trop haut sa fortune et craignait que l'orgueil ne le perdît.

Il est certain qu'il fallait la guerre pour user son activité, et qu'une fois la paix conclue, il devenait difficile de contenir un esprit impatient, les prétentions du gentilhomme, les bravades du capitaine victorieux.

La guerre avait aussi tenu les peuples en haleine. Dès qu'on

eut mis bas les armes, les passions plus libres et sans autre aliment favorisèrent les nouveautés en enfantant des désordres.

Il y a dans la vie des nations certaines époques où le changement est d'une nécessité inévitable. Lorsque les idées qui gouvernent le monde sont vieillies et contradictoires, il est impossible que les choses restent stables. Alors le moindre souffle suffit pour renverser un édifice déjà fortement ébranlé dans ses fondements.

L'organisation féodale, dissolvante par essence, avait, en s'écroulant, consolidé la monarchie. Il se manifestait dans l'ordre politique une tendance à l'unité. Au contraire, dans la sphère de l'intelligence, la science, l'examen, les habitudes analytiques, avaient sapé l'unité de la foi : l'autorité grandissait d'un côté et s'affaiblissait de l'autre; mais deux faits d'une nature si différente ne pouvaient marcher parallèlement, ou s'ils se mettaient d'accord, ce ne devait être qu'après un combat acharné.

Il y avait longtemps que la lutte était engagée dans d'autres pays.

Philippe, témoin des embarras suscités par le protestantisme à son père, et considérant la royauté comme étroitement unie à la conservation de la croyance religieuse, était disposé à voir dans l'hérésie une révolte contre lui-même. Il s'était promis de ne jamais transiger avec l'infidelité. Son séjour aux Pays-Bas après la paix, les inaugurations successives auxquelles il avait été obligé de se soumettre dans les diverses provinces, n'avaient fait retentir à ses oreilles que les mots de

franchises et de priviléges. Son caractère absolu et ses entreprises contre les libertés de l'Espagne, quoiqu'elles ne se rendissent point les auxiliaires d'un schisme, permettent de supposer qu'il aurait volontiers déchiré ces chartes qu'on le forçait de jurer avec des solennités bourgeoises, capables seules de lui déplaire. Trop sage pour se porter à des extrémités, il voulut du moins enlever aux gens du pays toute influence réelle dans la direction de leurs affaires, et, en prenant de secrètes mesures pour fortifier la hiérarchie ecclésiastique, il proscrivit ouvertement l'hérésie.

Le duc de Savoie avait quitté le gouvernement général des Pays-Bas. Le comte d'Egmont fut un de ceux qui aspirèrent à cette éminente dignité : il comptait, pour l'obtenir, sur sa naissance et sur ses services.

Mais Philippe avait fixé son choix : il désigna sa sœur naturelle Marguerite, duchesse de Parme. La douce main d'une femme semblait propre à apprivoiser des esprits rebelles : devant une femme, fille d'un empereur, tous les amours-propres pouvaient plier sans s'humilier. On ne se laissa point prendre toutefois à cet appât ; car on s'aperçut bientôt que l'autorité effective, les secrets d'État, appartiendraient à Granvelle, et que le prince d'Orange, les comtes d'Egmont et de Horn, quoique membres du conseil, ne seraient consultés que pour la forme et sur des points sans importance ou déjà décidés.

Egmont fut maintenu dans son gouvernement de Flandre et d'Artois, l'un de ceux où les doctrines de Luther et de Calvin se montrèrent d'abord avec le plus d'enthousiasme et d'audace.

La continuation d'une faveur qui lui revenait à tous égards, et qui était moins une grâce qu'une justice, ne pouvait lui faire oublier toutes celles qu'on lui refusait.

Avant de partir, le roi tint à Gand un chapitre de la Toison d'or, avec une pompe extraordinaire. Les comtes d'Egmont et de Horn ne manquèrent pas d'y paraître. Philippe régla que dorénavant les chevaliers, avant de procéder aux élections, jureraient de ne pas donner leurs voix à des hérétiques ou à des personnes suspectes d'hérésie, et leur recommanda de veiller dans leurs terres et seigneuries au maintien des anciennes constitutions de l'Église, d'en faire châtier les transgresseurs par leurs justices particulières, ou de les dénoncer au roi et à ses officiers.

Ce chapitre, le plus brillant des vingt-trois célébrés aux Pays-Bas, fut le dernier de tous. Dans la suite, le roi nomma seul les chevaliers, en vertu d'un bref apostolique. Il abolissait ainsi d'un trait de plume la constitution de l'ordre, qui représentait assez bien une chambre des pairs. D'après les statuts, les *compagnons de l'ordre* jouissaient du droit d'intervention dans les mesures adoptées par le chef et souverain ; ils exerçaient de plus celui de censure et de réprimande. Les chevaliers n'avaient pas craint de représenter à Charles le Téméraire qu'il foulait son peuple ; ils avaient blâmé Charles-Quint de n'être pas véritable en ses paroles, de mal payer ses dettes et de ne pas consulter les chevaliers ; et tout en louant Philippe, ils lui avaient rappelé que l'article VI des statuts enjoignait aux souverains de *n'entreprendre aucune besogne,* sans en avoir conféré auparavant avec leurs *confrères*. De pareilles témérités

suffisaient pour lui rendre les chapitres odieux, et pour l'engager à les supprimer.

Le roi réunit quelques jours après les députés des états de toutes les provinces. Il se borna à les entretenir de la nécessité de conserver intacte la religion catholique et d'exécuter rigoureusement les placards. Les états, de leur côté, réclamèrent hautement le rappel des troupes espagnoles et étrangères, insistant pour qu'on n'employât à la garde des places fortes que des soldats du pays.

Ces troupes formaient au plus quatre mille hommes; mais on les accusait de mille insolences et exactions, et depuis longtemps Philippe était fatigué de doléances à cet égard. Les remontrances des états, qu'il croyait inspirées par plusieurs grands seigneurs, principalement par le prince d'Orange et le comte d'Egmont, achevèrent de l'ulcérer; il résolut de ne plus permettre des assemblées si factieuses, et il s'embarqua à Flessingue, avec la satisfaction d'un homme qui s'éloigne d'une terre ennemie. Le comte de Horn l'accompagna en Espagne; sa charge d'amiral lui en faisait un devoir.

Le peuple, que sa réserve et sa froideur indisposaient, le vit partir avec colère. « Nous avions, disait-il, un empereur flamand, qui nous parlait en père notre bonne vieille langue et à qui nous pouvions toucher familièrement dans la main. Nous avons aujourd'hui un prince espagnol, ne parlant qu'espagnol, entouré d'Espagnols qui nous repoussent, nous méprisent et nous vexent. Confiné dans sa chère Espagne, il nous abandonnera à la rapacité de ces orgueilleux étrangers et violera sans remords nos chartes et priviléges. »

Les grands seigneurs et la noblesse nourrissaient un mécontentement non moins amer; les uns s'indignaient d'être suspectés et sans influence; les autres articulaient d'injurieux passe-droits : beaucoup comptaient des alliés et des amis parmi les protestants d'Allemagne et les huguenots de France : ils en partageaient les opinions et les désirs : obérés par des dépenses excessives, ils spéculaient sur une révolution quelconque pour rétablir leurs finances ou leur crédit; un grand nombre souhaitait l'écroulement d'un édifice qui ensevelirait sous ses ruines ceux dont ils prétendaient avoir à se plaindre; la plupart aspiraient à un changement pour le seul plaisir de changer.

Le départ de Philippe fut donc salué plutôt par des malédictions que par des regrets. Et cependant ce roi, appelé le *Démon du Midi*, flétri du nom de tyran, et qu'on a été jusqu'à comparer à Néron, était loin de mériter tous les reproches dont il a été l'objet.

On le croyait cruel : il n'était que sévère, glacé, inflexible, encore cette inflexibilité s'alliait-elle à une extrême irrésolution. Il s'était fait des maximes dont il ne s'écartait jamais, mais il hésitait sans cesse sur les moyens à mettre en œuvre. Soupçonneux et temporisateur à l'excès, appliqué sans relâche, et ennemi de l'action au point de ne correspondre que par écrit avec des secrétaires qui travaillaient dans son cabinet, il perdait souvent par ses lenteurs le fruit de sa prodigieuse habileté, et quand arrivait enfin sa décision, il était trop tard : les événements l'avaient dépassée.

Un sourire, une parole cordiale, une fermeté vaillante et franche, auraient raccommodé bien des choses. Malheureuse-

ment, sombre, isolé, méfiant. Philippe n'avait aucune des grâces qui font aimer la royauté. Et puis, il comprenait peu les Belges, et confondait trop facilement l'ordre avec l'obéissance passive, la foi avec le sommeil et l'asservissement de l'intelligence. Il était, il faut le dire, de complexion atrabilaire et despotique.

Egmont, fidèle au roi et catholique au fond du cœur, ne pouvait souffrir que Granvelle, un prêtre, un parvenu, lui passât sur le corps, à lui homme d'illustre naissance, homme d'épée qui avait sauvé deux fois la monarchie; et le prince d'Orange entretenait avec adresse ses ressentiments, pour s'en servir au besoin. Il répugnait en outre au descendant des ducs de Gueldre de se mêler de questions théologiques et de mettre à exécution des mesures impitoyables, en dispersant des prêches, en arrêtant des sectaires, en les livrant à la torture et aux bûchers. Ces sectaires, qu'il désapprouvait pour leur apostasie, lui semblaient moins coupables parce qu'ils étaient comme lui les ennemis de Granvelle. Sans doute il aurait montré plus d'empressement à exécuter les ordres du roi, s'il n'avait pensé qu'ils étaient dictés par un ministre odieux.

Mais jusque dans sa colère, Egmont ne se démentait pas. Il entrait toujours un peu de jovialité cavalière même dans sa mauvaise humeur. C'était à table qu'il se vengeait surtout par des sarcasmes. Un des convives assidus de l'hôtel d'Egmont, Simon Renard, ancienne créature de Granvelle, devenu son adversaire implacable, homme d'esprit, d'ailleurs, et d'une malignité incisive, passait pour l'auteur de la plupart des libelles, satires et pasquinades qui circulaient alors.

Un jour on dînait en bonne compagnie chez le sieur de Grobbendonck, de la famille de Schets, dont descendent les ducs d'Ursel d'à présent. La conversation tomba sur le luxe des livrées, qui ruinait la noblesse, et sur le faste impertinent de celles de Granvelle. On proposa, pour remédier au mal, d'adopter une mode nouvelle, qui se distinguerait par sa simplicité, et le comte d'Egmont fut prié de la régler. Le lendemain, il habilla ses gens de casaques de gros drap gris-noirâtre tout uni, avec des capuchons rouges et des marottes brodées sur les ailerons. C'était une épigramme figurée contre Granvelle. L'invention fut jugée excellente; on l'adopta généralement, et la gouvernante, qui n'était pas fâchée que son tuteur reçût quelque mortification, en rit avec tout le monde. Mais à Madrid on prit cette plaisanterie au sérieux. Alors Egmont substitua aux capuchons et aux marottes des faisceaux de flèches, symbole de l'aversion presque unanime de la noblesse contre Granvelle. Cet emblème parut en Espagne plus coupable encore que l'autre; on voulut y voir le signe de ralliement d'une conjuration contre l'État.

Le comte de Horn était revenu d'Espagne. Pendant son absence on avait disposé de son gouvernement de Gueldre, et ce procédé n'était pas propre à l'attacher à la cause royale. Chef des finances et membre aussi du conseil d'État, mais membre de nom plutôt que de fait, il se prononça à son tour contre le cardinal, qui ne pouvait guère compter que sur le duc d'Aerschot, le comte d'Arenberg et le comte de Berlaimont.

Le comte d'Egmont, le prince d'Orange et le comte de Horn formèrent une espèce de triumvirat opposé à tous les desseins

du ministre. Granvelle connaissait parfaitement ses ennemis, mais il mettait entre eux des différences essentielles. Celui qu'il redoutait le plus, à cause de son adresse, de sa ruse et de son ambition cachée, était Guillaume de Nassau. Egmont n'était que séduit par son ami, et il serait facile de le faire revenir, en lui payant exactement ses pensions, en lui témoignant quelque considération particulière, en avançant ceux qu'il recommanderait, et en lui faisant sentir qu'on le préférait au prince.

Mais Philippe, avec ses éternelles lenteurs et son opiniâtre indécision, ne décidait rien. C'étaient d'interminables dépêches qui débattaient longuement les questions accessoires, sans toucher aux principales, et ajournaient sans cesse des résolutions que, dans les temps de troubles, il faut prendre au moment même, sous peine d'être devancé par les événements.

Le triumvirat avait adressé directement un mémoire au roi contre le cardinal. La réponse, équivoque et dilatoire, n'arriva qu'après quinze mois.

Egmont, Guillaume et de Horn déclarèrent qu'ils ne siégeraient plus au conseil d'État à côté d'un étranger qui s'étudiait à les outrager, et où, d'ailleurs, leur présence était inutile. Ils avaient en vain demandé la convocation des états généraux, le rappel des troupes espagnoles, la modération des placards en fait de religion ; inutilement ils avaient blâmé le projet d'ériger de nouveaux évêchés, et représenté la décadence du commerce, le délabrement des places fortes : leur voix n'était jamais entendue.

Alors l'impopularité de Granvelle fut au comble. On n'avait

point de gazettes pour entretenir les haines politiques ; mais les pamphlets, les pasquilles, les caricatures, préludaient déjà à cette guerre de la presse et ne ménageaient pas plus la vérité.

Enfin la gouvernante, qui elle-même portait impatiemment le joug de Granvelle, envoya en Espagne un de ses secrétaires, qui parvint à convaincre Philippe de la nécessité de rappeler ce ministre. Il y eut cependant de nouvelles incertitudes avant que cette mesure fût complétement exécutée.

Le 10 mars, le cardinal partit pour Besançon, chargé de toute la haine publique.

Egmont, le comte de Horn et le prince d'Orange reprirent leur place au conseil d'État, et y affectèrent une assiduité plus qu'ordinaire. Le peuple poussa des cris d'allégresse.

Cette joie fut de courte durée. Malgré l'absence de Granvelle, les mêmes sujets de mécontentement subsistaient.

Les troupes espagnoles étaient peu nombreuses, et aujourd'hui qu'on a exagéré sans mesure la force des armées, on y ferait à peine attention. Mais on les considérait comme des instruments de tyrannie, et on se plaignait amèrement de leur insultante brutalité. Les soldats des vieilles bandes, qui sous Charles-Quint avaient fait admirer leur vaillance par toute l'Europe, méprisaient naturellement la bourgeoisie : ils se croyaient tout permis, et montraient une arrogance que Brantôme a proposée comme une vertu militaire. Les mercenaires, moins sensibles à l'honneur, les surpassaient encore en mauvais procédés.

Les besoins de l'Église exigeaient une nouvelle répartition

des évêchés. Rien n'était plus raisonnable. Cependant les anciens diocésains et les chefs d'abbaye, dont les intérêts temporels se trouvaient en jeu, furent les plus ardents à s'y opposer. De son côté le peuple, à qui l'on avait persuadé que ces évêques seraient des officiers de l'inquisition, et qui savait que la meilleure part dans cette distribution de mîtres était destinée à l'homme qu'il détestait le plus, appuyait par ses bruyantes clameurs les remontrances de ses magistrats, du clergé et de l'aristocratie.

Le grand mot, le mot terrible, celui qui soulevait les gens instruits et les masses, était celui d'*inquisition*. Ces tribunaux inexorables, avec leurs procédures mystérieuses et leurs délateurs apostés jusque dans l'intimité des familles, devaient être en exécration à la nation belge, principalement à une époque où l'indépendance de la pensée commençait à devenir un besoin social.

L'inquisition des évêques, l'inquisition papale exercée par délégation, n'étaient pas inconnues aux Pays-Bas. L'une et l'autre y existaient au moment des troubles. Mais on prétendait que l'on voulait y substituer l'inquisition espagnole, et quoique Philippe ait désavoué cette intention par la suite, et qu'on n'ait pas de preuves positives du contraire, il est peut-être permis de soupçonner que s'il avait rencontré moins d'obstacles, il aurait essayé d'introduire en Belgique une institution qu'il favorisait avec tant d'amour en Espagne. Du moins, son caractère, ses paroles ambiguës, chaque fois que dans le principe il s'occupait de l'inquisition, et les efforts de plusieurs de ses partisans pour établir que celle d'Espagne n'eût pas été une nouveauté parmi

nous. le donnent-ils à penser. Quoi qu'il en soit, cette croyance était si générale et si répandue à l'étranger, qu'elle fit regarder Philippe comme un despote fanatique et sanguinaire. Des discussions passionnées finirent par tout confondre; l'inquisition, quelle qu'elle fût, devint un objet d'horreur; on n'en voulut plus entendre parler, même sous sa forme régulière et reçue; les édits relatifs à l'hérésie en parurent une extension qu'il fallait abolir. On demandait que dorénavant les officiers civils et les inquisiteurs ne procédassent plus, pour *le faict de religion,* par emprisonnement, punitions corporelles et confiscations de biens; et la liberté de conscience fut invoquée par des hommes bien résolus à faire prévaloir leurs opinions aux dépens de celles des autres.

L'état des esprits exigeait à la fois de la fermeté et de la modération. Philippe s'obstinait à prescrire l'exécution pure et simple de lois rigoureuses qui n'étaient plus accommodées aux circonstances; en même temps, il laissait sans autorité et presque sans ressources ceux mêmes qu'il chargeait de ces ordres impraticables.

Le roi avait mandé Egmont à Madrid. Il semblait que ce voyage dût tout concilier. Le comte fut parfaitement reçu. Philippe un moment dissipa les nuages qui obscurcissaient son front; il prit un air serein, caressant, et s'empara facilement de l'âme ouverte et confiante de cet ambassadeur très-peu diplomate. Au retour, Egmont s'aperçut qu'on l'avait bercé de doucereuses paroles, et se plaignit hautement d'avoir été trompé.

Philippe renvoyait l'arrangement définitif des affaires à l'épo-

que où il viendrait aux Pays-Bas. A chaque courrier il annonçait son prochain départ. Mais ce roi, qui possédait le Pérou, manquait d'argent ; ce monarque inflexible, qui enjoignait avant tout de ne point céder, manquait de résolution et surtout de cette activité qui s'exerce ailleurs que dans le cabinet.

Le mécontentement éclata, et l'autorité royale reçut une cruelle atteinte. Un gentilhomme attaché au prince d'Orange, Marnix de Sainte-Aldegonde, conçut le projet d'une confédération de la noblesse, dont l'acte, devenu si fameux sous le nom de *Compromis,* fut bientôt couvert de signatures.

On y exposait que des étrangers, pour satisfaire leur ambition et leur avarice insatiable, avaient trompé la religion du roi et l'avaient porté non-seulement à refuser d'adoucir des édits trop sévères, mais à vouloir, contre ses serments, introduire l'inquisition, qui perdrait le pays, l'inonderait de sang, et produirait l'oppression et l'esclavage des peuples ; qu'offensée de ces indignités, la noblesse, à qui il appartient de protéger la nation et de secourir les opprimés, s'était unie et confédérée pour repousser ces violences ; qu'elle s'était engagée par serment à ne jamais souffrir d'inquisition dans les Pays-Bas, sous quelque nom que ce pût être, et qu'elle protestait et prenait Dieu à témoin que cette entreprise ne tendait qu'à sa gloire, au service du prince et à l'avantage de la patrie.

Il faut remarquer qu'en méconnaissant l'autorité royale, les confédérés protestaient de leur respect pour le roi et de leur dévouement à sa personne. C'est ainsi que commencent tous les révolutionnaires.

En peu de jours cette pièce courut le pays : une foule de

gentilshommes, appauvris par la guerre et par le luxe, et nourrissant des griefs contre la cour qui était dans l'impossibilité de les satisfaire, y apposèrent leur seing avec empressement. Henri de Bréderode, issu des comtes de Hollande, fort infatué de sa naissance, et qui se figurait déjà ressaisir son comté au milieu de la conflagration générale, fut reconnu chef des confédérés. Pour encourager les adhésions, on répandit le bruit que plusieurs souverains étrangers donnaient les mains à cette ligue. On citait nommément la reine Élisabeth d'Angleterre, l'électeur palatin, le duc de Clèves, en leur associant l'amiral de Coligni et sa faction.

On ne trouve pas les noms des comtes d'Egmont et de Horn sur ces listes ; mais le jour que les confédérés reçurent la réponse de la gouvernante, on les voit à l'hôtel de Culembourg, où le parti adopta le nom de *gueux,* que le comte de Berlaimont lui avait jeté comme une injure. Egmont, le comte de Horn et le prince d'Orange avaient dîné ce jour-là chez le comte de Mansfeld. N'ayant paru chez le seigneur de Pallandt que fort tard, ils y furent reçus aux acclamations de *Vivent les gueux!* et adoptèrent, ainsi que les autres, l'emblème des mains jointes et de la besace.

Une pétition présentée par quatre cents gentilshommes était chose inouïe. La gouvernante fut blessée de cette manifestation menaçante, et cassa même aux gages trois personnes de sa maison qui avaient signé le compromis. Cependant elle cachait son ressentiment, et, sans autorité pour rien résoudre, elle répondit aux confédérés d'une manière ambiguë, promettant d'écrire à Madrid. Mais chacun savait à quoi aboutissaient ces dépêches

multipliées, on accusait d'artifice la gouvernante qui, par impuissance, était forcée de gagner du temps, et, en sa qualité de femme, préférait les moyens suggérés par la finesse à ceux que fournit la violence.

Cependant, tandis qu'en Allemagne l'empereur Maximilien II poursuivait avec chaleur le projet que son père avait formé de rallier les protestants à l'église catholique par la voie de la conciliation, la France était en feu ; le prince de Condé et Coligni, d'une part, la cour et les Guises, de l'autre, se partageaient le royaume. Les calvinistes, maîtres d'un grand nombre de places dans le pays, entretenaient de nombreux émissaires en Belgique et formaient sur la frontière un rassemblement d'aventuriers et de vagabonds de toutes les classes, prêts à la franchir à la première occasion.

Les prédicateurs des nouvelles doctrines se multiplièrent ; plusieurs étaient des moines et des prêtres catholiques qui avaient jeté le froc et l'étole : ils parlaient avec force contre les richesses et les vices du clergé, annonçaient une morale plus épurée, un culte plus sévère, intéressaient à leur cause les ressentiments de la multitude, et, mêlant le vrai avec le faux, rencontraient ses sympathies par la censure véhémente de quelques abus réels et qui frappaient tout le monde. Pour les écouter, on s'assemblait dans les champs, dans les bois, le peuple leur servait de garde contre les satellites du gouvernement ; ceux qu'il ne pouvait protéger passaient pour des martyrs.

Sur ces entrefaites, les nobles qui dirigeaient les confédérés les convoquèrent à Saint-Trond. Au mois de juillet, environ

deux mille hommes armés s'y rendirent, les uns seuls, les autres avec leurs gens. Ils y arrivèrent à cheval, la plupart en troupes. Une partie occupa les fermes et les manoirs d'alentour: le reste campa sous des tentes.

Cette assemblée, beaucoup plus nombreuse que les précédentes, les surpassa aussi par sa mutinerie. Elle se grossit tous les jours d'étrangers, de sectaires et de réfugiés qui venaient y chercher une sauve-garde et un asile.

Un auteur l'a comparée avec raison à une ancienne diète de Pologne, où il venait toujours plus qu'il ne fallait de votants, et où les décisions se prenaient à coups de sabre.

La gouvernante, alarmée, y envoya le prince d'Orange et le comte d'Egmont, pour empêcher le désordre et tâcher de dissiper l'attroupement.

Soit impossibilité, soit mauvaise volonté, ils n'obtinrent rien de cette foule tumultueuse.

Afin de faire diversion, la gouvernante indiqua de nouvelles conférences à Duffel, puis à Liége. Cependant le camp de Saint-Trond n'était pas levé; il continuait ses réclamations séditieuses : comme on n'obtenait aucune détermination, le comte Louis de Nassau et les autres confédérés restés à Bruxelles, fixèrent un jour pour attendre une décision catégorique du roi, déclarant que, passé ce terme, ils ne répondaient de rien.

La gouvernante avait envoyé, malgré leurs répugnances, le marquis de Berg et le seigneur de Montigni en Espagne; elle écrivait lettres sur lettres, et dépeignait, avec les couleurs les plus vives, la crise déplorable du pays. On avait beau le presser, Philippe ne sortait pas de son calme imperturbable;

il verrait, il examinerait, il prononcerait incessamment.

Cette politique expectante, ces retards inconcevables firent penser que la gouvernante avait reçu les pouvoirs nécessaires pour terminer les différends, mais qu'elle aimait mieux arriver à ses fins par la duplicité.

Le prince d'Orange ne jugeait pas de même, et disait que le roi, résolu à les tromper tous, avait commencé par sa sœur. Ces délais, suivant lui, cachaient le dessein de frapper un grand coup, et d'écraser ses ennemis à l'improviste.

Pendant que l'assemblée de Saint-Trond durait encore, l'on apprend qu'une bande de furieux, échauffée par les prédications calvinistes, parcourt les villes et les campagnes, en y commettant les plus épouvantables excès. Des mendiants, des bandits, de pauvres forcenés, des femmes, des enfants, envahirent les monastères, les églises. Les monuments du culte et des arts, des objets d'un prix inestimable, furent détruits et pillés. Quelques gens de cœur auraient pu facilement venir à bout d'une poignée de misérables; mais les bourgeois et les magistrats, stupéfiés, laissaient faire, et se contentaient de gémir. Cet affreux incendie se propagea dans tout le pays. On compte que plus de quatre cents églises et couvents furent ruinés dans l'espace de sept à huit jours.

Quelles scènes lamentables et hideuses! Des êtres vils et faibles, animés d'une rage aveugle, excités par leurs propres violences et par leur impunité, brisent à coups de pierre et de bâton l'œuvre et l'orgueil des siècles. Les autels sont profanés, le vol se mêle au sacrilége; les vases d'or et d'argent, les reliquaires et les ostensoirs ornés de pierres précieuses, les étoffes

magnifiques, sont enlevés en plein jour; des statues admirables renversées de leurs piédestaux, arrachées de leurs niches et mises en pièces; des chefs-d'œuvre de peinture, des manuscrits uniques, déchirés ou livrés aux flammes. Les vitraux resplendissants de merveilleuses images servent de but à l'adresse barbare d'insolents maraudeurs; les sépultures sont violées, et les cloîtres silencieux, les pompeuses cathédrales, n'offrent plus que des débris. Voilà bien l'homme : il détruit au nom de la tolérance, il tue en l'honneur de la liberté!

Le mal avait commencé par la Flandre et l'Artois. Au premier vent qu'elle en eut, la duchesse fit d'aigres reproches au comte d'Egmont, gouverneur de ces provinces. Ces désordres l'indignaient et le pénétraient de douleur. Cependant il avait peu fait pour les prévenir. Confiant dans son influence personnelle, il laissait parfois le peuple franchir les bornes, afin d'intimider le gouvernement, et se flattait de l'arrêter quand il le jugerait à propos. Il se trompa dans son calcul.

La duchesse, consternée, assembla ses conseillers. Egmont, le comte de Horn, le prince d'Orange, remontrèrent pour la centième fois qu'il serait dangereux d'en appeler aux armes; qu'avant de réussir, il faudrait exterminer plus de deux cents mille hommes; qu'il n'y avait qu'un moyen de rétablir la paix : convoquer au plus tôt les états généraux, faire cesser d'une manière absolue les poursuites des inquisiteurs, suspendre l'exécution des placards, et permettre les prêches dans les lieux où ils se faisaient actuellement.

Après avoir longtemps résisté et songé même à se réfugier à Mons, la duchesse autorisa Egmont et ses deux collègues à

conclure un accord avec les députés de l'assemblée de Saint-Trond. On tomba d'accord sur les points proposés au conseil : les nobles, en retour, promirent de rompre leur confédération, de faire poser les armes à leurs adhérents, et d'aider à rétablir les églises, monastères et hôpitaux dévastés, et à faire punir les auteurs de ces abominables ravages.

Cette convention fut libellée comme un traité de puissance à puissance. Le 25 août 1567, le prince d'Orange, les comtes d'Egmont et de Horn, le seigneur de Hachicourt et le conseiller d'Assonville, de la part de Son Altesse, reçurent l'acte et le serment des nobles, au nombre de treize ou quatorze, le comte Louis de Nassau en tête. Ensuite la gouvernante fit dépêcher des lettres et copies qui furent envoyées en forme de circulaires, et les désordres cessèrent partout.

L'embarras de cette princesse était d'informer Philippe des concessions qu'elle avait faites. Dans ses lettres, elle exprime son chagrin et ses regrets, dit qu'elle n'a rien promis au nom du roi, mais seulement au sien, et, pour excuser sa condescendance et caresser les préventions du maître, se rejette sur la nécessité, en insinuant que les atrocités qu'elle dénonce avaient sans doute pour instigateurs ceux qui voulaient les excuser, c'est-à-dire les membres du conseil enclins à la clémence. Elle va même jusqu'à les accuser, sans nommer personne, de comploter un changement dans la religion et dans l'État.

Philippe était malade de la fièvre au bois de Ségovie, quand il reçut ces dépêches. Il jura par l'âme de son père de punir ses ennemis ; puis, revenant à ses habitudes de lenteur, à ses formalités favorites, il sembla rentrer dans l'impassibilité. Il avait

là un beau sujet d'écrire ; il apostillait les dépêches qu'il recevait d'heure en heure, assemblait son conseil à chaque instant, et se livrait à un travail immense.

Il était résolu à se venger, à venger le Ciel dont la cause et la sienne étaient la même : l'occasion lui semblait propice pour envelopper dans un seul châtiment tous ceux dont il avait à se plaindre ; mais il lui fallait une vengeance conforme à son caractère, une vengeance mûrie à loisir, préparée dans le mystère et savamment combinée.

Deux dépêches furent envoyées à la gouvernante, l'une ostensible, l'autre secrète.

La première annonçait avec prolixité la naissance de l'infante Isabelle. On y disait que la convocation des états généraux serait inutile et inconvenante en l'absence du roi ; qu'avant peu il viendrait dans le pays, et qu'alors on aviserait au parti qu'il conviendrait de prendre

L'autre insistait sur la nécessité de décliner l'intervention des états généraux ; elle enjoignait de ne rien faire qui pût engager le roi, et, en cas de besoin, de s'en remettre à Dieu et à sa providence.

Le départ de Philippe fut notifié aux cours étrangères ; des ingénieurs furent envoyés pour tracer la route ; on demanda passage en France ; on désigna l'escorte du monarque. La plupart se laissèrent prendre à ces apparences.

L'Allemagne s'était émue : l'Empereur avait offert sa médiation, et assurait que les princes de l'Empire qui avaient adopté la réforme ne souffriraient point qu'on l'opprimât aux Pays-Bas.

Philippe le remercia : son prochain voyage répondait à tout.

Cette annonce, répandue avec une adresse infinie, eut aussi pour conséquence de rendre plus circonspects ceux des confédérés qui ne voulaient pas brûler leurs vaisseaux.

Les modérés disaient que si le roi ratifiait les concessions faites par la gouvernante, il n'y avait plus de prétexte plausible pour vivre dans des agitations si funestes à la prospérité publique. Egmont était de ce nombre : il voyait l'avenir sous des couleurs sereines ; trop loyal pour être soupçonneux, il croyait à la foi jurée, quoiqu'il eût déjà été dupe de sa confiance. Et puis, il respectait le roi, et n'avait jamais songé à se soustraire à son autorité. En ce temps-là, un seigneur *naturel et droiturier* était une personne sacrée ; on pouvait bien contester avec elle, mais peu auraient osé la braver en face.

Quantité de nobles abandonnèrent les sectaires, quelques-uns pourvurent, en s'éloignant, à leur propre sûreté : les magistrats, revenus de leur stupeur, réprimèrent les iconoclastes ; des villes qui s'étaient compromises firent leur accommodement, et reçurent garnison : le traité de Saint-Trond fut observé d'abord de part et d'autre avec assez de bonne foi. La confiance et la tranquillité renaissaient, et les édifices religieux sortaient de leurs ruines.

Le bruit de l'arrivée du roi accrut encore la force du gouvernement. La réduction de Tournai et de Valenciennes, et d'autres succès semblables, lui firent bientôt oublier quelques-unes de ses promesses : dans plusieurs lieux, une réaction populaire contre le calvinisme favorisa ce revirement : on supprima les prêches, on démolit les temples ; les persécutions recommencèrent. La Belgique entière, du moins extérieurement,

paraissait être redevenue catholique et royaliste. La duchesse se hâta d'écrire ces bonnes nouvelles à Madrid. A l'en croire, tout marchait au mieux, et les secours qu'elle avait invoqués devenaient inutiles : la paix se rétablissait d'elle-même.

Conseil tardif! Le plan de Philippe était trop avancé pour y renoncer : et comment prêter l'oreille à la miséricorde, quand l'irritation est arrivée à son dernier période?

Malgré son ressentiment, il n'était pas au bout de ses lenteurs. On aurait dit qu'il se plaisait à savourer le parfum de la vengeance, avant d'en vider la coupe enivrante.

Pour faire diversion, occuper un temps les esprits et éprouver les personnes suspectes, en les forçant à se déclarer ou à donner des armes contre elles-mêmes, on avait imaginé d'exiger un nouveau serment de tous ceux qui étaient en charge. Le formulaire contenait, entre autres, l'engagement de servir le roi avec fidélité contre quiconque serait déclaré criminel de lèse-majesté. Cette clause seule devait ouvrir les yeux aux moins clairvoyants, et sans doute elle aurait éveillé les défiances d'Egmont si, trompé par les caresses de la gouvernante, fatigué des commotions populaires, et plein d'espoir dans l'arrivée du roi, il n'avait été intimement convaincu que son devoir exigeait qu'il se rapprochât de la cour.

Aussi ne refusa-t-il pas le serment proposé. Au contraire, les comtes de Horn et d'Hoogstraeten s'en excusèrent modestement ; tandis que le prince d'Orange, averti de tout ce qui se passait dans le cabinet de Philippe, rejeta ce serment avec hauteur, et dit qu'il était prêt à quitter toutes ses charges et à se retirer.

La gouvernante, qui le craignait et voulait le ménager, le fit solliciter d'entrer en conférence avec le comte d'Egmont. Cette conférence eut lieu à Willebroeck, de l'aveu de la duchesse.

On y parla, à cœur ouvert, du serment et de beaucoup d'autres affaires. Le prince resta inébranlable. Frappé de la sécurité et de l'aveuglement de son ami, il lui fit des révélations qui auraient suffi pour l'ébranler, s'il n'avait pas été sous le charme. Egmont comptait sur ses services, la droiture de ses intentions, sa popularité, son crédit dans l'Empire, et se croyait peut-être indispensable au roi dans les conjonctures présentes.

Ils eurent encore, à Vilvorde, d'autres entrevues, dont les résultats furent les mêmes.

Mais voilà qu'une dépêche de Madrid tombe au milieu de la Belgique comme un coup de foudre. Le roi écrivait qu'il se rendrait aux Pays-Bas le plus tôt possible; toutefois il avait fait prendre les devants à son cousin le duc d'Albe, afin d'aplanir certaines difficultés. Le duc, en attendant, commanderait les troupes et prendrait quelques mesures relativement aux fortifications et à la sûreté du pays, sous les ordres et avec la participation de la duchesse.

Ce dénouement, le prince d'Orange l'avait deviné. Les Espagnols s'avançaient déjà; il tenta un dernier effort pour désabuser Egmont. Ils se rencontrèrent à Termonde, sans la participation de la gouvernante, qui dénonça au roi cette entrevue comme une nouvelle conspiration.

Les comtes de Horn et d'Hoogstraeten s'y trouvèrent avec Louis de Nassau. C'est dans cet entretien solennel que le prince d'Orange et le comte d'Egmont, en se quittant, s'adressèrent

des paroles restées dans la mémoire du peuple : *Adieu, prince sans terre,* dit à Guillaume le comte d'Egmont, toujours un peu jovial : à quoi le Taciturne répliqua par ce mot fatal et prophétique : *Adieu, comte sans tête!*

Ne semble-t-il pas que ces deux hommes résumaient en eux les deux parties des Pays-Bas auxquelles la révolution du seizième siècle fit un sort si différent? L'un, sceptique, grave, dissimulé, profond, d'une constance à toute épreuve, suivant ses vastes plans avec une obstination mâle, patiente et courageuse, représentait assez bien la Hollande calviniste, qui se plaça, par son activité et sa persévérance, malgré l'exiguité de son territoire, au rang des premières puissances du monde; l'autre, croyant, sincère, passionné, mobile, se laissant diriger, n'est-il pas l'image de cette Belgique catholique, loyale et charmante, incertaine dans ses désirs, et trop souvent conduite par l'étranger?

Egmont revint à Bruxelles; le prince d'Orange partit pour l'Allemagne, où s'étaient réfugiés le comte de Culembourg et d'autres personnes de qualité. Leur retraite fit une impression terrible : des nobles, de riches marchands, des premiers bourgeois de toutes les villes, résolurent de s'expatrier; la désertion fut si contagieuse que la gouvernante écrivit au roi qu'il était sorti du pays plus de cent mille individus.

Cependant il avait été question de fermer l'entrée du pays aux Espagnols et de ne les recevoir que par capitulation sur la frontière. D'autres avaient pensé à les harceler au passage. Ces projets n'eurent pas de suite.

L'armée du duc d'Albe se composait des meilleures troupes

des garnisons de la Lombardie, de Naples, de Sicile, de Sardaigne et de la Goulette. Brantôme, qui alla la voir passer en Lorraine, et qui avait eu envie de s'y engager, dit qu'elle montait en tout à dix mille hommes de pied, vieux et aguerris, dont beaucoup avaient servi avec Egmont et le comte de Horn, richement équipés, fournis d'armes dorées et damasquinées, de sorte qu'on les eût pris plutôt pour des capitaines que pour des soldats. C'est dans leurs rangs qu'on vit les premiers mousquetaires, et ces mousquets, remarque Brantôme, *étonnèrent fort les Flamands, quand ils les sentirent sonner à leurs oreilles*. L'infanterie était commandée par des officiers qui s'étaient signalés en de fréquentes occasions : Don Sanche de Leva, Don Julien Romero, Don Gonsalès de Braccamonte, Don Sanche de Londogna, tous sous les ordres de l'Italien Ciapino Vitelli.

Le grand prieur de Malthe Don Fernand de Tolède, fils naturel du duc d'Albe, était général de la cavalerie, composée de quatorze compagnies de lanciers et de quatre d'arquebusiers à cheval, depuis appelés *carabins*. Gabriel Serbellone avait sous lui l'artillerie. Pour achever dignement ce cortége, l'armée, dont on vante l'admirable discipline, était suivie de *quatre cents courtisanes à cheval, belles et braves comme princesses, et de huit cents à pied, bien en point aussi*.

Une si joyeuse escorte répond mal à l'idée qu'on se fait de la rigidité du duc d'Albe. Mais les mœurs du temps permettaient ce contraste, et en s'y conformant, le duc n'était ni moins sévère ni moins inflexible. Voyez ses portraits : cette physionomie froide, grave, aiguë, cette barbe effilée comme une lame de poignard,

annoncent une âme de bronze. Pourtant cet homme n'était point cruel par tempérament; esprit étroit et altier, il voulait que tout pliât devant le maître auquel il obéissait lui-même. Impitoyable en vertu d'un sentiment peu éclairé du devoir, il appliquait à tout les maximes de l'autorité militaire : superbe, absolu, la moindre résistance, il la réputait un crime. C'était lui qui avait conseillé à Charles-Quint de détruire Gand de fond en comble, après l'insurrection de cette ville. Le sang qu'il a versé est retombé sur sa tête; mais le ressentiment et la haine ont cependant exagéré ses torts.

Son armée, partie du Piémont, passa en bon ordre le mont Cénis, traversa toute la Savoie, se rendit en Franche-Comté par les frontières de la Bourgogne et par la Lorraine, et arriva à Thionville en moins de deux mois. Le comte de Berlaimont et le baron de Noircarmes allèrent au devant du duc jusqu'à Luxembourg, de la part de la gouvernante. Un renfort de troupes allemandes et suisses, commandées par le comte de Lodron, l'attendait au même lieu.

Enfin, le 22 août 1567, il fit son entrée à Bruxelles. Il descendit au palais de Son Altesse, pour lui rendre ses devoirs; ensuite, il alla loger à l'hôtel de Culembourg, où il reçut les félicitations de la noblesse.

Le comte d'Egmont, ancien compagnon d'armes du duc d'Albe, fut un des plus empressés. Il alla à sa rencontre, et, pour sa bienvenue, lui offrit deux magnifiques chevaux de main. Le duc, qui jusqu'alors avait passé pour faire profession de franchise, démentit sa réputation. Quand on rend un culte à la force, on devrait, semble-t-il, dédaigner l'emploi de la ruse.

La perfidie et le mensonge n'appartiennent qu'à la faiblesse. Mais le puissant et terrible duc d'Albe les jugea utiles à la réussite de ses combinaisons. Faisant violence à son caractère, il s'efforça de paraître affable et gracieux, surtout envers ceux qu'il voulait perdre. Le comte d'Egmont eut la plus grande part à ses caresses.

L'arrivée du duc d'Albe avait frappé de consternation la bourgeoisie et le bas peuple : les soldats espagnols furent logés dans les maisons des particuliers, où ils vivaient presque à discrétion, comme ils l'avaient fait à Naples et partout ; car ces troupes, mal payées et poussant à outrance l'orgueil militaire, ne se croyaient pas obligées à de grands ménagements envers un peuple qu'elles venaient mettre à la raison. Le commerce dépérissait de jour en jour : les étrangers n'osaient plus aborder dans ces ports remplis naguères de vaisseaux, l'aspect des villes les plus riches et les plus populeuses était triste et morne, l'émigration ne cessait pas, et l'opinion comprimée puisait dans le silence, la contrainte et la terreur, une énergie désespérée.

Une partie de la noblesse cherchait à faire sa paix. La cour du duc d'Albe était nombreuse. On tâchait de deviner sur ce visage étonné de sourire les secrets du présent, les promesses de l'avenir. Egmont avait retrouvé son enjouement ; le comte de Horn, plus ombrageux, ne l'avait pas accompagné à l'hôtel de Culembourg : « Nos dangers ne sont-ils pas les mêmes? lui dit son ami. » Il le mena chez le duc, qui les reçut parfaitement.

Il y avait souvent conseil de guerre ; on y invitait ces sei-

gneurs, qui se sentaient dans leur élément. Le duc leur communiqua sans détour son projet d'élever trois citadelles pour la sûreté du pays; deux autres sur la lisière, à Groningue et à Valenciennes. Il avait amené des ingénieurs italiens, qui couraient d'un endroit à l'autre, levaient des plans et multipliaient les calculs. Tout cela fut soumis au conseil : l'on délibéra sur les fonds nécessaires pour ces ouvrages et sur leur prompte exécution.

Le duc d'Albe, se montrait fort pressé; il voulut une résolution finale, et fixa une dernière assemblée au 9 septembre suivant : on eut soin de prévenir les membres absents.

Le comte d'Hoogstraeten, sous prétexte de maladie, n'avait pas paru encore; il se mit en route; mais près de Bruxelles un billet lui fit rebrousser chemin, et il s'esquiva au plus vite.

Le conseil eut lieu au jour marqué. Le duc d'Aerschot, les comtes d'Arenberg, de Mansfeld et de Berlaimont s'y étaient rendus, avec quelques étrangers, Ferdinand de Tolède, Vitelli, Serbellone, Ibarra, et le comte Paccioti, chef du génie. Le duc avait donné ordre d'arrêter sans bruit Jean de Casembroot, seigneur de Backerzeel, intendant du comte d'Egmont, qui entretenait une petite cour et était servi par des gentilshommes de bonne maison, la plupart ses parents. On s'assura en même temps, par ruse ou par force, d'Antoine Van Straelen, bourgmestre d'Anvers, et confident du prince d'Orange.

L'avis que le duc attendait à l'égard de ces deux individus lui fit prolonger le conseil : il voulait aussi donner le loisir à Sanche d'Avila d'investir l'hôtel de Culembourg et d'en intercepter les avenues.

Le signal reçu, il congédia l'assemblée, vers cinq heures du soir. Tandis que les autres qui y avaient assisté se retiraient tranquillement, il continua d'entretenir le comte d'Egmont de fortifications et de citadelles, et le conduisit de salon en salon, jusqu'à un endroit où stationnaient plusieurs officiers espagnols. Là il s'arrêta, le regarda entre les deux yeux, et au nom du roi, lui demanda brusquement son épée.

Étourdi de cette apostrophe, le comte se remit pourtant, et rendit son épée en disant qu'il ne l'avait jamais tirée que pour le service du roi. Aussitôt quelques capitaines espagnols le menèrent et le gardèrent dans une chambre, pendant que Don Fernand de Tolède arrêtait de même le comte de Horn, qui fut détenu dans une chambre séparée.

Dès que la rumeur de cet emprisonnement fut publique, et elle le fut quelques heures après, elle ne causa d'abord qu'une douloureuse stupeur, qui tourna en imprécations contre les Espagnols; on plaignit le fatal aveuglement des deux comtes, et l'on fit, en pleine rue, des vœux pour que le prince d'Orange vengeàt leurs outrages. On aurait dit qu'une fois le comte d'Egmont arrêté, le pays restait sans appui et sans protecteur.

La gouvernante, qui n'avait pas été avertie, fut piquée au vif, et, comprenant que le pouvoir allait lui échapper, sollicita son rappel avec instance. Pour donner plus de force aux raisons énoncées dans ses lettres, elle envoya en Espagne un de ses affidés, appelé Machiavel (quel nom et dans quelle circonstance!). Mais elle ne put quitter les Pays-Bas qu'à la fin de décembre.

Le premier soin du duc d'Albe, dès qu'il se vit maître des

comtes d'Egmont et de Horn, fut de s'emparer de leurs papiers et de faire inventorier ou sequestrer leurs biens et leurs meubles.

Le 23 septembre, les prisonniers furent transférés de l'hôtel de Culembourg au château de Gand; Egmont était dans une litière, entre deux mulets; le comte de Horn sur un chariot de poste. Ils étaient escortés par 300 hommes de cavalerie et par environ 1,200 fantassins, tous Espagnols.

Le duc d'Albe avait levé le masque. Il donna des lettres par lesquelles il déclarait vouloir prendre connaissance lui-même, en son conseil, de tous les excès commis durant les troubles, tant en matière de religion que d'État, avec défense à tous autres juges d'en connaître. C'était le prélude de ce tribunal inouï, nommé *conseil des troubles* par les Espagnols, *conseil de sang* par les Belges.

Débarrassé de la gouvernante, il créa ce tribunal, composé de douze juges, sous sa présidence. La plupart de ceux qu'il y nomma rougirent d'y siéger, et le duc d'Albe et Vargas, qu'il avait amené d'Espagne, Vargas, homme selon son cœur, prononçaient presque seuls.

Les exécutions capitales se succédaient avec une effrayante rapidité; elles étaient accompagnées de confiscations qui enrichissaient les délateurs, et qui sont l'origine de quelques fortunes dont on a perdu depuis la source.

Appliquez aux comtes d'Egmont et de Horn les maximes d'une justice absolue, et il sera difficile de soutenir leur innocence. Mais en les enlevant à leurs juges naturels, on commettait une flagrante illégalité. De plus, il faut remarquer que la

féodalité avait laissé encore de profondes racines et qu'elle supposait entre le vassal et le suzerain un rapport mutuel de services et d'obligations. La résistance était écrite dans nos lois; l'histoire à chaque page attestait qu'on l'avait pratiquée avec succès : toutefois les limites dans lesquelles elle pouvait s'exercer étaient fort confuses. Les comtes d'Egmont et de Horn étaient-ils foncièrement coupables, pour n'avoir pas respecté des bornes incertaines? Ne fallait-il pas tenir compte des circonstances, et la conduite des deux accusés, en dernier lieu, n'éloignait-elle pas jusqu'à l'idée de haute trahison?

En bonne justice leur cause ne devait être portée que devant le conseil de Brabant, les chevaliers de la Toison d'or ou la chambre impériale.

Le comte d'Egmont avait pour avocat le sieur de Landas et pour procureur celui de Borchgrave. Le sieur de Provyns était spécialement chargé de la défense du comte de Horn.

Sabine de Bavière, épouse du comte d'Egmont, fille du comte palatin de Simmeren et de Béatrix de Bade, et sœur de l'électeur Frédéric III, la mère du comte de Horn et son beau-frère le comte de Nuenaer invoquèrent les droits et priviléges des prisonniers. Ils s'adressèrent tour à tour aux chevaliers de l'ordre, au conseil de Brabant, à l'Empereur et aux princes de l'Empire, notamment au cercle de Westphalie.

La magistrature belge, qui a toujours fait preuve d'une noble indépendance, s'honora encore dans cette occasion par sa fermeté. Le conseil de Brabant s'adressa au duc pour rappeler en faveur du comte d'Egmont sa qualité de Brabançon, comme seigneur de Gaesbeke.

Le duc d'Albe était bien résolu à ne rien entendre.

Le 12, le 13 et le 17 novembre 1567, le comte d'Egmont fut interrogé au château de Gand, par Vargas, Del Rio et le secrétaire Pratz. L'original de son interrogatoire est en espagnol[1]; lui faire parler cette langue dans un pareil moment, c'était à la fois l'humilier et l'avertir qu'il était à la merci de ses plus implacables ennemis. Le comte de Horn fut soumis aux mêmes formalités. Le 29 décembre suivant, le procureur général du conseil des troubles, Jean Du Bois, jadis pensionnaire à Gand et procureur général à Malines, fulmina son acte d'accusation.

Cette pièce, qui est fort longue, se réduit à leur reprocher d'avoir contribué à renvoyer les troupes espagnoles; de s'être opposés à Granvelle; d'être complices, auteurs ou fauteurs du Compromis et de la conjuration des nobles; enfin, d'avoir été de connivence avec les perturbateurs, et d'avoir manqué à leur devoir dans leurs emplois et gouvernements, en ne réprimant pas les soulèvements, profanations, pillages et tumultes.

Pierre Arset, président d'Artois, membre du conseil des troubles, mais sans y assister, soutint, dans un Mémoire, que les preuves de ces accusations étaient insuffisantes.

Le duc d'Albe passa outre, et le 4 juin 1568, il signa la sentence de mort des deux prisonniers, qui la veille avaient été amenés du château de Gand à Bruxelles.

Le sieur de Mondoucet, *ambassadeur pour le roi de France*

[1] Nous avons publié une traduction officielle de ces interrogatoires, faite pour les conseillers qui ne savaient pas l'espagnol. Voy. *Correspondance de Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme*, etc. Bruxelles, 1842, gr. in-8°, pp. 297-349.

en Flandre vers Madame de Parme et le duc d'Albe, adressa à sa cour une relation, dont nous extrairons les détails principaux.

Le comte d'Egmont, en arrivant à Bruxelles, était dans un chariot, avec le capitaine Tordesillas et un autre officier espagnol. En tête marchaient quatre compagnies d'arquebusiers espagnols; autour du chariot, les arquebusiers de Tordesillas, et derrière, les piquiers de l'avant-garde. Suivait le chariot du comte de Horn, dans lequel était Antoine d'Avila et le capitaine Erasso; il était entouré des arquebusiers et des piquiers de la compagnie d'Erasso, ainsi que de ceux de Don Antoine de Tolède et de Don Hernando de Sayavedra. Ces troupes s'avançaient enseignes déployées et tambour battant; les lances de Don Sanche d'Avila formaient la haie.

Le 4 juin, sur les deux heures après-midi, le cortége passa les portes de Bruxelles, et marcha dans la ville en bataille, avec une *batterie de tambourins et de fifres si piteuse qu'il n'y avoit spectateur de si bon cœur qui ne pâlist et ne pleurast d'une si triste pompe funèbre.*

On conduisit les prisonniers sur le Marché, où l'on venait de décapiter vingt-deux gentilshommes, et on les enferma séparément dans la *Maison du roi.*

Sur les onze heures du soir, Martin Rithove, évêque d'Ypres, après avoir vainement tenté de fléchir le duc d'Albe, vint annoncer aux condamnés leur sentence de mort. Egmont s'en émut extrêmement et devint fort pâle, s'écriant à haute voix : « Voici une sentence bien rigoureuse; je ne pense pas avoir assez offensé Sa Majesté pour mériter un tel traitement; néanmoins je le

prends en patience; je prie le Seigneur que ma mort soit une expiation de mes péchés, et que par là ma chère femme et mes enfants n'encourent aucun blâme ni confiscation; car mes services passés méritent bien qu'on me fasse cette grâce. Puisqu'il plaît à Dieu et au roi, j'accepte la mort avec résignation. »

Il demanda à l'évêque s'il n'y avait aucune grâce à espérer; Rithove lui répondit que non. Il remercia ensuite le bon Dieu et le duc d'Albe de lui avoir envoyé un si digne prélat pour l'assister dans ses derniers moments, et voulut se confesser: ce qu'il fit d'une façon tout à fait exemplaire. Il pria l'évêque de célébrer la messe, car il souhaitait de recevoir la sainte communion de ses mains. Rithove répondit qu'il la dirait, mais qu'il ne s'y était pas encore préparé, n'ayant pas récité ses heures. Le comte, craignant d'être prévenu, le conjura de se hâter. Les heures dites, la messe fut célébrée, et Egmont communia avec beaucoup de dévotion. Il demanda alors quelle oraison lui serait la meilleure pour se recommander à Dieu; l'évêque affirma qu'il n'en savait pas de préférable à celle que Jésus avait enseignée lui-même à ses apôtres, savoir, le *Pater noster*.

Le conseil fit impression sur le comte, et il commença à réciter cette prière si touchante et si belle dans sa simplicité. Mais réfléchissant au triste sort de sa femme et de ses enfants, il se mit à les regretter. Les vives exhortations de l'évêque le détournèrent cependant de ces pensées mondaines. Voyant qu'il avait encore du temps, il demanda tout ce qui était nécessaire pour écrire à Sabine de Bavière et au roi.

Dernière confession du comte d'Egmont.

Digitized by Google

Voici la seconde de ces lettres, aussi pathétiques que fermes et modérées :

SIRE,

J'ay entendu ce matin la sentence qu'il a plu à Votre Majesté faire décréter contre moi. Et combien que mon intention n'ait été de rien traiter ni faire contre la personne ni le service de Votre Majesté, ni contre notre vraie, ancienne et catholique religion, si est-ce que je prends en patience ce qu'il plait à mon bon Dieu de m'envoyer. Et si j'ay durant ces troubles conseillé ou permis de faire quelque chose qui semble autre, n'a été toujours qu'avec une vraie et bonne intention au service de Dieu et de Votre Majesté et pour la nécessité du temps. Par quoy je prie à Votre Majesté me le pardonner et avoir pitié de ma pauvre femme, enfants et serviteurs, vous souvenant de mes services passés. Et sur cet espoir m'en vais me recommander à la miséricorde de Dieu.

De Bruxelles, prêt à mourir, ce 5 juin 1568.

De Votre Majesté,
Très humble et loyal vassal et serviteur,
LAMORAL D'EGMONT.

Cette lettre scellée, Egmont la donna à l'évêque pour la faire tenir sûrement au roi avec une bague qu'il avait au doigt, et que Philippe lui avait donnée jadis. Comme il s'informait des discours qu'il pourrait tenir sur l'échafaud, pour l'édification du peuple, l'évêque répliqua que le moins qu'il pourrait parler serait le mieux, et cela pour deux raisons : d'abord, parce qu'on

ne l'entendrait pas; secondement, parce que le peuple était si malicieux, qu'il interpréterait diversement ce qu'il dirait; et qu'enfin, ses propos pourraient profiter à quelques-uns et nuire à beaucoup d'autres.

Pendant ces entretiens, des soldats espagnols entrèrent dans la salle, et apportèrent des cordes pour lier les mains du patient, selon la coutume; Egmont, la rougeur sur le front, leur dit qu'il n'était pas nécessaire, et qu'il était préparé à mourir : il leur montra même son pourpoint, dont il avait fait couper le collet.

Le comte de Horn ayant pareillement appris le contenu de sa sentence, s'emporta contre cet arrêt, disant qu'il avait bien offensé Dieu, mais qu'il n'avait jamais été coupable envers le roi. Cependant l'évêque d'Ypres, avec cette onction pénétrante que donne le sentiment religieux, tâcha de calmer son esprit et de le consoler, et après lui avoir remontré le peu de temps qui lui restait à vivre, il l'exhorta à se préparer à la mort par une bonne confession.

Mais de Horn refusa d'abord de le faire, attendu qu'il s'était confessé depuis longtemps à Dieu. Enfin, il se rendit aux pressantes instances de l'évêque, et s'acquitta de ses derniers devoirs avec ferveur et onction.

Egmont cependant se plaignait qu'on tardât à venir le chercher, disant que, puisqu'il devait mourir, il y avait de l'inhumanité à prolonger son agonie. Vers dix heures, il sortit, accompagné de l'évêque d'Ypres, du mestre de camp Don Julien Romero et du capitaine Salinas. Il était vêtu d'une jupe de drap cramoisi et d'un manteau noir avec des passements

Exécution du comte d'Egmont et du comte de Horn.

Digitized by Google

d'or, les chausses de taffetas noir, les bas de chamois bronzé : son chapeau de taffetas noir, couvert de force plumes blanches et noires, et à la main un mouchoir brodé. Le prévôt se tenait près de l'échafaud avec sa baguette rouge.

Egmont traversa lentement les troupes espagnoles, rangées en bataille ; il récitait le psaume *Miserere mei, Deus,* et saluait les capitaines et soldats, qui ne pouvaient s'empêcher de pleurer, en voyant la fin déplorable d'un si grand capitaine.

Il allait à la mort sans forfanterie, sans vaine bravade, en gentilhomme et en chrétien.

Monté sur l'échafaud, tout tendu de drap noir, il pria l'évêque de dire le *Pater noster,* ce que l'évêque fit à l'instant ; trois fois il réitéra la même prière, après quoi il demanda, les larmes aux yeux, la dernière absolution. L'ayant reçue, il fit signe à l'évêque de se retirer, se mit à genoux sur un carreau de velours noir, rejeta son manteau et sa jupe ; puis, en baisant plusieurs fois le crucifix qu'il tenait entre les mains, il tira un petit bonnet de son sein, s'en couvrit les yeux, et dit à haute voix : *In manus tuas, Domine, commendo spiritum meum.* Aussitôt l'exécuteur des hautes œuvres, qu'on a cru être un de ses valets, s'approcha doucement, et lui fit sauter la tête des épaules.

Un immense cri de douleur sortit de la foule consternée.

Le corps fut incontinent couvert d'un drap noir.

Vers midi, Don Julien Romero alla chercher le comte de Horn. Il montra la même dignité, le même courage, et une piété aussi vraie, quoique moins expansive et moins édifiante.

Il était en jupon de soie noire, avec un manteau, et tenait à la main un bonnet noir.

Comme Egmont, il traversa librement une partie de la place, saluant les personnes de sa connaissance qu'il rencontra sur son passage. Parvenu à la plateforme de l'échafaud, il jeta les yeux sur le drap mortuaire, et demanda si c'était là le comte d'Egmont; on lui répondit que oui : il murmura quelques paroles en espagnol, se mit à genoux, et pendant qu'il faisait une courte prière, le bourreau lui trancha la tête.

Cette exécution cruelle et impolitique, qui avança les affaires du prince d'Orange au delà de ses espérances, excita les gémissements et la fureur du peuple. Les têtes des deux victimes furent exposées jusqu'à trois heures après-midi. L'ambassadeur de Charles IX dit qu'il venait de voir tomber celle qui avait fait trembler deux fois la France.

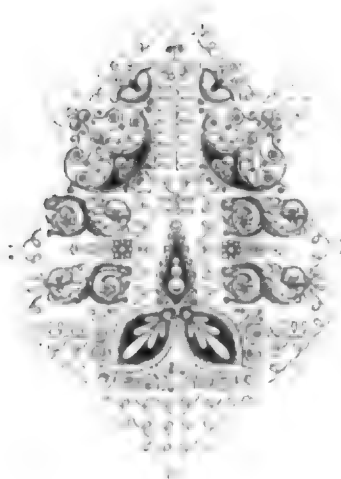
Le peuple se jeta sur l'échafaud : on trempa des mouchoirs dans le sang des martyrs de la cause populaire; on maudit les Espagnols, et l'on appela sur eux et le duc d'Albe la vengeance du Ciel.

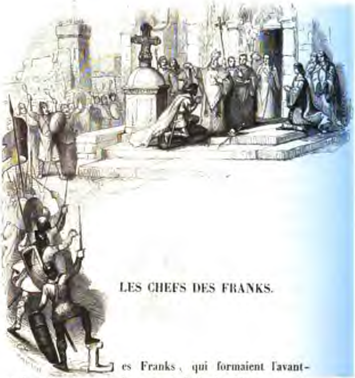
Ce même jour, la comtesse d'Egmont était venue à Bruxelles, pour consoler la comtesse d'Arenberg, dont le mari avait été tué en Frise. Elle ne savait pas encore quel affreux malheur la frappait elle-même.

Le comte de Horn n'eut qu'un fils, qui mourut jeune. Mais Egmont, de Sabine de Bavière, qu'il épousa en 1544, laissa trois fils et dix filles. L'aîné servit l'Espagne avec zèle, combattit en France pour la Ligue, et fut tué à la bataille d'Ivri; le second était un rêveur, qui voulut aller fonder un christianisme joannite dans une île ignorée du nouveau monde. Au commencement du dix-huitième siècle, cette race illustre s'éteignit :

son nom et ses honneurs passèrent aux Pignatelli, et l'un d'eux laissa à une danseuse l'héritage du vainqueur de Gravelines!

LE BARON DE REIFFENBERG.





LES CHEFS DES FRANKS.

Les Franks, qui formaient l'avant-garde des nations marchant au Capitole, les féroces compagnons de Mérowig, eurent la gloire d'affranchir les Gaules de la domination romaine. Campés d'abord dans la Taxandrie, autour de la résidence royale de Dispurgum (Diest), les Saliens, guidés par Khlodio, avaient traversé, en 442, la forêt Charbonnière; se frayant ensuite une route au midi, ils arrachèrent aux indignes héritiers de César les riches cités de Tournai et de Cambrai.

Partout les aigles impériales fuyaient devant les Franks.

Digitized by Google

Clovis

Digitized by Google

Ceux-ci se livraient à une sorte de frénésie belliqueuse, afin de mériter les récompenses décernées aux braves dans les palais des morts; mais s'ils surpassaient les autres Barbares en cruauté, ils ne voulaient pas cependant que leurs chefs abusassent du glaive. Khildéric Ier, qui régnait en 456, fut destitué de la royauté et chassé de sa tribu, pour avoir violé les règlements qui limitaient ses prérogatives. Les Franks s'étant soumis, de guerre lasse, à Egidius, le gouverneur romain des Gaules, Khildéric alla chercher un refuge auprès du roi de Thuringie. Toutefois, après avoir vécu huit ans dans l'exil, il se fit rappeler par ses compatriotes. Le chef des Saliens revint, emmenant avec lui Bazine, la femme de son protecteur; elle avait abandonné son pays et sa famille pour le suivre. « J'ai « reconnu tes mérites et ton grand courage, disait-elle à Khil- « déric, et c'est pour cela que je suis venue, afin d'habiter avec « toi; car il faut que tu saches que, si dans les pays d'outre-mer « j'avais connu quelqu'un plus capable et plus brave que toi, « j'aurais été de même le chercher et cohabiter avec lui. » Le roi, tout joyeux, récompensa Bazine en l'épousant.

Khlovigh, issu de ce mariage romanesque, devint le véritable fondateur de la monarchie franke. Cinq ans après avoir été élevé sur le pavois, le chef du petit royame de Tournai proposa à ses guerriers d'enlever Soissons au comte romain Syagrius. Les soldats levèrent la frankiske, et se déclarèrent prêts à le suivre; Ragnachar, autre roi qui occupait Cambrai, vint aussi se ranger avec ses guerriers sous l'étendard du chef des Saliens. L'aspect de ces libres compagnies devait effrayer les populations. Au milieu des siens, le roi marchait à pied: les soldats

tenaient dans la main droite des piques à deux crochets ou des haches à lancer, et leur bras gauche était caché par un bouclier aux lymbes d'argent et à la bosse dorée. Leurs cheveux, d'un blond roux, relevés sur le sommet du front, retombaient par derrière en queue de cheval. Ils portaient pour chaussure des peaux de bêtes, garnies de tous leurs poils; leurs jambes et leurs genoux étaient nus. Par dessus leurs casaques bigarrées se voyait une saye de couleur verte, puis une rhénone fourrée, retenue par une agrafe. Syagrius, vaincu par ces farouches guerriers, se sauva à Toulouse, où il se mit sous la protection d'Alaric, roi des Visigoths. Mais le chef frank menaça Alaric de porter le fer et le feu dans ses États, s'il ne lui livrait le Romain; Alaric eut peur; aussi renvoya-t-il Syagrius à Khlovigh, qui le fit égorger sans bruit (486).

Ce meurtre assurait au roi des Saliens la possession des provinces romaines du centre de la Gaule. Désirant ménager ses nouveaux sujets, il s'efforça, mais en vain, d'empêcher le pillage des campagnes et des villes. Les églises de Reims, ayant été dévastées par les Franks encore païens, l'évêque saint Remi fit réclamer du roi, par un de ses clercs, un vase de grand prix. Khlovigh emmena le clerc à Soissons, où devait se faire le partage du butin, et demanda qu'on mît le vase dans le lot qui lui revenait. Mais un soldat, frappant le vase de sa hache de bataille, s'écria : « Tu ne l'auras que si le sort te le donne! » Le roi, dissimulant cet affront, prit tranquillement le vase et le donna au clerc. L'année suivante, passant la revue de sa troupe au champ de Mars, il vient au soldat qui l'avait insulté, et prenant ses armes, sous prétexte qu'elles étaient en mauvais état,

Pépin le Bref

Digitized by Google

il les jette à terre. Au moment où le guerrier se baisse pour les ramasser, Khlovigh lui fend la tête d'un coup de sa frankiske, en disant : « Voilà comment tu as frappé le vase de Soissons ! » Tandis que les Franks enlevaient définitivement la Gaule aux Romains, le vieux roi de Thuringie voulut venger l'outrage qu'il avait reçu jadis du père de Khlovigh. Profitant de l'absence de ce redoutable capitaine, il envahit son territoire national ; pour l'apaiser, il fallut lui livrer deux cents jeunes filles en ôtage. Le Barbare ordonna de les attacher par les bras au cou de chevaux fougueux, qui les emportèrent et les mirent en pièces à travers les pierres et les broussailles. Khlovigh accourut enfin et poursuivit les lâches envahisseurs jusque dans la Thuringie [1], dont il s'empara.

L'ambition du roi frank augmentait avec ses succès ; non content d'avoir transformé en une monarchie puissante le modeste héritage de Khildéric, il voulait encore conduire ses guerriers dans le midi de la Gaule. Les évêques, devenus les conseillers du vainqueur de Soissons, étaient loin de combattre ses rêves de gloire ; ils le visitaient souvent à son bivouac, ils lui parlaient des lois du Christ, ils s'efforçaient de l'arracher au culte d'Odin, parce qu'ils désiraient l'opposer aux rois des Visigoths et des Burgondes, qui protégeaient l'arianisme. Guidé par les évêques, Khlovigh commence par divorcer d'avec la mère, franke et païenne, de son fils aîné ; puis il envoie son confident Aurélianus à Genève, pour demander la main de

[1] Quelques auteurs affirment que la Thuringie comprenait la Saxe et la Hesse jusqu'à l'Elbe; d'autres voient dans la Thuringie le pays de Tongres. M. Warnkoenig, entre autres, soutient cette dernière opinion dans son *Histoire du droit belgique*, page 22.

Khlothilde, femme sage et encore orthodoxe. Khlothilde était la nièce de Gondebald, roi des Burgondes ; mais elle lui avait voué une haine implacable, se rappelant toujours que cet homme féroce avait égorgé son père et précipité sa mère dans un puits avec une pierre au cou. Aurélianus, déguisé en mendiant, vit secrètement Khlothilde : elle lui remit son anneau en disant : « Prends aussi ces cent sous d'or pour ta peine. Retourne vers « ton maître ; dis-lui que s'il me veut épouser, il envoie promp- « tement des ambassadeurs à mon oncle Gondebald. » Aurélianus ayant fait connaître les résultats de sa mission à Khlovigh, celui-ci s'empresse d'envoyer des ambassadeurs au roi des Burgondes, qui n'osa répondre par un refus. Les ambassadeurs fiancent Khlothilde au nom de Khlovigh, et l'emmènent dans une basterne. A peine est-elle partie, que Gondebald, se ravisant, envoie une troupe de cavalerie pour ramener sa nièce. Mais déjà Khlothilde était en sûreté ; elle avait quitté sa litière pour un cheval, ordonnant à son escorte de hâter sa marche, et de tout incendier sur son passage.

Cependant ni l'amour de cette femme fidèle ni les exhortations des évêques ne purent vaincre d'abord l'obstination de Khlovigh ; il fallut un prodige pour amener sa conversion. En 496, les Allemans étaient venus fondre sur les Franks ripuaires qui défendaient le passage du Rhin à Cologne. Khlovigh accourut avec ses guerriers, et livra bataille aux agresseurs dans la plaine de Tolbiak, à quatre lieues en deçà du fleuve. La fortune se prononçait pour les Allemans, lorsque le roi frank, au désespoir, invoqua le dieu de Khlothilde, et promit de se faire baptiser, s'il était vainqueur. Aussitôt les Saliens retournent à

la charge avec une nouvelle ardeur; le roi des Allemans tombe frappé à mort; ses compagnons d'armes fléchissent, quittent le champ de bataille, et sont poursuivis par Khlovigh jusqu'au pied des Alpes rhétiennes.

L'illustre vainqueur accomplit religieusement le vœu qu'il avait fait sur le champ de bataille de Tolbiak. On put néanmoins reconnaître le guerrier barbare sous la robe blanche du néophyte. L'évêque Remi lui racontait la passion du Christ : « Ah! s'écria le Frank en saisissant sa hache d'armes, que « n'étais-je là avec mes fidèles! » Le jour de Noël (496), Khlovigh descendit enfin dans le baptistère de Reims, avec 3,000 de ses guerriers. Il fut reçu par saint Remi qui prononça ces belles paroles : « Sicambre adouci, adore ce que tu as brûlé; « brûle ce que tu as adoré. » C'était prédire les nouvelles destinées qui se levaient pour les Franks.

Devenu le protecteur de l'Église romaine, Khlovigh fut en quelque sorte entraîné dans de nouvelles entreprises, dont l'issue devait mettre le comble à sa gloire. Pour complaire à Khlothilde, qui détestait Gondebald comme le bourreau de sa famille et le persécuteur des orthodoxes, le chef des Saliens attaqua les Burgondes et les rendit tributaires (500). Le clergé des provinces du midi, tyrannisé par les Visigoths, considéra la soumission des Burgondes comme le signal de sa propre délivrance. En effet, Khlovigh dit un jour à ses fidèles : « Je « supporte avec beaucoup de déplaisir que ces ariens occupent « une partie des Gaules : allons avec l'aide de Dieu; et quand « nous les aurons vaincus, nous rangerons le pays qu'ils possè- « dent sous notre obéissance. » Des cris enthousiastes accueil-

lirent ces paroles. L'armée se dirigea vers Poitiers; elle rencontra les Visigoths dans la plaine de Vouillé, les vainquit, et le roi frank tua de sa main Alaric. Le fruit de cette victoire fut la conquête de la Touraine, du Poitou, du Limousin, du Périgord, de la Saintonge et de l'Angoumois. Khlovigh régnait ainsi sur toute l'Europe occidentale; car les Armoriques (Bretons) ainsi que les garnisons romaines, qui tenaient encore dans quelques forts le long du Rhin, s'étaient hâtés de reconnaître la suzeraineté des Franks. Le gouvernement impérial, transféré à Constantinople, légalisa lui-même leur domination. En 508, l'empereur Anastasius avait envoyé à Khlovigh le titre et les insignes de patrice, de consul et d'auguste.

Ces titres pouvaient éblouir les nations vaincues; mais aux yeux de ses compatriotes, Khlovigh restait le capitaine d'une armée souveraine, le chef d'une confédération; il était même obligé de partager le pouvoir avec les rois des diverses tribus qui composaient la nation franke. Ainsi Kararic gouvernait la Flandre; Sighebert possédait Cologne; un autre prince régnait à Cambrai. Khlovigh, qui conservait comme toute sa nation un fonds de rudesse sauvage, ne recula ni devant la trahison ni devant le meurtre pour se défaire de ses rivaux. Il en tua deux de sa propre main; les autres furent également assassinés par ses ordres ou s'entre-tuèrent par ses perfides instigations. Mêlant l'astuce à la cruauté, il feignit ensuite de verser publiquement des larmes sur le sort funeste de ses proches et de ses alliés; mais il ne déplorait son isolement qu'afin de découvrir s'il avait encore quelque compétiteur. Lui-même disparut enfin de la scène du monde, le 27 novembre 511, à l'âge de 45 ans. Il

fut enseveli dans l'église des Saints-Apôtres, qu'il avait fondée à Paris, au moment de partir pour son expédition contre les Visigoths.

Les successeurs de Khlovigh ne surent point consolider cette immense monarchie, dont il était le fondateur et le soutien. Quoique l'ancienne confédération des tribus frankes subsistât encore, les diverses provinces du nord furent comme abandonnées à elles-mêmes ; la Belgique surtout, qui avait été le berceau des Mérovingiens, semblait délaissée par ces princes, alors poussés dans le centre de la Gaule par la soif des conquêtes. Déjà même on voyait poindre dans notre pays l'organisation féodale : chaque province (*pagus* ou *grau*) était gouvernée par un chef, revêtu du titre de comte ; et ces vassaux du souverain avaient sous eux de simples guerriers, auxquels ils confiaient quelque part de leurs vastes domaines. Ce qui précipita surtout la ruine de la monarchie mérovingienne, ce fut l'absence d'unité dans l'administration. En vertu de la loi salique, la monarchie était sans cesse partagée entre les enfants du prince, comme un bien de famille ; système désastreux, parce qu'il associait les populations aux haines héréditaires des chefs, et qu'il livrait continuellement l'œuvre de Khlovigh aux chances des batailles. Enfin les petits royaumes disparurent successivement, et l'empire fut définitivement partagé en deux parts : la partie orientale reçut le nom d'Ostrasie ; la partie occidentale, celui de Neustrie [1]. Les descendants de Khlovigh étaient loin, d'ailleurs, d'exercer une autorité absolue ; ils dépendaient entiè-

[1] L'Ostrasie comprenait en Belgique : le Cambraisis, le Hainaut, le Brabant, Namur et Liége ; la Flandre, le Tournaisis et l'Artois appartenaient à la Neustrie.

rement de leurs leudes, qui, pour les surveiller, leur adjoignaient un officier dont l'élection appartenait à la nation comme celle du roi. Cet officier, choisi parmi les hommes les plus riches et les plus vaillants, avait le titre de maire du palais ; il était investi du commandement des armées et partageait l'administration du royaume. Mais deux pouvoirs suprêmes et indépendants ne sauraient coexister longtemps ; il faut que l'un absorbe l'autre. Quand les Mérovingiens n'eurent plus la force de tenir l'épée de Khlovigh, ils trouvèrent à côté d'eux une famille assez puissante pour leur enlever la couronne et raffermir la domination des Franks.

Ce fut encore de la Belgique que sortit cette race de guerriers invincibles, destinés à recueillir l'héritage des Mérovingiens dégénérés. Vers 620, les Frisons, campés sur le territoire des Bataves, avaient profité des discordes civiles qui désolaient la monarchie, pour attaquer les provinces belges. Les rois ostrasiens ne parurent pas sur la frontière menacée ; les populations ne virent à leur tête qu'un simple chef, grand propriétaire de la Hasbagne ; mais celui-ci, encore Teuton de sang et de langage, était supérieur aux rois, car il sut refouler les hordes frisonnes au delà de la Meuse et du Rhin. Sorti de l'épreuve des batailles, le duc Peppin voulait terminer paisiblement sa carrière dans sa terre de Landen, bourgade située au sud-est de Saint-Trond ; il oubliait sans doute que ses exploits lui avaient assigné le premier rang parmi les nobles ostrasiens. Les leudes l'imposèrent comme maire du palais à Khlother II, qui régnait sur toute la France, depuis la mort de la fameuse Brunehaut. Lorsque ce monarque eut ensuite cédé l'Ostrasie à son fils

Dagobert, nul n'osa disputer à Peppin de Landen la tutelle du jeune prince (625). On rapporte que le petit-fils de Frédégonde se livrait à toute la fougue de ses passions; non content de trois femmes légitimes, il avait encore, disent les chroniques, une foule de maîtresses. Chrétien austère, probe et inflexible comme un vrai Germain, le seigneur de Landen ne craignit point de flétrir hautement les débauches du monarque: il l'arracha à sa vie oisive, et il en fit sinon un grand roi, du moins un administrateur plus habile que la plupart des Mérovingiens. Au reste, Dagobert ne cessa d'honorer ce rude conseiller; car, sur son lit de mort, il lui confia les destinées de son fils Sighebert, qui devait recueillir la couronne d'Ostrasie. Mais Peppin de Landen mourut deux ans après l'avénement de ce faible rejeton de Khlovigh.

Il fut remplacé par son fils Grimoald dans la charge de maire du palais d'Ostrasie. Plus ambitieux que le vieux Peppin, Grimoald ne se servit de son influence que pour préparer la chute de la dynastie mérovingienne; il gouverna pendant dix années sous le nom de Sighebert, et lorsque ce fantôme de roi eût disparu (650), il essaya de transmettre le trône à son propre fils. L'héritier de Sighebert était un enfant de trois ans; on lui coupa les cheveux, l'évêque de Poitiers le conduisit dans un monastère d'Irlande, et l'on répandit le bruit de sa mort. Mais cette élévation subite de la famille de Landen éveilla la jalousie des autres maisons prépondérantes; les Ostrasiens tendirent des embûches à leur maire, et le livrèrent avec son fils à Khlovigh II, roi de Neustrie, qui les fit égorger dans une prison de Paris (658).

Malgré ce double meurtre, la race de Peppin de Landen ne fut pas éteinte. Une des filles du chef hasbanais, sainte Begge, avait épousé Anségise, héritier de saint Arnould, duc de Moselle, et ensuite évêque de Metz. De ce mariage était né, à Herstal [1], un autre Peppin; celui-ci, plus heureux que son oncle Grimoald, devait annihiler la race de Khlovigh et préparer les règnes mémorables de Karle Martel, de Peppin le Bref et de Charlemagne.

Khlovigh II était mort, laissant trois fils en bas âge : Khlother III, Khilderic II et Thierry III. Le premier fut proclamé roi de Neustrie et mis sous la tutelle d'Ébroïn, maire du palais. Cet enfant ayant bientôt disparu, Ébroïn voulut remettre le royaume entier des Franks à Thierry III. Mais les leudes d'Ostrasie se soulevèrent, et forcèrent Ébroïn à leur donner pour roi Khilderic II. Les Bourguignons, dirigés par Léger, évêque d'Autun, et ami de la maison de Herstal, ne tardent pas à renforcer le parti des Ostrasiens : Ébroïn demeure impuissant devant cette redoutable coalition; on l'enferme au monastère de Luxeuil, et Thierry lui-même, après avoir été rasé, passe de son palais dans une cellule de l'abbaye de Saint-Denis. L'évêque d'Autun ne profita guère de la révolution dont il était le chef; tombé dans la défaveur du roi neustrien, il alla rejoindre Ébroïn dans son cloître. Délivré d'un surveillant importun, Khilderic voulut humilier les leudes; dans un accès de fureur, il fit battre de verges l'un d'entre eux, nommé Bodilo. La vengeance des grands ne se fit pas attendre : à

[1] On présume que Herstal faisait partie des vastes domaines de Peppin de Landen.

quelques jours de là, le roi fut assassiné dans la forêt de Luconie [1]; et les meurtriers n'épargnèrent ni sa femme alors enceinte ni son fils enfant (673).

Une horrible confusion suivit cette catastrophe. Ébroïn et saint Léger sortent de Luxeuil; Thierry III, qui avait brisé en même temps les portes de l'abbaye de Saint-Denis, remonte sur le trône ensanglanté de Neustrie; il rend à Ébroïn la charge de maire du palais, et l'orgueilleux ministre, pour assurer son triomphe, s'empare de l'évêque d'Autun, le fait dégrader, aveugler, tuer. L'Ostrasie, refusant toutefois de se soumettre à Ébroïn, avait rappelé d'Irlande Dagobert II. Mais les leudes semblent enfin humiliés de ne voir au-dessus d'eux que des jeunes hommes débauchés et sans énergie; ils parlent de proscrire la race de Khlovigh; Peppin de Herstal se met à la tête des mécontents, et l'infortuné Dagobert II meurt poignardé dans la forêt de Voivre (678).

Le descendant du maire de Dagobert Ier s'était associé un autre chef, du nom de Martin; tous deux reçurent le titre nouveau de ducs d'Ostrasie. Cependant Ébroïn avait fait marcher les fidèles Neustriens contre les révoltés; il leur livra bataille à Leucofao, et les battit (680). L'année suivante, il attira Martin à une conférence, et l'y fit assassiner; mais il ne put atteindre son complice, qui s'était réfugié dans les provinces belges, au milieu des vassaux de sa famille. Tandis que Peppin restait à l'abri de l'Ardenne, Ébroïn tomba lui-même sous les coups d'un noble frank qu'il voulait dépouiller de ses bénéfices.

[1] La forêt de Bondy, près de Chelles.

Une foule de seigneurs neustriens vinrent alors grossir le parti du duc d'Ostrasie ; quand celui-ce se crut assez fort, il sortit de sa retraite, livra bataille à ses adversaires, à Testry [1], les mit en déroute, et s'empara de Thierry III (691). Peppin laissa vivre le monarque vaincu, mais il se réserva tout le pouvoir ; il eut soin aussi de transporter le siége réel du gouvernement en Ostrasie, afin de hâter la chute désormais inévitable de l'ancienne dynastie. Quittant les bords de la Seine et de la Loire. Peppin fixa sa résidence tour à tour à Cologne et à Herstal.

Il ne faut pas croire cependant que Peppin recueillît intact l'héritage des anciens rois : la victoire de Testry, œuvre des grands, éveilla des ambitions insatiables et menaça l'empire d'une dissolution complète. Tous les ducs qui avaient secondé Peppin voulurent régner avec lui ; les provinces méridionales, Aquitaine et Bourgogne, se détachèrent de la monarchie, et furent même désignées bientôt comme *pays romains ;* les nations d'au delà du Rhin (Frisons, Saxons, Suèves, Bavarois) renoncèrent également à l'obéissance des Franks. Mais le duc d'Ostrasie, pour affermir son autorité, surmonta tous les obstacles, défia tous les dangers : pendant vingt ans, il ne cessa de combattre et d'organiser, écrasant les Suèves, repoussant les Frisons au delà du vieux Rhin, comprimant les tentatives des leudes, rétablissant, enfin, les assemblées nationales, souvenir de l'ancienne vie germaine.

Les rois (car ils se succédaient avec une rapidité effrayante). les descendants de Khlovigh coulaient des jours paisibles dans

[1] Testry en Vermandois, entre Saint-Quentin et Péronne.

la ferme de Maumaque, sur les bords de l'Oise ; ils ne sortaient de leur retraite que sur l'ordre du maire, c'est-à-dire quand il avait besoin de leur nom pour sanctionner les capitulaires adoptés par les diètes. De tristes pressentiments affligèrent néanmoins Peppin, arrivé au terme de sa glorieuse carrière : déjà malade et infirme, il vit son fils Grimoald périr sous les poignards de quelques leudes, jaloux de la haute fortune de la maison de Herstal. Le vainqueur de Testry eut la satisfaction de venger son fils ; mais lorsqu'il s'éteignit à Jupille, le 16 décembre 714, il laissait le royaume aux mains d'une femme et d'un enfant. Il avait désigné pour son successeur dans la mairie son petit-fils Théodoald ; et la tutelle de ce débile héritier était confiée à son aïeule Plectrude, chargée aussi de gouverner au nom d'un autre enfant, le roi Daghobert III.

Les Neustriens ne veulent pas reconnaître la régence de Plectrude ; ils se séparent de l'Ostrasie, et livrent ce malheureux royaume aux tribus féroces de la Frise et de la Saxe.

Dans ce péril extrême, la Providence suscita Karle Martel pour sauver l'empire des Franks. Peppin avait eu ce vaillant bâtard de sa concubine Alpaïde [1] : mais la naissance de Karle ayant été souillée du sang d'un martyr, le duc d'Ostrasie, afin de se réconcilier avec l'Église, avait toujours traité son fils illégitime comme un proscrit. On rapporte, en effet, qu'Alpaïde avait fait tuer saint Lambert, évêque de Liége, parce que celui-ci exprimait publiquement son mépris pour la concubine de Peppin. Après la mort de son époux, Plectrude s'était égale-

[1] On suppose que Karle Martel vit le jour à Theux (marquisat de Franchimont), en 695.

ment montrée impitoyable pour le fils de sa rivale ; elle le faisait garder dans une prison de Cologne. Vaine précaution ! Les grands d'Ostrasie, qui connaissaient le courage de Karle, brisent les portes de son cachot, et le mettent à leur tête. Le nouveau duc commence par chasser du pays les Saxons et les Frisons ; puis, il se tourne contre l'armée neustrienne, et l'écrase une première fois dans les environs des Ardennes (716). Traversant ensuite la forêt Charbonnière, Karle reporte l'invasion en Neustrie : le 19 mars 717, il rencontre et disperse une seconde armée qui se tenait à Vincy, entre Arras et Cambrai. Après s'être fait reconnaître à Paris, il poursuit sa marche victorieuse jusqu'à Cologne, et force Plectrude de lui remettre la capitale de l'Ostrasie. Sur ces entrefaites, Eudes, duc d'Aquitaine, était accouru au secours des Neustriens ; ceux-ci ne peuvent cependant récupérer leur indépendance ; vaincus une troisième fois, ils se voient contraints de livrer à Karle leur roi Khilpéric (720).

Ce n'était pas tout d'avoir reconquis l'empire ; il fallait le conserver, le défendre contre les ennemis qui se pressaient sur les frontières. Élevé par des guerriers, Karle voulut constamment s'appuyer sur une armée formidable ; et comme il était maudit par l'Église, il lui enleva ses richesses, pour les partager entre ses fidèles compagnons. Devenu l'idole des hommes de guerre, Karle les entraîne à sa suite jusqu'au fond de la Germanie ; il combat tour à tour les Frisons, les Allemans, les Saxons ; vainqueur de ces peuplades toujours menaçantes pour la Gaule, il porte enfin les frontières des Franks jusqu'à l'Elbe et au Danube.

Charles-Martel.

Digitized by Google

Non-seulement Karle préserve la Gaule d'une nouvelle invasion des peuplades du nord, mais il fait encore reculer au midi les Arabes qui, après avoir franchi les Pyrénées, s'étaient avancés jusqu'à la Loire. Tandis que le duc ostrasien poursuivait ses guerres de Germanie, il vit son ancien adversaire, le duc Eudes d'Aquitaine, arriver auprès de lui, fugitif et désespéré; il apprit à Karle que les Sarrasins étaient maîtres de l'Aquitaine. Si les Franks n'arrêtaient ces Barbares de l'Orient, ils imposaient à l'Europe une nouvelle civilisation. Le duc d'Ostrasie n'hésita point; il passe la Loire au mois d'octobre 732, rencontre les Arabes entre Tours et Poitiers, et leur tue plus de deux cent mille hommes. Ce fut dans cette terrible mêlée que Karle reçut des siens le surnom de *Martel,* parce qu'il avait frappé sur les Sarrasins comme le marteau sur l'enclume [1].

Le duc ostrasien profita de sa victoire pour agrandir encore la domination des Franks. Avant de repasser la Loire, il tourna ses armes contre les souverains de l'Aquitaine; ils durent lui faire hommage de leurs États, et lui céder en outre leurs droits sur la Provence, qui s'était soumise aux Arabes (735). Une révolte des Frisons rappelle le vainqueur de Poitiers en Germanie : il ne se contente plus cette fois de livrer bataille à ces tribus indomptables, il leur impose un duc frank, et détruit leur nationalité, en les forçant d'abandonner leurs dieux païens pour la religion du Christ. Cette glorieuse expédition terminée, Karle Martel retourne dans le midi. En 737, il ravage la Sep-

[1] M. Michelet (*Hist. de France,* t. II) prétend que le surnom donné à Karle avait une autre signification. Le marteau, dit-il, était l'attribut du dieu Thor, le signe de l'association païenne, celui de la conquête barbare.

timanie, défendue par les Sarrasins; et l'année suivante, après avoir abattu les Saxons insurgés, il achève la conquête de la Provence. L'Europe fut alors pacifiée du Wéser et du Danube aux Pyrénées.

Mais de graves événements agitaient la péninsule italique. Vers l'année 720, l'exarchat de Ravenne, qui comprenait le domaine de saint Pierre, s'était soustrait à l'obéissance de Léon l'Iconoclaste, empereur d'Orient. Les papes avaient vu néanmoins leurs rêves d'ambition s'évanouir bientôt; car les Lombards s'étaient avancés pour recueillir les possessions des empereurs grecs, et ils avaient fini par dresser leurs tentes sous les murailles mêmes de Rome. Désespéré, Grégoire III résolut, en 740, d'appeler à son aide le duc d'Ostrasie, réconcilié avec l'Église depuis la victoire de Poitiers et la conversion des Frisons. Si les Franks passaient les Alpes, le souverain pontife s'engageait à proclamer leur chef consul de Rome et empereur d'Occident.

Karle Martel eut certainement marché au Capitole et placé sur sa tête la couronne des Césars; mais le pape et le guerrier, tous deux moururent avant d'avoir pu accomplir leurs glorieux desseins (741). Il était réservé à Charlemagne de réaliser le plan de Grégoire III.

Lorsque le vainqueur des Arabes descendit dans la tombe, il ne prévoyait pas sans doute que son empire subirait de nouvelles et terribles vicissitudes. Karle avait cependant jeté lui-même des semences de discorde dans le royaume, en partageant ses immenses États entre ses deux fils du premier lit,

Karloman et Peppin [1], et en déshéritant Grippon, qu'il avait eu de son mariage avec Sonnichilde, nièce d'Odilon, duc des Bavarois. A peine Karle eut-il fermé les yeux, que l'empire fut attaqué, au nord, par Odilon et les Allemans soulevés en faveur de Grippon; au midi, par les Aquitains, qui voulaient reconquérir leur indépendance perdue. Jamais peut-être la maison de Herstal ne s'était trouvée dans un plus grand danger; mais Karloman et Peppin, dont la prudence égalait la valeur, oublient leurs rivalités, marchent ensemble contre les envahisseurs, et sauvent l'héritage des Carlovingiens.

Dès lors, Karloman put régner en paix sur l'Ostrasie et la Germanie. C'était un prince digne de sa fortune, administrateur habile, guerrier redoutable, et de plus zélé défenseur des droits de sa maison. Le premier, il osa renier ouvertement la race mérovingienne. Dans un concile tenu près de Binche, en Hainaut, il se donna le titre de *duc et prince des Franks*. Toutefois, après un règne de six ans, Karloman, dont l'esprit avait été troublé par des terreurs religieuses, prit tout à coup le parti de renoncer au trône, pour se retirer dans un monastère élevé sur le mont Soracte, à Rome (747).

Peppin, qui gouvernait la Neustrie, s'était d'abord montré moins audacieux que son frère; croyant que le moment n'était pas encore venu de mettre la main sur la couronne, il avait tiré d'un monastère un enfant de la race royale, et lui avait donné le nom de Khilderic III (742). Mais lorsqu'il fut resté seul maître de l'empire, par la retraite de Karloman, il voulut

[1] Ils étaient nés à Jupille.

faire cesser la comédie que les maires du palais jouaient depuis plus d'un siècle. C'est en revenant vainqueur de la Germanie, où il avait étouffé une nouvelle révolte des Saxons, que Peppin renoua avec Rome les négociations interrompues par la mort de Karle Martel. Des députés vinrent trouver le pape Zacharie, et lui posèrent cette question : « Quel est le véritable « roi, celui qui en porte le titre, ou celui qui en a la puis- « sance? » Le pontife répondit : « Il me paraît bon et utile « que celui-là soit roi qui, sans en avoir le nom, en a la puis- « sance, de préférence à celui qui portant le nom de roi, n'en « garde pas l'autorité. » Les leudes n'attendaient que cette décision pour soulever sur un bouclier le fils de Karle Martel (752). « Du conseil et du consentement de tous les Franks, et avec l'autorisation apostolique (ce sont les paroles du chroniqueur), l'illustre Peppin fut élevé à la royauté, suivant les anciennes coutumes, et oint pour cette haute dignité de l'onction sacrée, par la sainte main de Boniface, dans l'église de Soissons. Quant à Khildéric, qui se parait du faux nom de roi, Peppin le fit raser et mettre dans le couvent de Saint-Omer. »

Bien que le nouveau roi des Franks eût obtenu les suffrages de tous les hommes libres, plusieurs chefs, naguère ses égaux, témoignèrent quelque jalousie de son élévation. Peppin le Bref, voulant réduire au silence ceux qui plaisantaient de sa petite taille, résolut de soumettre à une épreuve publique leur courage et le sien. Un jour qu'il assistait, au milieu de ses leudes, à un combat de bêtes féroces, il demanda qui oserait descendre dans l'arène, et attaquer un lion furieux qui venait de terrasser un taureau. Personne n'osant accepter

ce défi. Peppin descendit dans la lice l'épée à la main, et n'en sortit qu'après avoir vaincu et tué le lion. Tous les spectateurs applaudirent, et proclamèrent que Peppin le Bref était à la fois le plus illustre chef et le plus intrépide soldat de la nation des Franks.

Un plus vaste théâtre s'ouvrit bientôt devant l'ambition du fils de Karle Martel; de même qu'il avait humilié les grands, jaloux de sa gloire, il sut châtier les princes indépendants qui ne voulaient pas reconnaître la prédominance de la maison de Herstal. La Saxe, la Bretagne et l'Aquitaine avaient couru aux armes en même temps; Peppin abattit les Saxons, et leur imposa de nouveaux missionnaires; il envahit la Bretagne, et profitant des guerres civiles des Sarrasins d'Espagne, il leur enleva la Septimanie, afin de pouvoir dompter plus facilement les Aquitains.

Rentré dans ses États après cette expédition, Peppin rencontra, dans un bourg du Perthois, le pape Zacharie, qui avait quitté Rome en fugitif. Ce fut de la bouche du pontife que le roi des Franks apprit les malheurs de l'Italie; et grande fut son indignation quand il sut que les Lombards, ne se contentant plus de menacer la capitale du monde chrétien, avaient conquis Ravenne et aboli de fait l'exarchat. Peppin jura de passer les Alpes; mais avant de partir, il se rendit avec le pape dans l'abbaye de Saint-Denis, où il reçut, pour la seconde fois, l'onction sainte (754). Fidèle à sa parole, le roi des Franks descend en Italie, taille en pièces l'armée des Lombards, reprend l'exarchat, et le donne au pape, malgré les réclamations de la cour byzantine.

Pour couronner l'œuvre de sa maison, Peppin résolut ensuite de tourner ses armes contre les Aquitains et de les soumettre définitivement. Cette guerre contre le midi de la Gaule fut longue et acharnée; commencée en 760, elle ne se termina qu'en 768, par la mort de Waiffer, héritier de la maison des Mérovingiens, la ruine entière de sa famille, et l'épuisement de la contrée. La réunion de l'Aquitaine à la couronne fut, sans contredit, un des événements les plus mémorables du règne de Peppin ; dans cette dernière lutte entre la première et la seconde race, celle-ci avait encore obtenu la sanction de la victoire.

Le conquérant de l'Aquitaine suivit de près dans la tombe l'héroïque Waiffer; il mourut, le 24 septembre 768, à Saint-Denis, et fut enterré, comme il le désirait, à la porte de l'église, la face contre terre, dans la situation d'un pénitent. Un moine du treizième siècle inscrivit sur le tombeau du fils de Karle-Martel ces quatre mots : « *Peppin, père de Charlemagne.* »

THÉODORE JUSTE.

Maximilien de Baillet, comte de Latour

Digitized by Google

LE COMTE DE LATOUR.

L'impératrice Marie-Thérèse avait conféré le gouvernement général des Pays-Bas au prince Charles de Lorraine en 1740. Les guerres que cette grande princesse eut à soutenir, d'abord contre Louis XV qui avait envahi ses provinces, ensuite contre Frédéric II qui s'était emparé de la Silésie, développèrent les talents des chefs de l'armée impériale. Les feld-maréchaux Daun, Laudon et Lasey étaient dignes de lutter contre le roi de Prusse.

Digitized by Google

Sous eux se rallièrent, avec un dévouement chevaleresque pour une souveraine justement admirée, une nombreuse phalange de jeunes officiers belges. Dès ce moment la maison d'Autriche eut ses régiments wallons et les affectionna, comme les rois d'Espagne avaient eu des gardes wallonnes et leur avaient accordé toute confiance. C'est de la même époque que date pour notre pays cette série de généraux flamands et wallons commencée par le célèbre prince de Ligne, continuée par Clerfayt, Beaulieu, de Latour, Chasteler, et une foule de guerriers aussi distingués par leur bravoure que par leur noble caractère.

Parmi ceux que nous venons de citer, il en est dont la carrière a déjà été retracée dans cet ouvrage. La biographie du général de Latour ne s'est trouvée jusqu'ici dans aucun recueil national. Cependant son nom est doublement célèbre, car il rappelle un vaillant capitaine et une troupe dont la bravoure est devenue proverbiale. On pourrait presque dire que la gloire des dragons de Latour a devancé celle de la vieille garde de Napoléon.

Les faits de cette époque sont peu connus. Ils méritent d'être rappelés. Il importe à la Belgique de ne pas oublier la conduite de ceux qui conservèrent intact le sentiment national, pendant que la patrie se débattait gémissante sous les coups de l'étranger.

Maximilien de Baillet, comte de Latour, conseiller intime et chambellan de S. M. impériale, grand-croix de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, feld-maréchal, propriétaire d'un régiment de dragons, président du conseil aulique et du département de la guerre, maréchal de la diète des états de la province

de Luxembourg, naquit en l'année 1737, au château de Latour, près de Virton. Sa famille était très-ancienne et ses ancêtres avaient occupé déjà, sous les ducs de Bourgogne, les plus hauts emplois militaires et civils. Christophe-Ernest de Baillet, ancien président du grand conseil de Malines, et premier président du conseil privé à Bruxelles, fut créé comte en 1719, par l'empereur Charles VI. En 1744, Marie-Thérèse érigea en comté la seigneurie de Latour, en faveur de la personne et des descendants de Jean-Baptiste-Alexandre-Antoine de Baillet, neveu du comte Christophe et père du héros auquel nous consacrons cette notice.

Notre compatriote entra dans la carrière militaire en 1755, comme enseigne dans le régiment de Salm-Salm, et fut élevé au grade de capitaine des grenadiers pendant la mémorable guerre de sept ans.

Il avait mérité cet avancement par sa brillante conduite à la bataille de Kollin. La célèbre campagne de Bohême fut aussi l'école de Beaulieu, de Clerfayt, et de beaucoup d'autres officiers belges qui se sont distingués en traversant les mêmes événements. Ils étaient destinés à se trouver, à cinquante années d'intervalle, en face des deux plus grands capitaines du siècle : en Bohême, à l'aurore de leur carrière, vis-à-vis de Frédéric, et à leur déclin, vis-à-vis de Napoléon, en Italie.

Disons quelques mots sur cette grande journée de Kollin, citée déjà dans cet ouvrage, et à l'occasion de laquelle fut créé l'ordre fameux de Marie-Thérèse.

Le roi de Prusse avait remporté devant Prague, le 4 mai 1757, une grande victoire sur les Autrichiens, commandés par le

maréchal Brown et par le duc Charles d'Arenberg : l'armée impériale y avait perdu 16.000 hommes et 200 pièces de canon; les Prussiens y laissèrent plus de 12,000 combattants. Le prince Charles de Lorraine rallia ses troupes, et le maréchal Daun ayant remplacé Brown mortellement blessé, les deux armées se retrouvèrent en présence le 18 juin, à 14 lieues de Prague; mais les Autrichiens barrant la position de Kollin, les Prussiens firent d'inutiles efforts pour enlever les hauteurs. La garde de Frédéric, qui était une des plus belles troupes de l'Europe, fut entièrement détruite; on vit ces braves tomber à la file en conservant leurs rangs. Les généraux de Marie-Thérèse ne purent considérer sans admiration les cadavres de ces intrépides soldats.

Le mérite éminent du comte de Latour lui valut bientôt le commandement d'un corps à Wieliezka, aux confins de la Pologne, poste qu'il remplit avec tant de distinction que l'empereur Joseph II lui en témoigna sa satisfaction par écrit. En 1787, il fut envoyé de la Carinthie dans les Pays-Bas, au commencement des troubles qui y éclatèrent. Lorsqu'en 1789, les troupes impériales évacuèrent les provinces insurgées, à l'exception du Luxembourg resté fidèle, on lui confia le commandement des troupes dispersées qui devaient couvrir la province et l'importante forteresse de Luxembourg, jusqu'à l'arrivée des renforts attendus des États héréditaires.

En 1790, Joseph II conféra au noble comte la dignité de feld-maréchal-lieutenant (général de division), et lui donna le régiment des dragons d'Ursel, déjà renommé par sa fidélité et sa bravoure. De Latour poursuivit l'armée révolutionnaire

dans la province de Namur, où il la tint en échec pendant quatre mois en lui livrant plus de trente combats, et en conservant la position avantageuse qu'il avait prise sur la Meuse, de Givet à Namur. Les Brabançons, craignant l'arrivée des renforts autrichiens, résolurent une attaque générale sur toute la ligne ennemie. Malgré leur supériorité numérique, ils furent battus par de Latour qui leur prit des drapeaux, vingt-six canons, tous leurs bagages, et leur fit plusieurs milliers de prisonniers. Ce coup de vigueur prépara la soumission des insurgés. De Latour fit évacuer le Limbourg, s'empara de Namur, et bientôt après de Mons. Pendant que le maréchal Brown entrait dans le Brabant, à la tête des troupes nouvellement arrivées, de Latour soumettait Gand, Bruges et Ostende. Il fut alors investi du commandement de toute la Flandre, qu'il conserva jusqu'au commencement de la révolution française.

L'empereur Léopold lui conféra la croix de Marie-Thérèse ; en outre, son brave régiment reçut une médaille en or, à l'effigie du souverain, avec l'inscription suivante : « *L'empereur et* « *roi, à la fidélité et à la valeur signalée du régiment de Latour,* « *dragons*. » La remise de cette médaille eut lieu solennellement sur la Place Royale à Bruxelles.

Lorsque la guerre fut déclaré à la France, en 1792, le commandement de l'aile droite du duc Albert de Saxe-Teschen fut confié au comte de Latour, avec mission de défendre les Flandres et le Tournésis ; quoique attaqué presque journellement, il se maintint dans la position étendue qu'il occupait. Bientôt il s'empara des villes françaises de Lannoy, Orchies, Saint-Amand, tint pendant trois mois le général Dumouriez en échec

devant le camp de Maulde, le poursuivit lorsqu'il fut obligé d'abandonner cette position, et le chassa de Mortagne et de Château-l'Abbaye, en s'emparant des magasins, qu'il fit charger sur les bateaux de la Scarpe et de l'Escaut, et conduire à Tournai. Lorsque le duc Albert commença le bombardement de Lille, de Latour y assista avec son corps d'armée. Après la levée du siége, il fut réintégré dans son commandement de la Flandre, et repoussa avec succès toutes les attaques de l'ennemi contre Menin, Wervick et Warneton; au moment où il s'occupait à le poursuivre, il reçut la nouvelle de la bataille de Jemmappes et l'ordre d'évacuer la Flandre; il opéra sa retraite sans perdre un canon ni un homme, après avoir retiré les garnisons des places fortes.

En 1793, le feld-maréchal prince de Cobourg prit le commandement de l'armée impériale; il mit sous les ordres du comte de Latour un corps détaché pour couvrir sa droite; celui-ci s'avança jusqu'à Ruremonde, battit le général Lamortière qui défendait cette position avec six mille hommes, passa le lendemain la Meuse, quoique l'ennemi eût détruit tous les bateaux, et poussa jusqu'à Reickem; là, il reçut l'ordre de se mettre à la tête du corps rassemblé près de Liége, de couvrir la gauche de la grande armée et de chasser l'ennemi de Namur. De Latour rejeta les Français jusque sous le canon de cette forteresse, et leur coupa toute communication avec l'armée du général Dumouriez; le 26 mars, la ville de Namur, qui renfermait des magasins considérables, ainsi que des dépôts d'artillerie, fut forcée de capituler.

Le général belge continua de poursuivre l'ennemi jusqu'à

Charleroi ; après l'avoir entièrement séparé de la Sambre et de la Meuse, il s'avança jusqu'à Maubeuge, et prit position sous le feu de la citadelle. Il importait beaucoup que la gauche de l'armée principale, qui assiégeait Condé et Valenciennes, fût parfaitement couverte et à l'abri de toute attaque ; le comte de Latour eut le bonheur d'atteindre ce but. Il bloqua Maestricht, et paralysa les efforts nombreux tentés contre sa division pour lui faire lever le siége.

En 1794 l'empereur se rendit en personne à la grande armée des Pays-Bas ; le comte de Latour reçut le commandement des troupes impériales, qui durent se réunir aux austro-hollandais commandés par le prince d'Orange (depuis roi des Pays-Bas) ; après avoir fait les dispositions nécessaires, il exécuta l'attaque du formidable camp retranché devant Landrecies, l'emporta de vive force sous les yeux de l'empereur, et investit sur-le-champ la forteresse, devant laquelle il fit ouvrir la tranchée le même jour. Il dirigea les travaux du siége avec tant de zèle et une si infatigable activité, que cette place importante fut forcée de capituler au bout de dix jours, c'est-à-dire le 30 avril.

Ce fut avant ce siége que le général Jourdan, qui commandait l'armée de la Sambre, fit savoir au feld-maréchal-lieutenant autrichien que la première bombe qu'il jetterait à Landrecies serait le signal de la destruction de son château de Latour, voisin des frontières ; Maximilien de Baillet répondit : « Le « général autrichien fera son devoir, quoi qu'il advienne des « propriétés du comte de Latour. » L'ennemi exécuta sa menace, la propriété de notre héros fut incendiée et détruite de

fond en comble. Le général Lamarque fut chargé d'accomplir ces représailles républicaines. Sur ces entrefaites, de Latour, qui avait repris le commandement devant Maubeuge, se rendit auprès du comte de Kaunitz à Rouvroy, s'offrit à attaquer l'ennemi, et rejeta l'armée française de l'autre côté de la Sambre, avec perte de 3,000 prisonniers et de 30 canons.

Le 2 juin suivant, le valeureux comte se mit à la tête de la colonne qui attaqua les Français à Forchies-Lamarche et à Fontaine-l'Évêque, les défit sur tous les points, et se réunit, comme il avait été convenu, aux autres corps de l'armée à Marchienne-au-Pont; ce qui amena la levée du siége de Charleroi. L'ennemi, ayant reçu des renforts, reprit l'offensive; on résolut de tenter un nouvel effort pour secourir cette forteresse : le 16 juin, le feld-maréchal-lieutenant conduisit ses troupes à l'attaque des villages d'Oignies et d'Heppignies, força les retranchements des Français, et occupa ces deux villages; mais d'autres colonnes qui devaient attaquer simultanément Fleurus et Mettet, n'ayant pu s'emparer de ces positions que vers midi, ses deux flancs restèrent exposés pendant cinq heures aux attaques de l'ennemi. De Latour ne céda pas un pouce de terrain, encouragea ses soldats à tenir jusqu'à la dernière extrémité, et se maintint dans la position dont il venait de s'emparer; ensuite il s'avança par Gosselies jusqu'à Montigny-sur-Sambre, et fit lever pour la seconde fois le siége de Charleroi. Enfin, cette place ayant été investie pour la troisième fois, l'armée alliée résolut de livrer une troisième bataille, le 26 juin suivant. Le comte de Baillet fut chargé de l'attaque principale sur Trasegnies, où l'ennemi s'était fortement retran-

ché ; il l'aborda avec une telle résolution, qu'il enleva d'emblée ses retranchements, lui coupa une de ses colonnes qui voulait traverser la Sambre à Marchienne-au-Pont, et força les troupes françaises de chercher un refuge dans la place de Charleroi, qui venait de se rendre; il opéra alors sa jonction avec le prince d'Orange, entre Monceau et Marchienne-au-Pont, et attendit les résultats ultérieurs des opérations de la grande armée impériale, qui avait attaqué l'ennemi en trois divisions, à Gosselies, Fleurus et Lambusart ; ces corps s'étant retirés, la position devint de plus en plus critique.

Le prince d'Orange, qui venait de recevoir l'ordre de se retirer à Fay, confia le commandement de l'arrière-garde au comte de Latour ; mission difficile, car il fallait traverser des bois occupés par les Français : il n'en exécuta pas moins sa retraite dans le plus grand ordre, sous le feu le plus vif, et arriva heureusement entre Courcelles et Trasegnies, d'où l'armée combinée suivit le mouvement rétrograde de la masse principale. Notre compatriote fut chargé de couvrir la retraite, et il s'en acquitta avec tant d'habileté que toute l'armée passa la Dyle, sans éprouver la moindre perte. Alors il reçut le commandement d'un corps détaché aux environs de Liége, et prit position près de la Chartreuse, dans le faubourg d'Amercœur. De ce point, il dirigea et protégea les convois d'approvisionnements destinés à la forteresse de Luxembourg, jusqu'à l'époque où la grande armée impériale se retira sur la rive droite du Rhin. Après les services importants que de Latour avait rendus, l'empereur crut inutile de réclamer l'approbation capitulaire, pour conférer au vaillant général la croix de commandeur de Marie-Thérèse.

En 1795, de Latour commanda d'abord le corps posté entre le Mein et le Necker; plus tard, on plaça sous ses ordres celui qui se trouvait sur le haut Rhin, à Rastadt. Il fut détaché par le feld-maréchal Wurmser avec 14 bataillons et 40 escadrons, sur la rive gauche du Rhin, pour opérer sa jonction avec l'armée du maréchal Clairfayt. Le comte de Latour ne se contenta pas de repousser l'aile droite des Français, il se mit à leur poursuite, et occupa Worms le lendemain, à l'aube du jour. Le 11 novembre, il reçut l'ordre de se porter avec son aile gauche jusqu'à Carlsbach. Ce jour-là, il prouva plus que jamais qu'il ne se laissait point arrêter par la crainte de la responsabilité, quand les circonstances exigeaient de l'audace. Son corps se portait déjà en avant, lorsqu'il reçut un billet du maréchal Clairfayt; celui-ci l'avertissait que Jourdan avait occupé Creusnach, et l'engageait à se tenir sur ses gardes et à ne pas dépasser le Carlsbach, attendu que si le général français remportait des avantages, il ne serait pas possible de lui résister. De Latour jugea qu'il était de la plus haute importance de ne pas laisser à l'ennemi le temps de se fortifier dans la position avantageuse qu'il occupait derrière le Frankenthalerbach, d'où on ne pourrait le déloger vingt-quatre heures plus tard qu'en sacrifiant beaucoup de monde. La prise de Frankenthaler était, d'après sa conviction, indispensable pour parvenir à s'emparer des retranchements du Rhin et opérer l'investissement de Manheim. Que fit-il? Laissons-le-lui dire; car, sa résolution audacieuse, il l'a burinée de ce style énergique qui caractérise les âmes vraiment grandes :

« Cet ordre, je le mets en poche, je monte à cheval, j'attaque

« et emporte la ville ; je la défends contre Pichegru et toute « son armée. Battu, j'étais perdu. Vainqueur, je fus admiré !

« 11 novembre 1795. »

En effet, le 12 novembre au matin, le maréchal Clairfayt se rendit auprès du comte et lui témoigna toute sa satisfaction du succès de son entreprise, sans lui dissimuler les conséquences de son audace, si elle n'avait été couronnée de succès.

Quoi qu'il en fût, Clairfayt ne se décida point encore à traverser l'Eisbach, parce que Jourdan lui inspirait toujours des craintes ; le feld-maréchal de Latour resta donc avec onze bataillons et vingt-deux escadrons à Frankenthal, sans que le reste de l'armée se fût mis en communication avec lui. Pichegru s'en étant aperçu, attaqua vainement cette ville ; le comte de Latour le força de renoncer à ses projets, après lui avoir fait essuyer une perte de mille hommes, dont trois cents prisonniers. Ce ne fut que lorsque Clairfayt eut appris que Jourdan avait évacué Kreuznach, qu'il se porta en avant avec le gros de l'armée et délogea les Français de Lambsheim et de leur position du ruisseau de Frankenthal. Dès qu'elle fut au pouvoir de Clairfayt, Maximilien de Baillet marcha en trois colonnes sur l'ennemi, et malgré la résistance la plus opiniâtre, il parvint à opérer heureusement la jonction de ses troupes entre Epstein et Lantersheim. Le 16 novembre, il prit position sur le Rehbach, occupa la ville de Spire, et poursuivit l'ennemi jusqu'à la Queuh.

Ces opérations si importantes, exécutées avec tant de succès, et la retraite totale du général Pichegru, hâtèrent la reddition

de la place de Manheim, qui capitula le 22 novembre. De Latour conserva son commandement sur la rive gauche du Rhin ; les Français, afin de fatiguer ses troupes, renouvelaient sans cesse sur la ligne entière des attaques qui furent toutes repoussées victorieusement, en sorte qu'ils ne purent rien entreprendre de sérieux jusqu'à la fin de l'année ; et en janvier 1796, une trêve fut conclue entre les deux armées.

L'empereur, à la suite des nouveaux services que notre compatriote venait de rendre à l'Autriche, lui conféra le grand-cordon de Marie-Thérèse et la dignité de feld-zeugmeister (général d'artillerie).

Le 21 mai 1796, le feld-maréchal Wurmser reçut ordre de détacher de son armée vingt-quatre bataillons et dix-huit escadrons, et de les conduire en Italie. Il laissa le comte de Latour à la tête du reste de ses troupes, désormais considérablement affaiblies. A peine le général Moreau en fut-il instruit, qu'il passa le Rhin, et força les retranchemens de Kehl, ce qui engagea le nouveau feld-zeugmeister à marcher sur Rastadt, avec six bataillons de grenadiers et plusieurs régiments de cavalerie, seules forces restées disponibles, afin d'arrêter l'armée française jusqu'à l'arrivée de l'archiduc Charles, nommé général en chef.

La position du comte de Latour était des plus critiques. Placé en face d'un adversaire infiniment supérieur en nombre, avec des forces peu considérables, il avait à occuper la distance énorme qui sépare la frontière du Tyrol du Danube ; il s'efforça néanmoins d'éloigner le danger des frontières de l'Autriche, vers lesquelles Moreau s'avançait ; et la vivacité avec laquelle il cherchait à harceler ce redoutable adversaire, amena néces-

sairement des combats qui, à cause de la supériorité numérique des troupes françaises, ne pouvaient pas avoir de brillants résultats pour lui.

Cependant, à la première nouvelle des victoires de l'archiduc Charles à Amberg et à Wurzbourg, il rassembla le peu de troupes qu'il avait, et attaqua l'ennemi à Geisenfeld, pour l'éloigner de l'Iser. Le brave feld-zeugmeister le poursuivit ensuite par Paffenhofen et Neubourg, passa le Lech, et le poussa jusqu'à Ulm.

Le général français, voyant que son armée courait le risque de perdre toute son artillerie et ses bagages, dans les défilés de la Forêt-Noire, prit la résolution d'attaquer le corps de Latour à Biberach. La bataille fut sanglante, et le feld-zeugmeister se vit contraint de céder à la supériorité du nombre. Sur ces entrefaites, les nouvelles victoires remportées par l'archiduc Charles forcèrent l'ennemi de continuer sa retraite; le comte de Latour ne le perdit pas un instant de vue, et le poursuivit jusqu'à Dillingen, par la vallée de Kintzig. Il se réunit, le 17 octobre, près d'Ettenheim, à la grande armée. Dans les batailles du 19 et du 20 octobre, où l'archiduc rejeta son adversaire de l'autre côté de l'Elz, et le délogea de la position qu'il avait prise en arrière de cette rivière, le feld-zeugmeister commandait le troisième corps autrichien; le 19, il enleva Malterdingen et Kindringen, que l'ennemi avait défendus avec la dernière opiniâtreté, et s'empara du pont sur l'Elz et du village de Demingen.

Après ces batailles, Moreau opéra sa retraite par la tête de pont d'Huningen, et l'archiduc concentra ses forces dans les environs d'Offenbourg, où il établit son quartier-général; de

Latour ayant reçu l'ordre d'entreprendre le siége de Kehl, prit position à Wildstett, où il arriva le 3 novembre. L'armée de siége fut mise sous ses ordres.

Le 21 novembre, on ouvrit la tranchée sur la rive droite de la Kinsig. Le feld-zeugmeister s'établit à Kork, et le 22, au matin, le général français sortit de son camp retranché avec trente-six bataillons, se jeta sur les lignes autrichiennes, et avait déjà escaladé plusieurs retranchements et redoutes, lorsque de Latour l'attaqua de tous côtés et le repoussa avec grande perte. Les travaux continuèrent, malgré les fréquentes sorties des assiégés, et le 28 novembre, le feu s'ouvrit de toutes les batteries; on prit le village, et les parallèles furent poussées avec activité, quoique les fréquentes inondations de la Kinsig et de la Schütter et les froids de la saison rendissent les travaux fort difficiles. Cerné de toutes parts, le fort de Kehl capitula le 9 janvier, et fut remis le 10 aux troupes impériales.

Après ce siége si difficile, l'archiduc Charles partit pour Vienne, et de Latour prit le commandement de toute l'armée du Rhin. De Kehl, il transféra son quartier-général à Manheim. Ses troupes avaient été considérablement affaiblies, par les corps qu'on en avait détachés pour suivre l'archiduc en Italie. De Latour s'occupait à organiser ses moyens de défense, lorsqu'arriva la nouvelle des préliminaires de Campo-Formio. La signature définitive du traité devant avoir lieu peu de temps après, l'empereur chargea le brave feld-zeugmeister de le représenter au congrès de Rastadt, et d'y diriger les négociations avec le général Bonaparte. Il y arriva le 29 novembre, signa la convention militaire en vertu de laquelle les provinces vénitiennes

furent cédées à l'Autriche, et le général en chef français lui remit l'ordre de leur évacuation et de leur remise aux troupes impériales. Le 3 décembre, Bonaparte partit pour Paris, et de Latour retourna à son quartier-général de Manheim, après avoir pris, conjointement avec les comtes de Cobenzel et de Lersbach, les dispositions nécessaires pour l'évacuation des provinces du Rhin.

Mandé à Vienne, où il arriva le 2 février 1798, notre compatriote fut investi du commandement en chef dans le margraviat de Moravie et dans la Silésie autrichienne. François Ier le nomma conseiller intime *actuel*, et six ans plus tard, il fut appelé au poste éminent de président du conseil aulique et du département de la guerre.

Lors de la guerre de 1805, de Latour se voua avec un zèle ardent aux devoirs de sa haute position; mais de grandes fatigues, et le profond chagrin que lui causèrent les désastres de cette campagne, l'affaiblirent sensiblement. La douleur que lui causa la perte de son épouse acheva de l'épuiser; et il termina le 22 juillet 1806, à l'âge de 69 ans, sa longue et glorieuse carrière. Selon sa volonté, il fut enterré au cimetière militaire de Vienne.

Nous n'avons pas voulu abréger les détails qui précèdent, parce que nous les avons crus indispensables pour faire ressortir les qualités principales de notre héros. Depuis l'année 1789 jusqu'à l'année 1797, continuellement en face de l'ennemi, on le voit sans relâche, comme sans hésitation, toujours prêt à de nouveaux combats; vainqueur ou forcé de céder à des forces supérieures, il ne se déconcerte jamais; son activité ne

se ralentit pas: sa ténacité est si bien connue, que c'est à lui que sont confiées les entreprises les plus difficiles; il avait du devoir ce sentiment profond qui donne tant de force morale et redouble toutes les facultés de l'homme; doué de ce ferme courage qui se communique aux autres; il opéra souvent des prodiges avec des troupes qui eussent fléchi peut-être sous un chef possédant moins d'énergie.

Le comte de Latour fit ses études à Louvain, dans le collége des jésuites, avec toute l'ardeur que des maîtres habiles savent inspirer à ceux en qui ils découvrent les germes du talent. De fortes études et les règles sévères de ses premiers instituteurs avaient donné à son esprit l'habitude et le besoin du travail: à son activité, le caractère qui sait la rendre persévérante.

Pour compléter cette esquisse biographique, nous consacrerons quelques lignes de souvenir au régiment qui a porté le nom du brave général de Baillet-Latour, depuis l'année 1790 jusqu'en 1806.

Les dragons de Latour se sont fait une réputation qui appartient à l'armée autrichienne; mais leur gloire nous appartient bien plus encore à nous autres Belges, car ils étaient tous enfants du pays. Ce régiment, formé en l'année 1725, avait eu pour premier propriétaire le feld-maréchal de Mérode-Westerloo. En 1732, il était encore échu à un Belge, au prince Ferdinand de Ligne.

Ce fut à la bataille de Kollin qu'il acquit son premier titre de gloire; cette renommée s'est transmise et perpétuée dans ce corps d'une manière trop éclatante pour ne pas mériter une mention spéciale. Le régiment appartenait alors au lieutenant-

général comte de Saint-Ignon, il arrivait des Pays-Bas, et était composé de très-jeunes soldats. Sur le champ de bataille, en face de la cavalerie prussienne déjà célèbre, le général-propriétaire passait sur le front de sa troupe, et voyant ces dragons si jeunes, il leur adressa cette apostrophe toute flamande : « Eh bien! blancs-becs, êtes-vous de force à vous mesurer avec les vieilles moustaches de vis-à-vis? — Donnez-nous l'ordre d'avancer, et vous verrez! » répondirent nos braves recrues. Ils furent lancés sur la cavalerie prussienne, et leur charge impétueuse décida du gain de la bataille. En souvenir de cette brillante action, et pour perpétuer l'épithète de *blancs-becs,* le régiment demanda et obtint la dispense de porter moustache.

On sait mieux en Belgique que partout ailleurs la conduite que tinrent les dragons de Latour à l'époque des troubles de 1789. Un vieil esprit de corps, fortifié par le souvenir d'une fidélité déjà ancienne, opposa une vive résistance à toutes les tentatives de séduction dont ils furent entourés. Le colonel Pforzheim, Luxembourgeois, le commandait alors; c'était un homme qui possédait toutes les qualités nécessaires dans la position difficile d'un chef que le devoir plaçait comme ennemi en face de ses compatriotes. La guerre de France survint bientôt après; dès les premiers combats, le régiment de Latour se montra digne de la réputation qu'il avait acquise, et sut la soutenir dans la mauvaise fortune avec le même éclat que pendant les campagnes heureuses. Pforzheim fut tué le 1er mars 1794, à Altenhofen; la même décharge fit tomber à côté de lui le capitaine Mesmacre, de Louvain, qui comptait cinq frères dans

l'armée impériale. La position des Français fut enlevée par les dragons de Latour de la manière la plus brillante. Ce fait d'armes est d'autant plus remarquable dans leur histoire, que ce fut en les conduisant dans cette occasion que l'archiduc Charles chargea pour la première fois ces ennemis auxquels il livra plus tard des batailles si difficiles et si glorieuses, avec une valeur et des talents qui provoquèrent des témoignages d'estime et d'admiration de la part de Napoléon lui-même.

Un général autrichien, Belge d'origine, à qui nous avons emprunté plusieurs des pages qui précèdent, et qui est aujourd'hui l'un des membres du cabinet impérial, ministre aussi distingué par ses talents militaires que par ses hautes capacités diplomatiques, fait cette remarque : « Le régiment des dragons « de Latour, en changeant de nom, et en perdant les hommes « qui l'avaient tant illustré, a su conserver néanmoins le même « esprit ; ce corps est fier de ses anciens exploits, et promet de « les imiter ; car malgré la guerre que notre temps fait aux « illustrations du passé, les bonnes renommées militaires con- « serveront toujours sur les esprits généreux la double puis- « sance du précepte et de l'exemple. Elle ne se ternira jamais, « la glorieuse médaille décernée à la valeur des dragons belges ! »

Ces nobles paroles seront comprises par notre jeune armée, à qui elles semblent être adressées de loin par un homme de cœur, fier des souvenirs de bravoure et de gloire qui honorent son ancienne patrie.

Charles Soudain de Niederwerth.

Van der Noot.

Digitized by Google

VANDER NOOT.

Le plus célèbre des personnages qui figurèrent dans la révolution brabançonne, Henri Vander Noot, était né à Bruxelles, le 7 janvier 1731. Comme il fut l'idole de la populace, il passe à tort pour être sorti des rang inférieurs de la société. C'est une erreur que les pamphlets du temps ont contribué à accréditer. Le vulgaire se figure difficilement qu'un chef populaire ait dû son pouvoir autrement qu'à l'ascendant qu'on exerce sur ses égaux quand on s'offre à les conduire. C'est cependant le cas le plus rare : les tribuns descendent presque toujours du

Digitized by Google

patriciat ; il y a plus de Gracques dans l'histoire que de Masaniellos. Quoi qu'il en soit, Vander Noot a partagé, sous ce rapport, la fortune historique d'un autre tribun belge, dont il fut si loin d'ailleurs d'égaler le génie, nous voulons parler du grand Jacques Van Artevelde. Mais s'il a pu être malaisé de dissiper les ténèbres dont les mensonges du moyen âge avaient enveloppé la naissance de ce dernier, pour Vander Noot, qui a vécu de nos jours, dont le nom n'est pas éteint, il n'est pas difficile de retrouver son origine, et les renseignements qui nous permettront d'éclaircir cette partie de sa biographie, partent d'une source qui ne permet pas le doute.

Il était fils de Nicolas-François Vander Noot, seigneur de Vrechem, de Kelfs et de Gobbelschroy, qui fut amman de Bruxelles, et de Gérometté-Françoise Van Caverson. Il suffirait de rappeler que les fonctions de premier magistrat de la ville de Bruxelles ne pouvaient être remplies que par une personne d'origine noble, pour déterminer la position sociale de l'homme fameux dont nous allons raconter la vie, quand d'ailleurs des documents généalogiques d'une irrécusable authenticité ne prouveraient pas qu'un de ses ancêtres, Geldolphe Vander Noot, était chancelier de Brabant en 1450, et que sa famille, qui portait alors le nom de Steenweghe, comptait au nombre des sept familles patriciennes de Bruxelles.

Au moment où les troubles éclatèrent, il était licencié ès lois depuis l'année 1757 et avocat au conseil de Brabant. On sait que c'est en 1787 que les mécontentements excités en Belgique par les réformes maladroites de l'empereur Joseph II, commencèrent à prendre un caractère sérieux. Vander Noot avait alors

cinquante-six ans ; c'est un fait digne de remarque que presque tous les personnages qui jouèrent un rôle dans cette révolution avaient passé le méridien de la vie au moment où elle éclata : Vonck, Vandermersch, Van Eupen, aussi bien que Vander Noot. Peut-être faut-il attribuer à cette circonstance singulière le manque d'énergie et le défaut d'élan qui s'y font si souvent sentir, et la petitesse des hommes comparée à la grandeur de l'entreprise.

Nous ne reviendrons pas sur les causes qui déterminèrent l'insurrection des Pays-Bas autrichiens ; elles ont été suffisamment développées dans les biographies de Vonck et de Vandermersch. Comme on l'a fait observer, la révolution brabançonne a un caractère tout à fait distinct de celui de la révolution française. La majorité des Belges, à cette époque, loin de marcher dans la voie des idées du dix-huitième siècle, résistait à la tyrannie d'un monarque absolu qui voulait leur faire goûter, malgré eux et à sa manière, toutes les douceurs du progrès. Un homme d'intrigue, mais de beaucoup d'esprit en même temps, dont les événements allaient bientôt faire un grand général, Dumouriez, agent secret des clubs de Paris en 1790, ne s'y était pas trompé. Il écrivait de Bruxelles à cette époque : « Vous êtes « persuadé comme moi que les deux révolutions, *quoique* « *marchant en sens inverse,* ont trop d'analogie pour que le « sort bon ou mauvais des Flamands n'influe pas sur le nôtre. »

Vander Noot devint tout d'un coup le représentant populaire de cette réaction catholique et féodale.

Il ne serait jamais venu à la pensée de ceux qui, avant cette époque, ne le connaissaient que comme un avocat diffus.

savant dans la jurisprudence obscure de sa province et barbare écrivain, que ce même homme s'asseyerait bientôt sur les marches du trône vide de Joseph II. Il ne faut pas cependant qu'on s'exagère sa médiocrité et la surprise que son élévation subite dut exciter alors.

L'incapacité de Vander Noot provient moins de son manque de génie, que nous n'essaierons point de nier, que des circonstances qui l'avaient jeté, lui et tous les hommes de son parti, dans une position tellement nouvelle, tellement imprévue qu'aucun d'eux n'était prêt à monter sur un pareil théâtre. En France, un siècle entier de discussions philosophiques avait préparé les esprits à une lutte dont ils attendaient le signal. En Belgique, au contraire, c'est au sein d'une paix profonde, après le long et *maternel* règne de Marie-Thérèse, si dignement représenté pendant trente-cinq ans par l'administration un peu léthargique du bon prince Charles de Lorraine, que tout d'un coup le caprice d'être réformateur a passé par la tête du nouveau souverain, et que sans plus attendre, il se met follement à l'ouvrage. Les provinces s'émeuvent; les plus téméraires élèvent la voix, et le premier qui a montré du courage obtient la faveur du peuple; la veille il était inconnu, sans ambition, et n'avait pour tout mérite peut-être que de dire mieux ce que tout le monde pensait; le lendemain, il s'est relevé grand homme. Autant de villes, autant de tribuns. Vander Noot fut celui du Brabant; et comme ce duché, malgré les jalousies locales, eut bientôt la direction du mouvement qu'il avait commencé, l'avocat bruxellois, dont le nom circulait de bouche en bouche, devint bientôt l'idole du jour,

depuis la mer du Nord jusque par de là les rives de la Meuse.

Aussi n'est-ce point pour jeter un vernis de ridicule sur le héros de la révolution brabançonne, mais pour le bien caractériser, que nous allons le montrer pamphlétaire politique sans style et sans idées avant d'être tribun. Nous choisirons à cet effet un Mémoire sur les droits du *peuple brabançon* et sur les *atteintes y portées,* présenté le 23 avril 1787 à l'assemblée générale des états de ladite province. Ce mémoire, rédigé au nom de quelques syndics des nations de Bruxelles, porte sur quatre points principaux : la violation des priviléges de la Joyeuse Entrée, la suppression des couvents déclarés *inutiles,* l'établissement des cercles et des intendances qui menaçaient de supprimer l'ancienne division féodale du pays, et l'emprisonnement arbitraire d'un sieur de Hondt. Vander Noot connaît à fond l'histoire de sa province; il remonte laborieusement jusqu'à l'origine de ces priviléges que Joseph II (par procuration, il est vrai) avait juré de respecter, sans trop les comprendre; et avec cette logique hérissée de textes et de citations qui distingue l'éloquence judiciaire des tribunaux de première instance, il prouve *mordicùs* que sa partie adverse, S. M. l'empereur et duc, pour lequel il feint de professer le plus grand respect, a manifestement violé l'esprit et la lettre de son serment. Il faudrait ne pas connaître la Belgique pour ignorer combien même de nos jours la phraséologie tracassière du barreau, appliquée aux matières politiques, a de succès sur les masses. Tout le mérite de Vander Noot est là; il combat le despotisme de Joseph II à coups de parchemins et de syllogismes; et les syndics au nom desquels il parle, et les états qui

l'écoutent, tout en applaudissant le citoyen, s'émerveillent surtout de la profonde érudition du légiste. Quant au style, on ne peut se figurer rien de plus plat. On comprend à peine aujourd'hui qu'un homme de quelque instruction après tout ait pu écrire de la sorte; mais alors le peuple brabançon n'y regardait pas de si près. Voici un petit échantillon du faire de Vander-Noot, qui a le mérite d'être complet. L'auteur du mémoire, pour démontrer jusqu'où les intendants pourraient pousser l'arbitraire, suppose le cas suivant :

« Un homme séduit et emmène une femme mariée ou une jeune fille; il se retire dans *l'un ou l'autre endroit;* s'y fixe pour un temps. Le mari ou le père vient par hasard dans cet endroit, et rencontre soit le mari son épouse, ou le père sa fille mineure, se promenant au bras du séducteur; le mari *ou le père,* agité par un juste ressentiment, arrache, en courroux, son épouse *ou sa fille* du bras de son séducteur; celui-ci se *démêle,* il crie *à toute force;* Monsieur l'intendant survient, les entend : il y trouve un prétendu trouble ou voye de fait, et il prononce que le prétendu troublé et la femme *ou fille* resteront ensemble. Le mari *ou le père* veut prendre son recours au juge compétent, mais *entre-temps,* le ravisseur est parti avec sa *proye* et le mari *ou le père* en est encore pour les fraix. Vraiment c'est une jurisprudence pareille à la coutume de Lorris, où le battu paye l'amende. »

Ailleurs, il écrit : « quelques malintentionnés et *antimoines,* » il faut deviner que ce dernier mot ne signifie pas un remède célèbre, mais des individus ennemis du clergé régulier. Plus loin, il s'écrie : « *Si l'on avale la pilule,* adieu Députation!

adieu États! *adieu tout!* » Des mots et des locutions grotesques vous sautent aux yeux à chaque coin de page, tels que *possessoire sommarissime, paraphant*, ou bien : *il est controuvé qu'il appartiendrait*, ou bien encore : « ils ont cimenté les fondements du conseil de Brabant d'un *moellon* solide et inébranlable. » Quelquefois l'importance qu'il donne au Brabant, *où il a le bonheur d'être né*, fait sourire, et l'on ne dirait pas en lisant ses figures de rhétorique qu'il s'agit seulement d'une patrie de quelque vingt lieues carrées : « Tremblez! s'écrie-t-il en s'adressant à ses concitoyens, les mânes de vos ancêtres vous le reprocheraient, et la postérité brabançonne rougirait jusqu'à la consommation des siècles d'être descendue de vous! »

Mais c'est quand il s'agit de l'incarcération du sieur de Hondt qu'il se livre à tout l'égarement de la phrase échevelée. Voici le petit discours qu'il prête au sieur de Hondt parlant à son épouse : « Chère mais trop malheureuse épouse, votre situation est encore plus déplorable et plus touchante que la mienne; je succomberai à mes maux; vous me survivrez; mais veuve d'un homme qu'on croira coupable, malgré son innocence, *tâchez* que votre âme suive la mienne, vos maux cesseront, et nous aurons le bonheur de voir paraître devant le grand juge, le juge des ministres et des rois, ceux qui nous causent tant de maux, et leur injustice sera confondue; ils reconnaîtront enfin combien les jugements de Dieu sont différents des leurs! »

Messeigneurs les états, en lisant cette larmoyante invocation, se seront dit sans doute comme le juge Dandin :

Ce que c'est qu'à propos toucher la passion!

Tel était l'homme qui allait jouer un rôle si considérable dans la dernière insurrection bourgeoise et provinciale des Pays-Bas. Cette insurrection marcha vite. Dans l'été de 1788, le gouvernement autrichien ne pouvait plus sortir de sa situation que par la terreur. Les émeutes d'Anvers et de Malines lui fournirent bientôt l'occasion qu'il cherchait. Des visites domiciliaires furent faites aussitôt après à Bruxelles, et Vander Noot ne parvint qu'avec peine à se dérober par la fuite au sort qui lui était réservé[1].

Dès lors le mouvement se précipita. Vander Noot, réfugié à l'étranger, avec le titre de *plénipotentiaire du peuple brabançon,* qu'il s'était fait donner par les chefs de son parti, se flatta de parvenir à pousser les cabinets de Londres, de La Haye et de Berlin contre la maison d'Autriche. On a traité de présomption ridicule la confiance qu'il eut toujours dans le succès de cette sorte de diplomatie ténébreuse, dont les gouvernements non reconnus sont forcés d'accepter l'humiliation, et qui passe pour intrigue tant qu'elle ne réussit pas. Cependant il nous semble que les efforts de Vander Noot, pour avoir été infructueux, méritaient plus d'indulgence. Il est évident que dans l'état des peuples modernes, les petites nationalités ne peuvent parvenir à se fonder qu'à la faveur des jalousies qui divisent les grandes puissances et neutralisent leur ambition.

[1] Ce ne fut pas le seul danger qu'il courut de perdre la liberté. Le gouvernement autrichien attachait un tel prix à se débarrasser de lui, que plus tard (c'est un fait généralement ignoré), un bâtiment monté par quelques hommes résolus fut envoyé à Londres, avec mission de s'emparer de sa personne, dès que l'occasion se présenterait. Il parait qu'elle ne se présenta pas.

La présomption était plutôt du côté de ceux qui croyaient que le seul effort du patriotisme qui avait été capable de renverser la domination autrichienne, suffirait toujours par la suite pour en empêcher à jamais la restauration. Ce que l'Amérique anglaise, séparée de sa métropole par toute la largeur de l'Océan, n'avait pas cru possible, puisqu'elle avait sollicité partout l'appui de l'ancien continent, comment la Belgique, placée au cœur de l'Europe, l'aurait-elle pu accomplir? La suite des événements de septembre 1830 a bien prouvé qu'un petit peuple ne saurait entrer dans la famille européenne sans recevoir le baptême de la diplomatie. Les circonstances ont moins favorisé Vander Noot que les nouveaux plénipotentiaires du peuple belge à la conférence de Londres; voilà son plus grand tort. Il crut que l'Angleterre, la Hollande et la Prusse avaient un intérêt direct dans ce démembrement de la puissance autrichienne; il ne croyait pas si mal. Car ce n'est pas l'envie qui manqua, par exemple, à la Prusse de jouer ce tour à sa vieille rivale; mais arrêté par la crainte de s'attirer une guerre inégale, elle se borna à brouiller les cartes sans trop se compromettre : conduite savante qui devait infailliblement tromper un homme aussi neuf que Vander Noot dans le grand art de la politique. Sans prétendre le comparer d'ailleurs à Franklin, remarquez que ce noble patriarche de la liberté n'eut longtemps à Paris qu'une position aussi équivoque que celle de Vander Noot en Hollande, enrôlant des volontaires en secret, faisant filer sourdement de l'argent et des secours de toute espèce vers sa patrie, à la faveur d'une tolérance qu'on lui retirait dès que l'intérêt du gouvernement qui

lui avait donné asile exigeait qu'il le désavouât. Nous ne croyons pas que l'aveuglement de Vander Noot ait eu sur la marche de la révolution brabançonne une influence aussi désastreuse qu'on le prétend généralement. Établi à Bréda sous la protection des états généraux de Hollande, qui n'étaient pas fâchés de leur côté de voir l'autorité du malencontreux fauteur de la liberté de l'Escaut ébranlée dans le pays même dont il avait voulu restaurer le commerce, il put rassembler des troupes et les joindre à celles qui allèrent se ranger sous le commandement de Vandermersch, et suivre en même temps les relations qu'il avait ouvertes avec les ennemis naturels de l'Autriche.

Craignons de nous associer aux ressentiments amers de Vonck, et pour juger si Vander Noot se flattait de vaines espérances, attendons que les difficultés qui s'opposent encore à la publication des papiers laissés par celui-ci, nous permettent d'apprécier la nature des promesses qui lui furent faites. Que la Belgique ne pût résister longtemps seule aux Autrichiens, c'est un fait que ceux qui ont vu les événements de sa dernière révolution ne peuvent essayer de nier, et s'il fut une illusion égale à celle de Vander Noot, ce fut l'erreur de Vonck, qui crut que la surprise du combat de Turnhout se renouvellerait encore, et qu'avec un général méthodique et de peu de portée comme Vandermersch, une armée de volontaires serait toujours de force à repousser les vieilles troupes impériales. Le rôle de chacun de ces hommes fut un rôle patriotique ; mais il leur manqua à tous d'être plus habiles, et à défaut de talent, de savoir au moins abjurer des inimitiés qui ne pou-

Van der Noot porté en triomphe.

Digitized by Google

vaient que précipiter la perte d'une cause déjà si chanceuse par elle-même.

Le combat de Turnhout avait eu lieu au mois d'octobre 1789; le 14 décembre suivant, Bruxelles était évacué. L'homme le plus populaire alors ce n'était pas Vandermersch, qui avait conduit les insurgés à la victoire, ni Vonck qui avait jeté les yeux sur ce chef militaire, c'était Vander Noot que la retraite des Autrichiens ramena dans sa ville natale; ce qui prouve combien alors la cause des priviléges féodaux était nationale. Son retour à Bruxelles fut triomphal. Voici en quels termes M. de Gerlache en parle dans son *Histoire du royaume des Pays-Bas*:

« A peine l'étendard de la liberté flottait à Bruxelles que l'on « vit les membres du comité patriotique qui jusqu'alors était « resté à Bréda, faire dans la capitale une pompeuse entrée. « A la tête du cortége, montés sur des chars magnifiques, « s'avançaient les deux abbés de Tongerloo et de Saint-Bernard; « Van Eupen, qui passait pour le souffleur de Vander Noot, « partageait les honneurs de la fête; celui-ci suivait dans une « voiture découverte. Il avançait difficilement, tant la foule « était pressée, tant chacun était avide de contempler la face « du grand Henri! Une escorte d'honneur, qui était venue « au devant lui, commença à le promener dans les principales « rues de la ville. Cependant les chanoines de Sainte-Gudule « l'attendaient au portail de la collégiale. Son arrivée fut « annoncée au son des trompettes; toutes les cloches étaient « en branle. On lui décerna à l'entrée de l'église les mêmes « honneurs qu'aux souverains. On l'introduisit dans le chœur, « où il se plaça sur le prie-Dieu du prince. Et alors, les cha-

« noines entonnèrent le *Te Deum* à grand orchestre. Le soir, « il se rendit au spectacle, où l'on donnait la représentation de « la tragédie de *Brutus*, dans laquelle on intercala des vers en « son honneur. Il s'installa dans la loge de Leurs Altesses « Royales, où les comédiens le couronnèrent au milieu d'un « tonnerre de bravos et d'applaudissements. Cette brillante « journée se termina selon l'usage antique et moderne par un « splendide repas. On donna le nom de Vander Noot à l'une « des rues de Bruxelles; chacun voulut avoir son portrait; les « uns le portaient, en forme de médaille, à la boutonnière; « les autres, au chapeau. Enfin *Henri, notre Henri,* comme « on disait alors, eut ses courtisans et ses adorateurs qui ve« naient le saluer le matin, à son lever, et qui, tout pleins d'un « zèle patriotique, lui offraient leurs services et lui deman« daient des places. »

Il faut fixer à ce moment l'apogée de la puissance populaire de Vander Noot; mais, plus heureux ou plus habile qu'un tribun belge contemporain dont la fortune offre une grande analogie avec la sienne, ainsi que l'a fait remarquer l'auteur que nous venons de citer, il ne se retira pas, comme lui, de la scène politique quand une assemblée nationale, sous le nom d'états généraux, eut pris, le 7 janvier 1790, la direction du mouvement révolutionnaire. L'immense popularité de Vander Noot ne pouvait qu'aigrir l'humeur de Vonck, son rival. Le dissentiment qui séparait les deux chefs de la révolution brabançonne s'élargit à mesure que le danger s'éloignait et que les questions sur lesquelles portait leur divergence d'opinions se présentèrent au pouvoir constituant. L'indépendance avait été

conquise au nom des priviléges et non pas des principes. Vonck, qui ne pouvait consentir à ce que le mouvement en demeurât là, tandis qu'une grande révolution voisine dont il suivait les leçons, se hâtait de détruire la société féodale, se trouva peu à peu en opposition ouverte avec les vœux et les idées du plus grand nombre de ses compatriotes. Il fut écarté bientôt par la majorité dominante; et Vandermersch, qui était de son parti, partagea sa disgrâce. C'est à ce moment que les principaux acteurs de la révolution française, qui n'avaient cessé d'entretenir une correspondance active avec les patriotes belges et les agents qu'ils avaient envoyés en Belgique, abandonnèrent à son propre sort une insurrection dont ils commençaient à comprendre l'esprit. Nous lisons ceci dans une note écrite de la main du général Lafayette, et imprimée dans ses Mémoires, publiés en 1837, à propos d'un rapport adressé par Dumouriez sur la situation des Pays-Bas autrichiens vers le milieu de 1790 : « Si Lafayette le reçut froidement, cela ne vient pas de ce qu'il était occupé d'*intrigues,* mais de ce qu'il acheva de se convaincre que la révolution belgique n'était qu'une intrigue de l'aristocratie et du clergé, où les intérêts du peuple étaient oubliés, et où il n'apercevait aucun principe de liberté et des droits des nations. »

Les événements qui suivirent l'installation des états généraux jusqu'au retour des Autrichiens, rentrés en possession de la Belgique au mois de décembre 1790, ont été décrits ailleurs dans ce recueil. Le cadre purement biographique dans lequel nous avons voulu nous renfermer n'exige pas que nous revenions sur ce point. Une seule circonstance, pendant ce court

intervalle, concerne particulièrement Vander Noot : c'est la cérémonie singulière du 9 juin de la même année, dont il fut le principal objet. Les villages qui avoisinent Bruxelles vinrent offrir des secours en hommes et en argent au congrès souverain. L'image de Vander Noot fut portée triomphalement par des processions de prêtres, de moines et de paysans, et le cri de : *Vive Vander Noot!* fut poussé sur les places publiques de la capitale par une multitude qu'une gazette du temps porte, en style de bulletin, à des chiffres vraiment incroyables.

Du reste, si la popularité de Vander Noot dura autant que l'indépendance éphémère de sa patrie, il ne paraît pas qu'il ait pris pendant toute cette période une part bien active à la conduite des affaires publiques. Il fut un drapeau jusqu'à la fin, il fut cet homme que le hasard plus souvent que le génie jette sur le chemin d'un peuple en révolution, et qui se retrouve toujours dans sa première solitude après que le flot de la foule et des événements a passé ; cet homme que l'on ne peut mieux comparer qu'au *manipule* des Romains, à la botte de foin qu'on ramasse en courant et qu'on fixe au bout d'une pique à défaut d'étendard. Parcourez l'histoire de toutes les commotions populaires, et vous le retrouverez toujours. Il se nomme Broussel, du temps de la Fronde ; Wilkes, en Angleterre ; Déprésménil, la veille de la révolution française, et de Potter, sous la domination néerlandaise.

La restauration autrichienne accomplie, Vander Noot rentra donc dans l'obscurité d'où il était sorti, trois ans auparavant, d'une manière si inattendue, et le même oubli vint envelopper ceux de ses rivaux dont le nom avait été presque aussi grand

que le sien. On n'entendit plus parler de lui qu'en 1814, à l'occasion d'une brochure qu'il publia sous le titre que voici : *Observations historiques, critiques et impartiales qui démontrent à suffisance de droit que la Belgique est un fidéi-commis perpétuel, inséparable des autres royaumes de la maison d'Autriche en Allemagne ; que la constitution et l'ancien régime de la Belgique doivent être rétablis, et que c'est une erreur de croire que par le traité de Munster de 1648 le port d'Anvers pour la liberté du commerce est fermé et n'a point de communication avec la mer.* Le titre dispense de lire l'ouvrage ; l'homme s'y peint tout entier : il se réveillait après un quart de siècle au bruit de la chute d'un grand empire, comme si rien de nouveau n'était survenu dans le monde, citoyen brabançon et sujet fidèle quoique turbulent de son duc. La dernière phrase de la brochure achève le portrait : *Ad majorem Dei, Deiparæque, semper Virginis, Mariæ, honorem et gloriam et utilitatem Belgii austriaci, hæc scripsi. Hâc, 6 junii 1814. H.-C.-N. Vander Noot.*

Nous n'avons pas voulu examiner, dans le cours de cette biographie, lequel des deux grands partis qui divisèrent alors la Belgique était le plus juste et le plus conforme aux besoins de l'avenir. Il est évident que celui qui voulait le maintien des anciennes constitutions provinciales et résistait de tout son pouvoir à la réforme du clergé entreprise avec tant d'étourderie par l'empereur Joseph II, dirigeait l'opinion de la grande majorité de la nation, et que les chefs, les meneurs mêmes de ce parti furent seuls véritablement populaires. Vonck, élevé à l'école française du dix-huitième siècle, crut trouver dans des mou-

vements qu'elle n'avait point inspirés, une circonstance favorable à l'application des théories dont il était le disciple. Sous ce rapport, il avait, sans s'en douter, plus d'un trait de ressemblance avec Joseph II, et si sur un point le tribun différait essentiellement du philosophe couronné, en ce sens que l'un voulait obtenir de la pratique de la liberté ce que l'autre attendait du despotisme, c'est que, comme tous les réformateurs sortis de la foule, lui procédait de bas en haut, tandis que le métier du fils de Marie-Thérèse, ainsi qu'il le disait lui-même avec tant d'esprit, était d'être royaliste. Le parti de Vonck, à l'époque où nous reportons nos lecteurs, ne représentait donc que les vœux d'une minorité, considérable d'ailleurs par ses lumières, par ses intentions pures, par les hommes de naissance qu'elle comptait, et au nombre desquels figurait en première ligne le comte de Lamarck (depuis prince Auguste d'Aremberg), l'ami de Mirabeau. C'est toujours un grand tort de devancer de trop loin son époque. Autant l'opinion représentée par Vonck sut prendre racine après que la grande révolution française eut labouré en Belgique le sol de la société féodale, autant alors, il faut le dire, elle répugnait à ces masses qui s'insurgeaient au nom de la foi, sous les mêmes bannières gothiques qu'elles avaient déployées devant leur bon duc de Bourgogne et leur grand empereur Charles-Quint.

Vander Noot, en revanche, était bien le tribun qu'il fallait au peuple brabançon. Bourgeois de sa cité, homme de sa province et dévot catholique, jaloux comme Agneessens des antiques franchises du Brabant, mais plus heureux dans sa révolte que ce martyr de la liberté municipale, il ne voyait rien au

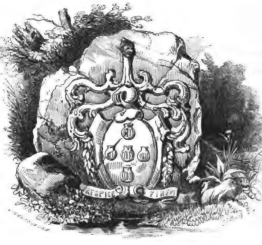
delà des intérêts de la religion et du salut d'une patrie qui s'étendait pour lui jusqu'aux bornes marquées de l'écu de Flandre et de Hainaut d'un côté, et des armes du prince-évêque de Liége de l'autre. Il s'inquiétait peu, d'ailleurs, du sort du genre humain, et si Joseph II avait écouté les justes remontrances de ses concitoyens, ce n'est pas lui qui aurait demandé quand s'élèverait enfin cette aurore de la liberté universelle dont les premières lueurs blanchissaient déjà l'horizon. Il est fâcheux qu'il lui ait manqué une volonté plus énergique, une intelligence plus étendue, une connaissance plus profonde des ressorts de l'insurrection, pour se soutenir à la hauteur du rôle que les événements l'avaient appelé à jouer.

Cependant cette figure révolutionnaire n'est pas indigne de l'historien. D'un esprit étroit et médiocre, il est vrai, mais né avec le sens du juste et la haine de l'iniquité, orgueilleux bourgeois, nourri à l'ombre d'un clocher, heureux d'y vivre et d'y mourir, fervent catholique et dévot à tous les usages et à toutes les institutions du passé, c'est le Flamand de ce temps-là, le Flamand de la vieille roche féodale, type rare aujourd'hui, que le frottement des révolutions modernes a usé et que la civilisation a chargé de tous ses alliages hétérogènes. Il nous attache par l'originalité de sa physionomie essentiellement locale, et nous ne craignons pas de l'avouer, plus indulgent pour sa médiocrité que les historiens qui ont écrit sur cette époque, nous l'avons peint avec prévention, presque avec amour.

Vander Noot est mort à Strombeéck (village voisin de la rési-

dence royale de Laeken), le 13 janvier 1827, à l'âge de 96 ans, laissant à ses collatéraux un nom sans tâche du moins et une fortune obérée. Car c'est un éloge qu'on peut faire de lui sans restriction, qu'il fut le plus honnête et le plus désintéressé de tous les tribuns, et qu'il sortit moins riche qu'il n'y était entré, d'une révolution dont il aurait pu être le souverain arbitre comme il en fut l'idole.

EUGÈNE ROBIN.



Digitized by Google

Beaulieu

Digitized by Google

LE BARON DE BEAULIEU,

Général d'artillerie (feldzeugmeester).

Les révolutions de la fin du dix-huitième siècle, destinées à changer, après de violentes secousses, l'état social de la France et d'une grande partie de l'Europe, ont fait surgir une foule d'hommes qui, malgré leur incontestable mérite, seraient restés complétement inconnus à la postérité, si les événements politiques n'étaient venus les mettre en évidence. De ce nombre est le personnage célèbre dont nous allons nous occuper, Jean Pierre baron de Beaulieu. né le 26 octobre 1725, au village de

Lathuy, dans un antique manoir [1] auquel se rattache un souvenir historique, car c'est de là que le duc de Marlborough, le lendemain de la bataille de Ramillies (1706), fit partir l'injonction aux états du duché de Brabant de reconnaître, pour leur souverain Charles d'Autriche, qui fut depuis l'empereur Charles VI, et que la victoire, remportée au nom de ce prince, venait de légitimer en détruisant, à coups de canon, les droits reconnus précédemment à son compétiteur, Philippe V.

Ce château était la propriété de la famille Beaulieu, famille noble d'origine, sortie de France vers le milieu du seizième siècle, et qui portait pour armes une fleur de lis d'argent sur un champ d'azur.

Jean-Baptiste de Beaulieu, chef mayeur de Jandrin, et Isabelle Lebegge avaient sept enfants, et, quoique médiocrement favorisés des dons de la fortune, ils résolurent de ne rien négliger pour leur éducation. L'aîné, Jean-Pierre, annonça, dès l'âge le plus tendre, beaucoup d'intelligence, de l'audace, et surtout une activité dévorante. Le curé du lieu, qui lui avait appris les règles de la grammaire française comme on les apprenait alors en Belgique, c'est-à-dire assez mal, un peu de latin et les premières notions des mathématiques, voulait à toute force le pousser vers l'état ecclésiastique; mais le disciple récalcitrant protestait qu'il n'en ferait rien, et, presque tous les soirs, il s'échappait de la maison paternelle pour aller entendre, chez un ancien sergent retiré du service militaire, des récits de siéges et de batailles. Il existait au voisinage un pensionnat, dont le

[1] Il est passé par succession à MM. Van Erps de Jodoigne, dont l'aïeule paternelle était sœur du général baron de Beaulieu.

directeur passait pour posséder assez bien la géométrie, la trigonométrie, le dessin linéaire, et même la théorie de l'architecture ; le jeune homme y fut placé. Ses progrès furent tellement rapides, qu'au bout d'un an le maître eut la bonne foi de déclarer qu'il ne pouvait plus rien apprendre à son élève. Celui-ci venait d'accomplir sa dix-septième année et ne respirait que la guerre.

La lutte que soutenait une jeune et belle princesse pour conserver l'héritage de ses pères, intéressait tous les cœurs généreux. Le cri des Hongrois : *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresia!* avait retenti jusqu'au fond de nos provinces et fait écho de toutes parts. C'était à qui s'armerait pour une si noble cause. Le jeune Beaulieu fut présenté au prince Charles de Lorraine qui, charmé de ses réponses ingénues et néanmoins pleines d'assurance, s'empressa de lui donner un drapeau dans son régiment. Son zèle, son exactitude, sa bonne conduite, ne tardèrent point à lui valoir une sous-lieutenance. La campagne de 1744 s'ouvrit : l'intrépidité sans égale avec laquelle il affrontait le feu prouva qu'il était né pour la carrière des armes. Le poste du danger était toujours celui qu'il recherchait. S'agissait-il d'escorter un convoi que pouvaient inquiéter les patrouilles ennemies, ou de pousser une reconnaissance périlleuse, toujours il était là, prêt à marcher. Il fut cité plusieurs fois avec éloge dans les rapports de ses chefs. La paix de Dresde avec la Prusse, en 1745, vint arrêter les rêves de sa belliqueuse imagination. Condamné à la vie de garnison, dans une petite ville de la Bohême, vie si déplorable pour la plupart des jeunes gens, il eut le courage de s'isoler de ses camarades,

et d'employer ses loisirs à perfectionner ses connaissances en mathématiques, en géographie, en histoire. Il s'occupa très-particulièrement aussi du dessin, de la levée des plans et de l'architecture militaire. Après avoir végété quelques années dans le grade de lieutenant, il obtint une compagnie en 1756, au moment où cette guerre de sept ans, qui devait voir l'habileté, le génie du grand Frédéric triompher de tous les obstacles, était sur le point d'éclater. Le maréchal Daun le fit passer, l'année suivante, à l'état-major-général, et se l'attacha comme aide de camp. Beaulieu saisit avidement toutes les occasions de se signaler, et, par l'importance de ses services à la bataille de Kollin où il reçut sa première blessure, à la prise de Schweidnitz, aux combats de Breslau et de Leuthen, à la levée du blocus d'Olmutz, aux journées de Hockircken, de Gera, de Maxen, mérita les grades de major, de lieutenant-colonel, la croix de Marie-Thérèse [1] et le diplôme de baron du saint Empire [2]. La paix d'Hubertsbourg, en 1763, permit à Beaulieu de revoir ses foyers. Suivi de ses trois frères, dont deux étaient capitaines et lui devaient en partie leur avancement, il alla couvert de lauriers, chargé d'honneurs, après vingt ans d'absence, se jeter dans les bras de son vieux père et d'une mère digne de toute sa tendresse. J'entendis de sa bouche, il y aura bientôt cinquante ans, le récit de cette scène attendrissante : ses yeux, en le faisant, se remplissaient de larmes qu'il retenait avec peine. Ce souvenir de mon enfance m'est resté profondément gravé dans la mémoire.

[1] Le 23 janvier 1760.

[2] Expédié le 14 mars 1763.

Le maréchal comte Daun, président du conseil aulique de guerre à Vienne, rappela près de lui son ancien aide de camp, qui reçut en 1765 le brevet de colonel d'état-major. Beaulieu perdit ce bienfaiteur, le 5 février 1766. Bien que naturellement bon, loyal, serviable, il s'était fait beaucoup d'envieux. Il aimait à faire un peu trop parade de son mérite ; on ne lui pardonnait point cette vanterie gasconne qui ne laisse pas, au surplus, d'être assez commune, même parmi les Belges. Bref, il lui manquait cette aimable bonhomie, indispensable pour se faire pardonner une supériorité toujours contestée par les médiocrités qu'elle écrase. Ses ennemis ourdirent des intrigues qui l'aigrirent, et le nouveau président du conseil aulique n'y fut pas complétement étranger. Toutefois, on voulut colorer sa disgrâce, et, sous le prétexte de seconder son goût pour les arts, on le chargea de l'embellissement des palais impériaux, très-négligés pendant cette longue période de guerre. On eut tout lieu d'admirer avec quelle précision ces travaux s'exécutèrent.

Cette mission terminée, vers la fin de 1768, il obtint d'être, en sa qualité de colonel, attaché au gouvernement militaire des Pays-Bas. La résidence de Malines fut affectée à son service qui, du reste, lui laissait le loisir de vivre presque constamment à la campagne, occupé de soins agricoles et de l'éducation de ses enfants. Il fit construire au hameau de Brocqui, dépendant du village de Lathuy, un château qu'il entoura de magnifiques jardins. C'est là qu'il se livrait à ses études favorites, et qu'il augmentait chaque jour sa précieuse collection de cartes géographiques, de plans, de dessins, de gravures, son cabinet de médailles, d'antiquités, etc. Le 16 février 1776 fut un jour de

deuil pour lui... Il eut le chagrin de voir mourir dans ses bras la compagne de son choix, l'objet de ses plus vives affections. Marie-Louise Robert ou de Robert, qu'il avait épousée pendant son séjour en Autriche. C'était une femme d'un mérite remarquable. Lectrice de Marie-Thérèse, elle avait été dotée par cette généreuse princesse qui, de plus, avait voulu devenir la marraine du premier fruit d'une union formée sous ses auspices.

Le 29 novembre 1780, l'impératrice, après quarante ans d'un règne que ses peuples ne cessèrent de bénir, descendait dans la tombe. Joseph II donna bientôt carrière à son esprit d'innovation. Dévoré, pour ainsi dire, de la fièvre du bien public, il ne sut pas employer les moyens convenables pour opérer les améliorations projetées, quelque nécessaires qu'elles fussent. Il s'irrita des obstacles, brusqua toutes ses résolutions, et souleva contre lui les classes même dont ses réformes devaient changer favorablement l'existence.

Lorsque l'on songe à ce qui se préparait en France, lorsque l'on songe à ce qui se passait dans les Pays-Bas autrichiens, on éprouve une sorte de regret que Joseph ne soit pas né à Versailles, et Louis XVI à Vienne. Joseph, avec cette volonté ferme que ne pouvait avoir un gouvernement débordé de toutes parts, aurait exécuté l'œuvre exigée impérieusement par les progrès de la civilisation; il aurait détruit les abus d'une aristocratie née de la féodalité, et qui avait fait son temps; tandis que Louis, en Autriche, aurait laissé intact un terrain non préparé pour une culture nouvelle: mais apparemment la Providence avait d'autres desseins; il ne nous appartient point de les scruter. Quoi

qu'il en soit, la révolution brabançonne rouvrit à Beaulieu la carrière de la gloire. Nommé-général major, le 29 novembre 1789, il eut le commandement d'un corps de l'armée autrichienne (si l'on peut appeler armée les débris de quelques régiments réduits par la désertion à trois ou quatre mille hommes). A peine avait-il pris position près de Marche que, non content de tenir les patriotes en échec, il les attaqua, les dispersa sur tous les points, et, par une activité qui ne se démentait jamais, contribua plus que personne à terminer cette guerre en peu de temps. C'est au milieu d'un de ces nombreux combats, qu'apprenant la mort de son fils unique qui venait d'être atteint d'une balle, il dit avec le stoïcisme d'un Romain : « Mes amis, « ce n'est pas le moment de le pleurer ; il faut vaincre. » Le collier de commandeur de Marie-Thérèse lui fut envoyé le 31 mai 1790, et le brevet de lieutenant général, le 20 octobre.

De puissants secours arrivèrent enfin de l'Allemagne, et, secondés par l'ineptie du congrès belge, ils facilitèrent la soumission des provinces insurgées.

Beaulieu trouva son château dans un état affreux : ses collections avaient été dispersées et presque tous ses meubles enlevés... On voulut lui faire connaître le principal instigateur du pillage ; mais il repoussa vivement cette confidence : « Ne me « le nommez point, dit-il ; qui sait ! j'aurais peut-être un jour « la faiblesse de vouloir m'en venger. »

Placé sur la frontière, à la tête d'un corps peu considérable, Beaulieu fut attaqué, près de Quiévrain, par le général Biron, le 29 avril 1792. Il parvint à se maintenir sur la défensive, et,

le lendemain, ayant reçu quelques renforts, il sortit de ses retranchements, battit les Français et les poussa jusque sous le canon de Valenciennes. Tel fut le premier fait d'armes d'une guerre qui devait être si longue, si meurtrière, et tant de fois désastreuse pour l'Autriche. L'empereur, voulant reconnaître ce service, auquel les circonstances donnaient plus d'importance encore, lui conféra, le 4 août, le régiment que la mort du général d'Orosz laissait disponible[1] : il est le premier officier belge qui ait été colonel propriétaire d'un régiment hongrois. Après la bataille de Jemmapes (6 novembre 1792), Beaulieu fut chargé de couvrir la forteresse de Luxembourg ; se rapprochant ensuite de Namur, il se mit en communication avec la grande armée autrichienne victorieuse aux journées d'Aldenhoven et de Neerwinden. Il eut, cette même année (1793), de brillants succès en Flandre. Le combat de Templeuve (27 août) lui valut quelques centaines de prisonniers et quatre pièces de canon ; il empêcha, par d'habiles manœuvres, les Français de profiter d'une victoire qu'ils venaient de remporter sur le duc d'York, à Hondscoote (9 septembre) ; délivra Furnes ; reprit Menin, et s'avança même, avec une colonne forte de quatre mille hommes, jusqu'aux glacis de Lille.

Il servit d'abord dans la province de Luxembourg, en 1794, et soutint, le 16 avril, près d'Arlon, avec un corps de quatorze à quinze mille hommes, les efforts de l'armée de la Moselle tout entière, que commandait Jourdan. Contraint de céder à la supé-

[1] La susceptibilité hongroise ne manqua point de s'en effaroucher. Aussi le 1er mai 1794, un régiment belge, ou wallon comme cela se disait alors, fut-il donné en échange au général Beaulieu.

riorité du nombre et d'abandonner momentanément sa position, il ne tarda guère à prendre l'offensive; il marcha, le 30 avril, sur trois colonnes contre l'ennemi, le délogea de Clairefontaine, d'Attert, de Bonnert, et, le poussant au delà de Messancy jusqu'à la forêt de Châtillon, lui fit éprouver une perte de neuf cents hommes. Tout à coup, le 19 mai, dès la pointe du jour, il se dirigea vers le camp de Bellevaux qu'il mit en pleine déroute. S'étant jeté, le même jour, sur Bouillon, il emporta de vive force cette ville restée sans défense, au lieu d'en réclamer les clefs. Aussi les plus déplorables excès, le pillage, les violences de toute espèce et le meutre souillèrent-ils sa victoire; un hôpital et un couvent de religieuses n'échappèrent même pas à la brutalité d'une soldatesque effrénée. Nous ne nous étendrons pas sur toutes ces horreurs, trop bien constatées par un procès-verbal que nous avons eu sous les yeux [1]; nous détournerons nos regards de pareilles scènes... Une sage politique ne les condamne pas moins que l'honneur et la probité, puisqu'elles devaient présager à la France quels seraient les résultats de la conquête, et ce qu'il fallait attendre d'une guerre qu'on disait entreprise pour rétablir l'ordre, pour relever le trône et l'autel. Que ne nous a-t-il été permis d'arracher, d'anéantir cette page sanglante de la vie d'un général dont l'humanité jusque-là n'avait jamais été contestée; mais ces réticences sont interdites à l'historien. Revêtu d'une espèce de sacerdoce moral, son devoir est de ne déguiser la vérité sous aucun prétexte, et

[1] Je suis redevable de cette importante communication à M. Ozeray, conservateur des archives de Bouillon, qui a mentionne les mêmes faits dans son intéressante *Histoire de la ville et du duché de Bouillon*, vol. in-8°. Luxembourg. 1827, pp. 286 et 287.

de flétrir tout ce qui mérite d'être flétri ; heureux lorsque la tâche qu'il se propose de remplir présente assez de compensations, et que les ombres n'obscurcissent pas trop l'auréole de gloire qui couvre le front de ses héros.

Beaulieu ne tenta point de s'emparer de la citadelle, quoiqu'elle fût défendue par cent soixante hommes seulement. Ce n'était pas le but de son expédition ; il traversa la province de Namur, et vint s'établir sur les hauteurs de Charleroi.

Le 26 juin, jour de la mémorable bataille de Fleurus, après s'être assuré des passages de la Sambre, il rassemble toutes ses troupes pour attaquer avec vigueur la division du général Marceau. Il venait de l'enfoncer ; elle était en pleine retraite, lorsque lui-même, sans motif apparent, prit le parti de se retirer.

Voici de quelle manière il s'exprimait sur ses dernières opérations, dans une lettre que possède l'auteur de cette notice, et qui porte la date de *Lintz, 16 mai* 1802 [1] : « Je n'ai rien à me « reprocher ; Cobourg, à la dernière bataille de Charleroi, « m'ordonne, par un billet écrit à l'encre, et non au crayon, de « rétrograder avec ma colonne, victorieuse depuis le matin « jusqu'au soir à cinq heures. Ce fut son adjudant Hauer, de « l'état-major-général, qui m'apporta cet ordre, que je maudis « encore. Je m'écriai que c'était une chose horrible, et que si « le billet était moins lisible, je me dispenserais d'y croire. Il

[1] Elle est adressée à M. Urban, homme de lettres estimable, rédacteur, pendant nombre d'années, de l'*Esprit des gazettes* ; lequel devint ensuite l'*Écho*, puis le *Rapporteur*, et enfin le *Compilateur*. Il mourut à Saint-Josse-ten-Noode, près de Bruxelles, le 17 mai 1833 ; il était né à Dinant, le 1er août 1744.

« me dit : *Général, je vous ai remis mes ordres*, et là-dessus « il me quitte. Le billet, que je conserve avec soin, portait que « je répondrais de ma retraite. Enfin, il fallut obéir : après « avoir ramassé tous mes blessés et quelques pièces de canon « enlevées à l'ennemi, après avoir formé mon arrière-garde, je « quittai tranquillement Lambusart et toute cette belle hau- « teur ; je me retirai dans les environs de Gembloux, à trois « quarts de lieue derrière moi. Les Français vinrent m'y atta- « quer plusieurs jours de suite, et furent repoussés chaque fois. « Cependant Cobourg, avec son armée, arrive à Tirlemont, « tandis que j'étais resté ferme à mon poste de Gembloux. On « n'avait pas de raisons pour se retirer sur Tirlemont, bien « moins encore pour rétrograder davantage, puisque je cou- « vrais toujours la gauche de l'armée. Il fallut donc se donner « des moyens de justification : le 7 juillet, je reçus l'ordre de « Cobourg d'abandonner mon terrain, de marcher sur Liége, « et de faire sortir notre garnison du château de Namur ; puis « je reçois l'ordre de faire rentrer la même garnison. Le lende- « main, nouvel ordre de la faire sortir, et de passer par Huy, « pour l'assister au besoin. Le surlendemain, ordre de la faire « rentrer. Voilà quatre ordres en deux jours. Enfin j'arrive à « Liége, le 10 juillet ; le mal est consommé..... Et j'écris au « prince de Cobourg pour savoir ce que j'avais à faire, me « trouvant à huit ou dix lieues derrière l'armée. Pour toute « réponse, on me rappelle, on me fait relever par le général « Latour, et l'on me donne le commandement des bataillons de « grenadiers pour ne pas m'en servir ; on augmente considé- « rablement le corps qu'on venait de confier à Latour : nous

« nous retirons sur Maestricht, sans raison connue, sinon qu'on « pouvait écrire à Vienne que Beaulieu s'était retiré sur Liége, « avait découvert la gauche de l'armée; que par conséquent, « l'ennemi menaçant de ce côté, on avait pris le parti de la « retraite, et qu'on avait ôté à Beaulieu son commandement. « Cette affreuse manœuvre était ourdie, non par Cobourg, il « en était incapable, sa loyauté est connue; mais deux person- « nages, un F. et un P. W., maîtrisaient souvent ce prince. « Voilà comme l'empereur était servi. Je ne disais rien, je « devais prendre patience: mais l'empereur fut parfaitement « instruit de tout. Il me conféra la grande croix de Marie- « Thérèse, et me nomma quartier-maître-général, quand Cler- « fayt prit le commandement de l'armée, en remplacement de « Cobourg. » Ce rôle secondaire ne convenait pas trop à l'esprit d'indépendance qui, dans tous les temps, avait caractérisé Beaulieu. D'assez vives altercations avec Clerfayt éclatèrent, lorsqu'après la défaite de Latour sur la rivière d'Ourthe, près d'Esneux (18 septembre), il fallut songer à prendre position derrière le Rhin. Excédé de perpétuelles critiques et d'un contrôle malveillant, le général en chef lui fit sentir l'inconvenance d'une pareille conduite, et Beaulieu, vers le commencement de la campagne de 1795, se rendit à Vienne, sous le prétexte des soins qu'exigeait sa santé. Au mois de mars 1796, on le mit à la tête de l'armée d'Italie, avec le grade de général d'artillerie (feld-zeugmeister).

Flatté de cette mission, qui semblait ne lui présager que des victoires, plaisantant sur son grand âge, il disait qu'un bâton de vieillesse (le bâton de maréchal) lui devenait nécessaire, et

qu'il allait le conquérir : mais les choses ne se passèrent pas ainsi. Sa réputation militaire ne servit qu'à mieux faire apprécier la supériorité du vainqueur de Montenotte. Dans cette bataille (11 avril), où Bonaparte commença son éclatante carrière. Beaulieu commit la faute grave de trop étendre sa ligne et de vouloir protéger la place de Gênes, à laquelle l'ennemi ne pensait pas ; il fut d'ailleurs mal secondé par d'Argenteau, qui commandait le centre de l'armée austro-sarde. Se trouvant brusquement séparé des Piémontais, par les rapides manœuvres des Français, il ne songea plus qu'à couvrir Milan, et surtout à bien assurer la défense de Mantoue qui n'avait ni garnison, ni approvisionnements, ni rien de ce qu'il fallait pour soutenir un siége. Afin d'avoir le temps de faire ces préparatifs, il essaya de tenir sur le Pô et sur l'Adda. La défense qu'il fit au pont de Lodi eût mérité de meilleurs résultats ; mais rien ne pouvait résister à l'impétuosité de son jeune adversaire. Après avoir laissé, dans la place, la moitié de son armée, il se retira derrière le Mincio, et se vit bientôt contraint (le 21 juin) de remettre le commandement à Wurmser que la fortune traita plus mal encore.

Beaulieu, toujours criant à la trahison et se plaignant de tout le monde, se confina dans une maison de campagne qu'il avait achetée aux portes de Lintz. Il y passa vingt-deux années. Si l'on se reporte sur les malheurs qui traversèrent sa vie : ses propriétés ravagées[1] ; sa fortune presque entièrement détruite :

[1] Son château de Brocqui, près de Jodoigne, pillé, en 1790, par les patriotes brabançons, fut, pour ainsi dire, réduit en cendres par les Français, en 1794. Le général Dubois le fit canonner, dit-on, en représailles de la conduite qu'avait tenue à Bouillon,

le seul fils qui lui restât, tué sous ses yeux; son gendre, le baron de Maelcamp, qu'il venait d'adopter en lui donnant son nom, mort par suite de blessures reçues sur le champ de bataille d'Osterach (1799): enfin, les tristes souvenirs de cette malheureuse campagne de 1796 qui, pour ainsi dire, avait effacé cinquante années de glorieux services, on s'étonnera sans doute qu'il ait pu prolonger son existence jusqu'à quatre-vingt-quatorze ans. Il s'éteignit sans agonie, le 22 décembre 1819. C'était, au surplus, un homme fortement constitué, d'assez haute taille, et d'une sobriété remarquable; il avait l'œil vif et perçant, les cheveux noirs et le teint basané. On assure qu'il a rédigé des mémoires (en français) sur ses campagnes; mais il est douteux qu'ils voient jamais le jour; trop de gens sont intéressés à la suppression d'un semblable document.

Beaulieu, malgré ses revers, doit être regardé comme un général estimable. S'il n'était pas doué de ce vaste coup d'œil et de cette réunion de qualités diverses si nécessaires pour la conduite d'une grande armée, il savait, du moins, avec une habileté peu commune, faire manœuvrer quinze à vingt mille hommes. Personne peut-être (si l'on excepte Napoléon) ne possédait comme lui l'art d'électriser le soldat.

BARON DE STASSART.

quelques mois auparavant, le corps d'armée de Beaulieu. Le séquestre, mis sur toutes les propriétés du général, qui en avait fait la cession à sa fille la baronne de Maelcamp, fut levé par le préfet de la Dyle, en 1801. Mme de Maelcamp, devenue Mme du Moulin, les vendit à la famille Pastur, qui fit reconstruire la maison telle qu'on la voit aujourd'hui.

Philippe van Artevelde.

Digitized by Google

PHILIPPE D'ARTEVELDE.

La fière commune de Gand poursuivait sa vieille lutte contre le comte de Flandre, et les lances de la noblesse avaient eu l'avantage en rase campagne sur les piques des gens de métier. Après plusieurs petits combats, presque tous désastreux pour la bourgeoisie, on avait vu s'engager près du bourg de Névele une action sanglante, où cinq mille plébéïens avaient péri avec leurs braves capitaines Rase de Hersèle et Jean de Lannoy. Si la grandeur de la ville et la force de ses remparts avaient empêché jusqu'alors les vainqueurs d'en former le siége, elle n'en

Digitized by Google

était pas moins étroitement resserrée par les garnisons ennemies qui occupaient les forteresses d'alentour et fermaient déjà les principaux passages. Bientôt le danger devint imminent, et les défenseurs de la cause populaire comprirent la nécessité de se grouper autour d'un chef dont le pouvoir égalât le dévouement. Commandants et doyens se concertèrent à cet effet avec les plus influents du peuple, et leur choix se fixa sur l'héritier du grand nom d'Artevelde.

Déjà trente-six ans s'étaient écoulés depuis la mort de ce redoutable brasseur qu'Édouard III avait salué du nom de son « bon ami et compère[1]. » Mais il avait laissé un fils, né pendant le séjour du monarque anglais à Gand, et qui avait été tenu sur les fonts de baptême par la reine Philippine. Ce fils, âgé alors de trente-neuf ans, était au dire des chroniqueurs[2] « un convenable et gracieux homme, sage assez, quoique son sens fût encore peu connu. » La catastrophe qui l'avait rendu orphelin semblait avoir détourné ses pensées de la carrière où son père avait laissé des traces sanglantes. Il passait ses jours dans l'inaction, demeurant des heures entières assis au bord de l'Escaut, qui coulait au pied de l'hôtel où il vivait avec sa mère et son épouse. Il paraissait ne goûter que le monotone amusement du pêcheur, sans qu'aucun souvenir du passé, aucun rêve de grandeur et de gloire vînt occuper son esprit. Cependant la maison de Philippe d'Artevelde était tenue avec un certain éclat par la noble veuve de son père, et plus d'une fois sans doute on voyait encore les anciens des métiers s'ar-

[1] Voyez la vie de Jacques d'Artevelde, page 25 de ce volume.

[2] Despars, *Chron.*, vol. III, p. 32.

rêter avec respect devant la demeure où s'était réfugiée la famille de leur ancien capitaine.

La voix qui s'éleva la première, le 14 février 1382, pour nommer Philippe chef de la commune fut celle de Pierre Van den Bossche (ou Dubois), le plus résolu, sinon le plus expérimenté, de ceux qui s'étaient partagé jusque-là le commandement. Si nous en croyons Froissart, il s'était d'abord entendu avec Artevelde, et celui-ci se faisait fort de conduire les Gantois avec une verge de fer. Mais on ne peut guère accorder de confiance à cet historien, qui puisait ses renseignements à des sources suspectes, et qui était l'ennemi déclaré de ces vilains dont « la grande diablerie » menaçait le pouvoir de toute noblesse. Ce qui est certain, c'est que Philippe refusa d'abord le commandement que le peuple lui offrait. Il paraît même qu'il se retira dans une église, ce qui a fait dire à un écrivain du siècle suivant qu'il avait embrassé la vie religieuse[1]. Mais la foule ne se désista point de la résolution qu'elle venait d'adopter avec enthousiasme, et vaincu par ses cris et par ses prières, il consentit enfin à se charger du pouvoir dont son père avait été revêtu. Aussitôt la multitude qui l'entourait lui déféra le titre de capitaine de Gand et de ruwaert, ou protecteur de la Flandre : lui, de son côté, promit solennellement à ses concitoyens de défendre et de maintenir l'honneur de la ville, « ou d'y laisser la vie. »

Cependant une partie de la classe aisée supportait impatiemment les pertes et les malheurs causés par la guerre. Des négociations avaient été entamées, sous la médiation du régent de Hainaut, et douze des échevins de Gand s'étaient rendus au

[1] Olivier de Dixmude, *Merkwaerdige gebeurtenissen*, p. 10.

bourg d'Harlebeke, pour y traiter avec le comte de Flandre [1]. Ils conclurent un accord d'après lequel les Gantois devaient livrer à ce prince deux cents otages à son choix, lesquels seraient conduits et détenus à la citadelle de Lille. Simon Bette et Gilbert de Gruyter, chefs de cette ambassade, appartenaient au parti de l'aristocratie, et il leur en avait peu coûté de souscrire à un arrangement qui ne devait compromettre que les adversaires les plus déclarés de la cour. Mais à leur retour à Gand, lorsqu'ils voulurent lire dans le conseil le projet de traité qu'ils avaient conclu, les doyens des métiers et l'intrépide Van den Bossche laissèrent éclater leur indignation. Toi, Gilbert, s'écria ce dernier en s'adressant à de Gruyter, tu ne crains pas sans doute d'être un de ceux que le comte fera conduire à la citadelle de Lille, et c'est parce que tu ne cours toi-même aucun danger, que tu veux acheter la paix en nous sacrifiant. En achevant ces mots, il tira l'épée, et abattit à ses pieds le malheureux négociateur, tandis qu'Artevelde, non moins résolu, frappait également d'un coup mortel Simon Bette. Les autres échevins, effrayés par cet acte d'audace et par l'attitude des chefs du peuple, n'osèrent résister aux mesures que prit aussitôt le ruwaert pour recommencer la guerre.

Il fit publier dans la ville une sorte de loi martiale, qui devait être seule en vigueur pendant son gouvernement. Il suspendait toutes les haines et les querelles privées et défendait, sous peine de quarante jours de prison, les désordres dans les lieux publics.

[1] Ces négociations paraissent avoir été commencées avant l'élection d'Artevelde, quoique tous nos historiens les placent plus tard. En général on s'est trompé d'une année entière sur l'époque où commença son commandement.

les jeux et les émeutes ; il châtiait de la même peine quiconque reculerait dans un combat, à moins d'être blessé : les pauvres comme les riches avaient le droit d'adresser la parole au peuple dans l'assemblée générale, et tous les citoyens devaient porter pour signe distinctif une manche de drap blanc avec l'inscription : « Dieu nous soit en aide. » En même temps, le nouveau capitaine divisa les forces de la ville en plusieurs troupes, assignant à chacune son poste et fixant le genre de service dont elles seraient chargées. Lui-même, à la tête d'un corps d'élite, il prit et rasa le château de Hansbeke, qui appartenait à Messire Daniel de Hallewyn, oncle de sa femme [1]. Mais les entreprises qu'il avait confiées à d'autres chefs réussirent mal, et l'armée du comte ayant reçu de nouveaux renforts, les Gantois, trop faibles pour tenir la campagne, se virent bientôt menacés des horreurs de la famine. François Ackermann, un des gentilshommes qui tenaient le parti de la commune, s'était chargé d'aller quérir des vivres hors de Flandre, à la tête d'un corps de douze mille piquiers [2]. Assez mal accueilli en Brabant, quoique les souffrances et le dénuement de ses compagnons excitassent la pitié du peuple, il fut plus heureux à Liége, où l'évêque Arnould de Hornes promit d'intercéder pour eux et leur permit d'acquérir jusqu'à six cents charges de blé et d'autres vivres. Ce secours ramena pour quelque temps l'abondance dans la

[1] La date de cet exploit n'est pas certaine et les comptes de la ville semblent la fixer au mois de septembre suivant. En général, tous les historiens d'Artevelde ont commis d'étranges anachronismes, jusqu'à tripler la durée de son administration.

[2] Nous n'oserions déterminer le moment où eut lieu cette expédition d'Ackermann, commencée peut-être avant l'élection d'Artevelde.

ville, tandis que la duchesse Jeanne de Brabant, le comte Albert de Bavière et l'évêque de Liége faisaient de nouveaux efforts auprès des deux partis pour mettre un terme à la guerre.

Le comte et ses alliés devaient se réunir à Tournai, et une nouvelle députation gantoise, conduite par Artevelde lui-même, vint solliciter des conditions moins rigoureuses que celles qui avaient été obtenues jusque-là. Mais Louis de Male, qui régnait alors sur la Flandre, avait conçu la haine la plus profonde contre la cité rebelle, et il ne pouvait se résoudre à lui accorder aucune grâce. Il resta donc à Bruges, se contentant de faire dire aux envoyés qu'il voulait que les Gantois se missent à sa merci sans condition, et qu'ils vinssent à sa rencontre à mi-chemin de Gand à Bruges, pieds nus, en chemise et la corde au cou. Telle fut la triste réponse qu'Artevelde et les autres députés rapportèrent à une population que pressait déjà de nouveau la disette et qui n'avait plus d'espoir que dans un prompt accommodement.

La multitude était accourue à leur rencontre avec empressement, persuadée qu'ils rapporteraient « de bonnes nouvelles. » Philippe, sans donner aucune explication, convoqua tous les habitants pour le lendemain sur le grand Marché du Vendredi. Lorsque l'assemblée se trouva réunie, il monta sur le balcon d'où les doyens parlaient aux métiers [1], et il raconta en détail toute la négociation et l'exigence du comte. Le désespoir du peuple fut grand ; mais Philippe l'avait prévu, et sut en tirer

[1] La maison dont ce balcon faisait partie subsiste encore. Mais sa façade se trouve masquée par une rangée de bâtiments qui coupe en deux l'ancien marché.

Philippe Van Artevelde haranguant les Gantois

Digitized by Google

parti pour provoquer une résolution héroïque : « Vous savez, dit-il, que nous n'avons plus de vivres, et qu'il y a ici trente mille personnes qui depuis quinze jours n'ont pas mangé un morceau de pain. Il faut donc prendre une résolution, et il ne s'offre à nous que trois partis : le premier, de nous enfermer dans la ville, et d'aller attendre la mort agenouillés dans les églises ; le second, de nous rendre tous, pieds nus et la corde au cou, à la rencontre du comte, et de nous livrer à sa merci ; le dernier, de réunir l'élite de nos combattants, et d'aller attaquer Louis dans sa ville de Bruges : si nous mourons, ce sera du moins honorablement ; si, au contraire, nous sommes victorieux, et que Dieu nous fasse la même grâce qu'aux Machabées, qui détruisirent l'armée innombrable du roi de Syrie, alors nous serons le plus glorieux peuple qu'on ait connu depuis les Romains. »

Le choix de ces vaillants métiers ne pouvait être douteux. Tous se résolurent à combattre, et les doyens des voisinages ayant désigné les meilleurs soldats, Philippe en forma un corps de huit mille hommes [1], avec lesquels il sortit le lendemain par la porte de Bruges. La multitude, qui se pressait sur leur passage, les exhortait à faire leur devoir. « N'espérez pas revenir ici autrement que victorieux, leur disaient ceux qui n'avaient pas reçu l'ordre de les accompagner, car dès que nous vous saurons vaincus ou morts, nous mettrons le feu à la ville et nous périrons avec elle. » Mais ces exhortations étaient inutiles : jamais hommes plus résolus n'avaient marché à la victoire ou à

[1] Olivier de Dixmude, p. 11. Froissart n'en compte que cinq mille, et nos meilleurs auteurs l'ont suivi ; mais ce chiffre est peu croyable.

la mort. Les moines qui les accompagnaient en assez grand nombre leur faisaient espérer le triomphe, en leur rappelant les miracles de Dieu pour son peuple opprimé. Artevelde, qui du premier jour s'était montré à la hauteur de sa tâche, n'avait rien négligé pour assurer le succès de l'expédition. Il avait pris avec lui les chefs les plus expérimentés, et il faisait conduire à la suite de sa petite armée la nombreuse artillerie de la commune, qui n'occupait pas moins de deux cents chariots. Une foule de jeunes gens, qui n'avaient pas été choisis pour la bataille, étaient sortis avec les troupes et formaient, en avant et sur les ailes, des corps de coureurs.

Ce fut le vendredi saint 1382 que les Gantois s'acheminèrent vers Bruges. Le lendemain, ils arrivèrent sur la bruyère de Beverhout, située à deux petites lieues de la ville, où se tenait le comte avec sa noblesse. Un usage antique avait consacré ce jour à la procession du saint sang, qui se célébrait avec une solennité merveilleuse. Ce motif seul avait empêché Louis de Male d'entrer en campagne: il voulait attendre que la bourgeoisie de Bruges fût prête à suivre sa bannière, comme elle avait promis de le faire immédiatement après la fête. La présence de tous les seigneurs, qui étaient accourus autour du prince pour prendre part à la guerre (car il méditait une attaque à force ouverte contre les rebelles de Gand), redoubla la pompe de la cérémonie, et le comte lui-même suivait la procession avec sa cour. Cependant le bruit de l'approche d'Artevelde ne tarda pas à se répandre parmi les habitants; et les magistrats résolurent d'armer la milice pour attaquer l'ennemi. Les métiers des *poissonniers*, des *bouchers* et des *corroyeurs*, qui étaient

partisans déclarés du prince, se joignirent à la haute bourgeoisie et aux *courtiers,* et marchèrent à l'instant à la rencontre des Gantois. Il en fut de même de la noblesse, qui monta à cheval après quelque hésitation, malgré les remontrances de Messire Heylart de Poucke, un des principaux seigneurs de Flandre, qui voulait qu'on différât la bataille. Le comte lui-même, quelle que fût sa colère contre les gens de Gand, ne put s'empêcher de dire : « *Encore sont-ils braves de vouloir mourir les armes à la main.* » Cependant l'inégalité des forces ne lui laissait aucun doute sur la victoire ; mais les métiers les plus nombreux et les plus redoutables, les *drapiers,* les *foulons* et les *maréchaux,* étaient secrètement portés pour les rebelles et ne sortirent point de la ville, ou du moins ne se mirent en marche qu'avec une extrême lenteur.

Philippe et ses soldats, bien informés par leurs coureurs, s'étaient préparés à soutenir le choc de leurs adversaires ; l'armée gantoise, rangée en bataille sur la bruyère, formait une ligne épaisse, flanquée d'une nombreuse artillerie disposée avec soin [1]. Elle était couverte en avant par des bois et par un ruisseau, dont les bords étaient marécageux. Un seul pont donnait accès aux ennemis, et il se trouvait sous le feu des ribaudequins. Cependant une partie des Brugeois, qui accouraient en désordre, aveuglés par une confiance présomptueuse,

[1] Les pièces qu'ils employaient étaient appelées *ribaudequins*. Elles étaient portées sur des affûts à roues, que Froissart paraît avoir appelés des chariots. M. le major Renard, dans une savante notice sur l'introduction de l'artillerie en Belgique, vient de prouver que les Flamands avaient devancé de beaucoup les peuples voisins dans l'emploi de cette arme.

ou même, si nous en croyons les chroniques, échauffés par l'excès de la boisson, n'hésitèrent point à franchir ce pas dangereux. Mais enveloppés à l'instant, ils furent taillés en pièces. et, suivant l'expression de nos vieux auteurs. « on les égorgea comme des *veaux* ou des *poulets*. » A l'arrivée de la noblesse et du gros des milices, le combat devint plus sérieux ; mais les chevaliers, foudroyés par l'artillerie gantoise, ne purent enfoncer les bataillons hérissés de piques que leur opposait le ruwaert. Une partie des plus braves restèrent sur le champ de bataille ; les autres, dans leur retraite précipitée, renversèrent le reste de l'infanterie qui arrivait encore à leur secours. La victoire fut si complète, que les fugitifs cherchèrent en vain à se rallier sous les murs de la ville. Poursuivis avec ardeur par l'infatigable Artevelde, ils furent chargés de nouveau et culbutés avec un grand carnage. Là périrent quelques-uns des magistrats de Bruges et des plus riches bourgeois, mal secondés par les gens du peuple, dont une partie se réjouissaient de leur défaite.

Le comte, qui s'était avancé pour prendre part au combat, fut témoin du désastre de son armée, et se vit contraint lui-même de fuir avec ceux qui l'entouraient. En rentrant dans la ville, il recommanda aux bourgeois d'en bien défendre les portes, et fit rassembler autour de son hôtel tout ce qu'il lui restait de gentilshommes et de serviteurs. Bientôt cette petite troupe, grossie par les fuyards qui la rejoignaient à chaque moment, parut en état de reprendre l'offensive. Comme la nuit était déjà venue, il fit distribuer des torches à une partie de ses cavaliers, et se plaçant lui-même à leur tête, se porta

au devant des Gantois, qu'il croyait encore pouvoir arrêter.

Mais déjà Philippe, animant ses soldats de la voix et de l'exemple, avait assailli l'épée à la main le petit nombre de gardes qui défendaient la porte de Sainte-Croix, et qui n'avaient pas eu le temps de la refermer sur les fuyards. A l'aspect des vainqueurs, les partisans du comte s'étaient dispersés; tandis que les métiers mécontents, conduits par Simon Cockermoes, doyen des maréchaux, se joignaient aux gens du ruwaert et fraternisaient avec eux. En peu d'instants, ceux-ci furent maitres de la moitié de la ville, et lorsque le comte déboucha sur le Grand Marché avec ses hommes d'armes, il aperçut en face de lui les piquiers d'Artevelde déjà rangés en bataille. Comprenant qu'il était trop tard pour lutter encore contre un ennemi victorieux, dont il reconnaissait trop tard le courage et l'habileté, il fit éteindre les torches, ordonna à ses cavaliers de chercher leur salut dans la fuite, et leur en donna lui-même l'exemple. Mais la rue par laquelle il essaya de se retirer était occupée par les gens de Simon Cockermoes; le malheureux Louis, forcé de chercher un asile, se réfugia chez une pauvre veuve, qui fut assez généreuse pour le cacher dans la chambre où couchaient ses enfants, et pour le dérober à toutes les recherches de ceux qui le poursuivaient [1].

Du fond de cette humble retraite, le prince fugitif put

[1] Suivant une autre version, ce fut le maréchal Simon Cockermoes qui sauva le comte, quoique son ennemi. « Maître Simon Cockermoes frappa le cheval du prince. Qui frappes-tu, Simon? s'écria ce dernier. — Le maréchal répondit : Messire Louis, je sais ce que je fais : c'est votre cheval que j'ai blessé, et non pas vous. Il faut vous tirer d'ici! — Et il le conduisit depuis la chapelle de Saint-Amand (qui était au coin du Marché), par la rue d'Argent, par le cimetière de Saint-Sauveur et par le quartier

entendre les cris et les gémissements de ses serviteurs égorgés par le peuple : car les tisserands et les maréchaux livrèrent eux-mêmes aux piques des Gantois tous ceux qui étaient connus par leur attachement au parti du comte. Trois mille hommes, dit-on, furent massacrés dans cette nuit funeste, les uns comme appartenant aux métiers proscrits, les autres attachés à l'hôtel du souverain (entre autres, son boulanger et son fauconnier) ou membres de la magistrature communale ; plusieurs enfin, enrichis par le commerce et victimes de la rapacité des valets étrangers qu'ils avaient pris à leur service, et que séduisait l'appât du vol et du pillage.

Le palais du prince ne fut point épargné. Brugeois et Gantois s'y précipitèrent avec une avidité égale, et bientôt il ne resta plus rien des richesses qui décoraient ce vaste et somptueux édifice. Dans leur fureur aveugle, les victorieux ne pouvant épuiser le vin dont les caves étaient remplies, défoncèrent plus de quarante barriques, qui furent ensuite abandonnées aux moines jacobins, pour les dédommager de la peine qu'ils avaient prise d'ensevelir les morts. Le jour venu, Artevelde fit planter la bannière de Gand sur le Grand Marché, déclara que quiconque prêterait serment de fidélité aux Gantois, aurait la vie et les biens saufs. La commune tout entière passa ainsi sous son obéissance, et la tradition rapporte qu'il y rétablit l'ordre en faisant pendre sans miséricorde tous ceux qui voulurent recommencer le massacre ou le pillage. Quant au butin qu'avaient fait ses troupes, il fut chargé sur des chariots, pour être trans-

appelé le Meersch, jusqu'au fossé, que le comte traversa à la nage. » *Chron. Comitum Flandriæ.* »

porté à Gand, et l'on a longtemps prétendu qu'au nombre des dépouilles ainsi enlevées était le fameux dragon de cuivre qui, depuis ce temps, couronne le beffroi de la cité conquérante. Les métiers de Gand, passant du désespoir à la joie du triomphe, sortirent de la ville avec leurs bannières et tous leurs insignes, et se rendirent à Bruges, où ils firent leur entrée solennelle, le mardi, aux acclamations de la populace ; tandis que la haute bourgeoisie n'osait témoigner son effroi. Pierre de Winter, Brugeois, que les magistrats avaient banni pour crime d'homicide, mais qui s'était acquis à Gand une grande réputation de courage et d'énergie, fut nommé gouverneur de la ville ; et après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour s'en assurer la possession, le ruwaert marcha avec une partie de ses troupes vers la châtellenie d'Ypres, pour s'emparer aussi de la West-Flandre.

Pendant ce temps, Louis de Male avait réussi à s'échapper de Bruges sous un déguisement, et il s'était retiré à Lille, où l'avaient rejoint la plupart des seigneurs de son parti. Mais il ne se crut pas assez fort pour défendre la contrée voisine, qu'Artevelde avait déjà envahie. Courtrai, Nieuport, Ypres, Furnes, Berge et toute la côte reconnurent donc l'autorité du chef gantois, qui put alors se considérer comme maître de la Flandre. Son retour à Gand fut un véritable triomphe, la cité tout entière étant accourue à sa rencontre, précédée du clergé qui marchait en procession [1]. Le peuple, qui saluait en lui son sauveur, semblait oublier que la lutte n'était pas encore terminée. Toutefois les redoutables forteresses de Termonde et d'Audenarde restaient occupées par l'élite de la noblesse, qui, sans

[1] *Chron. de l'abbaye de Tronchiennes.*

s'effrayer des revers essuyés par le souverain, se disposait à défendre avec honneur les postes importants confiés à son courage. Le temps même que Philippe avait dû consacrer à ses conquêtes dans l'ouest, permit à ceux d'Audenarde de recevoir des renforts, que leur amena leur nouveau gouverneur Messire Daniel d'Hallewyn[1]. Mais après quelques jours d'inaction apparente, consacrés à préparer le matériel d'un siége, l'intrépide ruwaert parut devant la place, à la tête d'une nombreuse armée, et malgré le courage et la fidélité de la garnison, elle n'eût bientôt d'autre espoir que celui d'être secourue par une armée française.

Depuis longtemps déjà les rois de France s'étaient posés comme protecteurs des comtes de Flandre, contre la puissance de leurs communes : c'était leur rôle naturel comme suzerains, et dans cette occasion, il semble que l'intérêt même de leur couronne y fut engagé. En effet, le succès des gens de métier avait eu le retentissement le plus extraordinaire, non-seulement à Bruxelles, à Louvain, à Mons et à Liége, où les patriciens se virent partout en butte aux provocations du peuple, mais encore à Paris même, où l'on vit s'agiter les halles, tant l'idée d'un triomphe de la commune sur la noblesse avait causé d'effervescence dans les esprits. C'est une opinion généralement reçue, qu'il existait un parti parmi la bourgeoisie parisienne qui avait résolu d'imiter les Gantois, et de se mettre en relation avec eux : une révolution sociale pouvait donc être le résultat de la victoire aussi complète qu'inattendue qu'avait remportée le ruwaert dans la plaine de Beverhout.

[1] On a déjà vu que Philippe d'Artevelde était son neveu par alliance.

Dans cet état de choses, le duc de Bourgogne, gendre de Louis de Male et son futur héritier, s'adressa au nouveau roi Charles VI, dont il était l'oncle, et sollicita le secours de ses armes en faveur du comte son vassal, dépossédé par ses propres sujets. Sa demande fut accueillie : le monarque convoqua les principaux seigneurs de son royaume à Compiègne, et il fut résolu d'amuser Artevelde par des négociations, tandis qu'on réunirait à la hâte une armée pour l'accabler. Mais le chef des Flamands, qui avait prévu l'orage, se souvenait aussi de la politique que son père avait adoptée pour résister aux efforts de la France. Il envoya des députés en Angleterre [1], et obtint la promesse d'être puissamment soutenu..... Malheureusement pour lui, les oncles du jeune roi Richard, qui gouvernaient alors pendant la minorité de leur neveu, n'avaient ni l'énergie ni la prudence nécessaires pour tenir une telle promesse comme elle aurait dû l'être.

Rassuré par le traité qu'il venait de conclure, Philippe déployait la plus grande confiance, et ses ennemis lui reprochent d'avoir étalé alors l'orgueil et la magnificence d'un souverain. On lui a même imputé la spoliation des trésors du prince et de l'État, dont il se serait approprié les richesses. Cependant, ces accusations si communes et si odieuses, ne sont appuyées sur aucun fait constant. Il est vrai qu'après la mort du ruwaert les objets précieux trouvés dans sa maison furent portés à l'hôtel de ville et mis sous bonne garde, comme si la commune en

[1] Il s'était d'abord adressé au prince français, et lui avait écrit une lettre respectueuse, mais plutôt sans doute pour gagner du temps, que dans l'espoir de le désarmer.

réclamait la propriété; mais rien ne marque que cet incident ait eu des suites; et si l'on réfléchit à la jalousie que devait exciter la grandeur si subite d'Artevelde, on ne sera pas surpris que parmi ses contemporains mêmes il ait trouvé des détracteurs, sans avoir peut-être mérité la violence des attaques qui éclatèrent après sa chute. Ce qui est certain, c'est que son administration fut peu onéreuse aux finances de la ville, puisque pendant les cinq derniers mois de l'année 1382, les dépenses n'excédèrent les recettes que de 192 livres, malgré les besoins d'une guerre aussi acharnée [1].

Cependant Charles VI avait convoqué tous ses vassaux, et la ville d'Arras avait été choisie pour point de réunion des troupes. « Nul sire tenant de lui n'osa désobéir à son mandement et s'appareillèrent les lointains d'Auvergne, de Rouergue, de Quercy, de Toulousin, de Gascogne, de Limousin, de Poitou, de Saintonge, de Bretagne, et d'autre part de Bourbonnais, de Forez, de Bourgogne, du Dauphiné, de Savoie, de Lorraine, de Bar, et de tous les circuits du royaume de France. » Cette énumération que fait Froissart des forces du roi, est confirmée par le relevé qui nous reste de l'armée : on y comptait trois ducs, vingt-et-un comtes, cent seigneurs bannerets, deux mille chevaliers, six mille écuyers, et de nombreuses bandes d'infanterie. Le duc de Bourgogne avait fait fondre sa vaisselle d'or et d'argent, pour suffire aux frais de l'expédition. Le jeune roi, passionné contre les rebelles de Flandre, était allé solen-

[1] La recette fut de 1,131 livres, et la dépense de 1,324. — Voyez, dans le *Messager des sciences de* 1840, un article de M. le baron de Saint-Génois, dans lequel sont également puisés plusieurs des détails qui suivent.

nellement prendre l'oriflamme à Saint-Denys, comme s'il s'agissait de marcher contre des mahométans. (Il se fondait sur les divisions qui régnaient alors dans l'Église, la France reconnaissant le pape Clément, tandis que la Flandre tenait à bon droit pour Urbain.) Ses troupes ne se trouvèrent rassemblées que vers la fin du mois d'octobre, et après avoir été rejointes par Louis de Male lui-même à la tête de cinq à six cents gentilshommes, elles pénétrèrent dans le pays flamand, au commencement de novembre. Le mauvais temps qu'elles avaient à essuyer semblait inspirer au ruwaert la persuasion qu'elles retarderaient leur marche; et continuant le siége d'Audenarde, il se contenta de détacher une partie de ses troupes, sous le commandement de Pierre Van den Bossche, pour défendre le passage de la Lys.

Olivier Clisson, qui commandait l'avant-garde française, attaqua les Flamands au pont de Comines, et secondé par un détachement qui avait traversé la rivière au moyen de bateaux, il réussit à les disperser et à se rendre maître du pont. L'armée vint camper devant Ypres, qui ouvrit ses portes au roi, et toute la West-Flandre fut ravagée par les soldats ennemis. Alors la plupart des petites villes voisines abandonnèrent le parti de Gand, et celles qui ne se rendirent pas assez vite, furent livrées au pillage. L'armée prit ensuite le chemin de Bruges. Mais déjà Artevelde avait rassemblé de nouvelles forces pour réparer l'échec éprouvé par son lieutenant. Il ne laissa dans son camp d'Audenarde que le nombre de soldats nécessaire pour contenir la garnison, et s'avança à la rencontre du roi avec quarante mille hommes.

Ce fut le 29 novembre que les deux armées se trouvèrent en présence l'une de l'autre, au village de Roosebeke, près de Roulers. Si celle du monarque était la plus nombreuse et offrait le spectacle imposant de sa fière chevalerie, étincelante d'or et d'acier, les troupes du ruwaert ne laissaient pas que de paraître également redoutables. La plus grande partie se composait de milices des villes et des châtellenies, régulièrement armées, et qui se reconnaissaient entre elles à leurs divers costumes, « une compagnie portant cottes mi-partie de jaune et de bleu; d'autres, une bande noire sur une cotte rouge; d'autres, chevronnées de blanc sur une cotte bleue; d'autres, échiquetées de blanc et de noir; d'autres, écartelées de blanc et de rouge; les autres, coupées de rouge dessus et blanc dessous. » Quant aux levées des campagnes (les gens du Franc de Bruges), la plupart n'étaient munies que de massues et de piques, avec des chapeaux de fer et des boucliers de planches, garnis d'une pointe aigue. Une foule de bannières des communes et des métiers flottaient au-dessus de ces différents corps, et l'on voyait marcher à la tête les capitaines et les échevins avec leurs manteaux d'écarlate. Mais ce qui pouvait être regardé comme la principale force des Flamands, c'était la nombreuse artillerie qu'ils avaient amenée de Gand et de Bruges, et dont l'appareil formidable précédait leurs longues colonnes. Outre leurs ribaudequins, portés sur des roues, ils avaient voituré avec eux de grosses pièces et des bombardes, construites en partie dans la riche abbaye de Saint-Pierre, et peut-être sous la direction des savants hommes qu'elle renfermait. C'était probablement pour la première fois que la puissance de ces armes encore peu con-

nues allait être essayée d'une manière décisive sur un champ de bataille; car le combat de Beverhout ne pouvait passer pour une épreuve sérieuse.

Outre les forces qu'il amenait avec lui, Artevelde avait compté sur le secours des troupes auxiliaires que les Anglais lui avaient promises, et qui étaient débarquées à Calais depuis quelques jours : mais elles n'osèrent point s'aventurer à traverser la West-Flandre, de peur d'être écrasées par les forces supérieures du roi, et le ruwaert se trouva ainsi dépourvu de toute assistance étrangère. Cependant, loin de perdre courage, il anima ses soldats à livrer bataille, les félicitant d'avoir à combattre seuls, puisqu'aucun autre peuple ne pourrait partager avec eux l'honneur de la victoire. Divisant son armée en trois grands corps, il plaça au centre 9,000 Gantois, qui formaient l'élite de son infanterie, et qu'il rangea en bataille sur une petite élévation appelée le Mont-d'Or (Guldenberg). Ses ailes étaient appuyées à des bois épais, et son artillerie commandait au loin la plaine. Il semblait, dit Froissart, que les piques des soldats formassent elles-mêmes une forêt, tant elles étaient drues et serrées. Mais on n'apercevait guère d'autres cavaliers parmi eux que les chefs qui les conduisaient. Artevelde, entouré de quelques autres capitaines, parcourait le front de la ligne, monté sur un cheval blanc, et faisant porter derrière lui sa bannière. Il passa devant tous les corps, exhortant les Flamands à bien faire, et les flattant de l'espoir d'un triomphe assuré. Enfin, au moment où les ennemis approchaient, il mit pied à terre, et se plaça au milieu de ses braves Gantois, résolu à partager avec eux les périls et l'honneur de la journée.

L'armée de Charles VI, qui s'était déployée en face, comptait également trois grands corps rangés sur deux lignes, la cavalerie étant couverte par les arbalétriers génois que le roi avait pris à sa solde, et par de vieilles bandes d'infanterie bretonne, formées sous la bannière de Du Guesclin et de Clisson. A l'aile droite se trouvaient le connétable Olivier de Clisson, le comte de Flandre et le duc de Bourgogne, suivis de 1,700 lances flamandes et françaises; le roi était au centre, avec quatre à cinq mille hommes d'armes, et l'élite de la noblesse : le duc de Bourbon et le sire de Coucy commandaient la gauche. Mais malgré la supériorité de leurs forces, les Français ne voulaient point attaquer les premiers, se souvenant de la sanglante défaite qu'avaient essuyée leurs aïeux à la journée de Courtrai. « Ils se tenaient tout coy et nul ne sonnait mot, regardant la grosse bataille des Flamands, qui commençaient à tirer de leurs canons et bombardes de grands carreaux d'airain [1]. » Leurs historiens avouent qu'ils n'auraient point engagé le combat, si à la fin les Gantois n'étaient venus eux-mêmes charger cette armée royale qui n'osait avancer.

Quelque dangereuse que pût être une résolution aussi hardie, ce fut un moment terrible que celui où Philippe, cédant à l'impatience de ses compagnons d'armes, descendit de la colline pour assaillir les escadrons français. Les ribaudequins qui précédaient sa colonne faisaient un feu roulant sur le centre des troupes royales, et portaient la mort jusque dans les rangs les plus éloignés. Derrière venaient les piquiers, « le pas serré, les targes hautes, roides et durs, boutant de l'épaule ainsi comme

[1] Froissart.

sangliers[1]. » Dès leur premier choc, on vit plier l'infanterie bretonne, quelque opinion qu'elle eût donnée jusque-là de sa valeur. Alors le jeune roi fit déployer l'oriflamme, et ses hommes d'armes s'agenouillèrent[2] avant de donner à leur tour sur l'ennemi. Étonnés de ce spectacle, les vainqueurs s'arrêtèrent un moment, et parurent hésiter. On prétend qu'une nuée de corbeaux, qui avait suivi leur camp depuis Audenarde, vint descendre en tournoyant au-dessus de leurs têtes, effrayant par ce sinistre présage les cœurs les plus hardis. Toutefois, leur courage ne se démentit pas, et ils soutinrent l'attaque des chevaliers avec tant de vigueur, que l'oriflamme fut abattue et foulée aux pieds. Suivant une tradition assez répandue, cette bannière royale ne se retrouva plus après le combat, sans qu'on pût affirmer si elle avait détruite ou prise, et il fallut en faire une autre, qui la remplaça depuis.

Quoi qu'il en soit, Charles VI et ses hommes d'armes furent obligés de plier à leur tour sous l'effort de cette redoutable infanterie, et suivant le témoignage de la *Grande chronique de Saint-Denys,* l'issue de la bataille était « pire que douteuse » pour les Français, qui reculèrent « d'un pas et demi. »

Mais dans ce moment critique, Louis de Male et quelques autres seigneurs[3], tournant l'aile gauche des Flamands qui leur était opposée, allèrent tomber par derrière sur les milices du

[1] Cabaret d'Orronville, *Chronique de Louis de Bourbon.*

[2] Olivier de Dixmude, p. 15.

[3] Olivier de Dixmude dit seulement l'escadron du comte et un autre : presque toute la cavalerie des deux ailes finit par tourner les Flamands ; mais ce fut la droite des Français qui opéra la première ce mouvement décisif.

Franc de Bruges, qui se trouvaient de ce côté. Cette manœuvre décisive changea l'aspect du combat. La terreur se répandit parmi ces troupes mal aguerries, qui, au lieu de faire face au danger, se dispersèrent honteusement. Ainsi se trouva découvert le flanc de la colonne gantoise, sur laquelle les chevaliers s'élancèrent avec fureur. Ils n'avaient plus rien à craindre de l'artillerie, et leur attaque imprévue mit le désordre dans les derniers rangs. Toutefois, les bourgeois de Gand et de Bruges. troupes d'élite que n'effrayait pas le choc de la cavalerie, se formèrent aussitôt en cercle, essayant d'arrêter l'ennemi de deux côtés à la fois. Mais ils n'y réussirent qu'imparfaitement, pressés comme ils l'étaient par des forces supérieures en nombre. Le temps et l'espace leur manquaient pour réparer cet échec fatal, et plus ils se trouvaient serrés, plus le désordre devint irrémédiable. Toute cette masse ébranlée flottait comme au hasard, tandis que les Français redoublaient d'ardeur et d'efforts.

Cependant le combat se prolongeait encore, et tandis qu'une partie des Flamands, pressés autour du ruwaert, tenaient tête à la brillante noblesse du roi, les autres, se reformant à l'abri d'un bois voisin, soutenaient le choc de Louis de Male et des cinq cents lances qui l'avaient suivi. Là périrent plusieurs de ces nobles hommes qui servaient le comte dans sa guerre contre les communes, entre autres les sires de Waurin [1] et de Moerkerke. Mais de nouveaux escadrons étant survenus, presque tous les Gantois tombèrent sans avoir tourné le dos à l'ennemi.

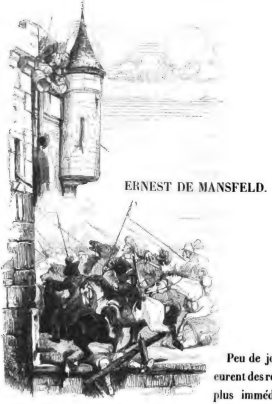
Quant à Philippe lui-même, il fut du nombre des morts : mais

[1] Froissart fait périr ce seigneur à côté du roi ; mais nous avons suivi Olivier de Dixmude.

on ne sait ni de quelle manière ni en quel moment il succomba. Suivant l'opinion la plus générale, on le trouva sur le champ de bataille, à l'endroit où il avait combattu : aucune blessure ne l'avait atteint, mais le poids des chevaux et des cadavres tombés sur lui semblait l'avoir étouffé. Un prisonnier flamand qui le reconnut le premier, saisi de désespoir à cette vue, voulut mourir avec son général et déchira l'appareil que l'on venait de mettre sur ses blessures.

Tel fut le sort du second Artevelde, dont la carrière trop brillante pour rester ensevelie dans l'oubli, fut cependant trop courte pour offrir aux historiens les éléments d'une juste appréciation. Odieux au parti qui resta vainqueur, il a été plus souvent jugé d'après les assertions vagues de ses ennemis ou d'après les préventions des écrivains, que d'après les seuls actes certains de sa vie, tous empreints d'un caractère remarquable de force et de grandeur. La gloire même de son père semble avoir éclipsé sa propre renommée, et la ville pour laquelle il combattit et mourut n'a consacré jusqu'ici dans ses monuments que le souvenir de Jacques d'Artevelde, comme si elle oubliait qu'elle fut aussi sauvée autrefois par Philippe.

H. G. Moke.



ERNEST DE MANSFELD.

Peu de journées eurent des résultats plus immédiats et plus décisifs que celle du 8 novembre 1620, témoin de la sanglante défaite des Bohémiens retranchés sur les hauteurs de la montagne Blanche [1]. Le lendemain de cette catastrophe, Prague se rend, les autres villes du royaume ne tardent pas à suivre l'exemple donné par la capitale, les états de chaque province font leur soumission, et la victoire des Impé-

[1] Voir la biographie de Tilly, page 159.

Digitized by Google

Ernest de Mansfeld.

Digitized by Google

riaux semble avoir anéanti pour de longues années, en Allemagne, la cause de la liberté civile et religieuse. Dans ce moment de détresse, un homme auquel l'Europe n'avait prêté jusque-là qu'une attention secondaire, attire soudainement tous les regards. Sans autre fortune, dit Schiller, que son épée, sans autre espoir que les chances du hasard, sans autre appui que son courage, Ernest de Mansfeld se montre déterminé à résister avec une poignée de soldats indisciplinés contre les armées formidables et victorieuses de l'Empereur.

A quel mobile obéissait ce partisan téméraire? la passion de la gloire, l'espoir d'une grande récompense, ou bien quelque désir secret de vengeance, dirigeaient-ils ses actions? on l'ignore. Toutefois ce n'était pas ce sentiment puissant qui a produit tant de grands hommes et tant de grandes choses, ce n'était pas l'amour profond et sacré, quoique parfois exclusif, de la patrie qui avait inspiré un dévouement si généreux et si complet : le guerrier dont il est question ici était étranger à l'Allemagne. Comme Bucquoy, surnommé à juste titre le Fabius de la Ligue catholique; comme Tilly, Altringer, Mathias Galas, Becq, Jean de Weert, le sabreur intrépide; comme tous ces hommes d'action, dont les noms jetèrent de si vives lueurs pendant les orages de cette époque, Ernest de Mansfeld avait vu le jour en Belgique. Né en 1585 à Malines, il était le fils unique d'une demoiselle noble de cette ville, qu'un général célèbre, attaché au service de l'Espagne, avait séduite par ses protestations d'amour. Cependant, s'il faut en croire les Mémoires du temps, le comte de Mansfeld [1] n'aimait pas moins

[1] Il administra pendant longtemps la province de Luxembourg, et c'est lui que l'on

son fils naturel que ses enfants légitimes; il le fit élever avec soin et lui inculqua de bonne heure les principes sévères de la religion catholique; plus tard, l'archiduc Ernest d'Autriche se chargea de compléter cette éducation. Une imagination active et toute préoccupée des enivrements de la gloire et de la renommée bouillonnait déjà dans le corps de cet adolescent: on en fit un soldat. Par un de ces bizarres caprices de la destinée, ce fut au service de la maison d'Autriche, dont il devait être pendant longtemps l'un des plus redoutables adversaires, que le jeune Flamand fit ses premières armes. On le vit combattre ainsi dans les armées catholiques pendant les différends survenus à l'occasion du duché de Juliers [1]. Sa brillante conduite avait attiré sur lui l'attention; on l'avait bercé de l'espoir d'un avancement rapide; il attendit en vain ces brillantes promesses ne se réalisèrent point. Pour surcroît d'injustice, lorsqu'il s'agit de lui rembourser les avances qu'il avait faites, on lui suscita toutes sortes de chicanes et de difficultés. Ces procédés le froissèrent vivement; peu à peu son zèle diminua, et l'attachement qu'il avait voué à l'Empereur se convertit en une haine profonde. Furieux de voir ses services mal appréciés, entraîné, du reste, par une secrète sympathie vers la cause protestante, il s'en alla résolûment offrir à l'*Union évangélique* l'appui de son épée et de ses talents. Presque en même temps Ernest de Mansfeld abjurait le culte de ses ancêtres et passait à celui des luthériens, afin de

chargea, après la mort du prince de Parme, des fonctions provisoires de gouverneur général des Pays-Bas.

[1] Voir l'*Histoire de Belgique*, par Th. Juste, p. 461.

Jean de Weert

Digitized by Google

rassurer complétement ses nouveaux amis à son égard.

Le duc de Savoie, allié des princes protestants, venait de leur demander un secours de 4,000 hommes contre l'Espagne. Comme nul mieux que le transfuge de la veille ne possédait le secret de lever et d'organiser des troupes avec rapidité, ce fut sur lui qu'on se reposa de ce soin; mais quelle que fût la promptitude de ses opérations, elles n'étaient pas entièrement terminées que déjà les événements avaient changé de face. D'un côté, le duc de Savoie avait signé un traité de paix et pouvait se passer des renforts de Mansfeld, qu'il créa marquis de Castel-Nuova pour le dédommager de tant de peines inutiles. D'un autre côté, la révolte de la Bohême avait pris, en se propageant, plus de consistance et de force, à la grande satisfaction de toute l'Allemagne protestante, qui s'intéressait à ce mouvement comme à sa propre cause. L'*Union évangélique* s'était engagée en secret à soutenir les efforts des rebelles; mais elle cherchait inutilement quelque moyen de remplir ses promesses, lorsque le hasard vint mettre à sa disposition Mansfeld et ses soldats, dont le duc de Savoie n'avait plus besoin désormais.

Dès son arrivée en Bohême, l'intrépide aventurier alla, sur l'ordre des états, s'emparer de Pilsen, l'une des villes les plus importantes du royaume; ensuite il se mit à harceler le comte de Bucquoy et le força de rentrer en Autriche. Mis au ban de l'Empire en 1619, l'aversion que Mansfeld nourrissait contre la maison d'Autriche s'accrut encore; il fut l'un de ceux qui déterminèrent les Bohémiens à constituer le gouvernement. On n'y parvint qu'après beaucoup de difficultés. Autant les rebelles avaient été unanimes pour chasser Ferdinand, autant la divi-

sion était grande parmi eux sur la question de savoir qui l'on mettrait à sa place. L'un proposait Maximilien de Bavière; l'autre, le roi de Danemarck; quelques-uns même avaient jeté les yeux sur Bethlen-Gabor. Quant à Mansfeld, ses plus vives sympathies étaient pour Charles-Emmanuel, duc de Savoie, qui fut rejeté à cause de sa religion. Enfin, la pluralité des suffrages tomba sur l'électeur palatin Frédéric V, gendre du roi d'Angleterre. Malheureusement, ce prince était tout à fait dépourvu des hautes qualités nécessaires dans de si difficiles circonstances. Au lieu d'écarter les dangers qui entouraient son trône, il ne parut chercher qu'à les oublier au sein des réjouissances et des fêtes; un an à peine s'était écoulé depuis le jour de son couronnement, que, dépouillé et fugitif, il s'en allait cacher au fond de la Hollande la rage et la confusion dont il était dévoré.

Ainsi que nous l'avons vu dans les premières lignes de cette notice, ce fut en ce moment que Mansfeld, abandonné à ses propres ressources, se montra supérieur à la fortune qui accablait son parti. Loin de se laisser décourager, comme tous les autres chefs protestants, par la défaite de la montagne Blanche, il redoubla d'audace. Avec une inconcevable activité, il s'empara des villes de Plan, Tepel, Schlaggenwerth, Joachimsthal, laissant des garnisons dans les places susceptibles de défense. A mesure qu'il avançait, les soldats bohémiens, qui avaient fui ou s'étaient cachés après la victoire des Impériaux, accouraient se ranger sous ses drapeaux et grossissaient les rangs de son armée. L'audacieux condottier poussa ses excursions jusque dans les cercles de Saaz et de Rakonitz. Bucquoy avait quitté la Bo-

hême; Tilly était resté seul : les succès de son adversaire lui inspirèrent des inquiétudes pour Prague, il demanda des renforts en Bavière et en Saxe. Lorsqu'ils furent arrivés, il vint assiéger Pilsen, où Mansfeld s'était enfermé avec la résolution de défendre cette ville jusqu'à la dernière extrémité; mais le courage de ce grand capitaine dut céder à la fin devant l'exaspération de ses soldats affamés et harassés de souffrances et de fatigues. Quelque cruelle que fût cette dernière épreuve du sort, elle n'abattit point la fierté du brave Flamand. On le vit bientôt reparaître dans le haut Palatinat, où il enrôla les troupes que l'*Union évangélique* venait de congédier. Composée en grande partie de bandits, d'aventuriers, d'hommes sans famille, sans religion, sans patrie, cette armée inspirait une vive terreur à tous les États voisins et surtout aux évêques, tremblants pour leurs trésors et leurs personnes. Cependant poursuivi sans relâche par Tilly, Mansfeld se vit tout à coup dans un danger extrême, auquel il n'échappa que par une ruse adroite. Il envahit ensuite le bas Palatinat, où se trouvait le général espagnol Corduba. Après avoir évité tout combat avec celui-ci, il franchit le Rhin et se jeta dans l'Alsace, dont il dévasta les campagnes et imposa les villes de fortes contributions. Cette expédition finie, l'ardeur de ses soldats rallumée et ses finances rétablies, il repasse le Rhin et vient à son tour menacer l'armée espagnole, campée dans le bas Palatinat.

Un instant la fortune parut se montrer favorable à Mansfeld; mais ce n'était que pour le trahir avec plus de perfidie. Frédéric V, l'électeur palatin, était venu le rejoindre, et sa présence dans le camp protestant avait excité l'enthousiasme

général; l'*Union évangélique* s'était subitement réorganisée: le margrave de Bade avait amené de nombreux renforts; enfin, Tilly, surpris à Wislock par Ernest de Mansfeld, avait éprouvé des pertes assez considérables. La défaite de Wimpfen, attribuée à l'imprudence du margrave de Bade, vint malheureusement bouleverser toutes les espérances qu'on s'était trop hâté de concevoir dans un moment d'enivrement (1622).

Notre héros vit une nouvelle fois l'adversité fondre sur son parti, sans que la fermeté de son âme en fût ébranlée. L'arrivée d'un nouveau compagnon d'armes lui fit oublier les cruels désabusements que la fortune se plaisait à lui faire essuyer. Christian de Brunswick, inférieur en talents à Mansfeld, se distinguait comme lui par une audace inouïe et un esprit enthousiaste : battu à Afschaffembourg, il était parvenu à rejoindre Mansfeld, non sans avoir éprouvé des pertes considérables et sans attirer derrière lui l'infatigable Tilly. Tous deux gagnèrent l'Alsace, où ils désolèrent les contrées qui avaient échappé à la première invasion des troupes protestantes. Déjà Frédéric V les avait abandonnés; mais ils connaissaient le caractère faible de l'électeur palatin, et le parti désespéré qu'il venait de prendre, séduit par de fausses espérances, ne les avait point étonnés. De l'Alsace ils passèrent en Lorraine; chassés par les Français, après avoir essayé inutilement de s'entendre avec eux, ils rebroussent chemin; une bataille sanglante qu'ils gagnent dans les plaines de Fleurus, leur ouvre un passage à travers les provinces belges et leur permet de se rendre en Hollande, où ils aident le prince d'Orange à lever le siege de Berg-op-Zoom. Quelque temps après, Mansfeld reparut dans

la Westphalie, et s'empara de plusieurs villes que ses troupes pillèrent sans pitié. Forcé de nouveau de battre en retraite devant des forces supérieures, il se retrancha dans l'Oost-Frise d'une manière si formidable que Tilly résolut prudemment de l'y laisser tranquille, en attendant que les Hollandais, fatigués des déprédations commises sans cesse par ces hordes vagabondes, suppliassent eux-mêmes leur dangereux auxiliaire de s'éloigner. Les prévisions du général impérial se réalisèrent. Ne sachant plus où porter ses pas, manquant, du reste, d'argent et de munitions, Mansfeld se vit contraint de licencier ses soldats.

Mais de pareilles natures ne peuvent s'accommoder du repos et de la monotonie de la vie commune. Le condottier flamand avait pris à cœur les intérêts de la cause protestante; il avait résolu le rétablissement de Frédéric V sur le trône de Bohême : rien ne pouvait lui faire abandonner son projet. Il fit plusieurs voyages, entre autres en France, afin d'obtenir quelques secours; l'Angleterre, où il se rendit également, l'accueillit avec toute la distinction due à un mérite incontestable et aux nombreux services que le grand capitaine avait rendus à la réforme. Les efforts de Mansfeld furent enfin couronnés de succès. L'année 1625 le vit rentrer en Allemagne et prêt à recommencer cette lutte qui semblait devoir être éternelle. Quoique peu nombreuse, l'armée qui le suivait était animée d'une confiance inébranlable dans les lumières et le courage de son chef, dont la parole éloquente stimulait encore le zèle général.

Depuis quelque temps déjà le roi de Danemarck, Chris-

tian IV, était occupé à défendre la cause du protestantisme dans la vaste arène germanique. Mais avec des forces considérables à sa disposition, il n'avait guère été plus heureux que ceux qui l'avaient précédé. Après l'avoir battu à différentes reprises, les généraux de Ferdinand II, plus habiles et plus expérimentés que lui, étaient parvenus à l'envelopper. Mansfeld n'hésita pas à se sacrifier pour tirer d'une position pleine de périls le monarque qui l'avait honoré en l'appelant son allié. Il s'agissait d'occuper Wallenstein, qui campait avec des forces supérieures sur les bords de l'Elbe. Comme toujours, audacieux à l'excès, Mansfeld s'approche du pont de Dessau : il ne craint pas d'élever ses batteries en face des batteries impériales. Assailli bientôt de tous les côtés, il succombe sous le nombre de ses ennemis; mais il s'échappe encore, et dans sa fuite précipitée il offre à l'Europe le spectacle singulier d'un général aussi redoutable après une défaite qu'un autre après une victoire. Battu, on le voit conduisant le reste de son armée dans la marche de Brandebourg; s'il s'y arrête, c'est pour laisser à ses soldats un instant de repos, tandis que lui-même s'occupe à recruter de nouvelles troupes. Redevenu formidable, il s'apprête à exécuter un mouvement dont le plan est tout combiné dans sa tête. Franchir la Silésie, pénétrer en Hongrie, là se joindre à Bethlen-Gabor, et, de concert avec lui, porter la guerre au sein même des provinces autrichiennes, tel est ce coup de main incroyable de hardiesse et d'astuce. L'Empereur effrayé envoie à la hâte à Wallenstein l'ordre de ne plus songer au roi de Danemarck, et de tourner toutes ses forces contre le rusé Flamand, afin de l'arrêter dans sa

Mort d'Ernest de Mansfeld

Google

marche impétueuse. Mais le général impérial, malgré toute la rapidité de ses opérations, ne parvient point à atteindre Ernest de Mansfeld, qui s'avançait à pas de géant à travers la Silésie pour se réunir à Bethlen-Gabor.

Malheureusement, les brillantes promesses des protestants avaient seules déterminé le prince transylvanien à rompre la paix avec l'Autriche. Quand au lieu de lui apporter les subsides et les soldats qu'il espérait, il vit Mansfeld lui en demander pour chasser de la Hongrie l'armée impériale qu'il avait attirée sur ses pas, rien ne put rendre son désappointement. Changeant brusquement de plan et de résolution, il se hâta, comme il avait coutume de le faire en pareil cas, de conclure avec l'Empereur un traité de paix; sauf à le rompre à la première occasion, s'il le jugeait favorable.

Mansfeld fut alors hors d'état de se soutenir en Hongrie. Bien qu'au fond de l'âme il fût désespéré de voir échouer tant de grands et hardis projets qu'il avait conçus, il était à la fois trop fier pour se plaindre et trop prudent pour montrer le dépit qu'il ressentait des procédés de Bethlen-Gabor. Il se résigna donc encore une fois au silence et à l'inaction. Après avoir licencié ses troupes, dont il vendit les armes et les munitions, suivi seulement de quelques-uns de ses officiers, il partit avec l'intention de se rendre à Venise. Mais pendant le voyage ses compagnons remarquèrent avec douleur que ses forces dépérissaient avec une rapidité effrayante; l'altération croissante de sa santé força bientôt la petite troupe à faire halte dans un village près de Zara en Dalmatie : l'heure de Mansfeld était venue. La fierté de cet homme, dont la vie n'avait été semée que de traverses et

d'écueils, ne se démentit point aux approches du trépas. Lorsqu'il s'aperçut qu'il ne lui restait plus que quelques minutes à vivre, il sortit de son lit et se fit revêtir de ses habits de guerre; se soutenant alors avec effort sur le bras de ses vieux compagnons d'armes, qui, saisis d'admiration et de tristesse, pleuraient autour de lui, il les consola et les persuada de ne point abandonner le parti de la Réforme. A peine il s'était tu, que sa tête se pencha sur sa poitrine et que tout son corps demeura immobile : le brave soldat était mort sans convulsions, sans pâleur, debout enfin, ainsi que dans son orgueil il l'avait souhaité (1626).

La même année avait déjà vu tomber un autre guerrier dont les armes avaient été plus d'une fois fatales à l'Empereur : Christian de Brunswick, l'ami et le compagnon inséparable de Mansfeld, était descendu dans la tombe, où ses excès l'avaient entraîné encore dans la force de l'âge.

« Ainsi, dit Schiller, à qui nous avons fait de nombreux emprunts pour cette biographie, finirent ces deux hommes dignes de l'immortalité, et que la postérité bénirait s'ils avaient combattu les vices de cette époque avec le courage et la fermeté qu'ils déployèrent pour lutter contre les chances du hasard. »

Ch. H.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE

TABLE DES BIOGRAPHIES

CONTENUES

DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE DES BIOGRAPHIES.

LE

PANTHÉON NATIONAL.

PREMIER VOLUME.

HISTOIRE DE BELGIQUE, par TH. JUSTE, illustrée par l'élite des artiste belges.

DEUXIÈME VOLUME.

LES BELGES ILLUSTRES. Première partie, consacrée aux guerriers, aux hommes d'État, etc.

TROISIÈME VOLUME.

LES BELGES ILLUSTRES. Deuxième partie, consacrée aux artistes, renfermant les biographies suivantes :

PIERRE-PAUL RUBENS, par Eugène Robin.
DAVID TENIERS, par Victor Joly.
GRÉTRY, par Édouard Fétis.
ROLAND DE LATTRE, par Ad. Mathieu.
ADRIEN BRAUWER, par Karel Reynaert.
CRAESBEEK, par le même.
GÉRARD DE SAINT-TROND, par André Van Hasselt.
LUCAS VOSTERMAN, par Éd. Fétis.
VAN DER MEULEN, par le même.
VAN DYCK, par Eugène Robin.
FRANÇOIS DU QUESNOY, par Eug. Gaussoin.
OTTO VÉNIUS, par Félix Stappaerts.
JORDAENS, par Eugène Gens.
LAURENT DELVAUX, par A. Baron.
HUBERT ET JEAN VAN EYCK, par André Van Hasselt,
GOSSEC, par Édouard Fétis.
PH. VAN CHAMPAGNE, par L. Alvin.
ERASME QUELLYN, par Ernest Buschmann.
QUENTIN METSYS, par Félix Bogaerts.
VAN OOST, par Oct. Delepierre.
MEMLING, par Charles Hen.

QUATRIÈME VOLUME.

LES BELGES ILLUSTRES. Troisième partie, consacrée aux savants, aux littérateurs, etc., etc., renferman[illegible] biographies des personnages suivants :

- Juste-Lipse, par le baron De Reiffenberg
- Le prince de Ligne, par Charles Hen.
- Dodonée, par Ch. Morren.
- Vésale, par Burggrave.
- Charles de L'Escluse, par Ch. Morren.
- Renkin, par Ph. Lesbroussart.
- Henri de Gand, par Henri Huet.
- Ortélius, par André Van Hasselt.
- Comines, par A. Baron.
- [illegible]in, par le baron De Reiffenberg.
- [illegible] Helmont, par de Losen de Seltenhoff.
- Le chanoine Triest, par De Decker.
- Froissart, par Ph. Lesbroussart.
- Simon Stévin, par Quetelet.
- Guillaume de Rubrucqui, par le baron De Reiffenberg.
- Bollandus, par N***.
- Goethals, par N***.

CINQUIÈME VOLUME.

LA BELGIQUE MONUMENTALE, ARTISTIQUE ET PITTORESQUE.

PREMIÈRE PARTIE :

Flandres, Brabant, Namur.

Texte

Par MM. H. G. Moke, Victor Joly, Eugène Gens et Théod. Juste.

SIXIÈME VOLUME.

LA BELGIQUE MONUMENTALE, ARTISTIQUE ET PITTORESQUE.

DEUXIÈME PARTIE :

Hainaut, Luxembourg, Liége, Limbourg et Anvers.

Texte

Par MM. F. Carron, Charles Hen, Eugène Gens, G.-G.-G.-G., Félix Stappaerts, le capitaine Gaussoin et Eugène Robin.

Ce volume se terminera par

UN TABLEAU DE L'ÉTAT ACTUEL DES ARTS, DES SCIENCES ET DES LETTRES EN BELGIQUE,

PAR

A. BARON.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google